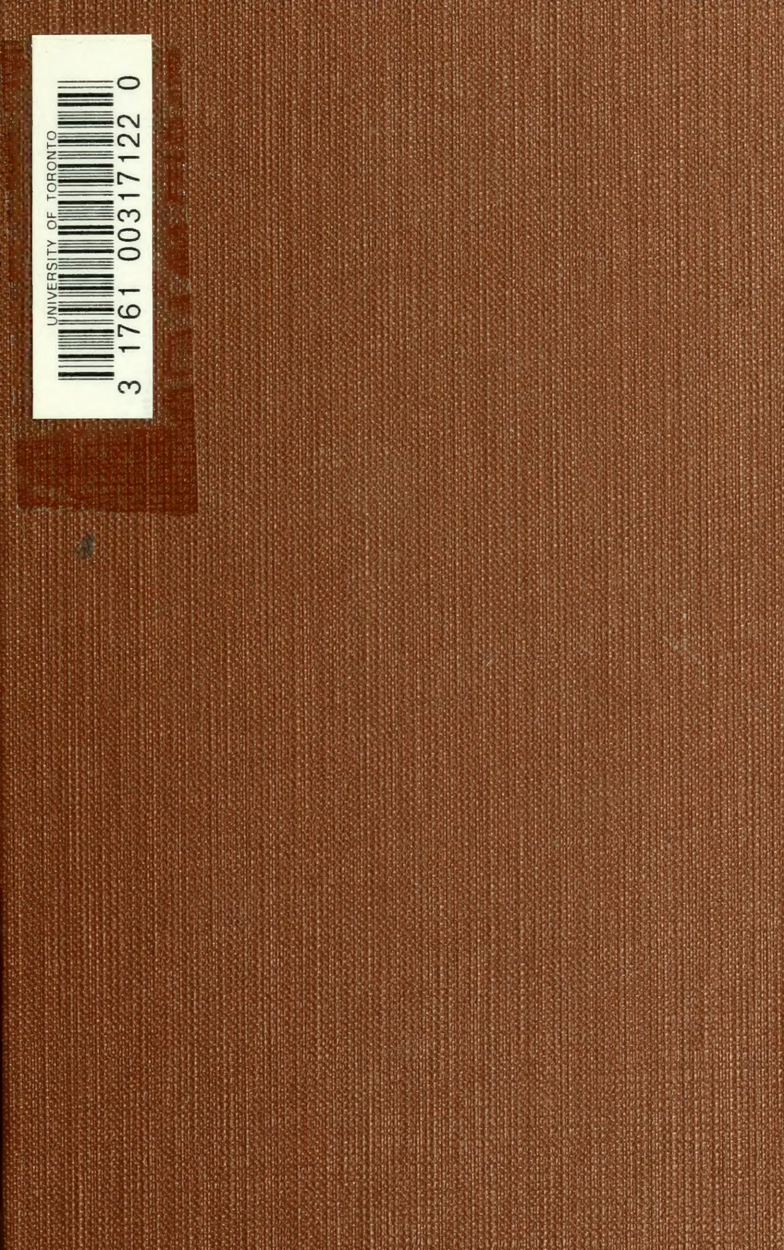

UNIVERSITY OF TORONTO
3 1761 00317122 0

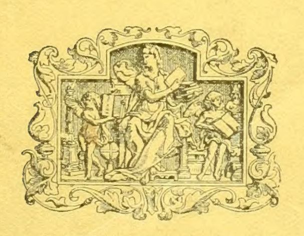
BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE ET DE POLITIQUE

E. DENIS
Professeur à la Sorbonne.

LA GRANDE SERBIE



NEUVIÈME ÉDITION



PARIS
LIBRAIRIE DELAGRAVE
15, RUE SOUFFLOT, 15

LA GRANDE SERBIE

BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE ET DE POLITIQUE

E. DENIS
Professeur à la Sorbonne

LA
GRANDE SERBIE



PARIS
LIBRAIRIE DELAGRAVE
15, RUE SOUFFLOT, 15


LIBRARY
DEC 3 1966
UNIVERSITY OF TORONTO

BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE ET DE POLITIQUE

PRÉFACE

« *En réalité, écrivait un jour mon ami Faguet, il n'y a de politique que la politique extérieure.* » — *Naturellement, on l'accusa de paradoxe, ce qui ne le troubla guère; il n'avait énoncé qu'un truisme. En effet, le critère de toute loi, qu'elle soit d'ordre administratif, financier, économique ou scolaire, est dans le retentis sement qu'elle a sur la prospérité économique ou morale d'un pays et, par conséquent, sur sa situation au dehors. Le règlement du Parlement et la méthode de travail des Assemblées, l'équilibre du budget et la répartition équitable de l'impôt, la division rationnelle des pouvoirs — qui, en garantissant la surveillance des Chambres, respecte les droits nécessaires de l'administration —, la dignité morale et la vigilance de la presse, l'organisation de l'enseignement, les lois ecclésiastiques, l'hygiène physique et morale, ont une répercussion certaine, et souvent immédiate, sur l'activité sociale et privée et sur la vie de relation d'un peuple.*

Il est manifeste d'autre part que les événements

extérieurs ont un retentissement profond sur l'existence particulière de chaque citoyen. Nous avons tous un intérêt direct et personnel dans l'évolution générale du monde, et cette solidarité universelle s'exerce avec une force toujours plus impérieuse à mesure que la civilisation se perfectionne et se complique.

Jusqu'à la crise actuelle, la plupart des Français ont de parti pris ignoré et négligé cette vérité, ou du moins ils n'ont aperçu que vaguement les conséquences et les obligations qui en découlent. Notre démocratie n'a pas eu de politique étrangère. Tout au plus a-t-elle daigné indiquer des directions générales, sans se préoccuper de la manière dont on interprétait et dont on exécutait ses volontés. L'alliance russe et l'entente cordiale avec l'Angleterre répondaient certainement aux désirs de l'immense majorité des électeurs; quant à la manière dont on pratiquait l'alliance, au prix dont on achetait ces rapprochements. aux engagements qu'ils supposaient et aux risques qu'ils entraînaient, les Français se sont refusés à les considérer. C'est pour cela que les diverses crises, si tragiques, que nous avons traversées depuis dix ans, ont été pour la plupart d'entre eux une surprise presque foudroyante, ou, ce qui est pire, ils n'en ont même pas soupçonné les immenses périls.

Ce n'est pas le moment ni le lieu de juger les divers ministres qui, pendant cette période accidentée, ont dirigé nos affaires. J'admettrai, si l'on veut, que tous étaient, non seulement de sincères patriotes, mais des diplomates perspicaces et expérimentés, dont le mérite n'avait d'égal que la modestie. On m'accordera bien en échange qu'il serait absurde de supposer que la France aura toujours la chance de voir au quai d'Orsay, des Richelieu ou des Vergennes, — et

encore ne suis-je pas sûr que Vergennes ne se soit jamais trompé. La plus vulgaire prudence nous invite donc à ne pas recommencer une expérience qui aurait des chances de mal tourner, je veux dire qu'il est urgent de rompre avec des habitudes et des méthodes de gouvernement personnel et secret trop longtemps maintenues par l'illogique insouciance de notre démocratie. Le temps est passé définitivement des traités secrets, des conversations à voix basse, et des intrigues de coulisse.

Lamartine écrivait, il y a trois quarts de siècle : « la politique dont les anciens ont fait un mystère, dont les modernes ont fait un art, n'est ni l'un ni l'autre.... A l'époque rationnelle du monde, dans l'acception vraie et divine du mot, la politique, c'est de la morale, de la raison et de la vertu. » — Je sais bien que Lamartine n'est plus à la mode et qu'on sourit volontiers de l'idéalisme des poètes. Quand nous lisons cependant aujourd'hui l'histoire de Louis-Philippe, il ne semble pas que Lamartine ait vu moins loin et moins juste que Guizot.

Réalistes d'ailleurs ou idéalistes, partisans de la politique des anciennes frontières, comme Talleyrand, ou de la conquête du Rhin, je suppose que nous nous entendrons tous sur un point : il est désirable et même indispensable que les électeurs se pénètrent de la conviction qu'ils doivent apporter une attention plus vigilante et plus avertie aux affaires publiques et, avant tout, aux affaires extérieures, puisqu'ils sont engagés par la parole des ministres. Étrange paradoxe que le scepticisme indolent de tant d'honnêtes gens qui ne se risqueraient pas dans la moindre entreprise sans une enquête attentive, et qui, sans hésitations, sans remords et sans peur, confient un blanc-

seing à des anonymes, quand il s'agit de leur plus précieuse fortune.

Les événements actuels, en prouvant aux plus distraits les inconvénients de ces pratiques, en auront, j'espère, rendu le retour pour jamais impossible. Jusqu'aujourd'hui, notre démocratie, il faut avoir le courage de l'avouer, n'a pas pris assez au sérieux sa tâche. Son effort s'est épuisé à conquérir le pouvoir, elle a dédaigné d'en user. Comme les rois fainéants qui se débarrassaient sur leurs favoris des soucis du trône, elle a accepté les yeux fermés la formule parlementaire : le souverain règne et ne gouverne pas.

Tout droit crée un devoir. Tout citoyen d'un État libre est tenu de faire, dans ses soucis et ses travaux, une large part à la vie publique, une part dans tous les cas beaucoup plus large que nous ne lui en accordions. Notre éducation est à refaire, ou plus exactement, à commencer. Il faut obtenir de nos souverains, — c'est-à-dire du peuple, — qu'ils se soumettent au labeur quotidien qui leur permettra de comprendre et de résoudre les problèmes qui surgissent sans cesse autour de nous et qui finissent quelquefois par nous imposer de suprêmes sacrifices.

Pour cela, il est nécessaire de fournir à la masse de la nation les renseignements et les moyens d'orientation indispensables. Actuellement l'éducation préliminaire et les ressources d'information lui font absolument défaut. La presse quotidienne n'accorde le plus souvent aux questions de politique extérieure qu'une place insignifiante. Les trois ou quatre journaux qui ouvrent plus largement leurs colonnes aux rubriques étrangères, ne peuvent naturellement fournir que des indications fragmentaires qui, pour être comprises et

critiquées, exigent une érudition qu'il est téméraire de supposer à la moyenne des lecteurs. Les neuf dixièmes, non seulement de tous les citoyens, mais des bourgeois, c'est-à-dire en somme de ceux qui sont appelés à précéder et à diriger l'opinion, n'ont que les idées les plus confuses sur la situation actuelle de l'Europe; ils seraient incapables de dire les mobiles profonds de la conduite de la Belgique, de l'Italie, ou même de la Russie et de l'Angleterre. Ils ne se connaissent pas mieux eux-mêmes, parce qu'ils ne connaissent pas leurs voisins. Ils errent ainsi à l'aveugle, poussés par les événements, tout au plus avertis par l'instinct, non pas conduits par un jugement précis et clair parce qu'ils n'ont pas, sur le monde qui les entoure, le minimum d'indications méthodiques qui leur seraient nécessaires.

C'est pour leur fournir ces renseignements indispensables à toute conviction réfléchie, que quelques amis et moi nous avons eu l'idée de fonder une BIBLIOTHÈQUE DE POLITIQUE ET D'HISTOIRE.

Il n'est guère douteux pour personne que la guerre actuelle fixera pour une période assez longue la situation du monde, et il est certain que la tranquillité de l'Europe et le bonheur des peuples dépendront en grande partie de la manière dont aura été rédigé le traité. — Quelles sont les aspirations et les désirs des divers peuples? — Comment concilier les réclamations opposées? — Dans quelle mesure les exigences des cabinets répondent-elles aux besoins réels des États et aux aspirations sincères des foules? — Sur quelles ressources et quelles forces matérielles, intellectuelles ou morales, s'appuient ces prétentions, qui sont quelquefois plus bruyantes que sérieuses? — A quel degré ont-elles conquis l'âme nationale?

A ces diverses questions, l'histoire seule offre une réponse. Les passions s'en vont avec l'âge, disait Victor Hugo, mais ce n'est vrai que pour les individus. Chez les peuples, au contraire, les désirs sont plus impérieux et plus redoutables, qui ont été mûris par de longues attentes et excités par des siècles de rêves. Essayer de nous rendre compte de la nature et de l'intensité de ces espoirs, dégager ce qu'ils renferment de juste ou d'excessif et de dangereux, de vrai et de permanent ou de factice et de fugitif, rechercher si certaines nations ne risquent pas d'assumer une tâche inégale à leurs ressources actuelles, la connaissance seule du passé nous le permet.

Nous voudrions ainsi présenter aux lecteurs français un tableau exact et vivant de ce que sont actuellement les divers peuples d'Europe, en mettant en lumière ce qui chez chacun d'eux subsiste du passé et ce qui, de ce passé, demeure une force de vie et un élément d'action. Pour que ces études soient utiles, le premier point est qu'elles soient exactes et sincères, mais il faudrait aussi qu'elles fussent intelligentes, c'est-à-dire qu'elles choisissent ce qui est vraiment nécessaire et laissassent tomber le fatras qui ne relève que de l'érudition. Il faudrait enfin qu'elles pussent être lues avec agrément et intérêt. Les princes sont généralement fort mal élevés, parce qu'on les soumet à un régime d'entraînement purement odieux et qui exige d'eux un effort excessif. Notre démocratie se révolterait vite contre des méthodes aussi intolérables. Nous désirerions améliorer le peuple de France, non le transformer, et nous savons qu'il ne supporte pas l'ennui, en quoi nous ne saurions le blâmer.

De la coupe aux lèvres.... Je mesure mieux que quiconque l'abîme qui sépare l'idéal que j'entrevois

de l'essai que j'offre ici au public et je prévois de nombreuses critiques, — que je reconnais d'avance légitimes. Les délicats sont malheureux, rien ne saurait les satisfaire. — Mais, à contempler la perfection, on se condamnerait à ne jamais rien essayer. — Mes collaborateurs seront plus habiles et plus heureux. Le public aussi nous aidera, relèvera nos fautes, signalera nos erreurs. En admettant même que nous ne réussissions pas, si notre idée est juste, elle sera reprise avec un meilleur succès.

Les volumes que nous publierons dans notre collection seront de développement inégal, suivant l'importance du sujet, suivant aussi les connaissances antérieures qu'il est permis de supposer aux lecteurs. Ils devraient constituer, dans notre pensée, une sorte de bibliothèque de fonds que compléteraient ensuite, à mesure que les événements surgiraient, des brochures qui donneraient une vue générale des questions engagées.

Si nous parvenions à mériter et à retenir l'attention du public, nous le mettrions en garde à la fois contre l'indifférence, qui est coupable, contre la passion irréfléchie, qui est funeste, et contre l'esprit de système, qu'il ne convient pas de confondre avec la constance des convictions raisonnées, qui est précisément tout le contraire. — Les idées simples sont souvent des idées fausses, parce qu'incomplètes. Nous croyons avec Lamartine que la politique, c'est de la raison, de la morale et de la vertu. Mais la vertu n'est pas toujours si claire et l'on ne voit que rarement du premier coup où est le devoir.

*
* *

Il n'est pas besoin de longues phrases pour expliquer la raison qui nous a déterminés à consacrer le premier volume de notre collection à la Serbie.

On parle pour être entendu; on écrit pour être lu; on publie un volume pour le répandre. — Nous espérons que la popularité de la Serbie, qui est grande en ce moment et qui est méritée, nous aidera à lancer notre collection.

Nous voudrions aussi expliquer aux Français qui aiment la Serbie sans savoir pourquoi, que leur affection ne se trompe pas, et leur montrer les raisons des succès qui ont étonné le monde et de l'héroïsme qui a excité l'enthousiasme universel.

Nulle part aussi, à ce qu'il m'a semblé, l'influence directe de l'histoire sur le présent n'est plus sensible et plus apparente, et nulle part elle ne trace avec plus de précision le programme naturel de l'avenir.

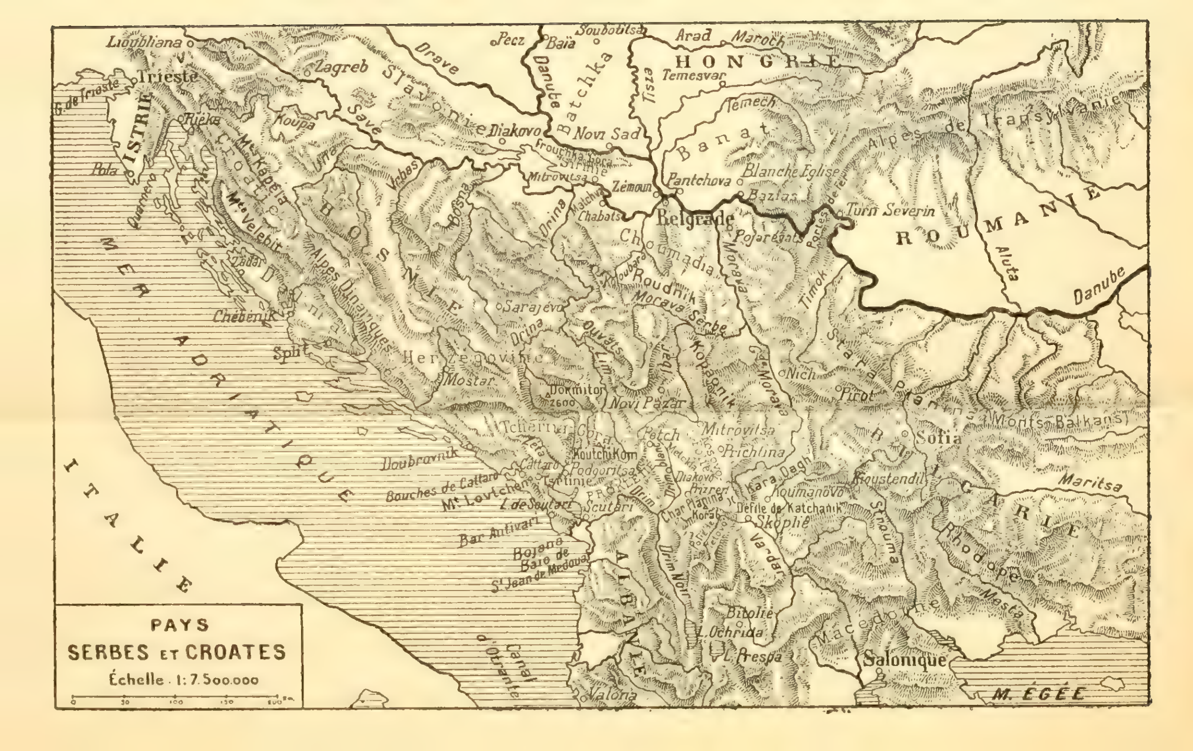
Enfin, nous n'avons aucune illusion à nous faire : il est certain que la ruine de la Turquie entraîne nécessairement pour nous de fâcheuses conséquences et représente une perte appréciable. Bien que nous eussions peu à peu laissé des intrus envahir la place privilégiée que nous occupions là-bas de longue date, nous y avions de vieilles habitudes qui n'allaient pas sans honneur et sans profit. Si large que soit la part qui nous sera accordée dans l'héritage musulman et quels que soient les maîtres nouveaux, nous aurons devant nous des peuples jeunes, jaloux de leurs droits, facilement soupçonneux et inquiets. Nous ne maintiendrons nos positions qu'au prix d'efforts continus et attentifs. Il ne s'agit en somme de rien de moins que

de rebâtir sur un terrain nouveau l'édifice que nos ancêtres avaient construit lentement et péniblement depuis le XVIe siècle, si nous ne voulons même pas remonter aux Croisades.

Ce n'est pas impossible, et le passé ne sera pas si complètement détruit qu'il ne nous fournisse des armes avantageuses. Mais nous ne réussirons à rassembler les débris de notre ancienne fortune et à en construire une nouvelle que si nous savons où nous allons, si nous étudions soigneusement le sol où nous devons nous avancer et si nous parvenons à nous gagner des alliés.

Nulle part la tâche ne sera plus aisée que dans cette Serbie, qui, comme le constatait M. Chéradame dans le Correspondant *du 10 juillet 1914, est le pays le plus francophile du monde. Nos financiers, nos industriels, nos savants et nos professeurs ont déjà noué entre nous et le jeune État yougo-slave des liens étroits. Ne les laissons pas se relâcher.*

Puisse mon livre contribuer à resserrer cette amitié franco-serbe qui, j'en suis convaincu, ne saurait qu'être utile aux deux pays.


PAYS
SERBES ET CROATES
Échelle . 1: 7.500.000
HONGRIE
ROUMANIE
BULGARIE
ALBANIE
ITALIE
MER ADRIATIQUE
M. ÉGÉE
ISTRIE
Croatie
Slavonie
Bosnie
Herzégovine
Dalmatie
Banat
Batchka
Choumadia
Macédoine
Alpes Dinariques
Alpes de Transylvanie
Monts Balkans
Stara Planina
Rhodope
Liaubliana
Trieste
G. de Trieste
Rieka
Pola
Quarnero
Zagreb
Drave
Save
Koupa
Una
Vrbas
Bosna
Drina
Pecz
Baïa
Soubotitsa
Danube
Novi Sad
Diakovo
Tisza
Arad
Maroch
Temesvar
Temech
Pantchova
Blanche Eglise
Bazias
Turn Severin
Portes de Fer
Aluta
Frouchka Gora
Mitrovitsa
Zémoun
Belgrade
Chabats
Matchva
Pojarevats
Timok
Morava
Gde Morava
Morava Serbe
Roudnik
Kopaonik
Ibar
Lim
Ouvats
Sarajevo
Mostar
Dormitor
2600
Novi Pazar
Mitrovitsa
Prichtina
Nich
Pirot
Sofia
Koustendil
Strouma
Maritsa
Mesta
Tcherna Gora
Zeta
Koutchi Kom
Podgoritsa
Cettinie
Cattaro
Bouches de Cattaro
Mt Lovtchen
L. de Scutari
Scutari
Drim
Drim Noir
Drim blanc
Petch
Kossovo
Diakovo
Prizren
Kara Dagh
Koumanovo
Défilé de Katchanik
Char Planina
Skoplié
Vardar
Bitolie
L. Ochrida
L. Prespa
Salonique
Valona
Canal d'Otrante
Bar Antivari
Bojana
Baie de St Jean de Medoua
Doubrovnik
Split
Chébénik
Zadar
Mt Velebit
Mts Kapela
0
50
100
150
200

LA GRANDE SERBIE

CHAPITRE I

GÉOGRAPHIE

Grandes divisions de la Péninsule des Balkans. — Les Alpes Dinariques et le Char: le seuil de Katchanik; les vallées de la Morava et du Vardar. — Influence de la géographie sur l'histoire serbe : Byzance et Rome. Les invasions. — Les Yougo-Slaves au début du xxe siècle. — L'idée panserbe et l'Autriche. — Que l'indépendance de la Serbie était une question d'intérêt général européen.

Le royaume de Serbie, jusqu'à la guerre de 1912, était une petite principauté, qui comptait environ 2 900 000 habitants. Il formait un parallélogramme allongé dans le sens de l'ouest à l'est, limité au nord par la Save et le Danube, qui le séparaient de l'Autriche et de la Roumanie. A l'ouest, il était borné par la Drina, qui emporte vers la Save ses eaux abondantes et claires, et dont l'affluent, le Lim, arrose la Rascie (le sandjak de Novi Pazar), qui s'enfonce comme un coin entre la Montagne Noire et la Serbie. A l'est, vers la Bulgarie, la frontière serbe était formée par le Timok, affluent du Danube, et les massifs élevés et difficiles de la Stara Planina, la Haute-Montagne, que les anciens nommaient l'Hæmus et que nous appelons les Balkans.

Au sud, les Serbes, depuis le commencement du

siècle, par un mouvement lent et continu, s'avançaient vers les sources de la Morava serbe ou occidentale et de la Grande Morava, dans la direction du Drim Blanc et du Vardar, qui s'écoulent vers l'Adriatique et vers l'Égée, la mer Blanche des Slaves.

La péninsule des Balkans, si elle n'a pas de sommets aussi élevés que les presqu'îles d'Italie et d'Espagne, est beaucoup plus accidentée, et l'orographie y est extrêmement compliquée. Elle se divise tout naturellement en deux régions inégales et très différentes : la partie méridionale, de la baie de Valona au golfe de Salonique, beaucoup plus étroite, plus tourmentée, pénétrée par la mer qui y creuse de nombreuses et profondes découpures, est habitée presque exclusivement par des populations grecques, et elle a toujours été le domaine de l'Hellénisme. La partie septentrionale, qui a pour base le Danube et la Save et s'étend de l'Adriatique à la mer Noire, se divise elle-même en deux grandes régions qui, d'une manière générale, correspondent aujourd'hui aux domaines respectifs des Bulgares et des Serbes. Les districts occidentaux, qui sont une des contrées les plus inaccessibles et les plus inextricables de l'Europe, sont constitués par les Alpes Dinariques, qui s'étagent en lignes parallèles le long des rives de l'Adriatique, depuis le Quarnero, à l'est de l'Istrie, et les sources de la Koupa (affluent de la Save) jusqu'à l'embouchure de la Boïana et du Drim. Ce sont des chaînes étroites, rapprochées les unes des autres, coupées par des vallées encaissées, au fond desquelles coulent des torrents ou s'arrondissent des cuvettes presque complètement fermées, lits d'anciens lacs aujourd'hui desséchés et que les eaux envahissent encore en partie dans la saison des pluies. Dans ces *polié* (champs, vallées) se sont groupés les clans qui, en s'agglomérant, ont formé la nation Serbe,

Près de la mer, les massifs crayeux et désolés des Alpes Dinariques dressent dans un désordre magnifique la fantasmagorique mélancolie de leurs roches grisâtres. Vers l'intérieur, le paysage s'adoucit et s'anime; d'immenses forêts verdissent les versants moins abrupts, et des prairies alpestres nourrissent de nombreux troupeaux. Le Dormitor, le plus haut sommet des Alpes Dinariques (2 600 m.), dresse comme un phare son profil blanchâtre au-dessus des roches pittoresques et des chênes séculaires du Lim et de la Drina, qui forme la frontière orientale de la Bosnie et va se jeter dans la Save en amont de Chabatz et de Mitrovitsa, en arrosant la fertile région de la Matchva. A l'est du Monténégro, l'énorme massif du Koutchi-Kom, qu'Ami Boué appelle le roi des montagnes balkaniques, domine les vallées de la Moratcha et de la Zéta, qui a donné son nom à la région et qui arrose Podgoritsa. Entre le Dormitor, le Koutchi-Kom et le Lovtchen dont les masses crayeuses dominent Cattaro, dans une région que l'on a comparée à une mer houleuse brusquement pétrifiée, ou encore à un vaste gâteau de cire aux nombreux et étroits alvéoles, se terrent de loin en loin de rares et maigres polié, dont les plus vastes ont à peine quelques kilomètres de diamètre, et où se cachent les pauvres bourgades du pays que nous sommes habitués à nommer le Monténégro et auquel il vaut mieux rendre son véritable nom, la Tcherna Gora, la Montagne Noire. A l'ouest, au pied de l'église de Notre-Dame, au-dessus de laquelle s'élevaient en trophées, il y a un demi-siècle, les têtes des Turcs massacrés, s'est logée la capitale, Tsétinié (2 000 hab.).

Au sud de Cattaro, près de la baie de Sain-Jean-de Médoua, les Alpes Dinariques s'éloignent du rivage que bordent des plaines marécageuses, et elles s'épanouissent en contreforts qui forment au

nord-est les Alpes Albanaises ou Proklétié, et, vers le sud et le sud-est, la Char Planina ou Scardus.

La Char Planina, orientée du nord-est au sud-ouest, est une étroite sierra, dont les pentes escarpées, dénudées vers le nord, se couvrent au sud de broussailles et de forêts, que domine le gigantesque massif du Korab. De ces montagnes, vers le Drim noir et le Lim se précipitent des ruisseaux que la fonte des neiges transforme en torrents dévastateurs. Avant d'entrer dans la plaine monotone et malsaine qui s'étend au sud de Scutari, le Drim noir se réunit au Drim blanc qui vient de Petch (Ipek), et il se fraye péniblement un passage à travers un défilé de plus de cent kilomètres. Ces vallées étroites, sinueuses, surplombées par des rochers menaçants, réunies par des sentiers de mulets souvent impraticables, ont toujours offert un refuge assuré aux populations menacées par l'invasion ; elles ont été le réduit des anciennes tribus illyriennes contre la conquête romaine, et elles sont encore le domaine propre des peuplades à demi sauvages de l'Albanie. La Char Planina, qui pousse ses contreforts au sud jusqu'aux lacs d'Ochrida et de Prespa, sépare la plaine de la Métokia au nord, avec ses villes de Prizren, Diakovo et Petch, du polié de Tétovo au sud. Vers le nord, elle domine le célèbre champ des Merles (Kosovo polié) où, en 1389, succomba l'indépendance de la Serbie, tandis que, vers l'est, elle s'effondre sur le défilé de Katchanik, que barre de l'autre côté, au delà de la Morava orientale et du Lépénats, affluent du Vardar, la chaîne dénudée du Kara-Dagh.

Les rares voyageurs qui ont gravi les cimes de la Char Planina nous décrivent avec enthousiasme la magnificence de ses horizons, auxquels, nous dit Blanqui, on ne saurait comparer même les vues les plus célèbres de la Suisse et du Tyrol. Du haut de

l'extraordinaire pyramide du Lioubotrien, à l'ouest du seuil de Katchanik, au delà du petit lac où, les jours de Saint-Élie et de Saint-Georges, les Serbes, musulmans ou chrétiens, viennent sacrifier une brebis, on aperçoit au nord les plaines de Kosovo et de la Métokia et, au delà de Novi Pazar et de l'Ibar, la chaîne du Kopaonik que le Roudnik continue au nord de la Morava.

L'incomparable majesté du spectacle se rehausse des grands souvenirs historiques qui se rattachent à ce seuil de Katchanik. Nous touchons ici comme le centre vital de la péninsule. Tandis que, dans la partie occidentale de la presqu'île, les montagnes, dans leur direction générale, sont orientées du nord au sud, dans la moitié orientale, elles courent de l'ouest à l'est. La fissure entre les massifs dinariques de l'ouest et les chaînes orientales, le Rhodope et les Balkans, est marquée par les cours supérieurs de la Morava et du Vardar, qui semblent le prolongement naturel l'un de l'autre et qui forment une série de cuvettes étagées, séparées par des étranglements. A toutes les époques, ce fut un lieu de passage des peuples et un carrefour des invasions.

Skoplié (Uskub), à l'endroit où le Vardar échappe à la plus haute montagne, n'est aujourd'hui qu'une ville de 30 000 habitants, mais sa situation au point de rencontre des routes qui conduisent vers la Bosnie, la Serbie Danubienne, la Bulgarie, la Grèce et l'Adriatique, doivent en faire une place de commerce de premier ordre. Sur le chemin de fer déjà en exploitation qui rattache directement par Skoplié Salonique à Belgrade et au Danube par Nich, s'embranche la ligne qui, de Nich à Turn Severin, reliera la Serbie et la Roumanie par le Timok. Vers l'ouest, du tronc Skoplié-Mitrovitsa, un embranchement suivra le Drim blanc pour aboutir par Prizren vers

Saint-Jean-de Médoua et Scutari; à l'est, il se prolongera vers Kioustendil et Sofia, et il rejoindra la grande ligne Vienne-Constantinople. Vers le nord, la ligne de Salonique qui atteint déjà Mitrovitsa, s'avancera par la vallée de l'Ibar, au pied du versant occidental du Kopaonik que la vallée de la Morava serbe sépare du Roudnik, vers Novi Pazar et la Rascie pour rejoindre par les bassins de l'Ouvatz et de la Drina le réseau bosniaque. Ce sera l'épine dorsale du nouveau royaume serbe, de Lioubliana (Laybach) à Bitolié (Monastir) par Zagreb et Sarajévo.

La construction de ces voies ferrées, dont l'ouverture, en mettant la Serbie en communication avec l'Europe occidentale, l'aurait affranchie de la lourde tutelle autrichienne, a été le prétexte et le point de départ de la crise orientale actuelle, et, depuis 1908, elle n'a pas cessé d'être au premier plan des préoccupations de la diplomatie. Elle n'était que la forme moderne de la rivalité qui, à partir des temps les plus reculés, a toujours mis aux prises sur ce même point du globe les États et les races qui ont occupé la péninsule des Balkans et y ont poursuivi l'hégémonie. Tour à tour, Illyriens, Thraces ou Celtes, Romains et Grecs, Slaves et Turcs, Albanais, Serbes et Bulgares se sont rencontrés et heurtés à ce croisement de routes, et tous les maîtres qui y ont, pour une période plus ou moins longue, établi leur domination, y ont laissé des traces de leur passage et des témoins de leurs victoires momentanées. Dans le prolongement de ce défilé, au pied du Roudnik, l'éclatant triomphe des Serbes (3-13 décembre 1914) a brisé l'offensive autrichienne, détruit l'armée du général Potiorek et fondé définitivement l'indépendance yougo-slave.

Ici, à l'axe de la péninsule, au milieu de ce chaos de montagnes, dans les polié qui se cachent entre le Dormitor, les Proklétié, la Char Planina et le Kara-

Dagh, s'est formée la nationalité serbe. Comme les rivières qui s'écoulent vers le Danube au nord, l'Égée au sud et l'Adriatique à l'ouest, elle ne s'est frayé sa route vers les plaines ouvertes de la Morava inférieure et vers le littoral qu'après des luttes obstinées et des efforts séculaires. Dans ce pays élevé et difficile, coupé de barrières escarpées, le climat rude et froid, les torrents furieux, les neiges qui couvrent le sol une longue partie de l'année, les forêts impénétrables qui obstruaient les chemins, avant qu'elles eussent été dévastées par l'incurie turque ou l'insouciance des bergers nomades, éloignaient les conquérants étrangers. En dehors de quelques plaines, d'une fécondité merveilleuse mais d'une médiocre étendue, le sol ne se prête guère qu'à l'élevage et favorise la vie errante des pasteurs transhumants, aux mœurs farouches et sauvages. Les attaques des Turcs s'y brisèrent longtemps à la résistance tenace des montagnards, et l'offensive autrichienne s'y est toujours heurtée à d'insurmontables obstacles. Les vaincus trouvaient dans leurs rochers et leurs bois d'inviolables asiles, et, même après leur défaite, les races soumises y maintenaient leurs traditions et y cachaient leurs indestructibles espoirs.

L'histoire du peuple serbe s'explique en grande partie par la position qu'il occupe dans ce fouillis de montagnes et de hauts-fonds, à l'orifice de ces défilés qui commandent les grandes routes de la péninsule. Il lui doit sa durée et il lui devra sa puissance. Mais par elle aussi s'expliquent les difficultés au milieu desquelles il s'est si longtemps débattu. Si, de tous les côtés, la route s'ouvre à ses ambitions, il est sans cesse assiégé par les conquérants de la plaine qui sentent le besoin d'affermir leur domination en occupant les hauteurs et qui s'élancent d'un assaut continu à l'attaque du donjon central qu'il garde.

Juchée en sentinelle au poste le plus menacé, entre les Turcs et les Allemands, la Serbie a joué parmi les Slaves du sud un rôle analogue à celui des Tchèques, jetés en grand'garde perdue au milieu de l'armée germanique. Dans la bataille qu'elle livre tous les jours depuis des siècles, la race s'est affinée à la fois et trempée. A ses vertus héroïques et à son indomptable ténacité, il lui a fallu joindre une intelligence aiguisée et une souplesse attentive. L'œil fixé sur des ennemis infiniment supérieurs en nombre, elle a appris à mépriser la mort et à déjouer par ses subtiles parades le complot permanent de ses adversaires; elle a trempé ses nerfs, et elle sait unir à la résignation stoïque qui supporte sans défaillance et sans plaintes les plus dures souffrances, la prudence avisée qui déjoue les pièges et saisit les occasions. Ses héros sont aussi prudents dans le conseil qu'intrépides dans la bataille, et ses guerriers sont en même temps des diplomates. Les deux faces de l'âme populaire se personnifient au moment de la guerre de l'indépendance dans Kara-Georges et Miloch, de nos jours dans le général Poutnik et le ministre Pachitch.

Par ces qualités éminentes, la Serbie a mérité de devenir l'espoir suprême et comme le centre nerveux des Yougo-Slaves. Elle a été la phalange sacrée qui, dans la fumée du combat, maintient sur le dernier réduit de la défense le joyeux tricolore, symbole des futures revanches. C'est de là que sont arrivés en Dalmatie les Ouskoques qui, sur le littoral, ont conservé les traditions nationales et arrêté la marche envahissante des Vénitiens et de l'Italie. De là sont partis les rebelles qui, du Lovtchen au Dormitor, ont protesté par leur indépendance contre l'emprise des Habsbourgs. Les Croates et les Serbes de Hongrie, en dépit de leur civilisation plus avancée et de leur richesse supérieure, n'auraient pas résisté à la poussée

magyaro-germanique, s'ils n'avaient eu derrière eux les pâtres de la Choumadia. C'est là qu'a été déployé pour la première fois l'étendard de l'insurrection chrétienne contre les Musulmans. Les Bulgares n'ont été réveillés de leur lourd sommeil que par les exploits de Kara-Georges. Aujourd'hui encore, sans Belgrade qui barre la route à l'ambition des Habsbourgs, Sofia ne serait bientôt plus qu'une préfecture de Vienne, et le tsar Ferdinand pourrait bien peut-être entrer à Constantinople, mais en tenant la bride du cheval de l'empereur Guillaume.

Placée au point de rencontre de l'Occident et de l'Orient, la Serbie a subi l'influence de la papauté et de l'Italie, de façon à ne pas être trop uniquement pénétrée par la civilisation redoutable et morbide de Byzance. Au moyen âge, à l'époque de son apogée, les Némania, qui l'ont portée au plus haut degré de gloire et de puissance, ont toujours entretenu avec Venise des relations régulières. De nos jours, l'amitié de ses peuples pour la Russie n'a jamais été exclusive, et elle doit à ses rapports étroits avec l'Europe de l'ouest le goût des institutions libérales, le sens du progrès, le mouvement de l'esprit, le respect de la science.

Ne lui envions pas sa fortune, elle l'a payée assez cher. Tiraillée en sens contraire, ballottée entre des disciplines opposées, revendiquée par des maîtres impérieux, elle n'a réussi qu'assez tard à dégager son individualité, et il a semblé à diverses reprises qu'elle était destinée à devenir l'esclave atrophiée de patrons trop puissants. De même qu'au XIVe siècle les grands Joupans avaient alternativement passé de l'obédience du Patriarche grec à celle du Pape, au XIXe siècle les Karageorgévitch ou les Obrénovitch ont failli plus d'une fois devenir les humbles instruments des Tsars ou des Habsbourgs. Heureusement,

ces abandons n'ont jamais été que partiels et temporaires, et, si elle a paru par moments près de succomber aux tyranniques exigences des prétendants qui s'empressaient autour d'elle, elle a toujours réservé son âme. Par un lent et pénible effort, elle a conquis sa personnalité propre. Slave d'origine et de tendance, alliée fidèle de la Russie, elle n'a pas abdiqué sa vie morale ni accepté sans réserve l'impulsion de Pétersbourg. Elle a compris, avec une clarté toujours plus nette et plus franche, le rôle que lui assignait l'histoire et qui est d'être à la fois la gardienne du territoire slave contre l'invasion germanique et la médiatrice entre l'Europe de l'est et de l'ouest. A ce point de vue, elle joue sur le Danube inférieur le rôle des Polonais sur la Vistule.

Comme l'ancienne Grèce, le pays serbe est morcelé en un grand nombre de régions distinctes entre lesquelles les communications sont difficiles et qui étaient presque complètement isolées, tant que la nature n'avait pas été adoucie et domptée par le travail de l'homme. Chacune de ces régions était tout naturellement désignée pour fournir le cadre d'un petit État autonome, et les divers groupes ainsi constitués ne supportaient pas volontiers la domination d'un voisin. De même que la péninsule des Balkans dans son ensemble, par l'enchevêtrement de son réseau orographique, l'orientation différente de ses chaînes et la difficulté des communications, appelle le morcellement et n'a presque jamais été soumise à un seul maître, les Slaves du sud se sont brisés en une multitude de clans, qui vivaient d'une vie indépendante et demeuraient étrangers les uns aux autres. Même dans ses limites étroites, c'est-à-dire dans la région qui s'étend au sud de la Save et du Danube, la Serbie n'a longtemps connu qu'une unité flottante et, pour ainsi dire, extérieure. A certaines heures,

quelques chefs, servis par des circonstances favorables ou par un génie supérieur, ont réussi à étendre pour un moment leur autorité sur une partie plus ou moins grande du territoire yougo-slave. Aucun d'eux n'a réussi à le réunir tout entier sous ses lois, et surtout les dynasties les plus heureuses n'ont jamais créé des traditions de gouvernement assez durables pour triompher des résistances particularistes et des forces centrifuges. Leurs triomphes, fortuits et fugitifs, n'ont pas eu de lendemains, et leur œuvre, plus éclatante que solide, s'est presque aussitôt craquelée sous la pression de l'anarchie féodale et des rivalités intestines qui ouvraient la route aux incursions ennemies.

La conquête turque a été l'épisode le plus célèbre de ces invasions étrangères, non pas peut-être le plus dangereux. La domination musulmane, sauvage et féroce, était moins pénétrante et moins corrosive que l'insidieuse avance d'autres adversaires qui, s'attaquant par une sourde infiltration à l'âme nationale, menaçaient la race d'absorption et d'anéantissement : Allemands et Magyars dans le Banat, la Croatie et la Slavonie, — Italiens en Dalmatie, — Albanais en Vieille Serbie, — Bulgares en Macédoine. Heureusement, la trempe du peuple est bonne et, sur ce métal rebelle, l'acide étranger ne mord pas aisément.

Au XIXe siècle, à l'heure où le péril aurait pris un caractère grave, quand la facilité des communications, la rapidité des échanges et l'affluence redoutable du capital cosmopolite, en facilitant la pénétration étrangère, auraient pu miner les anciennes traditions et préparer l'assimilation des Serbes aux divers peuples dont ils avaient subi l'autorité politique, l'insurrection de 1804 et la formation d'une principauté semi-indépendante à Belgrade enrayèrent le mal, relevèrent les fidélités chancelantes et réveil-

lèrent les espoirs prêts à l'abdication. La Serbie des Karageorgévitch et des Obrénovitch devint dès lors un centre d'attraction, dont le rayonnement s'étendit et la force s'accrut à mesure que le nouvel État s'affermissait.

La carte politique de l'Europe orientale au début de 1912 ne présentait encore presque aucune trace extérieure du sourd travail de reconstitution nationale qui s'accomplissait. A s'en tenir aux apparences, la situation des Serbes à ce moment est déplorable. Ils ne sont pas répartis en moins de sept groupes politiques différents. Sur les onze ou douze millions d'hommes qui parlent le serbe, moins de trois millions sont indépendants, en admettant qu'il convienne d'appeler indépendants des États qui vivent sous la hargneuse surveillance de Budapest et de Vienne, et qui, chaque année, doivent recommencer le combat pour l'existence.

La Tcherna Gora, avec ses 300 000 habitants, n'a réussi a obtenir un port sur l'Adriatique (Bar-Antivari) qu'en acceptant le contrôle de la police maritime autrichienne, et les chemins de fer que prépare le comte d'Aehrenthal et qui s'avancent à l'assaut de la citadelle du Lovtchen, sont plus redoutables que les invasions musulmanes des siècles passés.

Parmi les huit millions de Yougo-Slaves que gouverne François-Joseph, les uns sont rattachés à la Cisleithanie et envoient leurs députés au Reichsrath de Vienne (1 400 000 Slovènes, 800 000 Dalmates, Istriens, etc.); d'autres, dans la Batchka (entre le Danube et la Tisza inférieure), et le Banat, dans les plaines fertiles qu'arrosent le Maroch et le Témech (800 000), font partie du royaume de Saint-Étienne.

Affaiblis et découragés, ils cèdent peu à peu le terrain devant les Allemands, les Magyars ou les Roumains; Novi Sad, qui, dans la première moitié du siècle, à l'époque de l'illustre Chafarjik, a été un admirable foyer de vie intellectuelle, est à moitié allemande; Pantchévo et la Blanche-Église, forteresses de l'avant-garde yougo-slave, paraissent près de tomber aux mains de l'ennemi.

Dans le royaume de Croatie, qui est une annexe de la Hongrie, l'accord de 1868 protège mal les 2 200 000 Croates contre l'oppression magyare. Enfin, les deux millions de Slaves qui habitent la Bosnie et l'Herzégovine forment un État sans analogue dans l'histoire, qui n'est rattaché ni à la Hongrie ni à l'Autriche, mais à l'ensemble de la monarchie, et qui en réalité ne relève que de l'Empereur. Pour compléter le tableau de cette mosaïque, un million de Serbes sont soumis encore au gouvernement turc dans les régions de Novi Pazar et de Kosovo, dans la vieille Serbie, la Macédoine ou le vilayet de Scutari.

Ce morcellement, qui énerve les consciences et brise les forces de résistance, se traduit par un sensible affaissement de la vitalité. Sur beaucoup de points, les statistiques donnent des résultats inquiétants, enregistrent l'arrêt ou le recul de la race. En Istrie, les Croates fléchissent devant les Italiens; les Allemands envahissent la Slavonie et la Sirmie; Zagreb prend les apparences d'une ville judéo-teutonne, et Sarajévo est encombré par les hôteliers, les ingénieurs et les commis voyageurs prussiens; dans le Banat, les Roumains annexent les villages frontières, et les Albanais musulmans conquièrent les districts de Prizren, Petch, Prichtina, même la plaine de Kosovo.

Depuis deux ans, les victoires de Koumanovo et de Bitolié ont sonné la reprise de l'offensive et il est désormais certain que la Serbie de demain, de la

Drave au Vardar et de Pirot à Trieste et à Doubrovnik, réunira sous une même alliance tous les Yougo-Slaves affranchis. Ce brusque revirement n'a surpris que les spectateurs ignorants ou distraits. Le démiurge qui dirige les destinées de l'Europe connaît les règles de l'art dramatique et il sait que le public se plaît aux coups de théâtre et aux brusques transformations. Mais les révolutions les plus inattendues en apparence ne sont jamais que l'accomplissement logique de longues préparations antérieures; le triomphe serbe ne sera ainsi que l'épanouissement d'un sourd travail de germination antérieure qui pendant longtemps n'avait pas affleuré la surface

La Serbie, — sans d'ailleurs qu'il entre dans ma pensée de diminuer le mérite de ses diplomates et de ses généraux, — a été sauvée par ce que les doctrinaires de la Restauration nommaient la force des choses, et qui est l'instinct vital des peuples. Elle a eu le bonheur et le mérite d'être portée par le courant de l'histoire et le flot de l'évolution humaine. Il s'est trouvé ainsi qu'elle formait un contraste radical avec l'Autriche qui incarne une conception politique surannée, fondée uniquement sur les combinaisons artificielles de la diplomatie et les ambitions arbitraires des souverains. Entre les deux pays voisins, aucune conciliation durable n'était possible. Tout le monde admet aujourd'hui qu'il était absurde d'accuser le gouvernement de Belgrade de complicité dans l'attentat de Sarajévo qui ne pouvait que gêner sa politique, et les comtes Berchtold et Tisza ont certainement commis la plus sotte des imprudences en portant la discussion sur ce point de fait. Il aurait été plus difficile de leur répondre si, comme quelques journalistes viennois, ils s'étaient bornés à affirmer que la Serbie tuait l'Autriche par son existence seule, que son indépendance et ses progrès étaient pour les Habsbourgs

une perpétuelle menace, tout comme le Piémont, qu'il fût gouverné par Charles-Félix ou par Cavour était pour eux une incessante provocation, par cela seul qu'il opposait l'idée italienne à la domination étrangère. — De même, la lumière est un empiétement sur l'ombre, la vie est la négation de la mort, et le mouvement, une révolte contre l'inertie.

Pendant tout le XIXe siècle, les groupes yougoslaves avaient été lentement transformés par un travail continu, qui avait été presque une œuvre anonyme, tant les efforts individuels y avaient été favorisés et supportés par les aspirations unanimes de la foule. Sous l'influence à la fois de la philosophie française que les armées révolutionnaires et impériales avaient répandue à travers l'Europe vaincue et docile, et du romantisme qui prêchait le culte des souvenirs populaires et le respect des traditions nationales, les divers groupes de Slaves méridionaux, soulevés et soutenus par l'exemple des Tchèques et le réveil polonais, avaient peu à peu secoué leur torpeur et s'étaient étonnés de leur morcellement. Sous les noms différents dont les affublaient les maîtres étrangers, ils avaient retrouvé l'identité de leur race; ils s'étaient avisés qu'ils parlaient la même langue, à peine différenciée par des particularités dialectiques, — que leur enfance avait été bercée par les mêmes légendes, qu'ils étaient menacés par un seul adversaire, que leurs conceptions sociales et leurs institutions étaient semblables. Sous l'effet de ces découvertes, pendant tout le XIXe siècle, un labeur parallèle de reconstitution s'était poursuivi dans chaque groupe. A Zagreb et à Sarajévo, à Doubrovnik et à Zémoun, à Lioubliana et à Belgrade, plus ou moins vite suivant les conditions locales, dans des cercles d'abord restreints, mais qui s'étaient progressivement élargis jusqu'à embrasser toute la jeunesse

intelligente et active, étaient nés ainsi le sentiment de la communauté d'origine et de destinée et la volonté de rétablir et de maintenir cette unité fondamentale en dépit de tous les obstacles extérieurs.

Pendant longtemps, ces aspirations nationales ne revêtent aucun caractère politique et il eût suffi aux Habsbourgs d'une intelligence médiocre pour les confisquer à leur profit. Les Croates, catholiques et depuis longtemps pénétrés par la civilisation latine, s'étaient habitués depuis des siècles à tourner leurs regards vers Vienne et à y chercher une protection contre les Magyars. La principauté de Belgrade s'adaptait péniblement à la vie moderne, et les difficultés au milieu desquelles elle se débattait, éloignaient d'elle beaucoup de sympathies.

Heureusement pour les Slaves, la cour d'Autriche n'a su profiter d'aucune de ces circonstances favorables et elle a pris à tâche d'écarter les dévouements qui s'offraient. Peu à peu, la police de Metternich, le despotisme centralisateur de Bach, le dualisme de Beust et les rigueurs insensées de Tisza convainquent ainsi les adorateurs les plus entêtés du passé qu'il est vain de compter sur le bon sens ou la générosité d'une dynastie aussi incapable de comprendre ses intérêts essentiels que de respecter les droits élémentaires de ses sujets. L'évolution démocratique hâte la transformation que rendait inévitable la politique absurde et déloyale de François-Joseph. La bourgeoisie, dénationalisée depuis des siècles, se régénère sous l'afflux des couches nouvelles qui naissent à l'aisance et à la pensée. Dans les villes de Dalmatie, les immigrés affluent des campagnes voisines et refoulent peu à peu l'élément italien. En même temps la décadence continue de la Turquie, qui ne laisse plus aucun doute possible sur sa dissolution imminente, entretient chez les Serbes encore soumis au

Sultan un besoin d'indépendance, qui se manifeste par des insurrections presque perpétuelles. Les regards de tous les opprimés se dirigent donc avec une passion toujours plus intense vers Belgrade qui a achevé de briser ses chaînes et est sortie de ses longues épreuves trempée pour la lutte suprême.

Au début de notre siècle, les deux adversaires se mesurent du regard : d'un côté, l'Autriche, c'est-à-dire la centralisation, le germanisme hautain et provocant, l'intolérance ombrageuse et mesquine, le dédain du peuple exploité par la noblesse et la banque juive; — en face, la Serbie, dont le drapeau signifie respect du droit des peuples, confiance dans l'avenir et dans le progrès, liberté et démocratie. Entre les deux champions en présence, on ne saurait supposer ni réconciliation ni compromis. Un duel à mort est fatal : il faut que l'un des deux rivaux disparaisse.

L'Autriche d'ailleurs n'est plus maîtresse de ses mouvements, et elle a cessé de diriger ses propres destinées. Les Habsbourgs humilient leur gloire impériale devant la jeune fortune des Hohenzollern, qui assignent à leurs bénévoles vassaux l'Orient à conquérir. Sur la route de Constantinople, les valets de Bismarck et les séides de Guillaume II rencontrent les protecteurs naturels de l'Orthodoxie, les Russes, qui n'entendent pas que l'Allemagne, en mettant la main sur les détroits, Salonique et l'Asie Mineure, leur barre à jamais la route de la Méditerranée. Le conflit de l'Autriche et de la Serbie, qui est déjà le conflit de deux conceptions morales et politiques opposées, devient donc le conflit des deux races : Germains et Slaves.

Enfin, et comme la victoire des Allemands aurait pour conséquence l'asservissement du monde sous le despotisme teuton, à l'appel de la petite Serbie que Berlin et Vienne entendent supprimer, répondent

aussitôt les peuples qui ne se résignent pas à une perspective de servitude même lointaine ou déguisée, et qui, comme la Serbie elle-même, ne calculent pas leurs frais et ne marchandent pas leur sang quand l'honneur, la liberté et le droit sont en jeu. Ainsi s'ouvre le grand conflit qui pour longtemps sans doute, va décider des destinées du monde. Avec les batailles de Koumanovo, de Bitolié, de la Drina et du Roudnik, s'est ouverte une nouvelle période de l'histoire.

CHAPITRE II

LA SERBIE JUSQU'A KARA-GEORGES

Thraces et Illyriens. L'Empire romain et la Grande Invasion. — Les Slaves : la dynastie des Némania; Etienne Douchan et l'apogée de la puissance serbe. — La bataille de Kosovo (1389). Les derniers despotes. La conquête turque. Causes de la chute de la Serbie. — La lutte contre les Musulmans : haïdouks et Ouskoques. Les épopées nationales : Lazare et Marko le fils de roi. — La foi grecque.

Dans les temps historiques les plus anciens, la péninsule des Balkans était partagée entre les Illyriens à l'ouest, dont on croit reconnaître les descendants dans les Albanais actuels (les Chkipétars), et les Thraces à l'est. Vers 276 avant Jésus-Christ, les Celtes, qui arrivaient de la Pannonie, — la Hongrie de nos jours, — pénétrèrent à travers les tribus illyriennes ou thraces, et une de leurs peuplades, les Scordisques, s'établit vers les bouches de la Morava et de la Save et y fonda la forteresse de Singidunum (aujourd'hui Belgrade). Les Romains, qui, dès le IIIe siècle, avaient pris solidement pied sur la côte occidentale de l'Adriatique, entreprirent par le sud la conquête de la péninsule, après la soumission de la Macédoine, et, au début de l'ère chrétienne, réduisirent la presqu'île entière sous leur autorité.

Les territoires qu'occupent maintenant les Serbes

étaient alors compris dans les provinces de Dalmatie avec Salona (Spalato, Split) pour capitale, de Pannonie (sur les deux rives de la Save) qui avait pour chef-lieu Sirmium (Mitrovitsa), et de Mésie. L'empreinte de la domination latine fut profonde, bien qu'assez inégale. La langue des vainqueurs, qui régnait en maîtresse absolue sur les côtes de l'Adriatique, ne supprima pas les dialectes illyriens qui se conservèrent à l'intérieur, en empruntant aux vainqueurs une partie importante de leur vocabulaire; l'albanais moderne est une langue semi-latine tant sont nombreux les éléments romains qu'elle a acceptés. Au sud et à l'est de la péninsule des Balkans, le grec dominait. Les montagnards des Alpes dinariques formaient une des principales forces militaires de l'empire; ils remplissaient les légions du Danube et de leurs rangs sortirent quelques-uns des chefs qui soutinrent la lutte contre l'invasion des barbares et prolongèrent la résistance. Naïssus (Nich), Singidunum (Belgrade), Sirmium (Mitrovitsa), Scupi (Skoplié), étaient des cités riches et prospères; les mines du Roudnik, du Kopaonik et de la Bosnie orientale fournissaient en abondance de l'argent, du cuivre et du plomb; la célèbre Via Aegnatia, de Durazzo à Ochrida et Salonique, était une des grandes voies de communication du monde et le plus court chemin de l'Italie à Constantinople.

La paix romaine et la prospérité des régions balkaniques furent anéanties par la terrible tourmente dont la guerre des Marcomans sous Marc-Aurèle (fin du second siècle ap. J.-C.) fut le prologue et qui se prolongea jusqu'à la fin du VIIe siècle. Les Goths, les Huns, les Hérules, les Gépides dévastèrent tour à tour ou en même temps la Mésie, la Dalmatie et la Pannonie. Quand, à la fin de cette période de bou-

leversement, un peu de calme revient, le tableau de la péninsule des Balkans est absolument modifié. L'empire romain a disparu. Les basileis byzantins s'efforcent péniblement de recueillir les épaves de la civilisation antique et travaillent à soumettre à leur influence les tribus barbares qui se disputent les débris de l'héritage des Augustes. Comme leurs forces matérielles sont médiocres, ils comptent moins, pour rétablir leur prestige, sur la valeur de leurs généraux que sur l'habileté de leurs diplomates, la splendeur de leur passé et le zèle de leurs missionnaires. Leurs succès, souvent éclatants, sont presque toujours éphémères et ils ne réussissent jamais que pour une heure à rétablir la magnifique harmonie de l'administration latine sur la tumultueuse anarchie de leurs inquiétants voisins.

Parmi les peuples qui ont submergé la presqu'île, les Slaves, par leur nombre et l'étendue des territoires qu'ils ont conquis, tiennent dès lors la première place. Ils se rattachent à la souche aryenne et indo-européenne, et ils ont leur berceau historique dans le pays de marécages et de forêts compris entre la Vistule supérieure, le haut Dniester et la rive occidentale du Dniéper. A l'origine ils forment une masse assez uniforme, qui, à mesure qu'elle se répand sur de plus vastes espaces, se divise en groupes isolés. Vers l'ouest, les Slaves occidentaux occupent les bords de l'Elbe et de l'Oder, (Polabes, aujourd'hui disparus); — le bassin de la Vistule (Polonais); — la Bohême, la Moravie et le versant méridional des Carpathes de l'ouest (Tchèques et Slovaques). — Vers l'est, les Russes colonisent les plaines du Dniéper, du Don et du Volga. — Au sud-ouest, les Slaves du sud ou Yougo-Slaves, dont sortent les Slovènes, les Serbo-Croates et les Bulgares, occupent la Pannonie et la péninsule balka-

nique, des Alpes orientales et de l'Adriatique à la mer Égée et à l'embouchure du Danube.

A l'aurore des invasions, leurs dialectes sont si voisins qu'ils ne forment en réalité qu'une vaste unité philologique. Leurs mœurs à ce moment ne paraissent pas très différentes de celles des tribus germaniques telles que nous les a décrites Tacite. Ils sont divisés en tribus, qui s'éparpillent en une poussière de clans et de familles, et sont commandés plus que gouvernés par des chefs, qui portent le nom de vladyka (gouverneur, aujourd'hui évêque), de voïévode (chef d'armée) ou de gaspodar (seigneur). Le teint coloré, les cheveux blonds tirant sur le roux, sales et déguenillés, alertes et braves, amoureux du danger, adroits aux embuscades et friands de butin, ils supportent mal la discipline et l'autorité ; entre eux, les querelles sont fréquentes et ils ne se plient à la direction d'un maître que s'il les conduit à la victoire. Jaloux de leur indépendance, habitués à la vie libre, amoureux de la nature ouverte et large, il ne se réunissent pas en villages, mais habitent des huttes d'argile et de bois séparées les unes des autres, et qu'ils cachent dans les marécages et les forêts.

Il n'est pas impossible que, dès le IIIe siècle, ils aient commencé à s'insinuer dans la Pannonie et que quelques-unes de leurs bandes aient combattu à côté des Marcomans. Au début du VIe siècle, ils descendent en masses compactes de la Transylvanie vers le Danube inférieur. Tour à tour ennemis ou mercenaires des Byzantins, par familles isolées ou par bataillons plus ou moins solidement agglomérés, ils profitent des défaillances de leurs voisins et des soucis divers qui détournent leur attention pour s'avancer vers le centre de l'empire dont ils enlèvent l'une après l'autre, d'abord les défenses avancées, puis les réduits. Ils remontent les affluents du

Danube, occupent les centres montagneux d'où ils dévalent ensuite vers l'Adriatique ou vers l'Égée. Bien que ces pillards n'aient pas dû être extrêmement nombreux, les habitants, anémiés par une administration oppressive, décimés par des invasions successives et des calamités trop continues, s'enfuient devant eux et se réfugient dans les contrées les plus éloignées et les moins accessibles. Pendant longtemps, l'on rencontre ainsi, perdus au milieu des nouveaux colons, les héritiers légitimes des Romains ; les Slaves les appellent Vlaques ou Maurovlaques, et leurs descendants subsistent encore aujourd'hui dans les Koutso-Valaques, les Roumains de Macédoine et d'Albanie.

En même temps, les montagnards de l'ouest, les Skipétars que la civilisation latine n'a qu'effleurés, sont revenus à leurs habitudes éternelles de pillage et de rapine, et, grâce au désordre général, ils poussent leurs postes avancés vers le Vardar ou la Drina. Plusieurs siècles s'écoulent avant que toute cette région balkanique, qui, au VIIe siècle, est parcourue et dévastée par les Slaves plutôt que véritablement occupée par eux, devienne réellement leur domaine, et leur prise de possession ne sera jamais absolument complète. Dès le VIIIe siècle, elle est assez avancée cependant pour que les auteurs byzantins désignent sous le nom de Sclavinie le territoire qui s'étend de l'Adriatique à Andrinople et du Danube à la Thessalie.

Le nom de Serbe apparaît pour la première fois dans l'histoire chez un annaliste franc, l'auteur des Chroniques d'Éginhard. Unis aux Croates, avec lesquels ils forment un seul groupe ethnique, ils tenaient le pays, de la Drave à la Char Planina; le centre de leur puissance était vers le sud, dans la Doclée ou Dioclétie, qui avait pour centre la cité

romaine de Dokléa, dont on a retrouvé les vestiges à quelque distance de Podgoritsa. Le nom de Doclée disparut peu à peu et fut remplacé par celui de Zéta. La Zéta, ainsi appelée de la claire et abondante rivière qui se jette dans la Moratcha monténégrine en amont de Podgoritza, s'étendait de l'Herzégovine et des bouches de Cattaro au lac de Scutari, et c'est là que se constitua le premier État serbe. Elle était pourtant trop excentrique et trop pauvre pour garder longtemps la prépondérance, et elle céda bientôt le premier rang à la Rascie. Dans l'étroit couloir du Sandjak, sur un petit affluent de l'Ibar, à l'endroit où s'élève aujourd'hui Novi Pazar, se trouvait alors un château qui devint ensuite une ville, Ras. Ce fut le point de départ de la dynastie des Némania, les heureux et vaillants assembleurs des terres Serbes.

Les Serbes, à l'origine, étaient divisés en groupes politiques isolés, dont les chefs, les Joupans, subirent sans grande résistance la lointaine et vague suzeraineté de Constantinople. Le Christianisme s'était répandu parmi eux de très bonne heure, à la fois de l'ouest et de l'est, et le Pape y disputait la domination au patriarche grec. La masse du peuple n'accepta cependant la religion nouvelle que quand les disciples des grands apôtres slaves, Cyrille et Méthode, leur apportèrent, avec la traduction des livres saints, une liturgie nationale (xe siècle).

Les empereurs de Constantinople ne se contentèrent pas longtemps de la suprématie nominale qu'ils avaient d'abord revendiquée, et essayèrent d'introduire jusque chez les Slaves de l'ouest leurs administrateurs et leurs collecteurs d'impôts. Contre leurs exactions, les Joupans cherchèrent des protecteurs au dehors, et l'un d'entre eux, pour assurer son indépendance, demanda à Grégoire VII la cou-

ronne royale (1077). Le Pape ne la refusa pas, mais le sceptre souverain était encore trop lourd pour la main qui l'avait usurpé, et il ne fut relevé qu'un siècle plus tard par la dynastie des Némania.

Les Némania, sous le règne desquels la Serbie du moyen âge devint la puissance prépondérante des Balkans, lui ont donné son Clovis, Étienne Némania (1171-1196), et son Charlemagne, Étienne Douchan (1331-1355). Grâce à la faiblesse des Grecs qui ne se relevèrent jamais complètement du coup que leur avait porté la quatrième croisade (1204) et que menaçaient déjà les progrès des Turcs en Asie, les Némania rejetèrent les derniers restes de la suzeraineté bysantine et étendirent leur domination sur la plus grande partie de la péninsule. Étienne, le premier couronné, obtint de Rome le titre royal (1217), et, en 1346, Douchan le Grand prit le nom d'Empereur des Serbes et des Grecs. Docilement suivi par l'ensemble des magnats serbes que retenaient autour de lui sa bravoure, sa générosité et l'éclat de sa politique, soldat intrépide et diplomate retors, après avoir réduit à son obéissance les Albanais, la Montagne Noire et la plus grande partie de la Macédoine, il pénétra au sud jusqu'au golfe de Corinthe et jusqu'à Andrinople à l'est. La jalousie de la Hongrie qu'effrayaient ses triomphes, lui valut de nouvelles conquêtes : Belgrade et la Bosnie furent rattachées à ses domaines ; il marchait sur Constantinople et son avant-garde apercevait le Bosphore, quand sa mort subite sauva peut-être les Grecs d'un désastre.

Les succès de Douchan ne s'expliquent pas seulement par ses mérites personnels. La Serbie avait alors atteint un remarquable degré de prospérité. Les mines assuraient au souverain de larges revenus ; le code célèbre qu'il avait donné à ses sujets et qui

est un document singulièrement précieux pour la connaissance des Yougo-Slaves au moyen âge, fixait le droit public, et avait été d'autant plus facilement accueilli qu'il respectait les traditions nationales. L'indépendance politique était garantie par l'indépendance religieuse. Étienne était vite revenu à l'obédience orientale, et il avait obtenu la fondation d'un archevêché serbe qui eut pour siège Petch et dont le premier titulaire fut le frère du roi, saint Sava, qui est demeuré le patron du pays. Douchan à son tour érigea l'archevêché en patriarcat et, jusqu'au XVIIIe siècle l'église serbe conserva son autonomie.

Les couvents, nombreux et riches, étaient des foyers de civilisation et d'art, et des milliers de pèlerins y accouraient chaque année, comme pour y retremper leur foi religieuse et nationale. Pour ces populations encore presque barbares, qui vivaient dans un isolement continu, le moine qui recevait les confessions était le dépositaire de la puissance céleste, le représentant suprême de la loi, et l'incarnation de la patrie dont l'amour soutient et fortifie les courages. Dans les épopées populaires, qui ont pris chez les Yougo-Slaves un si prodigieux développement et qui ont eu une influence décisive sur la formation de l'âme populaire, reviennent souvent les noms des cloîtres de Gratchanitsa et de Détchani, dont l'église de Pandocrator dressait ses marbres bariolés au milieu des forêts de pins, de châtaigniers et de chênes qui ombragent les Alpes Albanaises, ou du monastère de Jitcha sur l'Ibar, près de son confluent avec la Morava, qui fut la demeure de saint Sava et où les rois Serbes venaient ceindre la couronne. Le couvent de Stoudénitsa, avec sa magnifique cathédrale qu'ornaient de précieuses sculptures, renfermait les restes d'Étienne Némania qui, avant sa mort, s'était retiré au mont Athos, dans le sanctuaire de

Chilandar qu'il avait fondé. Sur un des affluents du Lim, le monastère de Miletchéva, avec son église de l'Assomption, renfermait les reliques de saint Sava qui, longtemps après la conquête turque, attirait des pèlerins chrétiens et musulmans, et d'où se répandaient encore au XVIe siècle les livres liturgiques qu'imprimaient ses cénobites.

Les Némania ne se contentaient pas de combler de leurs faveurs et de leurs présents les églises et les cloîtres, ils veillaient jalousement au triomphe de l'Orthodoxie, et le code de Douchan, « l'empereur des Grecs et le Tsar Macédonien qui aime le Christ », condamne aux travaux forcés dans les mines « quiconque essaierait de propager l'hérésie latine ». Ils n'en conservaient pas moins des relations étroites avec l'Occident. Contre les Hongrois, Douchan s'appuyait sur les Vénitiens, et il ménageait Doubrovnik dont les marchands parcouraient ses États. Par eux, les influences italiennes pénétraient à Skoplié, à Petch et à Prizren, et les artistes italiens s'y rencontraient avec les fugitifs et les émigrés byzantins. A côté des souveraines grecques, des princesses d'origine latine apportaient leurs élégances et leurs mœurs. Hélène la Française, femme d'Ouroch Ier (fin du XIIIe siècle), douce, pieuse, charitable, qui était demeurée fidèle à la religion de ses pères, n'était pas moins populaire parmi les Orthodoxes de l'intérieur que parmi les Catholiques du littoral. Douchan le Grand, qui, dès la première heure, avait pressenti la gravité du péril turc, pensait, si nous en croyons la tradition, à marier son fils à une fille de Philippe VI de Valois et demandait à Innocent VI de le nommer capitaine de la Chrétienté contre les Musulmans; l'empereur Charles IV de Luxembourg saluait avec joie les projets de « son très cher frère qu'unissait à lui la sublimité de la même généreuse langue slave ».

Remarquable sympathie qui, dans un instinctif élan, rapprochait les souverains des deux grands peuples frères destinés l'un et l'autre à briser l'assaut germanique!

La légende raconte qu'à la fête de l'archange saint Michel, Douchan avait demandé à ses capitaines de lui désigner l'ennemi qu'ils préféraient combattre, les Allemands ou les Byzantins. « Quel que soit l'adversaire contre lequel tu nous mèneras, ô prince couvert de gloire, lui auraient répondu ses guerriers, nous te suivrons. » — A peine cependant le César victorieux fut-il descendu dans la tombe, que les querelles intestines reprirent. Le temps lui avait manqué pour consolider son œuvre. La Macédoine était encore mal soumise; la Bosnie, travaillée par l'hérésie bogomile; le littoral regardait vers l'Occident. Partout les traditions séparatistes étaient trop fortes et les chefs de clans, trop turbulents et indisciplinés. La faiblesse des héritiers de Douchan et leurs querelles de familles favorisèrent l'anarchie. Les Turcs trouvèrent ainsi devant eux, non pas un peuple uni dans une même volonté de résistance, mais une poussière de principautés féodales. Quinze ans après la mort du grand empereur, la puissance serbe s'effondrait à la bataille de Tchernomiéna, sur les bords de la Maritsa, 1371. La bataille de Kosovo, le 15 juin 1389, acheva le désastre.

Le polié de Kosovo, le champ des Merles, est la cuvette d'un ancien lac qui, sur une longueur de 50 kilomètres et une largeur de 20, s'étend au nord de la Char Planina, à l'entrée du défilé de Katchanik. Il est traversé par la route qui conduit de Salonique et de Skoplié à Mitrovitsa, Novi Pazar et Sarajévo. A quelques kilomètres au nord-ouest de Prichtina, le prince Lazare, qui conduisait les tribus de la Morava, rencontra les Turcs commandés par Mourad.

Autour de lui s'étaient réunis les Serbes proprement dits, les guerriers de la Zéta et ceux de Prichtina et de Prizren, qu'avait amenés le gendre de Lazare, le vaillant Vouk Brankovitch ; les Croates et les Bosniaques s'étaient levés aussi pour repousser l'invasion. Mais dans l'armée ottomane combattaient, à côté des bandes asiatiques, des Albanais et des Grecs, les Bulgares, dont le souverain Chichman était déjà tributaire des Turcs, et les Serbes de Macédoine, peut-être même ce Marko Kraliévitch, Marko le fils de roi, qui devait devenir par la suite le héros des légendes nationales.

Lazare était hanté de sombres pensées. Le poète nous raconte que dans l'église où il était allé invoquer la protection divine, il avait eu une vision : Dieu lui avait laissé le choix entre la gloire du martyre et la puissance terrestre. Comme le Fils de l'homme, il avait préféré les palmes du sacrifice, et il marchait à la mort le visage tranquille et le cœur ferme. Au moment suprême, son âme fléchissait, et il souffrait jusqu'au fond des entrailles, moins de l'amertume de sa propre destinée que des épreuves dont pendant des siècles son peuple allait épuiser la douleur. Son désespoir résigné avait été contagieux, et les guerriers semblaient se préparer moins à la victoire qu'au dévouement expiatoire. Les rhapsodes nationaux ont traduit avec une mélancolie poignante la vaillance désolée et l'accablement héroïque dont sont marquées au front les générations sacrifiées qui, victimes des circonstances et de fautes qu'elles n'ont pas commises, meurent afin de réserver l'avenir et de laisser à leurs lointains descendants l'espoir de radieuses revanches.

Au milieu des défaillances et des abandons qu'il sentait autour de lui, le roi soupçonnait des trahisons. Miloch Obilich, qui lui avait été injustement dénoncé,

n'hésita pas, pour prouver sa loyauté, à pénétrer dans le camp musulman. Il se présenta comme un transfuge et, pendant que Mourad s'inclinait vers lui, de son poignard il le frappa à la gorge et l'étendit sanglant à ses pieds. Ce meurtre jeta le désarroi dans le camp turc, et la victoire inclina un moment du côté des Chrétiens. Le fils de Mourad, l'énergique Bajazet, rétablit le combat. Les compagnons de Lazare résistèrent avec une admirable ténacité, jusqu'au moment où quelques troupes, accablées par le nombre et épuisées de fatigue, lâchèrent pied. La légende rejette la responsabilité du désastre sur le gendre de Lazare, Vouk Brankovitch, qui ne méritait pas une si cruelle injure et qui, après avoir fait vaillamment son devoir sur le champ de bataille, ne cessa pas toute sa vie d'être un ennemi irréconciliable des Infidèles. Lazare, fait prisonnier, fut décapité par l'ordre de Bajazet devant le cadavre de Mourad, avec plusieurs seigneurs serbes qui avaient sollicité l'honneur de mourir avant le Roi.

Aussitôt après sa victoire, Bajazet, au lieu d'achever sa conquête, courut à Andrinople pour y saisir la couronne, et ce départ précipité explique que l'opinion se soit répandue en Europe que les Chrétiens avaient été victorieux. De Venise, la nouvelle courut jusqu'à Paris et on célébra à Notre-Dame un *Te Deum* solennel en l'honneur des Serbes. La bataille de Kosovo n'a peut-être pas en effet l'importance que lui ont attribuée les légendes qui résument volontiers dans un épisode dramatique une série de lents événements. Parmi les successeurs de Lazare, plusieurs furent encore des princes batailleurs et redoutés, et de longs efforts furent nécessaires aux Turcs pour achever l'anéantissement de l'État serbe.

Il n'en demeure pas moins vrai que les Slaves des Balkans étaient frappés à mort et que les nobles

ambitions leur étaient pour longtemps interdites. Leurs plus admirables tentatives sont dès lors condamnées à un échec fatal et leurs croisades ne sont guère que des équipées; leurs héros ne sont plus des souverains, mais des batteurs d'estrade, comme le Marko Kraliévitch des pesmés, la terreur des tyranneaux de village et le protecteur des humbles : les pachas s'enfuient à sa vue, et il inspire au Sultan, son suzerain, une terreur enfantine; mais il ne songe pas à secouer le joug et il accepte sans scrupule les bourses que lui remettent les Turcs apeurés et insolents.

Après la bataille de Kosovo, le centre de la résistance serbe se déplace vers le nord et l'est, et les chefs qui succèdent à Lazare, — on les désigne sous le nom de despotes, ce qui dans la langue byzantine correspond à peu près à duc, — gardent une demi-indépendance jusqu'à 1459. De Smédérévo sur le Danube, ils gouvernent la Choumadia, c'est-à-dire le bassin inférieur de la Morava et de la Koloubara, et la Matchva qui étend entre la basse Drina et le Danube ses champs plantureux de maïs qu'ombragent les pruniers. Ces despotes de Smédérévo sont de fiers batailleurs, et leur épée, de solide métal, inflige aux musulmans de sanglants échecs. Plusieurs sont des politiques adroits et prudents et ils arrivent par instants à une réelle puissance, tel, par exemple, Georges Brankovitch (1427-1456). — Qui sait ? — Peut-être, soutenus par l'Europe, auraient-ils encore réussi à refouler l'invasion orientale. Malheureusement, les Chrétiens ne songeaient qu'à leurs intérêts égoïstes : Venise conquérait le littoral; les rois de Hongrie essayaient de pousser leurs frontières vers le sud; le Pape, dont la chute de Constantinople n'avait ni désarmé les rancunes ni apaisé les ambitions, n'offrait ses services aux Orthodoxes qu'au prix d'une apos-

tasie. — Si nous sommes vainqueurs, demandait Georges Brankovitch à Jean Hunyade, que feras-tu de nous? — Vous irez à Rome implorer la bénédiction pontificale. — Comment nous traiterez-vous, si nous nous soumettons? demandait ensuite le Despote à Mahomet II? — Près de chaque mosquée, il y aura une église, et chacun sera libre de s'incliner devant l'une ou de se signer devant l'autre. — Les Turcs violèrent souvent leurs promesses, mais la légende résume malgré tout assez exactement la situation. La domination de l'Islam, quelque impitoyable et farouche qu'elle ait été, n'a pas atteint l'âme des vaincus, et, après plusieurs siècles d'angoisses, ils ont repris leur vie suspendue. La domination magyare n'eût guère été moins dure et moins féroce; elle eût été plus envahissante et plus insidieuse. Au point de vue moral, les Croates du nord ont été plus gravement menacés que les raïas de la Choumadia, et l'empreinte étrangère avait déjà si bien effacé leur marque nationale qu'ils ne seraient peut-être jamais sortis de leur inertie, si l'appel claironnant de Belgrade n'avait évoqué de leur sépulture les morts que la bureaucratie de Vienne et de Pest y avait enfermés.

Laissés à leurs seules forces, les Serbes, usés par de trop longues luttes, courbent la tête sous l'arrêt de la destinée. Mahomet II occupe Smédérévo sans coup férir (1459), et Belgrade, la dernière forteresse des Chrétiens des Balkans, succombe en 1521.

Comment expliquer la décadence si rapide de l'empire des Némania? Les historiens russes l'attribuent d'habitude à la néfaste influence de Constantinople, et les écrivains allemands, aux tendances anarchiques endémiques chez les Slaves. Bien que, depuis que nous connaissons mieux l'histoire de l'empire grec, nous sachions combien sont excessives

et injustes les opinions courantes sur les basileis byzantins, il est certain que des peuples qui échappaient à peine à la barbarie, couraient un immense péril à entrer en contact trop immédiat et trop constant avec une civilisation raffinée jusqu'à la corruption. Les monarques serbes ont subi le même sort que les descendants de Clovis : ils ont emprunté au monde grec, qui les entourait et les fascinait, ses faiblesses et ses vices, le goût de la subtilité théologique, les habitudes de duplicité et d'intrigue, le besoin du luxe et l'esprit de servilisme. Leurs caractères se sont efféminés et leur conscience s'est obscurcie.

Les panégyriques et les chroniques, qui constituent le fonds presque exclusif de la littérature serbe primitive, sans mériter peut-être l'indignation qu'elles inspiraient à Hilferding, le slavophile russe, sont une lecture médiocrement édifiante, et leur rhétorique creuse, leur pompe emphatique, la pauvreté de leur contenu et leur absence de dignité morale nous donnent une assez piètre idée de leurs auteurs. D'autre part, comme la masse du peuple était à peine touchée par ces influences étrangères et n'avait même pas été encore complètement pénétrée par le Christianisme, un abîme se creusait entre la foule des sujets et les classes supérieures, condamnées à s'étioler rapidement par des progrès trop brusques qui les séparaient de la souche populaire. La politique des souverains n'était pas soutenue par l'instinct national, et leurs victoires, qui n'étaient que l'effet de calculs heureux ou de hasards favorables, n'avaient pas d'avenir, parce qu'elles ne naissaient pas du passé. Les institutions féodales, qui s'étaient développées chez les Byzantins et qu'avait ensuite fortifiées l'invasion latine du XIIIe siècle, favorisaient l'esprit de séparatisme qui avait ses origines dans la configu-

ration géographique du pays et dans l'organisation sociale antérieure des diverses tribus.

Ces divisions intestines furent encore aiguisées par les querelles religieuses, inévitables à une époque où la pensée ne se manifestait que sous forme théologique, et où les seuls livres étaient des légendes pieuses ou des traductions de la Bible. L'hérésie bogomile qui, de la péninsule des Balkans, se répandit dans l'Europe occidentale avec les Patarins, les Cathares et les Albigeois, rallia chez les Yougo-Slaves des millions d'adeptes et ils dominèrent en Bosnie. Les persécutions par lesquelles les souverains orthodoxes essayèrent de rétablir l'unité religieuse, laissèrent des rancunes qui, au moment de l'invasion, se traduisirent par de redoutables défections, et elles préparèrent l'apostasie des Chrétiens fort nombreux qui trouvèrent dans le monothéisme rigoureux de l'Islam une doctrine conforme à leurs habitudes intellectuelles et à leurs aspirations morales.

N'exagérons pas cependant la gravité de ces symptômes morbides, dont on retrouverait sans peine l'équivalent à la même époque chez la plupart des nations de l'Europe. La cause réelle, — et suffisante, — de la défaite des Serbes, il faut la chercher dans leur situation à l'extrémité orientale de l'Europe. Les Turcs, au moment de Kosovo et de Nicopolis, étaient de terribles adversaires, dont les chevaliers de l'Occident éprouvèrent souvent l'irrésistible élan. Les Serbes succombèrent parce qu'ils étaient au premier rang de la défense chrétienne et qu'ils en constituaient l'avant-garde. Ils furent les victimes d'une calamité tragique analogue à celle qui, ces derniers mois, a condamné la Belgique à d'atroces dévastations. — Il y a là un fait primordial, qu'il est essentiel de répéter sans cesse quand on parle des Slaves, parce qu'on n'en mesurera jamais assez le retentisse-

ment. Si les Serbes, comme les Russes, ont pendant si longtemps végété dans une demi-barbarie, c'est qu'ils avaient couvert de leur courage et de leurs souffrances l'Europe qui, derrière eux et grâce à leur résistance, a eu le temps de se reprendre et de s'organiser.

Les services qu'ils ont rendus alors au monde chrétien, nous commençons à peine à les soupçonner, et il appartient à la jeune école des historiens de Belgrade de nous les raconter complètement. On se figurait, il n'y a pas longtemps encore, que, de 1389 à 1804, pendant quatre siècles, les Serbes avaient docilement supporté le joug ottoman et que leurs annales n'étaient que le récit de leurs lourdes misères. Certes, leurs souffrances furent atroces et la destinée fut impitoyable pour les raïas. Du moins, ils ne la subirent pas sans révoltes et, pendant cette période si longue et si dure, ils ne laissèrent jamais prescrire leurs titres. Tantôt locale et tantôt générale, éclatant sur un point dès qu'elle est écrasée sur un autre, la résistance contre la domination étrangère est permanente et continue.

La lutte est inégale; l'Europe, lointaine et indifférente; les armes sont rares et les munitions difficiles à remplacer. Les représailles des vainqueurs sont terribles; l'adversaire qu'ils ont renversé sur le sol et qu'ils tiennent à la gorge, ne cesse pas de se débattre et n'avoue pas sa défaite. Ils l'accablent d'impôts, lui interdisent les métiers nobles, qui formeraient les courages, enlèvent les enfants qu'ils ramassent pour les enrôler parmi leurs janissaires. Saignée aux quatre membres, enlacée de mille liens, la Serbie ne se rend pas. — Le roi Ouroch avait béni le pieux

Marko : « Marko mon parrain, Dieu t'assiste. Que ton visage brille dans le conseil, que ton épée tranche dans le combat! Qu'il ne se trouve pas de héros qui l'emporte sur toi et que ton nom partout soit célèbre, tant qu'il y aura un soleil et une lune! » — Et en effet, partout où sonnait la douce langue serbe, dans les veillées du soir autour du foyer de la zadrouga, le gouslar racontait aux vieillards qui se souvenaient de leurs prouesses et aux enfants qui songeaient à les imiter, les exploits de quelqu'un de leurs frères qui tenait la campagne et bravait les pachas et les spahis. — « Écoutez, mes sœurs, avait dit à ses compagnes, les divinités des eaux et de la forêt, la *vila* que Marko avait vaincue et guérie; ne percez jamais de vos flèches les héros dans la montagne, tant qu'il sera question de Marko le fils de roi, de Charats son indomptable coursier, et de sa masse d'or. » — Et contre les Turcs, la forêt et la montagne se faisaient les complices des rebelles, dont les exploits réchauffaient les âmes et tenaient les vaillants en haleine.

Vers la Saint-Georges, « quand la forêt se revêt de feuilles, la terre d'herbes et de fleurs et que les loups hurlent dans la montagne », l'insurgé, le haïdouk, sort de la hutte où ses amis lui ont offert un asile pendant l'hiver, jette sur son épaule son long fusil, et, ses deux pistolets et son large couteau à la ceinture, il s'enfonce dans la montagne pour venger son injure et celle de sa race. On sonne la battue et les soldats du pacha partent à la poursuite du rebelle, mais « les Turcs ne savent pas se cacher à l'abri d'un arbre ou derrière un rocher », et plus d'un tombera, « frappé du côté où il ne s'y attendait pas », avant d'avoir aperçu son adversaire. Sur le littoral, en Dalmatie, les Ouskoques, les fugitifs, qui sont les haïdouks de la mer, fondent sur l'Adriatique comme de petits États, dont l'indépendance n'est guère

limitée par l'autorité nominale des Habsbourgs, et leurs flibustiers désolent les marchands vénitiens ou harcèlent les galères turques.

Ni les Ouskoques ni les haïdouks, pas plus que les Cosaques de la steppe, ne sont de très scrupuleux observateurs de la loi. Les paysans vivent d'ailleurs groupés en zadrouga, c'est-à-dire en vastes associations familiales qui réunissent autour du même foyer des dizaines de travailleurs, parfois même davantage; ils cultivent ensemble, sous la direction d'un chef qui répartit à chacun sa tâche, le domaine qu appartient à la communauté. Dans une pareille organisation sociale et avec cette indivision du sol, le sentiment de la propriété personnelle ne se développe guère, et, quoi qu'il prenne, le haïdouk a le sentiment de rentrer dans son bien; celui qu'il dépouille ne saurait être qu'un ennemi : Turc, qui s'est engraissé par la concussion et le vol; traître, qui, pour s'enrichir, a acheté les complaisances de l'envahisseur.

N'est-il pas juste que le haïdouk boive le vin frais dans la forêt et que la jeune fille lui sourie, puisqu'il est l'appui des pauvres, le défenseur des opprimés et que, toujours prêt à sacrifier sa vie, plutôt que de courber la tête sous un maître détesté, il endure sane faiblesse les plus horribles supplices. Le bourreau pourra lui briser les pieds et les mains, lui crever les yeux, lui enfoncer des clous sous les ongles, « il ne trahira pas un seul de ses compagnons, ni les amis chez lesquels il a hiverné et laissé ses richesses; il ne trahira pas les jeunes paysannes chez qui il a bu du vin vermeil, bu du vin en cachette ». S'il est dur de quitter une vie si ardente et si joyeuse, il se console en pensant aux yeux noirs qui lui ont souri, aux vengeurs qui naîtront de son supplice et au joueur de vielle, au gouslar, qui, dans les auberges et les fêtes du village, dira ses exploits et sa constance, au

son gracile et aigre de son instrument monocorde.

Les éditeurs des Pesmés manquent quelquefois de discrétion dans leurs louanges et ils m'ont toujours paru maladroits en les comparant aux épopées homériques ou même à notre *Chanson de Roland* d'autant plus que les Serbes proprement dits n'ont pas un sens musical très exigeant et que l'accompagnement de la gousla stridente et grinçante est plutôt désagréable pour un étranger. Le chant du trouvère est une déclamation monotone, à peine variée par l'accentuation prolongée de certaines syllabes et le clignotement du récitateur. Le charme des poésies domestiques, des « chansons de femme », est plus facile à saisir, et elles traduisent avec une grâce caressante et légère les pensées, les sentiments, la vie familière des paysans. « Dans la chambre où les femmes tricotent autour du foyer, dans les montagnes où les bergers conduisent leurs troupeaux, sur la place du village où les jeunes gens se rassemblent pour danser le kolo, dans les champs où se fait la moisson, dans les forêts où s'avance le voyageur isolé, partout retentit la chanson, compagne inséparable de tout travail et souvent créée par lui. Leur simplicité exquise et comme empreinte d'une limpidité joyeuse et transparente, nous charme et nous séduit. »

Les chants héroïques, les pesmés, exigent pour être bien compris, plus d'étude et de réflexion. Pour en pénétrer le sens réel et profond, il est nécessaire d'avoir vu dans la méhana, l'auberge du village, les paysans, pendant des heures entières, écouter les récits de l'aveugle, dans un silence absolu, sans un geste, les yeux fixés sur le sol ou sur la flamme du foyer. Dans les vers du chanteur, pas d'ornements de rhétorique, pas de recherche de style ou d'épithète curieuse; les descriptions sont rares et brèves; les images, directement empruntées à la nature voisine;

le récit est simple, clair; les énumérations et les répétitions, fréquentes. En écoutant ces épopées, le Serbe voit repasser dans son rêve obscur la vie qu'ont menée ses ancêtres et qu'il mène lui-même; il s'émeut et frissonne au souvenir de la bataille qu'il a soutenue sans arrêt contre des maîtres détestés; il songe en frémissant aux héros qui ont combattu les oppresseurs, et il vit dans une intimité constante avec Lazare le martyre ou Marko le libérateur, que Dieu, « le grand tueur », a épargné, et qui attend, endormi dans une grotte lointaine, l'heure où sonnera la délivrance toujours espérée.

Pour échapper au joug intolérable, tandis que les plus hardis, les plus aventureux, haïdouks et ouskoques, poursuivent le combat sur le sol natal, d'autres franchissent la frontière, s'unissent aux Croates qui, sur la Drave et la Save, défendent contre les musulmans les forteresses de la frontière. A certaines heures, la contagion de ces révoltes individuelles gagne des districts entiers, soulève des tribus. Puis, quand, après une lutte inégale, les insurgés reconnaissent leur impuissance, ils abandonnent leur pays, demandent un refuge à l'Autriche. Dès que les Habsbourgs ont repris aux Musulmans le château de Bude qu'une garnison turque a occupé plus d'un siècle et demi, ces insurrections locales et ces migrations prennent plus d'importance. En 1690, 40 000 familles, conduites par le patriarche Arsène Tchernoïévitch, s'établissent ainsi le long du Maroch, de la basse Tisza et du Danube, et Léopold Ier leur accorde une large autonomie, avec le droit d'élire leur patriarche qui siège à Karlovtsi et demeure longtemps le représentant et le protecteur des libertés serbes en Hongrie. Cet épisode célèbre n'est qu'un incident d'une migration presque continue qui, en transportant lentement plus au nord le centre de la vie nationale, ouvre à l'invasion albanaise la Vieille Serbie de

Kosovo et lui substitue la Choumadia comme foyer de résistance. L'instabilité est grande sur ce sol ravagé ; même pendant les périodes de calme relatif, à côté de la population sédentaire qui cultive le sol, beaucoup de jeunes gens courent le pays de l'Adriatique à la Char Planina ; dans les heures de trouble, sous la menace de l'Albanais ou de quelques bandes de janissaires indociles, des villages entiers se déplacent. Ces oscillations continuelles entretiennent le sentiment de l'unité de la race, qui survit au morcellement politique. De Mostar à Kragouiévats et de Zagreb à Nich, le Serbe se sent chez lui, parle « notre langue », entend les mêmes pesmés, rencontre le même rêve de vengeance contre le fonctionnaire étranger, turc ou *chwabé*, qui le méprise et le dépouille.

Des Musulmans, il est séparé par une infranchissable barrière, la foi chrétienne. Le peuple serbe n'est pas mystique et sa journée de labeur est trop dure pour lui permettre de lever bien souvent les yeux vers le ciel ; il n'est pas intolérant, parce que la vie le met sans cesse en contact avec des confessions différentes. Il s'attache à son Église et à ses monastères, parce qu'il y voit le symbole de sa gloire effondrée et le gage de son avenir. Ses regards, au delà de Constantinople qui n'a pas su repousser l'Islam et où les patriarches grecs achètent par leurs complaisances vis-à-vis du sultan le droit d'imposer aux Slaves des redevances écrasantes, se portent vers la troisième Rome, vers Moscou, où les Tsars orthodoxes préparent la croisade d'affranchissement qui plantera sur Sainte-Sophie la croix triomphante et rendra l'indépendance aux races opprimées. L'apparition de Pierre le Grand sur le Pruth en 1711 et celle de la flotte russe dans la mer Égée en 1770 agitent d'un sourd frémissement toute la péninsule. A l'orient dès lors blanchit l'aube du jour de la délivrance.

CHAPITRE III

L'INDÉPENDANCE (1804-1867)

La tyrannie musulmane. — La décadence de la puissance turque au XVIIIe siècle. Sélim III et les réformes. Les Janissaires. — La révolte de 1804, son caractère primitif et sa rapide transformation. — Kara-Georges. — Les origines de l'idée nationale. Dositée Obradovitch. — Miloch : l'insurrection de 1815. — La Serbie autonome.

Il a été de mode longtemps de représenter sous des couleurs idylliques la domination turque, et il est vrai que d'habitude les Musulmans n'ont pas employé la violence pour convertir leurs sujets. — Par tolérance naturelle ? — Pas le moins du monde, mais par stérilité d'âme et par mépris. Le Coran dit : celui que Dieu abandonne à l'erreur, tu chercherais en vain à l'éclairer. — Il dit aussi : le monde appartient à Dieu, et il le donne à qui il lui plaît. En d'autres termes, les richesses et les joies de la vie appartiennent aux disciples du prophète ; au-dessous du Turc qui conquiert et exploite, le raïa qui peine et obéit.

Toutes les terres du vaincu sont considérées comme la propriété du sultan, « l'ombre et le représentant de Dieu ». Au moment de la conquête, les Serbes, en dehors de ceux qui se convertissent à l'Islam, — assez rares, sauf en Bosnie où ils forment

une partie importante de la population, les begs, qui tiennent encore maintenant le reste des habitants dans un véritable servage, — ont été dépossédés, réduits à la condition de fermiers et de censitaires. Leurs biens ont été donnés aux mosquées (vakouf), aux puînés de la famille impériale, surtout distribués en fiefs aux timariotes et aux spahis, tenus en échange au service militaire dans la cavalerie du sultan. Le paysan paye la capitation au souverain et la dîme au propriétaire; il entretient le pacha et ses agents, le cadi qui rend la justice, le musselim qui dirige la police. Depuis que les évêques grecs, les Fanariotes ont succédé aux prélats slaves et en particulier après la suppression du patriarcat de Petch en 1766, avec lequel disparaît l'autonomie de l'Église serbe, les évêques, qui achètent leurs sièges à Constantinople, vendent à leur tour les cures, et les popes, trop souvent ignorants, ivrognes et cupides, ne sont que des percepteurs d'impôts, qui pressurent impitoyablement leurs ouailles.

Très lourdes en elles-mêmes, ces charges deviennent accablantes par les abus de la perception, les voleries des fonctionnaires, la brutalité des agents, la négligence ou les caprices des spahis. Contre la violence et l'injustice, aucun recours. Le raïa n'a ni titre ni droit; il lui est interdit de porter le même costume que son maître, d'exercer un métier qui, de près ou de loin, se rapporte à la profession des armes; sa maison ne s'élèvera pas plus haut que celle du musulman; l'église n'aura pas de clocher et on n'y sonnera pas les cloches. S'il rencontre un Turc, il s'arrêtera, descendra de sa monture, attendra les ordres et acceptera les injures, cachera son pistolet et son poignard.

En 1873, lors de mon premier voyage à Belgrade, les environs de la ville produisaient une impression

lamentable de solitude et d'abandon. On traversait pendant des kilomètres une plaine presque déserte, couverte de maigres buissons et de misérables taillis que broutaient des troupeaux de moutons et de chèvres, gardés par des pâtres à demi sauvages. De loin en loin, une longue file de chariots, uniquement en bois, sans un seul morceau de fer, ou une caravane de mulets qui descendaient des régions inaccessibles de l'Ibar ou de la Vieille Serbie et qu'escortaient des gardiens à cheval, armés de pistolets et de carabines. La région boisée, la Choumadia, que l'on mettait deux jours à traverser, ne ressemblait guère à ce que nous appelons une forêt. Au milieu des champs désolés, çà et là des chênes séculaires, quelquefois des hêtres, très rarement des ormes, — la plupart découronnés, dépouillés de leurs rameaux, donnaient une ombre pauvre et triste. Des milliers de troncs d'arbres, à demi consumés, détruits par l'incurie des paysans et des bergers nomades. Le silence absolu et presque effrayant, l'absence du chant des oiseaux, les nuées de corbeaux, d'aigles ou de milans, les ruines qui dominent le double sommet du mont Avala qu'avaient fortifié les Romains et d'où jadis Marko, dans ses heures de gaieté, lançait à quelques kilomètres une poutre lourde de plusieurs quintaux, les misérables épis qui se corrompaient sur pied, tout évoquait le souvenir de longs siècles de misère et de servitude.

Le *Bulletin* de la Société des sciences de Belgrade, qui est une source si précieuse pour l'histoire des Yougo-Slaves, a raconté l'histoire de la colonisation toute récente de ces environs de la capitale, où la barbarie des vainqueurs avait supprimé toute activité et toute vie. Les villages, rares, sales et pauvres, qui n'ont rien de commun avec les bourgs animés et joyeux de l'intérieur, se terrent dans les replis des

vallées. Dans tout l'Orient, le tableau est le même. La férocité et l'anarchie musulmanes ont fait le vide autour d'elles : l'homme fuit et la terre se stérilise. Il y a trois ans, quand on franchissait la frontière de Serbie pour entrer sur le territoire turc, on *voyait* l'incurie et l'oppression; la frontière séparait bien nettement deux mondes, deux étapes de la civilisation. Au XVIII[e] siècle, les voyageurs qui traversent la Serbie, signalent la présence de deux peuples, qui non seulement ne se combinent pas, mais ne se rencontrent pas. Dans les villes, les Turcs, soldats, rentiers, qui vivent des souvenirs de leur gloire et, de temps en temps, sortent de leurs repaires pour houspiller les chrétiens; dans les champs, les Serbes, qui cherchent une protection dans la distance, évitent les maîtres, réussissent quelquefois ainsi à arriver à une aisance relative, mais sont toujours à la merci des exactions d'un janissaire, de la luxure d'un pacha ou de la fantaisie d'un cadi.

Avant de traverser une route, les femmes serbes s'arrêtent, inspectent l'horizon et, si elles aperçoivent, à quelque distance que ce soit, une voiture ou un cavalier, elles demeurent immobiles jusqu'au moment où il a disparu. Ce serait un mauvais présage que d'agir autrement. Souvenir de l'ère de servitude, où tout inconnu était un ennemi, où la dîme la plus odieuse n'était pas celle que l'on payait en argent, où l'on enlevait les jeunes gens pour l'armée du sultan, et les jeunes filles pour les plaisirs des pachas et des spahis.

Le pire, c'était l'anarchie constante, l'absence de toute administration régulière, les courses des soldats qui ne recevaient pas leur paye et mangeaient sur le pays, les passages répétés des armées qui dévastaient tout sur leur route, les pilleries des fonctionnaires qui avaient besoin d'argent pour

entretenir leur luxe et pour conserver les bonnes grâces de leurs protecteurs, tout ce que le raïa résumait dans le mot de vexation, avanie. A mesure que l'autorité du sultan s'affaisse, que les tyranneaux de provinces échappent à sa surveillance, et que les razzias au delà des frontières deviennent impossibles, la situation devient plus dure et l'oppression plus intolérable.

A la fin du XVIIIe siècle, la Turquie s'en allait en morceaux. Plus d'armée, le trésor vide, partout l'anarchie d'un fatalisme inerte. Dans chaque coin de l'empire, un pacha se taille un royaume : Ali-Pacha en Albanie, Pasvan-Oglou à Vidin. Sur la frontière, les voisins guettent la décadence de la Porte, se distribuent son héritage. La conviction générale est que sa ruine est une question de mois plutôt que d'années. Sélim III (1787-1807) essaya de lutter contre le destin, voulut rétablir l'ordre, relever l'autorité. La tâche la plus urgente était de refaire une armée et, pour cela, de réformer les janissaires qui n'étaient plus qu'un ramassis de bandits dispersés dans les provinces qu'ils rançonnaient à leur guise.

Quand le sultan prétendit les soumettre à une discipline régulière, ils refusèrent d'obéir, soutenus par les pachas, qui s'étaient taillé des principautés indépendantes, et par les représentants des anciennes traditions, fanatiques qui soupçonnaient dans chaque changement une menace contre le Coran, ou pillards qui s'enrichissaient du désordre. Ils trouvèrent un appui dans les Kirdjalis, troupes de condottieri, recrutés parmi les soldats qui, licenciés depuis le traité de Sistova, n'avaient pas renoncé au métier militaire, et couraient le pays sous la conduite des chefs qu'ils s'étaient donnés. Les éléments de désordre étaient nombreux alors dans la péninsule :

Bosniaques que l'aristocratie des begs réduisait à la misère, Albanais toujours en quête de butin, fugitifs des Confins Militaires, toute une cohue d'affamés et de brigands, gens de sac et de corde, sans foi ni loi, qui arrivaient en guenilles, les dents longues, et qui ne demandaient qu'à bien vivre au compte des habitants.

Cette populace de pillards s'abattit sur la région de la Morava, s'y installa malgré les ordres de Sélim. Le pachalik de Belgrade, peuplé alors de 3 à 400 000 habitants, comprenait le territoire qui s'étend depuis le Kopaonik vers le Sud jusqu'aux plaines marécageuses de la Save et du Danube au Nord. De l'embouchure de la Drina à Orsova, il était coupé en trois sections par la Koloubara et la Morava. En dehors du voisinage immédiat des fleuves, c'était une région escarpée, hérissée de précipices et de montagnes, couverte de taillis, où erraient d'immenses troupeaux de porcs, qui formaient la principale richesse du pays. Les villes, Belgrade, Smédérévo, Chabats, sur le Danube, Valiévo, Kragouiévats, dans l'intérieur, n'étaient que des bourgades. Depuis la fin de la récente guerre de la Turquie avec l'Autriche (1791), une certaine aisance s'y était développée; un pacha bienveillant avait maintenu un ordre relatif; les impôts étaient modérés, le bétail se vendait bien, quelques petites fortunes s'étaient créées.

L'invasion des Kirdjalis et des janissaires exaspéra les habitants. Comme dans presque toutes les provinces turques, au-dessous de la hiérarchie officielle, les Chrétiens avaient conservé une administration autonome. A la tête de chaque village, un kmète ou maire dirigeait les affaires de la communauté, et, à la tête de chaque canton, un knèze réunissait l'impôt, veillait à la paix publique et servait

d'intermédiaire entre les musulmans et les Chrétiens. Ces kmètes et ces knèzes ne rappelaient en rien nos seigneurs féodaux, et ils devaient leur influence moins à leur naissance ou à une large richesse qu'à leurs qualités personnelles, à leur prudence avisée, à leur bravoure mitigée d'une ondoyante souplesse. Le type de ces knèzes est cet Alexa Nénadovitch, dont la famille joue un rôle de premier plan pendant l'insurrection, et dont le fils, l'archiprêtre, nous a laissé de curieux mémoires, que M. Haumant a révélés au public français. — « Alexa, écrit M. Haumant, porte le bonnet de fourrure, la veste brune, la chemise serrée par une ceinture et retombant sur une culotte engagée dans des bas de soie qui finissent eux-mêmes dans les *opankés*, la chaussure de tous les Slaves du sud. Il a les cheveux tressés et noués sur la nuque, à la mode des Chrétiens d'Occident. » Sa famille est nombreuse et ses alliances, lointaines ; des escouades de serviteurs, mi-bergers, mi-haïdouks, gardent ses troupeaux, et il ne lui est pas plus difficile de trouver quelques milliers de piastres, que de réunir quelques centaines de bons compagnons qui ne reculent pas devant un coup de main. Comme tous les paysans, il a l'humeur paisible, mais il n'entend pas que l'on touche à son bien. Bon chrétien et bon orthodoxe, il n'aime pas beaucoup les Autrichiens et, s'il a soulevé en 1788 ses amis pour soutenir Joseph II, il ne pardonne pas aux Habsbourgs leur abandon, et il s'est fortifié dans la pensée que « jamais Serbe ne doit se fier aux Chvabé ». Il connaît assez le monde pour savoir que les Chrétiens ne sont pas partout aussi maltraités qu'en Turquie. Le pacha, tant que les janissaires ne l'ont pas dépouillé lui-même de toute autorité, l'estime et le consulte. Comme tous les cultivateurs, ses voisins, Nénadovitch ne songe pas à contester

les droits du sultan et il ne refuse pas de payer les impôts réguliers; ce qu'il ne supporte pas, ce sont les avanies, les razzias, les brutalités sauvages, les exactions odieuses. Les Turcs paisibles, depuis longtemps établis dans la région, que les janissaires rançonnent ou dont ils diminuent les bénéfices, attisent le mécontentement, avertissent sournoisement les raïas que les aventuriers qui les tourmentent sont les ennemis du souverain, qu'il saura gré à ceux qui le débarrasseront de ces rebelles.

A la fin de 1803, les knèzes adressent une pétition à Sélim : « On nous menace dans notre vie, dans notre religion, dans notre honneur. Pas un mari qui soit sûr de garder sa femme; pas un père, sa fille; pas un frère, sa sœur. Cloîtres, églises, moines, popes, rien n'est à l'abri des outrages. » Le sultan accueille favorablement le placet, menace les intrus de soulever contre eux les raïas. Épouvantés, les janissaires, pour prévenir la révolte, ordonnent de massacrer les knèzes, les chefs les plus influents : en quelques jours on apporte à Belgrade et on expose devant le palais des Dahis, les quatre capitaines que se sont choisis les janissaires, 72 têtes de Serbes. Parmi elles, celle de Nénadovitch. Prévenu, il avait refusé de fuir, — par générosité, « pour que les autres chefs et le pauvre peuple ne pâtissent pas pour lui »; — par attachement au sol natal, « — Où je suis né, je vivrai et je mourrai. A la grâce de Dieu! » — enfin par ce mépris de la douleur dont se sont toujours enorgueillis les haïdouks, et ce fatalisme résigné qui en Orient n'est pas le partage des seuls Musulmans.

Pour venger sa mort, son fils appelle ses amis, arbore l'étendard serbe dans la Matchva, à l'ouest de la Koloubara. Dans la Choumadia, les janissaires ont laissé échapper un marchand de bestiaux de Topola qui, sans appartenir à l'aristocratie des knèzes, est

influent par sa taille gigantesque, sa force herculéenne, son courage et sa violence, Georges Pétrovitch, que les Turcs appellent Kara-Georges, Georges le noir. Il se jette dans la forêt, appelle à son secours les haïdouks et les paysans. En quelques semaines, de la Drina à la Morava, le pays est en armes, et les garnisons turques ne sont plus que des îlots perdus au milieu de l'insurrection.

De toutes les causes, si diverses, qui contribuent à fausser l'histoire, une des plus fréquentes est la stylisation. Les erreurs de dates et de noms sont insignifiantes, comparées à la fausse couleur locale ou à la convention qui défigure les individus et les événements. Comme la géographie des Balkans est peu connue, les dramaturges y placent volontiers leurs personnages qui y débitent en liberté leurs alexandrins, et ils nous ont habitué à admirer dans Kara-Georges et dans Miloch Obrénovitch, qui le fit tuer et compléta son œuvre, « des héros de la liberté ». Delacroix était mieux inspiré en plantant sur le sommet de sa barricade un bourgeois en chapeau haute-forme.

Topola où naquit Georges le noir en 1762, est une bourgade formée d'une seule rue, au centre de laquelle s'élève un vieux château en partie ruiné, et une très modeste église byzantine, où est enterré le libérateur. A quelque distance de l'église, le konak (palais) de Georges est une fort modeste construction en bois, dont la disposition rappelle les habitations turques ordinaires. Georges lui-même, si nous laissons de côté les traditions orales extrêmement suspectes, était un paysan robuste, qui, dans ses éclats de colère ne ménageait rien ni personne, et qui n'hésita à mettre à mort ni son père ni son frère, d'ailleurs complètement illettré, sans autre éducation que celle de la vie. En revanche, il paraît bien

avoir eu une sorte de génie militaire. Il conquit sur ses compagnons un irrésistible prestige, non seulement par sa force et par son audace, mais par son coup d'œil, la sûreté avec laquelle il découvrait le point faible de l'ennemi, sa promptitude à saisir la minute de l'assaut décisif. Il avait vécu quelque temps en Autriche, avait pris part à la guerre de 1788, dans un régiment de volontaires serbes. La discipline l'ennuya vite, il quitta l'armée régulière, se joignit aux haïdouks, y conserva des amis. Revenu dans son pays, il avait entrepris le commerce des bestiaux, ramassé quelque argent, noué des relations. Les knèzes, par prudence et pour ne pas se compromettre, convaincus aussi qu'ils se débarrasseraient facilement de lui, le poussèrent au commandement. Il inspirait à la masse du peuple plus de confiance que les aristocrates de villages, trop retors, qui ne se livraient jamais entièrement et qui avaient sans doute plus d'une fois trempé dans les malversations des pachas.

La tradition raconte qu'un soir la mère et la femme de Georges le noir étaient seules dans leur maison quand elle fut envahie par un Turc qui, après avoir bien mangé et bien bu, prétendit renvoyer la vieille; comme elle résistait, il la jeta à la porte. Heureusement, Georges arriva au bon moment et d'un coup de pistolet abattit le galant convive, au moment où l'intrus s'apprêtait à le frapper lui-même. — L'histoire est très suspecte, mais elle traduit exactement la situation générale du pays et elle explique la prise d'armes de 1804.

Les insurgés qui courent à la forêt, ne se disent pas qu'ils partent pour la guerre de cent ans. Les knèzes, qui ont donné le mot d'ordre, ont vécu en bonne intelligence avec les Turcs, tant que ceux-ci les ont ménagés. Ils réclament non pas la liberté théorique,

mais la fin du *zouloum*, des avanies; ils en ont assez des impôts arbitraires, des extorsions continuelles, des incursions subites, des enlèvements de filles surtout. « L'archiprêtre Matia Nénadovitch, nous dit M. Haumant, s'est connu cinq frères et trois sœurs, mais peut-être en a-t-il eu d'autres. Quant à ses oncles, tantes, cousins, cousines, ils sont innombrables. » Les grandes familles étaient fréquentes alors, et les Serbes, sans orgueil excessif, estimaient qu'ils suffisaient à peupler le pays, sans le secours des étrangers. Leurs demandes étaient modestes et d'ordre essentiellement pratique, et cette modération facilita leurs premiers succès.

Je suis très sceptique sur les traditions que Vouk Karadjitch, l'illustre érudit serbe, a transmises à Ranke, et d'après lesquelles Georges aurait été élu chef suprême dans une assemblée populaire de la Choumadia. Sans même parler de la facilité avec laquelle se créent les légendes, comment ne pas se défier d'affirmations qui viennent de Kara-Georges et dont la tendance est évidente? En réalité, au début, le combat est mené par des capitaines isolés qui ne reconnaissent aucune autorité supérieure et qui combattent chacun dans son propre district.

Dans la Matchva, Jaques Nénadovitch, qui a pris les armes pour venger son frère Alexa, barre la route aux Kirdjalis bosniaques qui accourent au secours de Chabats, assiégé par les insurgés. Deux cents haïdouks, dans les bois qui dominent le couvent de Tchokotitsa, arrètent pendant un jour des forces cinq fois supérieures. A la fin de la journée, leurs munitions épuisées, leurs fusils hors d'usage, les quelques survivants plient sous une attaque furibonde; mais les Turcs ont éprouvé de telles pertes qu'ils n'essaient plus de rien entreprendre, et cette journée que Ranke appelle la bataille des Thermopyles de la Serbie,

(15 avril 1804), entraîne la capitulation de Chabats. Les partisans du sultan Sélim encouragent les Serbes contre les janissaires, les aident à occuper Belgrade, que les révoltés vainqueurs déménagent en conscience; les dahis se sauvent à Orsova, à la grande indignation des knèzes. Pour les apaiser, le pacha que les insurgés ont débarrassé de ses ennemis, ordonne de laisser pénétrer dans la place une bande de Serbes, et, quelques heures après, ils lui rapportent les têtes des quatre dahis.

Quand il était entré dans le camp des insurgés qui assiégeaient Belgrade, le représentant du sultan avait eu un moment d'épouvante en voyant une véritable armée dans ce qu'il avait supposé devoir être un ramassis de paysans. Il eut dès lors le pressentiment que l'insurrection, encouragée par ses premiers succès, élèverait vite de dangereuses réclamations. Sélim aurait cependant sans doute réussi à désarmer les rebelles par des concessions rapides. En face de l'agitation des mécontents à Constantinople, il n'était pas libre de les faire, et il n'y était pas très disposé lui-même, parce qu'il sentait le errain trembler sous lui et que les privilèges accordés aux Serbes auraient été bientôt réclamés par tous les Chrétiens de l'empire. Il hésita, tergiversa, et ses promesses tardives, ses revirements, ses incohérences et la mauvaise foi de sa politique transformèrent en une insurrection nationale un mouvement qui n'avait été au début qu'un soubresaut de révolte contre la tyrannie anarchique de quelques compagnies de pillards. A côté des paysans qui ne demandaient que la sécurité de leurs biens et de leurs vies, une poignée de meneurs avait entrevu dès le premier jour un but supérieur, la conquête de l'indépendance et le relèvement du peuple serbe.

Même aux pires jours de détresse, dans les années du plus lourd accablement et de la plus noire ignorance, l'idée nationale n'avait jamais complètement disparu. Entretenue par les exploits des haïdouks et l'épopée populaire, elle se confondait dans la masse avec l'attachement instinctif à la religion orthodoxe. Lazare et Marko le fils de roi hantaient les imaginations et dominaient les âmes. Les esprits les plus frustes et les cœurs les plus secs ne sont jamais complètement fermés à l'idéal et au rêve. En traçant son sillon dont il n'était jamais sûr d'engranger la récolte, le laboureur rêvait de la liberté perdue et de la gloire éteinte. De temps en temps lui arrivaient de lointains échos de la bataille qui se continuait contre les Turcs au delà de la Save. Les exploits des Croates, la mort héroïque de Nicolas Zrinsky à Siget, où, avec quelques centaines d'hommes, il avait arrêté pendant plusieurs semaines Soliman, ses cent mille combattants et ses trois cents canons (1556); les succès des Ouskoques de Sénia qui, à la fin du XVIe siècle, s'étaient avancés jusqu'aux bouches de la Néretva; les multiples révoltes des Serbes de la Slavonie, la formation autour de Varajdin et de Karlovtsi des Confins militaires où les Serbes jouissaient d'une pleine liberté religieuse et élisaient leurs juges et leurs capitaines sous l'autorité directe de l'Empereur, soutenaient les courages et relevaient la confiance dans un avenir meilleur. Dans les montagnes occidentales, sur les bords de la Zéta, au pied du Lovtchen ou dans les défilés abrupts de la Brda, les Turcs n'avaient jamais réussi à établir solidement leur domination; leurs incursions n'y avaient jamais obtenu qu'une soumission incomplète et temporaire, et, chaque fois que les Vénitiens étaient en guerre avec le sultan, les belliqueuses tribus des Pipéri, des Kontchi ou des Climenti reprenaient les armes et se

jetaient sur les vallées voisines. Depuis la fin du XVIIe siècle, les évêques de la famille de Niégousch avaient constitué autour de Tsétinié, un petit État indépendant, qui entretenait avec la Russie des rapports réguliers et qui bravait toutes les attaques des pachas voisins.

Doubrovnik (Raguse) réussissait à défendre sa liberté à force d'habileté et de prudence et, au milieu des prétentions rivales de la Hongrie, de la Porte et de Venise, la « république aux sept drapeaux » devenait une grande place de commerce et un des principaux ports de la Méditerranée orientale. Elle avait des comptoirs à Constantinople, en Moldavie, à Sarajévo, Novi Pazar, Skoplié et Belgrade; ses négociants apportaient avec eux un souffle de l'Occident et les produits d'une des plus merveilleuses floraisons littéraires qu'ait connues l'histoire. Largement ouverte aux influences italiennes, on honorait dans le monde entier ses érudits et ses savants : le bibliothécaire du Vatican, Étienne Graditch, le bénédictin Antoine Bandouri (mort en 1743) qui collabora à l'édition française des écrivains byzantins, l'astronome Bochkovitch.

Ses poètes s'inspiraient à la foi des modèles latins et des traditions nationales. Ivan Goundoulitch (mort en 1638), dans son épopée d'Osman, bien supérieure à la *Jérusalem délivrée* qui lui a servi de modèle, chantait la croisade de 1621 où les Polonais avaient infligé aux Turcs de si lourds échecs et qui avait fait tressaillir le cœur de tant de chrétiens opprimés, tandis que Junius Palmotitch (mort en 1657) célébrait dans sa Zaptislava les vertus et le triomphe des héros slaves.

De la fin du XVe siècle, au début du XIXe, Doubrovnik dont la population ne dépassa jamais quelques dizaines de mille habitants, produit ainsi un

nombre véritablement prodigieux de savants remarquables, d'écrivains de talent, de poètes délicats et féconds, dont quelques-uns seraient universellement célèbres s'ils avaient choisi un dialecte plus répandu. Beaucoup sortent de familles italiennes et ils ont tous goûté le charme et la grandeur de la Rome ancienne ou moderne. Ils n'oublient pas cependant leur patrie étroite et ils aiment la terre où ils sont nés et le peuple qui les entoure. Ils connaissent les épopées populaires et ils s'en inspirent. Mauro Orbini, abbé de Saint-Benoit (mort en 1615), dans son « Empire des Slaves » qui fut longtemps célèbre, est un précurseur de Chafarjik et peut-être le premier des Slavophiles. — Le tremblement de terre de 1667 et plus encore la décadence du commerce méditerranéen portèrent un coup terrible à la richesse et à la gloire de Doubrovnik, sans y tarir cependant le goût des nobles plaisirs intellectuels ni y affaiblir le patriotisme, et, en 1756, Kaltchitch, descendant d'une illustre famille du littoral et légat pontifical, publia ses chansons si directement inspirées des pesmés que le peuple croate se plaît encore à les écouter.

Les Serbes, sujets de la Turquie, ne savaient pas lire; les seuls, parmi eux, qui ne fussent pas complètement ignorants, étaient les popes qui avaient une horreur profonde pour l'écriture latine. Est-il sûr pourtant et même probable que toute cette littérature ragusaine ait été absolument sans action sur les âmes? Il est toujours infiniment malaisé de déterminer l'influence morale d'une œuvre littéraire, et elle s'exerce souvent par des infiltrations souterraines et détournées qu'on ne discerne pas. A cette époque, la population est extrêmement mobile et instable; les négociants de Doubrovnik pénètrent partout et beaucoup de raïas passent une partie de leur vie hors de la Turquie. Ils rapportent de leurs courses

vagabondes des idées confuses, qui s'éclairent par le souvenir des légendes populaires. « Tes voisins sont esclaves, écrivait Goundoulitch; un pouvoir cruel et violent pèse sur eux : chez toi seule, ô Doubrovnik, le souverain siège sur un trône de liberté », et un peu plus loin, il vantait les exploits du « héros dont le glaive a conquis la couronne », Étienne Némania, ou « la vertu d'Obilitch qui, près de Kosovo, abattit à ses pieds le terrible empereur ». Quelques noms, quelques vers, suffisent souvent à éveiller les imaginations, à faire surgir les rêves qui deviennent ensuite mobiles d'action.

Depuis la fin du XVIII[e] siècle, la décadence rapide de la Turquie et ses désastres militaires donnent à ces pensées lointaines et flottantes une précision imprévue. Les Turcs sont chassés de Hongrie, et les victoires du prince Eugène et du margrave de Bade font courir dans toute la péninsule un long frisson d'espérance. Les Autrichiens occupent un moment Belgrade et la Vieille Serbie (1684), et Georges Brankovitch, qui se donne pour le descendant des anciens despotes, trouve assez de partisans pour que l'Empereur s'effraye de son ambition et le garde prisonnier jusqu'à sa mort. La paix de Pojarévats (Passarovits, 1718), cède à l'Autriche la Serbie septentrionale, de la Drina au Timok, et elle la garde jusqu'à la paix de Belgrade (1739). Les armées impériales reviennent en 1788, occupent Belgrade pour la troisième fois (1789).

Les Autrichiens, soupçonneux et intolérants, ne réussissent pas à gagner la sympathie des habitants. Du moins, ils établissent une administration plus régulière, apportent avec eux une civilisation moins primitive. Les jésuites ont un gymnase latin dans un faubourg de Belgrade; les métropolites fondent quelques écoles et les synodes parlent de la nécessité

de l'instruction. Des livres arrivent de Russie, et quelques maîtres; on publie des manuels scolaires, des livres de lecture, adaptés ou traduits. Jean Raïtch écrit son « histoire des divers peuples slaves, en particulier des Bulgares, des Croates et des Serbes 1794 ».

Ces livres, écrits dans un jargon étrange, mélange de russe-ecclésiastique et de serbe, sont à peu près inintelligibles au peuple. Nous savons cependant qu'il éprouvait pour eux une sorte de vénération : « il les gardait avec le même religieux respect que s'il s'était agi des livres sibyllins ». On le dirait travaillé par une passion de lumière et de progrès qui ne sait comment se satisfaire et qui lui fait tourner ses regards à la fois vers la Russie, à laquelle il est rattaché par la race et la religion et qui, depuis Pierre le Grand, lui apparaît comme la libératrice prochaine, et vers l'Occident, dont les effluves émancipateurs lui arrivent par Vienne, où « l'Aufklærung », la Philosophie, monte sur le trône avec Joseph II.

Le représentant de ce mouvement impulsif vers la civilisation et la liberté est Dositée Obradovitch, le fondateur de la littérature néo-serbe. Chez tous les peuples slaves, la renaissance politique a été ainsi précédée et préparée par une admirable éclosion intellectuelle et, dans l'histoire des Serbes, Kara-Georges et Miloch Obrénovitch ne sauraient être séparés de Dositée Obradovitch et de Vouk Karadjitch, de même qu'en Italie Gioberti et d'Azeglio annoncent Cavour et lui frayent la route.

Né dans le banat de Témesvar en 1739 d'une très pauvre famille, orphelin de bonne heure, Dositée mène une vie errante qui le conduit d'un bout à l'autre de la péninsule pour le mener ensuite à Trieste, Vienne, Leipzig et Halle. Ce n'est certes pas un grand écrivain, et ses *Conseils d'un esprit sain*

(1784) ou ses *Fables d'Ésope* (1788) ne dépassent pas l'honorable médiocrité de la masse des écrits moraux qui encombrent le XVIII[e] siècle. Du moins il a eu le mérite, je dirais plus exactement la vertu, de comprendre que, pour être entendu du peuple, il fallait lui parler sa propre langue, et de rompre avec des habitudes surannées. Il y fallait du courage, et, dès les premiers jours, l'igoumène du couvent où il faisait ses premières classes, l'avait mis en garde contre des projets qui lui paraissaient dangereux et coupables. « Ne vois-tu pas, lui avait-il dit, un jour qu'il l'avait surpris lisant un livre en caractères laïques, que dans ce volume la moitié des lettres sont des lettres latines, et ne sais-tu pas que tout livre dans lequel se trouve une seule lettre latine, est maudit? C'est depuis l'époque où on a commencé à publier de pareils ouvrages que les gens se sont mis à manger des escargots. Si tu ne te gardes pas de semblables abominations, tu perdras les quelques miettes de raison que tu pouvais avoir. » Heureusement, à côté du moine timide, d'autres popes l'encourageaient, glorifiaient Pierre le Grand qui s'était acquis un nom immortel en introduisant la science dans son empire, et suppliaient le Seigneur « d'envoyer au monde des souverains amis comme lui de l'humanité, pour affranchir de la tyrannie, de l'ignorance et de la barbarie l'Europe entière, la Serbie, la Bosnie, l'Herzégovine, notre vieille patrie bien-aimée, la Bulgarie et la Grèce et tout le reste de la terre semblable au paradis de Dieu ».

Dositée Obradovitch réunit en lui les deux tendances qui, à toutes les époques, ont caractérisé le mouvement slave : l'attachement profond aux traditions nationales et le besoin de progrès universel; comme les grands romanciers russes contemporains, comme les rénovateurs de la Bohême, Chafarjik et

Palatsky, comme le Slovaque Kollar ou les romantiques polonais, l'indépendance qu'il réclame pour les siens, n'est qu'une étape de l'émancipation de l'humanité. « Pourquoi avons-nous reçu de Dieu la parole et la raison, sinon pour nous en servir en pensant et en jugeant?.... La puissance turque tombe et la chrétienté se relève... La Serbie, la Bosnie et l'Herzégovine parviendront avec le temps à se débarrasser du joug musulman, pourvu que le peuple s'affranchisse de ses préjugés, qu'il oublie les haines invétérées et impies que produit la différence de religion. Sans cela, il sera pour lui-même le Turc et le bourreau. » En 1807, Dositée Obradovitch était chargé de l'éducation des enfants de Kara-Georges. C'est une sorte de symbole, la rencontre des deux Serbies, le haïdouk et l'écrivain, le bras et l'esprit. Il est bien certain que sans Kara-Georges les productions de Dositée n'auraient guère eu de portée; mais, sans les popes et les lettrés dont l'œuvre se résume dans Obradovitch, est-il bien sûr que la levée de boucliers de quelques milliers de paysans eût abouti à une insurrection nationale?

Sélim, dès la première heure, s'était défié, avait prévu les suites redoutables d'une rébellion qui, dirigée d'abord contre des irréguliers insoumis, pouvait facilement se tourner contre son autorité souveraine. Il n'eut plus aucun doute quand il apprit que les Serbes demandaient qu'on les autorisât à élire un knèze suprême et exigeaient que les privilèges qu'ils recevraient fussent garantis par une puissance étrangère; surtout, quand il sut qu'une députation était partie pour Pétersbourg et avait été amicalement accueillie par le prince Czartoryski, le ministre d'Alexandre Ier. Il jugea nécessaire d'écraser l'insurrection avant qu'elle se fût solidement établie, et prépara contre elle un grand effort militaire.

L'année 1806 est l'année héroïque de Kara-Georges, celle où il a fondé la popularité de sa dynastie, sur des bases si solides que rien ne l'a jamais ébranlée depuis. La situation était terrible : à l'ouest, le pacha de Bosnie marchait sur la Koloubara avec 30 000 hommes; une armée plus redoutable encore s'avançait par la vallée de la Morava orientale. A l'intérieur du pays, les Turcs citadins, qui n'avaient conclu avec les Serbes que des conventions provisoires, rompaient toutes relations avec les imprudents qui osaient s'opposer aux ordres du sultan. A Belgrade, le chef des Kirdjalis, dénonçait la trêve qu'il avait acceptée. Devant ce péril, beaucoup de paysans perdirent la tête, s'épouvantèrent de l'aventure dans laquelle on les avait lancés sans qu'ils en comprissent entièrement la portée. Les bandes que commandait Jacques Nénadovitch dans la Matchva, se dispersèrent sans combattre. La route de Belgrade était ouverte.

Kara-Georges, qui n'a avec lui que 9 000 hommes et deux canons, ordonne de mettre à mort les kmètes qui dans cet instant décisif trahissent la cause nationale et fournissent des vivres aux envahisseurs, et il offre la bataille aux Turcs quatre fois supérieurs. Le 13 août, tandis qu'il brise leur élan derrière des retranchements improvisés, la cavalerie qu'il a cachée dans la forêt voisine se précipite sur eux et les rejette en désordre sur la Save ou la Drina; les soldats du sultan repassent la frontière, laissant aux vainqueurs un grand nombre de prisonniers et un immense butin; la plupart des officiers supérieurs turcs étaient restés sur le champ de bataille.

De la bataille de Michar (13 août 1806) date réellement l'indépendance de la Serbie. Dès lors, l'élan était donné : l'heure de la vengeance avait enfin sonné. Il y eut depuis des heures de doute et de cruels échecs; la lutte en réalité ne fut plus aban-

donnée, jusqu'au moment où la Turquie réconnut sa défaite. Les insurgés, vainqueurs des begs de Bosnie, coururent vers le sud, où Déligrad, la ville héroïque, avait, pendant de longues semaines, arrêté l'invasion, et la grande armée musulmane se retira, démoralisée et ruinée. A la fin de la première année, les Serbes enlevaient Belgrade et sa forteresse; quelques semaines plus tard, ils prenaient Chabats. Dès les premiers mois de 1807, il était permis de dire que « le courage de ses enfants avait vraiment transformé l'ancien pachalik de Belgrade et créé la nouvelle principauté de Serbie ». (Stojan Novakovitch.)

Dans ces guerres où sont en jeu, non seulement l'indépendance politique et la liberté religieuse, mais la possession du sol, quand deux races sont restées en présence, durant plusieurs siècles, animées l'une contre l'autre de haines implacables, il serait puéril de prêter au vainqueur des sentiments de miséricorde. Les Turcs, qui, après la prise de Belgrade, avaient évacué le pays, furent surpris dans leur marche et massacrés; dans la ville même, la foule se rua sur les Musulmans qui n'avaient pas pu s'enfuir, extermina ceux qui lui tombèrent sous la main. Après le massacre, nous dit Vouk Karadjitch, le nombre des veuves et des orphelins qui mendiaient dans les rues de Belgrade était tel qu'on avait peine à se frayer un passage. Pour se débarrasser de cette cohue pitoyable, on les embarqua sur le Danube : un voïévode arrêta le bateau, garda pour ses hommes et pour lui les femmes qui lui plurent et abandonna les autres à leur destinée. Un autre voïévode enleva une ambassade turque, la dépouilla et ensuite, « l'envoya à Allah, maîtres et serviteurs ».

Ces procédés étaient trop habituels pour rendre impossible une réconciliation avec le sultan. Il est certain du moins qu'ils ne la facilitaient pas, et les

rebelles ne la désiraient plus guère. La Skoupchtina, qui réunissait tous les Serbes qui avaient quelque influence, organisait un pouvoir rudimentaire, qui était partagé entre les principaux knèzes et les chefs militaires, au milieu desquels Kara-Georges jouait un rôle prépondérant depuis sa victoire de Michar. Des imaginations grandioses envahissaient les âmes; avant la campagne de 1806, les Serbes avaient adressé un appel pathétique au prince-évêque de la Tcherna Gora et « aux frères de la Dalmatie et de l'Herzégovine », — « en les suppliant de renouveler la fraternité d'armes qui les avait réunis jadis ». Ils comptaient sur l'appui de la Russie qui suivait d'un œil plus attentif les affaires de Turquie occidentale, depuis que Napoléon étendait sa domination sur l'Adriatique, vers les bouches de Cattaro.

De 1807 à 1813, la question serbe est étroitement liée à la politique générale européenne. Tour à tour soutenus par Alexandre Ier ou abandonnés par lui, suivant que ses relations avec Napoléon le déterminent à combattre ou à ménager la Porte; sournoisement sollicités par la cour de Vienne dont ils se défient, mais dont ils s'appliquent à ne pas décourager la bonne volonté hésitante et suspecte; attirés par la gloire des armes françaises qui occupent les deux rives de l'Adriatique et qui, sous le commandement de Marmont, le duc de Raguse, organisent les provinces Illyriennes, Kara-Georges, les knèzes et les voïévodes réussissent, à force de constance et d'adresse, à paralyser les armées turques et à garder leurs frontières, jusqu'au moment où la Russie, pour rassembler ses forces contre la France, signe hâtivement avec la Porte le traité de Bucarest (1812) qui permettait au sultan d'occuper les forteresses de Serbie et n'accordait aux insurgés qu'une vague autonomie administrative. L'amiral Tchitchagof, le

commandant de l'armée russe, les invitait à se résigner, à réserver toutes leurs ressources pour le moment où les circonstances leur redeviendraient favorables. — Avant le départ de la petite troupe auxiliaire russe, un pope célébra la messe, lut un chapitre de saint Jean : — « Que votre cœur ne se trouble pas. Vous croyez en Dieu, croyez aussi en moi. » — Kara-Georges et ses capitaines prêtèrent serment de fidélité éternelle à la Russie.

Pour le moment, ils étaient abandonnés à leurs seules forces, épuisés par une lutte acharnée qui avait enlevé les combattants les plus vigoureux. Mahmoud, résolu à profiter de l'occasion pour écraser les dernières résistances, repoussa leurs suppliques, exigea qu'ils livrassent leurs armes, et mit sur pied contre eux une armée formidable » — « comme contre un royaume ». — L'autorité de Kara-Georges n'avait pas toujours été douce et il s'était attiré de nombreuses inimitiés par ses violences, sa partialité pour certains favoris. Le peuple d'ailleurs était victime d'un de ces accès de dépression nerveuse, physique et morale, qui suivent les tensions trop violentes et trop continues. Il ne paraissait rester d'espoir que dans la fuite et l'on songea un moment à une émigration en masse en Russie. Kara-Georges n'avait pu faire adopter son plan qui consistait à rassembler tous les combattants dans les montagnes de l'intérieur pour se jeter successivement sur les diverses armées turques, et il était tombé dangereusement malade. Quand il reprit le commandement, il était trop tard pour réorganiser la défense ; il se soumit au malheur et se retira sur le territoire autrichien. A la fin de 1813, les Turcs étaient maîtres des forteresses ; ils les gardèrent jusqu'en 1867. Le sultan, pour remercier l'Autriche de ses bons offices, fit cadeau à son ambassadeur d'une tabatière enrichie de diamants.

De dix ans de combats, il ne restait rien que l'article VIII du traité de Bucarest (1812), par lequel la Porte, « ne consultant que ses sentiments de miséricorde et pour donner aux Serviens une preuve de sa magnanimité », promettait de leur laisser à eux-mêmes le soin de l'administration intérieure du pays. C'était peu, et pourtant de cet article est sortie l'indépendance du royaume. Une nouvelle période de l'histoire serbe commençait, où la direction allait passer aux diplomates et aux politiques.

Au moment où les insurgés avaient cherché un refuge sur la terre autrichienne, un des knèzes, par hasard, était demeuré dans le pays : Miloch Obrénovitch. Les Turcs avaient besoin de quelqu'un qui leur servît d'intermédiaire avec la masse du peuple, les aidât à rétablir l'ordre ; ils lui offrirent de lui rendre ses titres et ses fonctions. Il avait plus d'ambition que de scrupules, et moins de délicatesse que de prudence. Il accepta.

Bien qu'il fût encore jeune, — il était né en 1780, — Miloch avait joué un rôle fort actif dans les années précédentes. Héritier d'une famille depuis longtemps influente et enrichie par le commerce du bétail, il n'appartenait pas tout à fait à la même classe que Kara-Georges, qu'il n'aimait pas et dont il avait été un des principaux adversaires. Sa bravoure était incontestable ; dans la désastreuse campagne de 1813, il avait gardé son sang-froid au milieu du désarroi général, et il avait continué la lutte jusqu'au bout. Il préférait cependant les négociations aux batailles, et il croyait moins à la force qu'à la ruse. Il avait plus de persévérance dans la volonté que d'élévation d'esprit, plus de finesse que de magnanimité d'âme, et son patriotisme, qui était sincère, manquait un peu d'envergure et d'éclat, parce qu'il confondait souvent les intérêts de son pays avec le souci de sa

propre fortune. Il joignait aux habitudes du paysan retors et madré, dont l'éducation s'était faite dans les maquignonnages des marchés, quelques-uns des vices des Orientaux, les passions violentes et fougueuses, l'indifférence absolue dans le choix des moyens, la perfidie et la cupidité. C'était un Louis XI de village, et ses services, qui furent réels, ne compensent pas complètement la décadence morale qu'entraînèrent les moyens qu'il employa sans scrupules. Il sauva son peuple, mais il l'abaissa.

Une nation ne supporte pas impunément plusieurs siècles de despotisme, et les Serbes ne pouvaient pas dépouiller en un instant les vices que leur avait inculqués la longue domination étrangère. Ils s'étaient habitués aux louches intrigues et aux combinaisons sournoises; trop longtemps renfermés dans des horizons étroits, ils se plaisaient aux querelles mesquines et il leur arrivait d'oublier la cause de la patrie pour satisfaire leurs rancunes égoïstes; surtout, ils n'avaient ni le goût de l'entreprise ni le sens du travail régulier, capables d'élans héroïques plus que d'efforts continus. Les procédés de Miloch, ses connivences suspectes, son despotisme soupçonneux, ses profits illicites, contribuèrent à nourrir le mal et retardèrent la convalescence du peuple. Il serait injuste de lui imputer une responsabilité excessive, et aucun maître, quel qu'il fût, n'aurait réussi à guérir du coup les maux qui résultaient d'une éducation lamentable; il est certain du moins qu'il fut un mauvais modèle et que son influence personnelle ne contribua pas à élever et à épurer les âmes. Il fut populaire pourtant, mais parce que la foule se reconnaissait en lui, et il n'inspira jamais le même enthousiasme que Kara-Georges, qui, en dépit de ses erreurs, représentait le côté héroïque de l'âme nationale.

En 1814, l'intrigue patiente et flexible de Miloch

était la seule arme possible. Les Turcs, qui redoutaient toujours une nouvelle tentative d'insurrection, exploitaient leur victoire avec une férocité stupide. Les notables qui n'avaient pas réussi à s'enfuir, les jeunes gens qui murmuraient contre l'oppression, les paysans qui possédaient quelque fortune ou de jolies filles, étaient arrêtés, conduits à Belgrade, jetés en prison, condamnés aux plus horribles supplices. « Le pacha », écrivait-on à l'agent serbe qui était allé à Vienne implorer la protection des souverains et du Tsar, « en traversant le pays de Belgrade à Oujitsé avec ses troupes, a commis des violences horribles, des pillages, des assassinats. Il a laissé des traces si sanglantes et si noires là où il a passé, que l'herbe ne poussera pas pendant trois années.... En arrivant à la porte de Belgrade, des deux côtés de la rue, il y a 60 à 70 Serbes empalés, parmi eux quelques prêtres et moines. Leurs corps sont mangés par les chiens partout où les bêtes ont pu les atteindre. » — « Les Turcs, écrivait-on encore quelques jours plus tard, se hâtent d'exterminer les Serbes.... On dit que dans le district de Krouchévats, il n'est resté qu'un homme sur dix; tous les autres ont été massacrés ou empalés. »

Le Tsar essaya d'intéresser le Congrès de Vienne aux souffrances des Serbes. Les diplomates étaient en veine d'humanité, votaient des mesures contre la traite. Ils écoutèrent avec componction les généreuses déclarations du gouvernement russe, qu'aujourd'hui encore il n'est peut-être pas complètement inutile de rappeler :

« Il existe en Europe un code du droit des gens qui a force de loi, en temps de paix comme en temps de guerre. Ce palladium de l'ordre politique est sans contredit le fruit le plus précieux de l'état de civilisation. En vertu de ce droit universellement adopté,

l'individu pris les armes à la main ne devient pas pour toute sa vie la propriété de son vainqueur; les droits de conquête sont mitigés; les nations se respectent l'une l'autre; toute cruauté gratuite et arbitraire est bannie des rapports entre les peuples. C'est en vertu de ce code auguste qu'une parité de droits est reconnue pour toutes les races d'hommes. C'est en invoquant ces principes que les chefs de la famille européenne ont le droit d'exiger de la Porte la cessation de tant d'atrocités. »

Talleyrand, Metternich et Lord Castlereagh sentirent comme il convenait l'éloquence d'un si noble appel. — Mais l'équilibre européen! Le danger de compromettre l'existence de la Turquie, que l'Empereur François Ier estimait le plus agréable et le plus commode des voisins! — Le Congrès passa à l'ordre du jour.

Miloch s'arrangea pour tirer les diplomates de leur torpeur. Quand les violences et les exactions des Musulmans eurent poussé les paysans à un tel point d'exaspération qu'ils étaient prêts à tout, « ne fût-ce que pour mourir ensemble »; quand on sut que le reis-effendi avait dit à Constantinople que « des raïas qui se révoltaient si souvent, il fallait les exterminer tous »; le jour de la fête des rameaux, le 25 avril 1815, Miloch Obrénovitch planta sa bannière devant l'église de Takovo : « Me voici. — Vous voilà. Guerre aux Turcs. » Aussitôt des bandes s'organisèrent; les émigrés repassèrent la frontière; les Turcs, surpris, subirent une série d'échecs, furent défaits à Doublié, refoulés dans quelques forteresses. En même temps, Miloch écrivait à Mahmoud : « Ne crois pas que nous ayons peur. Nous ne pouvons plus avoir peur de personne. Mais nous ne voulons plus être tyrannisés, et nous espérons que tu nous accorderas ta grâce, comme nous le méritons. »

Alexandre était dans tout l'éclat de sa puissance. Napoléon avait été définitivement vaincu à Waterloo. La Russie avait désormais les mains libres, et elle était en état de faire respecter le traité de Bucarest. Ali de Tébélen se révoltait, la Grèce s'agitait. Mahmoud craignit une intervention étrangère et, par un firman qui fut lu publiquement à Belgrade le 4 décembre 1815, reconnut Miloch comme knèze suprême : les Serbes gardaient leurs armes, obtenaient une pleine liberté religieuse et la direction de leurs affaires intérieures; ils payaient un tribut annuel au sultan, leur suzerain; des garnisons turques occuperaient les forteresses.

Ces concessions incomplètes, que la Porte dans la pratique essaya encore de limiter, étaient fort loin de satisfaire les Serbes, et il n'est pas impossible que, dans les années suivantes, ils eussent obtenu une indépendance plus réelle, si Miloch n'eût été préoccupé d'assurer sa propre domination. Non pas qu'il eût renoncé à obtenir de Constantinople des privilèges plus étendus, mais il préférait les arracher peu à peu par des négociations progressives, et il se défiait des impatients et des imprudents qui comptaient trop sur l'intervention de la Russie. Son avidité lui avait suscité de nombreux adversaires : en dehors même du traitement énorme qu'il s'était fait allouer, les domaines qu'il avait pris en ferme lui rapportaient dès 1816 près de 400 000 piastres. Il se débarrassa des mécontents les plus dangereux. L'archevêque Nikchitch fut assassiné dans son palais; un autre des chefs de l'opposition fut étranglé sur la demande du prince par ordre du pacha. Les meneurs d'un mouvement révolutionnaire qui avait éclaté dans le district de Belgrade furent exécutés et leurs têtes envoyées à Constantinople. Kara-Georges, qui était en relations avec l'hétairie grecque, avait

réussi à pénétrer en Serbie; Miloch ordonna de se débarrasser de lui à tout prix, et, dans la nuit du 24 juin 1817, le héros de l'indépendance et son secrétaire furent surpris et tués au milieu de leur sommeil. — « Les pleurs et les larmes des pauvres, écrivait Miloch à son délégué à Constantinople, se sont emparés de lui et m'ont envoyé sa tête à Belgrade (*sic*). La voici expédiée à Constantinople. Prenez donc courage et réclamez hardiment ce dont le peuple a besoin; car cet heureux événement nous fournit l'occasion la plus favorable de faire valoir nos revendications. » — Les assemblées ne résistent guère à de semblables arguments et, en novembre 1817, Miloch fut proclamé prince héréditaire de Serbie par les prélats et les knèzes.

Il est juste de reconnaître qu'il manœuvra habilement au milieu des difficultés dans lesquelles se débattait Mahmoud et qu'il améliora sérieusement la situation de la Serbie. La convention d'Akkermann (1826) et la paix d'Andrinople (1829) confirmèrent, en l'interprétant dans un sens favorable, l'article VIII du traité de Bucarest et préparèrent le Hatti-chérif du 29 août 1830, qui est la charte de l'indépendance serbe : Miloch était reconnu dans sa dignité de chef suprême héréditaire et le sultan renonçait à toute intervention dans l'administration intérieure et la justice; défense aux musulmans qui n'appartenaient pas aux garnisons des forteresses d'habiter dans le pays. La Porte essaya du moins de resserrer les limites de la nouvelle principauté, mais la guerre avec Méhémet-Ali rendit Mahmoud plus traitable et le Hatti-chérif de 1833 restitua à Miloch les districts de Négotin, de Paratchine, d'Aleksinats, de Krouchévats et les territoires de l'Ibar qui avaient été occupés par les Turcs depuis leurs succès de 1813. La Serbie avait dès lors les frontières qu'elle

devait conserver jusqu'au traité de Berlin (1878).

La Serbie, — écrit M. Yaksitch, qui nous a donné le récit le plus complet et le plus exact de cette période, — n'était plus depuis le xve siècle qu'un simple pachalik ; elle ressuscitait à une vie nouvelle. Avec ses 2300 villages et ses 670000 habitants, elle échappait à la barbarie orientale et entrait dans le courant de la civilisation européenne. Déjà, elle possédait des écoles, des imprimeries, des journaux.

Les destinées du pays demeuraient cependant incertaines tant que les troupes du sultan y étaient cantonnées et qu'à Belgrade même se maintenaient quelques milliers de Turcs faméliques qui étaient une cause perpétuelle d'inquiétudes et de troubles. Le 15 juin 1862, à la suite d'une rixe, le commandant de la citadelle ouvrit le feu sur Belgrade et bombarda la ville pendant cinq heures. La France et la Russie demandèrent la retraite immédiate des Turcs. L'Angleterre s'y opposa pour ne pas compromettre l'intégrité de l'empire ottoman, et l'Autriche, parce qu'elle craignait que le succès des Serbes ne frappât trop vivement l'imagination de ses sujets slaves. On finit par décider que la Porte ne conserverait plus que les places de Belgrade, Smédérévo, Chabats et Kladovo; le quartier turc de Belgrade dut être évacué, et les musulmans qui habitaient en dehors des fortifications quittèrent le pays. Cinq ans plus tard, le prince Michel, le fils de Miloch, profita de l'affaiblissement de la puissance autrichienne après Kœniggraets et des embarras que créait à la Porte l'insurrection crétoise, pour obtenir le départ définitif des garnisons turques. Le 6 mai 1867, le dernier soldat musulman quitta le sol de la principauté. La domination de l'Islam ne fut plus rappelée que par le drapeau vert qui continua à flotter à côté du tricolore slave.

Il avait fallu plus d'un demi-siècle pour jeter les bases de l'indépendance serbe. L'œuvre qui restait à accomplir était énorme, pour grouper autour de la jeune principauté les diverses branches de la race yougo-slave. Beaucoup jugeaient une semblable tâche disproportionnée aux forces matérielles et morales du peuple si péniblement affranchi, et leurs pronostics pessimistes faillirent en effet être réalisés. Il sembla plusieurs fois, dans le dernier quart du XIXe siècle, que les Serbes n'avaient échappé au joug des Turcs que pour retomber sous la domination, moins barbare, mais infiniment plus redoutable de l'Autriche.

CHAPITRE IV

LA JEUNE SERBIE

La Serbie vers 1870. La Zadrouga. — Le caractère et le gouvernement de Miloch : le prince et l'oligarchie paysanne. — Les luttes dynastiques : Obrénovitch et Karageorgévitch. Les progrès accomplis. — Le Mouvement littéraire : Vouk Karadjitch. — Le Piémont des Balkans : Michel Obrenovitch. — La Tcherna Gora. — L'Omladina.

Le voyageur qui abordait à Belgrade il y a un demi-siècle, éprouvait une impression d'étonnement et presque d'inquiétude. Il quittait l'Europe pour pénétrer en Orient, et il était brusquement plongé dans l'agitation incohérente et confuse d'une vie qui se dégageait à grand'peine d'un mélange fumeux d'éléments hétéroclites. Belgrade était alors une ville de 25 000 habitants, attristée par la désolation du Dortjol, le quartier musulman, que venaient d'abandonner ses habitants, et l'on apercevait partout les traces du bombardement de 1862. A côté de la Térasia, la principale rue, avec ses maisons modernes, ses allées de platanes et de peupliers, ses magasins à la mode viennoise, les minarets et les mosquées, les murailles de l'antique forteresse et les ruines du palais du prince Eugène rappelaient la domination de la Porte ou les convoitises de l'Autriche, tandis que du Kalimegdan, le regard se portait sur ces plaines

du Banat et ces collines de la Frouchka Gora, où les Slaves, soumis au joug écrasant des Magyars, attendaient encore la délivrance.

La rue s'animait d'une foule bruyante et bigarrée. A côté des Serbes de la principauté, dans leur pittoresque costume national, avec leurs fez rouges ou leurs bonnets de poil de mouton, les Serbes de Hongrie arboraient le chapeau à larges bords, de feutre ou de paille; des Bulgares, grands et robustes, vendaient des melons et des prunes ou offraient d'une voix retentissante le lait caillé. Un Osmanlis, à la barbe de neige, les yeux brillants sous des arcades sourcilières profondes, contemplait avec mépris l'agitation de ces giaours qui avaient osé rejeter le joug du Khalife; l'Albanais aux longues moustaches coudoyait le marchand arménien ou le juif espagnol, tandis que les tsiganes au teint bronzé et aux dents éclatantes, promenaient à travers la foule leurs haillons indiscrets. A côté des élégantes qui imitaient les modes de Paris et de Vienne, les popes aux longs cheveux croisaient les paysannes qui, la hotte sur le dos, portaient au marché les oignons, les piments et les concombres, et les caravanes de mulets qui arrivaient de la Vieille Serbie. Partout la plus amusante confusion de peuples et de mœurs, — la plus effarante aussi; les langues se mêlaient; les races se heurtaient. On pensait malgré soi à un creuset où les scories d'un passé turbulent avaient été jetées pêle-mêle et n'arrivaient pas à se combiner. Pas de monnaie nationale; le voyageur cherchait sans y réussir à se débrouiller au milieu des thalers, des piastres, des ducats et des roubles de toute effigie et de tout âge.

A l'intérieur, les voyages étaient difficiles; les auberges, primitives et rares, et les nuits, souvent pénibles. Le tableau des régions que l'on traversait

ne rachetait pas toujours la fatigue et les ennuis de l'excursion. Pendant des lieues, on traversait des broussailles et des taillis, coupés de champs qui paraissaient abandonnés. L'agriculture était très arriérée; le fumier, presque inconnu et la charrue rudimentaire égratignait à peine le sol qui ne donnait que de maigres récoltes. A mesure que l'on pénétrait plus avant dans le pays, les terres étaient mieux aménagées; les villages, plus propres et plus riches, avaient une apparence plus accueillante, au milieu de leurs ceintures de jardins, de pruniers et de vignes. Partout cependant le mouvement était comme assoupi et la vie, somnolente. Les habitants ne se plaignaient pas de leur sort, parce que leurs besoins étaient modestes, et ils se contentaient des méthodes surannées qui avaient suffi à leurs pères. Les vieillards constataient pourtant avec tristesse la décadence des anciennes coutumes et se lamentaient eur les progrès de l'esprit d'anarchie et d'égoïsms qui se manifestaient par la disparition rapide des grandes communautés rurales, les *zadrougué*.

A côté de la famille étroite, telle que nous la comprenons, c'est-à-dire de la réunion dans une même maison des parents et des enfants, — ce que le droit serbe nomme l'*inokochtina*, — on rencontre encore assez fréquemment chez les Slaves du sud des groupes d'exploitation qui retiennent autour d'un même foyer plusieurs familles, qui, le plus souvent, se rattachent à un ancêtre commun. Ces communautés familiales, les zadrougué, qui comprennent en moyenne une vingtaine de personnes, mais en comptent quelquefois 50 ou 60, exploitent un domaine indivis sous la direction d'un *gospodar* ou gouverneur, qui est, soit le membre le plus âgé, soit celui qu'a désigné l'ensemble de la maisonnée. A côté de lui, une *gospodinia* surveille les travaux domestiques et

répartit la tâche entre les femmes. Le domaine appartient à l'ensemble de la communauté, et la règle exige que l'on transmette intact aux descendants ce que l'on a reçu des ancêtres. En échange de son labeur, chaque membre de la maisonnée reçoit ce qui est nécessaire à son entretien, le logement, la nourriture et les vêtements. La zadrouga a servi de prétexte à d'innombrables polémiques, et elle a fourni longtemps des arguments aux Slavophiles, qui prétendaient y voir la preuve de l'esprit de solidarité qu'ils se plaisent à attribuer à leur race. Leur thèse, qui renferme peut-être une parcelle de vérité, a été compromise par leurs exagérations manifestes et l'arbitraire de leurs démonstrations scientifiques. On rencontre en réalité chez tous les peuples, à un moment donné de leur évolution sociologique, des institutions très analogues à la zadrouga, et il n'est pas prouvé de plus que les communautés villageoises actuelles ne soient pas d'origine relativement moderne et n'aient pas été une simple conséquence d'un régime financier déterminé. Il est certain du moins qu'au début du XIX[e] siècle, elles n'existaient plus, au moins comme institution générale et dans des proportions aussi amples, que chez les Slaves du sud.

Comme toutes les institutions humaines, la zadrouga avait ses côtés favorables et ses inconvénients. Elle rattachait le travailleur au sol, maintenait l'esprit de solidarité familiale, empêchait la naissance d'un prolétariat rural, en assurant aux malades et aux vieillards la protection de la maison commune. Elle était d'autre part peu favorable au progrès et à l'esprit d'entreprise, paralysait l'initiative individuelle, et soumettait parfois à de dures épreuves la patience et la vertu de certains de ses membres. Il était fatal qu'elle disparût, parce qu'elle ne répondait plus aux

besoins du temps et aux instincts nouveaux d'émancipation. Le code publié en 1844 en prépara et en hâta la ruine, en autorisant les divisions et en accordant à chaque membre de la communauté le droit d'exiger sa part ou d'en disposer par testament. Peut-être le législateur avait-il montré une hâte un peu imprudente et ne s'était-il pas assez attaché à ménager la transition. Le passage trop brusque de la possession collective à la propriété individuelle ne s'accomplit pas sans luttes et sans difficultés, et il en résulta un état de malaise assez général. A la campagne comme dans les villes, on était ainsi vers 1870 dans une sorte d'indécision, entre un monde vieilli qui s'effondrait et un avenir qui demeurait nuageux et incertain.

De là, la rigueur avec laquelle beaucoup d'observateurs ont jugé la jeune principauté. D'autres peuples, la Grèce, la Roumanie, l'Italie, n'ont pas échappé aux mêmes sévérités pour des raisons analogues. Il nous faut un effort constant sur nous-mêmes pour que, dans nos conclusions, nous fassions une part assez large à cet élément essentiel de toute œuvre humaine, que l'on nomme le temps. Le touriste, qui arrivait avec les intentions les plus bienveillantes, pardonnait à peu près aux Serbes de s'éclairer au pétrole, de ne pas avoir de chemins de fer et de ne pas connaître le confort moderne; il ne réussissait pas à comprendre qu'ils ne se fussent pas approprié tous les scrupules constitutionnels des parlementaires anglais et il se montrait scandalisé des procédés de leur politique. Que les contemporains de Schwarzenberg, de Manteuffel et de Beust eussent le droit de se montrer très susceptibles et très délicats en pareille matière, il est permis d'en douter, et les victimes de Miloch ont été infiniment moins nombreuses, même relativement, que les centaines de victimes qui ont péri

dans les cachots du Spielberg ou de Custrin. Seulement, Frédéric-Guillaume IV ou Metternich avaient du monde, ils mettaient de l'élégance ou de l'éloquence dans la manière dont ils se débarrassaient des gens qui les gênaient. Miloch était un barbare.

Son château d'été, dans le parc de Topchidéré, à quelques kilomètres de Belgrade, est une simple maison turque; il y donnait audience sur la galerie, accroupi sur ses coussins à la mode orientale, la tête entourée du turban. A Kragouiévats, qui était son séjour préféré, parce qu'il y était plus en sûreté, loin des Turcs, tout près du massif du Roudnik, où les envahisseurs n'avaient jamais osé s'aventurer, le Konak (le château royal) dont l'entrée est surmontée par le croissant, rappelle absolument par son apparence et sa distribution les demeures des seigneurs ottomans. Miloch lui-même n'était guère autre chose qu'un pacha greffé sur un paysan. Sa femme, la princesse Lioubitsa, qui, pendant les guerres précédentes, avait à diverses reprises combattu dans les rangs des insurgés et, aux heures de doute, relevé leur courage, ardente, impétueuse, dirigeait de près sa maison, surveillait la cuisine et, comme aujourd'hui les villageoises corses, ne s'asseyait pas à table, mais servait le dîner de son mari, de ses fils et de ses hôtes. Elle ne connaissait des usages de l'Europe que ce qu'elle avait entrevu chez sa fille mariée à un petit négociant de Zémoun. Quand elle jugeait dangereuses les rivales que lui donnait son mari, qui, à ce point de vue aussi, avait conservé les habitudes musulmanes, elle s'en débarrassait par un coup de fusil et se réfugiait ensuite dans la montagne, en attendant que la colère du prince se fût apaisée.

Il avait des accès de fureur terribles, et, à l'occasion, rouait de coups de bâton ses conseillers et ses

ministres. Il n'admettait ni contrôle, ni limites à son pouvoir : les fonctionnaires n'avaient d'autre règle que sa volonté, et, à la moindre velléité de résistance, il les jetait en prison, à moins qu'ils ne préférassent se soustraire par l'exil à ses vengeances. Quant à ses adversaires, il s'en délivrait par les supplices, le poignard ou le poison. Il s'enrichissait de toutes mains, par les procédés les plus ingénieux et les plus misérables : il forçait les habitants à payer l'impôt en monnaie autrichienne, l'envoyait à la Porte en argent turc et gardait pour lui les bénéfices du change ; il se réservait le monopole de divers commerces, interdisait de révéler la présence de mines de sel en Serbie, parce que leur exploitation aurait diminué le profit qu'il tirait des entreprises roumaines dont il était commanditaire, prenait à ferme le revenu des douanes. Pendant de longues années, il ne convoqua pas l'assemblée du peuple, la Skoupchtina, ne tint aucun compte des avis des sénateurs.

Mauvaise éducation pour un peuple, a-t-on dit, et qui le préparait mal à la grande tâche qu'il entrevoyait. — L'histoire n'est pas une idylle, et ces regrets pudiques sont un peu puérils. Miloch, affranchi de la veille, grandi sous la domination orientale, était un barbare, mais un barbare d'une intelligence supérieure. Sa chancellerie était une petite salle ornée de quelques cartes, d'une mappemonde et d'étendards enlevés aux Turcs ; sa bibliothèque se bornait à quelques codes de l'Europe occidentale et à deux ou trois petites encyclopédies. En 1829, il y recevait deux journaux autrichiens, la *Gazette d'Augsbourg* et l'*Observateur*, un journal russe et le *Constitutionnel*. Il ne savait pas lire et son secrétaire lui en résumait les nouvelles. Sa mémoire était prodigieuse ; il savait écouter et regarder, et il avait fini par acquérir une idée très exacte de la situa-

tion du monde et des intérêts rivaux qu'il avait à ménager ou dont il pouvait tirer profit.

Le Tsar Nicolas l'accusait d'ingratitude, et ses envoyés, qui imitaient volontiers la hauteur de leur souverain, traitaient de haut leur protégé. Miloch baissait la tête sous l'averse de leurs reproches : « Je ne suis qu'un paysan.... J'ignore beaucoup de choses et j'écouterai de grand cœur les conseils. » Il entendait bien d'ailleurs n'en tenir que le compte qu'il jugerait utile.

La situation en 1817 était terrible : quinze années de guerre avaient achevé de ruiner le pays, et surtout elles avaient créé une sorte d'oligarchie semi-militaire, semi-paysanne, besogneuse, âpre au gain, impatiente du frein, et qui n'aurait pas été moins dure pour la masse des habitants que les anciens maîtres. Dans un pays où les vastes domaines n'existaient pas, où la domination turque avait toujours empêché la formation d'une noblesse seigneuriale, il était difficile à une aristocratie de jeter des racines profondes dans le sol, et le peuple, par un instinct naturel de défense, se groupait autour du prince, comme les Russes autour du Tsar, parce qu'il espérait être protégé par lui contre les exactions excessives. Malheureusement, il ne représentait qu'une masse inorganique, sujette à de brusques surprises, dominée par des impressions mobiles, accessible à des sollicitations adroites et qui, même quand ses volontés étaient claires, ne les exprimait que dans les assemblées plénières, la Skoupchtina, nécessairement rares.

Pendant l'intervalle de ces réunions générales, le souverain, qui ne s'appuyait ni sur une armée, ni sur une administration régulières, était à la merci des intrigues d'une poignée d'ambitieux, *voïévodes* qui, au moment des guerres de l'indépendance, avaient

fait de certains districts comme leur domaine militaire, et knèzes, tyranneaux de villages, qui devaient leur influence à leur adresse sournoise, au crédit traditionnel de leurs familles et aux richesses relatives qu'ils avaient acquises par des moyens plus ou moins honnêtes. Ils avaient sous leurs ordres des bandes les *momkés*, leurs parents, leurs serviteurs et leurs clients, qui, passivement, sans réflexion et sans scrupules, exécutaient les ordres qu'on leur donnait, quels qu'ils fussent. La situation n'était pas sans analogie avec ce qui se passe aujourd'hui en Corse, au moment des élections, où les chefs de clans se disputent par tous les moyens les majorités qui leur garantissent, avec l'exercice du pouvoir, les bénéfices qu'il entraîne. Quelques-uns de ces knèzes avaient de remarquables qualités d'audace, d'entregent et d'éloquence, tel par exemple ce Voutchitch, qui fut un des ennemis les plus acharnés et les plus redoutables de Miloch et qui finit par le renverser. L'indignation bruyante qu'ils affectaient contre les procédés arbitraires du souverain et son avidité ne trompaient personne, et tout le monde savait qu'ils n'auraient pas usé autrement de l'autorité, s'ils avaient réussi à s'en emparer, — probablement même avec plus d'impudence encore et certainement avec un moindre dévouement à la cause publique. Stojan Simitch trahissait le fond de la pensée des agitateurs quand il disait de Miloch : « Il nous barre le chemin à tous. » Leur idéal était le régime des principautés voisines de Moldavie et de Valachie, où les boyards, grâce à la connivence du Tsar, annihilaient l'action des hospodars et soumettaient les paysans au plus dur servage.

Leurs plaintes hypocrites contre le despotisme du prince seraient restées sans écho, s'il n'eût en même temps donné prise contre lui par ses essais de réforme

et ses instincts de progrès. « Le peuple serbe, aurait-il dit un jour, a plusieurs particularités nationales qu'il faut tâcher d'adapter à la civilisation et aux lumières de l'Europe, si nous voulons prendre peu à peu une place honorable dans ses rangs. » — Je doute que la phrase ait été prononcée par Miloch, au moins sous cette forme, et il me paraît plus vraisemblable qu'elle a été rédigée par quelqu'un de ces lettrés dont il se plaisait à s'entourer, à la fois parce que leurs volontés réfléchies s'accordaient avec ses aspirations obscures et parce que, sans racines dans le pays, ils étaient ses agents les plus dociles et les moins redoutables. Miloch n'était guère l'homme des programmes et il se souciait peu des théories abstraites. Mais il est vrai qu'il avait le sens du gouvernement, un patriotisme d'autant plus sincère qu'il ne séparait pas la cause de la Serbie de sa propre cause, l'intelligence des besoins du temps. Il garda jusqu'à la vieillesse un esprit alerte et curieux des nouveautés, et, quand il revint en Serbie, après un exil de vingt ans (1858), il se remit à l'œuvre avec l'ardeur et la confiance d'un jeune homme. Son labeur fut immense : sa poigne solide rétablit l'ordre dans le pays, réhabitua au travail une population assauvagie par des guerres trop longues, supprima le brigandage; il donna à la Serbie ses premières routes, des écoles, un gymnase, jeta les bases de l'administration politique et religieuse, établit un budget régulier, organisa le système financier, améliora l'hygiène publique par la création de lazarets, prépara la formation d'une armée nationale.

Avec plus ou moins d'intelligence et d'ampleur, les successeurs de Miloch poursuivirent le même but, s'attachèrent à introduire en Serbie les institutions et les mœurs de l'Occident. Leurs réformes provoquèrent de redoutables résistances. Elles impli-

quaient de lourdes dépenses, et les impôts étaient péniblement supportés chez un peuple qui n'était pas habitué à un labeur opiniâtre et où les ressources liquides étaient rares. Puis, les changements les plus féconds et les plus indispensables froissent les habitudes, menacent les situations acquises, et, comme les résultats heureux n'en apparaissent que lentement, ne provoquent guère que des colères et des désillusions. Les Serbes, pour entrer dans le courant de la civilisation moderne, étaient obligés d'accepter des charges nouvelles, de subir des entraves inaccoutumées, de se plier à des usages inconnus, et les mécontents n'avaient aucune peine à diriger contre les gouvernements la sourde irritation et le malaise mal défini des masses.

Leurs calculs étaient favorisés par l'existence de deux familles rivales, les Karageorgévitch et les Obrénovitch, qui avaient eu dans l'œuvre d'émancipation une action presque égale et qui conservaient des partisans convaincus. Quels que fussent ses talents personnels, Voutchitch ne parvint jamais à conquérir le pouvoir, et les knèzes n'auraient dans aucun cas ébranlé le trône de Miloch, — parce que la foule, quelles que fussent ses fautes, vénérait toujours en lui le libérateur, — s'ils n'eussent eu à lui opposer le fils de l'héroïque vainqueur de Michar.

Ils étaient d'ailleurs soutenus dans leurs intrigues par les menées de l'Autriche et de la Russie. Le Tsar Nicolas, dont on a exagéré les ambitions concrètes, avait l'humeur despotique, et il ne tolérait pas plus dans les pays soumis à son influence que dans ceux qu'il gouvernait directement les allures de l'indépendance. Moins jaloux de puissance réelle que de suprématie morale, il exigeait une complète apparence de soumission et il voyait une pensée de révolte dans le moindre mouvement. Ses interventions hautaines

irritaient les russophiles les plus sincères et les forçaient à chercher ailleurs une protection indispensable à leur faiblesse. L'Autriche, bien qu'elle sollicitât elle-même les bonnes grâces du Tsar, excitait sous main ces révoltes, et elle offrait ses sympathies à tous ceux que rebutait Pétersbourg. L'immense majorité du peuple serbe était trop dévouée à l'Orthodoxie, trop pénétrée des services que lui avait rendus la Russie et trop méfiante du Chvab pour se laisser prendre à ces sourires. Les politiques n'avaient pas toujours la vue aussi claire des intérêts permanents et essentiels de la principauté. Quelques-uns prenaient au sérieux l'amitié qu'on leur offrait; d'autres, en plus grand nombre, se fiaient à leur habileté pour utiliser le secours de l'Autriche sans se livrer complètement à elle. Leurs combinaisons trop subtiles favorisaient les rivalités intérieures et aboutissaient à des coups d'état et à des révolutions qui entravaient l'œuvre de transformation nécessaire et compromettaient au dehors le bon renom du peuple.

La période qui s'écoule de 1835 à 1860 est ainsi marquée par une suite de brusques changements, dont les plus retentissants furent la chute de Miloch (1839) et celle de son fils Michel (1842), le règne d'Alexandre Karageorgévitch (1842-1858), puis sa déposition par la Skoupchtina et le retour du vieux Miloch (1858) qui, à sa mort (1860), laisse le pouvoir à son fils Michel.

Ces événements, fâcheux surtout par le retentissement qu'ils avaient au dehors, n'eurent en réalité qu'une importance assez superficielle et n'arrêtèrent pas sérieusement le progrès général. Les Serbes ont leurs défauts, qui tiennent à la fois à leur tempérament et à leur éducation. Leurs volontés sont instables; leurs défiances, vite éveillées, et il leur arrive de prendre sans assez de réflexion des résolutions

dont ils se repentent bientôt. Ils n'ont pas toujours un sentiment assez vif de leurs devoirs envers l'État et ils sacrifient assez souvent les intérêts publics à leurs colères qui sont passagères, mais violentes. Ils sont accessibles aux paroles sonores et aux accusations spécieuses, oublieux des services rendus, plus capables d'héroïsme que de réflexion, et, comme ils sont pleins de ressources et d'élan, ils croient facilement, à l'exemple des Français, que leurs négligences seront aisément réparées. La longue domination turque, pendant laquelle ils n'étaient jamais sûrs de recueillir le fruit de leur travail, ne leur a pas donné le goût de l'effort suivi. Ce sont des méridionaux qui se plaisent aux discours et s'amusent à suivre leurs rêves dans les spirales de la fumée de leurs cigarettes.

Leurs querelles intestines et leur inconstance donnaient des armes contre eux à leurs voisins, les Allemands et les Magyars, intéressés à grossir leurs erreurs. Leurs ennemis n'apercevaient pas ou ne voulaient pas apercevoir les qualités supérieures de la race, sa souplesse trempée par de longues épreuves, la finesse et l'acuité de son intelligence, surtout la constance de son idéalisme et la solidité de sa foi, qui se maintenaient en dépit des oscillations apparentes. Les vents rident la surface du fleuve, ils n'en modifient pas le courant. En dépit des batailles des partis et des changements de dynasties, la principauté se dégageait des souvenirs de son long esclavage et, suivant les désirs de Miloch, s'adaptait à la vie européenne. Si le touriste qui arrivait de Vienne se scandalisait des auberges sordides, celui qui venait de Constantinople s'extasiait à la vue des voyageurs assis sur des chaises et mangeant avec une cuiller.

Les réformes n'avaient pas toujours été bien pré-

parées, et les lois, rédigées par des étrangers qui connaissaient mal le pays, étaient souvent plus ambitieuses que pratiques. Elles n'étaient pourtant pas inutiles. La prospérité matérielle se développait; les écoles d'agriculture répandaient des méthodes perfectionnées, distribuaient des semences, amélioraient les arbres fruitiers ou les espèces d'animaux domestiques, combattaient la destruction des forêts, commençaient le reboisement. La charte de 1861 avait établi les conditions essentielles du régime constitutionnel en substituant des élections régulières aux champs de mars tumultueux où se rassemblait pour quelques heures la masse du peuple et où toute discussion sérieuse était impossible. L'armée s'organisait. Alexandre Karageorgévitch avait fondé des écoles militaires, une fabrique de canons à Kragouiévats que dirigeait un Français, Loubry, de Douai. Michel eut pour ministre de la Guerre un autre Français, le colonel Mondain, et il pouvait au besoin mettre sur pied 150000 combattants avec sept batteries. Dans toute la péninsule, l'opinion était générale que la Serbie était destinée à devenir le Piémont des Balkans, et les regards se tournaient avec confiance vers Michel (1860-1868), qui paraissait de taille à ne pas reculer devant une aussi magnifique entreprise.

Lentement se nouaient les liens intellectuels et moraux qui devaient rattacher à la Serbie la masse des Yougo-Slaves, qui, soumis depuis des siècles à des dominations différentes, avaient presque perdu le souvenir de leur communauté d'origine. En 1862, on inaugurait le lycée ou école supérieure, pour la construction de laquelle un patriote avait dépensé plus d'un million de francs et qui comptait une vingtaine de professeurs et quelques centaines d'élèves. Depuis 1847, la Société des Sciences publiait un *Bulletin* (Glasnik) qui renfermait de très remarquables études

scientifiques, historiques et philologiques. Belgrade, qui, pendant longtemps, avait dépendu de l'Autriche, devenait rapidement un foyer de lumière et un centre de travail qui commençait à rivaliser avec la capitale croate, Zagreb, et son influence rayonnait sur Sofia, Doubrovnik et Novi Sad.

L'œuvre émancipatrice de Dositée Obradovitch avait été continuée avec infiniment plus d'audace et de hauteur de vues par Vouk Karadjitch (1787-1864), un des représentants les plus complets et les plus illustres de ce merveilleux réveil de l'érudition enthousiaste qui, au début du XIX[e] siècle, accompagne la renaissance politique slave, qu'il annonce, qu'il prépare et qu'il soutient. Dans le pénible labeur de la restauration de la Serbie contemporaine, il n'y a aucune exagération à affirmer que la part de Vouk n'a pas été inférieure à celle de Miloch.

Son éducation première avait été médiocre et son travail acharné n'en combla pas toujours les lacunes. On sent en lui l'autodidacte. En revanche, il a, — à un degré supérieur, — les deux vertus essentielles des romantiques de la première heure, un patriotisme passionné et une foi absolue dans le peuple. Il a passé sa vie à l'étudier, dans les manifestations variées de sa pensée et de son action, recueillant de ses lèvres les chansons et les épopées héroïques, les légendes et les proverbes, rassemblant les traditions, réunissant par un effort acharné les matériaux de cet admirable dictionnaire serbe, qui demeure son immortel titre de gloire, source incomparable où viennent puiser depuis tous ceux qui s'occupent de l'histoire ou de la littérature yougo-slaves.

Il avait le culte de la langue nationale, telle qu'elle était parlée dans cette Herzégovine, d'où venaient ses parents, et que l'on a nommée la Toscane Serbe. C'est un homme qui écrit bien le Serbe, note dans sa

première rencontre avec lui le célèbre philologue Kopitar, qui resta son protecteur et son ami et qu'offusquait le jargon bizarre et obscur des auteurs timides et routiniers, venus à Vienne pour publier un journal serbe, et qui « n'osaient pas écrire purement, simplement ».

Vouk n'ignorait pas les criailleries que provoquerait son audace, quand il rompit définitivement avec les traditions paléo-slaves qu'avait ébranlées Dositée, sans les répudier complètement. Peut-être cependant n'avait-il pas absolument mesuré l'indignation des âmes pieuses qui s'accrochaient au passé et l'accusaient de préparer le triomphe de l'hérésie catholique par l'introduction de l'orthographe phonétique et l'adoption du j latin. L'acharnement de ses adversaires fut aussi tenace que leurs colères étaient puériles; ses œuvres furent longtemps proscrites en Serbie, et la liberté de l'orthographe n'y fut reconnue qu'en 1868. Mais les arrêtés des ministres et les excommunications des sociétés académiques n'étaient plus depuis longtemps déjà qu'un objet de raillerie pour l'opinion qui avait pris presque aussitôt parti pour Karadjitch et saluait en lui un des meilleurs ouvriers de la grandeur nationale.

Par la publication des Chansons populaires et des *Pesmés* héroïques, il avait en quelque sorte donné à la Serbie son titre de naturalisation en Europe, attiré sur elle l'attention des savants et des artistes, et créé un large courant de sympathies pour ce petit peuple qui, depuis Kosovo, poursuivait sa revanche avec une si inébranlable vaillance.

En fixant les règles de la grammaire et de l'orthographe et en substituant aux fantaisies individuelles ou aux traditions surannées des lois précises et rationnelles, il avait rendu possible la naissance d'une littérature néo-serbe. Quand il avait décidément

rompu avec l'idiome artificiel que l'on appelait le slavon ecclésiastique, il avait affranchi les esprits, comme Kara-Georges avait libéré les corps. Le dialecte qu'il avait choisi et qui demeure la langue littéraire, était compris sans difficulté de la plus grande partie des Slaves du sud; et comme, vers la même époque, les Croates prenaient pour modèles les poètes de Doubrovnik, le manifeste de Vienne pouvait fièrement déclarer que les Yougo-Slaves, croates ou serbes, catholiques ou orthodoxes, qu'ils se servissent de l'alphabet latin ou de l'alphabet cyrillique, ne formaient plus qu'un seul peuple, qui parlait la même langue (1850).

A mesure qu'on mettait au jour les assises profondes de l'existence nationale, les vaines apparences qui avaient dissimulé longtemps l'unité fondamentale, s'évanouissaient. Par-dessus les barrières politiques, en dépit des haines religieuses, une même pensée envahissait les cœurs que soulevaient les mêmes colères et qu'enflammaient les mêmes espoirs. Racine, à ce qu'on prétend, se plaisait à dire : « J'ai trouvé mon plan, ma tragédie est faite, il n'y a plus qu'à l'écrire. » Vouk Karadjitch avait dessiné la carte de l'avenir; il ne restait plus aux princes qu'à réaliser l'œuvre dont il avait montré la grandeur et prouvé la nécessité. Vers 1860, la situation paraissait favorable. Michel, qui, après la mort de Miloch, son père, avait pris le pouvoir pour la seconde fois, avait été mûri par les épreuves, sans que son courage et sa confiance en eussent été ébranlés. Il avait parcouru l'Europe qu'il connaissait bien, et son esprit s'était ouvert au souffle des temps nouveaux. Il avait le cœur assez haut pour comprendre et pour partager les désirs de ses sujets, et il tenait de Miloch une prudence avisée qui ne se risquait aux audaces qu'après avoir lentement tâté le terrain et préparé le succès.

De tous côtés, les sympathies lui souriaient. La Russie, qui ne s'était pas encore relevée de ses défaites de Crimée et qu'absorbaient les réformes d'Alexandre II et l'émancipation des serfs, avait, pour le moment, abdiqué toute ambition directe, et elle eût assisté avec une satisfaction tranquille à la ruine de l'Empire ottoman, qui eût été pour elle une première revanche. L'Autriche, profondément ébranlée par ses défaites de Magenta et de Solférino, se débattait au milieu de crises constitutionnelles aiguës et cherchait une dérivation à ses ennuis dans une politique offensive en Allemagne, qui la mettait aux prises avec la Prusse et allait la conduire à Kœniggrætz. Napoléon III ne ménageait à la Serbie ni ses encouragements, ni son aide.

Depuis 1859, un vent de liberté traversait l'Europe, et la formation du royaume d'Italie remplissait d'enthousiasme les nations asservies. Sur le Danube, les Bulgares, qui naissaient à peine à la vie et qui n'avaient pas encore conquis leur autonomie religieuse, tournaient volontiers leurs regards vers Belgrade, d'où était parti le signal de leur renaissance littéraire et où leurs émigrés entretenaient d'actives relations. Avec les Serbes de Hongrie, les rapports de la principauté avaient toujours été étroits; ils lui avaient fourni nombre de ses administrateurs, et leur capitale, Novi Sad, avait été pendant longtemps un des foyers de la vie intellectuelle yougo-slave. Pendant la révolution de 1848, quand les Croates, sous la conduite de Jellatchich, et les Serbes du Banat, sous la direction de Stratimirovitch, avaient pris les armes contre les Magyars, leurs rangs s'étaient grossis de nombreux volontaires venus du sud du Danube, et cette nouvelle confraternité d'armes avait plus étroitement rapproché les cœurs.

Dans la lutte qui paraissait se préparer et où

Michel comptait sur les connivences ou l'appui déclaré des Slaves autrichiens ou turcs, il aurait trouvé un allié sérieux dans la Tcherna Gora, qui, après une évolution assez analogue à celle de la Serbie, avait fini par conquérir une certaine importance politique et militaire.

Après avoir subi au XVIe et au XVIIe siècle la domination lointaine et intermittente de la Porte, les montagnards de la Zéta, de la Brda et du Lovtchen avaient secoué le joug, dès que la puissance des sultans avait commencé à s'affaiblir, et, depuis le début du XVIIIe siècle, leurs évêques, — que l'on choisissait désormais dans la famille des Niégoch, illustrée par l'héroïsme du premier libérateur du pays, Danilo Pétrovitch (1697-1735), — avaient maintenu leur indépendance contre les retours offensifs des Turcs, étendu leurs étroites frontières, et donné à leur autorité une forme plus régulière. Pierre Pétrovitch Niégoch (1830-1851), véritable fils de la libre montagne, « plus grand d'une coudée que le plus grand de ses soldats », le plus remarquable peut-être des écrivains de sa race, en chantait les exploits dans un recueil d'une chaude et profonde inspiration, la Guirlande de la Montagne. Comme beaucoup de princes de sa maison, ce poète était un héroïque soldat et un politique fort avisé : après avoir supprimé la dignité des « gouverneurs » qui avaient souvent porté ombrage à la puissance des évêques, il s'était appliqué à organiser le pays et avait commencé la formation d'une armée permanente.

Son œuvre avait été continuée par son neveu Danilo Ier (1851-1860), qui avait sécularisé le pouvoir et, encouragé par la Russie dont la Tcherna Gora for-

mait comme une grand'garde avancée, et par la France, s'était proclamé « prince et seigneur de la Tcherna Gora et de la Brda ». L'éclatante victoire remportée sur les Turcs à Grahovo par son frère Mirko (1858), avait prouvé que ses sujets n'avaient rien perdu de leur antique vaillance. Son neveu, Nicolas, qui commençait en 1860 un règne fécond en péripéties tragiques, gardait intactes, en dépit de son éducation occidentale, les âpres et fougueuses passions de sa race. Avide de pouvoir, de prestige et d'argent, impétueux et tenace, très fier de son nom, de son peuple et de son pays, soutenu par une confiance illimitée dans les ressources de son esprit, l'intrépidité de ses guerriers et l'inviolabilité de ses rochers, habile à gagner de puissantes alliances ou des protections utiles, cet aventurier de grande marque, léger de scrupules, indifférent aux jugements humains et aux sacrifices qu'exigeait son ambition, était prêt à tous les coups de main pour augmenter ses revenus, accroître les quelques arpents de terre qui nourrissaient péniblement son peuple, et atteindre, à Cattaro ou à Scutari, un port sur l'Adriatique, qui lui permettrait de jouer un rôle dans la politique européenne. De quelque côté que vînt le signal du combat, il répondrait au premier appel, s'il ne le devançait pas.

D'un bout à l'autre du monde yougo-slave, un frisson d'espoir et un vent d'espérance agitaient les âmes. Le romantisme nationaliste, inauguré par le travail de Vouk Karadjitch, s'épanouissait dans la « Jeune-Serbie », l'*Omladina*, et de 1848 à 1871, dans la principauté aussi bien qu'en Hongrie, entraînait dans son courant torrentueux à la fois les meneurs de la vie politique et les maîtres de la pensée. Le Victor Hugo de ce mouvement, qui, dans une certaine mesure, rappelle notre grande période littéraire de 1830 à

1848, sinon par l'éclat du génie et la valeur durable des œuvres, du moins par l'exaltation des sentiments, la véhémence des désirs et une sorte d'optimisme mystique, était le poète Zmai Iovan Iovanovitch (1833-1904) qui, avec une sincérité émouvante, traduisait dans l'harmonieuse sonorité de ses vers les aspirations nationales, les besoins de liberté et de lumière, « la conviction surtout que la libération et l'union de la Serbie tout entière, pensée constante et rêve éternel de tant de générations, était une question non d'années, mais de mois. Partout où vivaient des Serbes, ses vers se répétaient comme des prières » (Skerlits), et, de la Drave à la Morava, de l'Adriatique au Timok, un appel suppliant montait vers le ciel : Seigneur, dis-nous que ta colère est apaisée et que tu nous as pardonné nos fautes! Seigneur, mets fin au supplice des fils de Lazare, le martyr de Kosovo! Seigneur, rends-nous la place qui nous appartient au milieu des nations et délivre-nous des Turcs et des Chwabé!

Quelles que fussent les chances favorables, la partie demeurait grosse à jouer, et, en dépit de la légende généralement acceptée, je ne suis pas sûr que Michel eût engagée. Ristitch, qui était en mesure d'être bien renseigné, nous dit qu'il préparait la guerre, non pas qu'il y fût résolu. Les Turcs étaient de très redoutables adversaires, ainsi que le démontra un peu plus tard la résistance qu'ils opposèrent aux armées russes; encore étaient-ils moins à craindre que l'Autriche qui ne dissimulait guère ses convoitises. Exposée à la double menace de Bysance et de Vienne, la Serbie, en dehors de la Tcherna Gora dont la force était surtout défensive, n'avait en réalité aucun allié; les Bulgares manquaient de chefs, d'armes et de munitions; les Serbes de Croatie et de Hongrie, enlacés dans les liens d'une administration

savante, ne pouvaient pas refuser de combattre dans l'armée impériale; Charles de Hohenzollern qui venait d'arriver à Bucarest, n'y avait encore aucune autorité, et il eût été absolument hors d'état d'entraîner ses sujets dans une guerre qui, d'ailleurs, ne touchait qu'assez indirectement leurs intérêts. Les Grecs, qui sortaient aussi d'une révolution (1862), n'avaient aucune sympathie pour les Slaves, et ils préféraient que la succession de la Porte ne s'ouvrît pas, tant qu'ils ne seraient pas en état de saisir la part qu'ils s'attribuaient et qui n'était pas modeste. Sans doute, il n'était pas impossible de réunir dans un même effort tous ceux que lésait la domination turque; seulement, il y fallait beaucoup de tact et de persévérance. Ce n'était pas l'œuvre d'un jour que d'effacer les rancunes et les défiances qu'avait accumulées une longue histoire.

Sans illusions sur le succès immédiat, Michel, du moins, tâtait le terrain et réservait l'avenir; s'il ne voulait pas forcer l'occasion, il entendait bien ne pas la laisser échapper. Ses sujets lui faisaient confiance, parce qu'ils connaissaient la sincérité de son patriotisme.

Le 10 juin 1868, vers cinq heures du soir, le prince se promenait dans le parc avec la jeune femme qu'il se proposait d'épouser et quelques autres personnes, quand il fut assailli par trois assassins qui, après avoir tiré sur lui et sur sa suite plusieurs coups de feu et l'avoir blessé à mort, se jetèrent sur son cadavre qu'ils mutilèrent. Cet assassinat, dont les origines et les lointaines ramifications n'ont jamais été bien clairement établies, paraît avoir été l'œuvre de quelques anarchistes, qui comptaient s'emparer du pouvoir à la faveur du désordre. Quelques criminalistes, prompts aux soupçons, s'étonnèrent que la police autrichienne n'eût rien deviné et rappelèrent l'adage fameux : *is fecit cui prodest.*

CHAPITRE V

LA BANQUEROUTE D'UNE DYNASTIE

Milan Obrénovitch : influence lamentable de son règne. Le parti radical. — La Bosnie-Herzégovine : géographie et histoire; l'hérésie des Bogomiles. Begs et paysans. — L'insurrection de 1875. Ristitch et la guerre de 1876. Le Chancelier Jules Andrassy et la convention de Reichstadt. Le traité de San Stéfano et le congrès de Berlin. — La Triple-Alliance. Milan et la suzeraineté autrichienne. — Guerre serbo-bulgare (1885). — Le roi Alexandre Ier. La révolution de 1903.

Le meurtre de Michel, au moment où il travaillait à la formation d'une union balkanique, était pour la monarchie habsbourgeoise un coup de fortune. Pour la Serbie, c'était un immense malheur, et tel qu'il n'est pas sûr qu'aujourd'hui encore ses récentes victoires aient complètement réparé les désastres entassés par les règnes de Milan (1868-1889) et de son fils Alexandre (1889-1903). En 1868, il n'était pas encore absurde de penser à un royaume yougo-slave qui réunirait sous un même souverain les Bulgares et les Serbes, et dont les frontières s'étendraient de la mer Noire à l'Adriatique. Les fautes et les crimes des derniers des Obrénovitch ont pour longtemps brisé l'unité des Slaves des Balkans.

Il est fort inutile, et il serait écœurant, plus encore que fastidieux, d'essayer de raconter par le menu les

coups d'état, les palinodies, les parjures, les pantalonnades grotesques ou odieuses du misérable viveur qui, après avoir ruiné et vendu son pays, traîna dans les tripots et les maisons mal famées le nom glorieux du bourg de Takovo, berceau de l'indépendance serbe.

La nature l'avait doué de remarquables qualités. Causeur aimable et brillant dans les salons, éloquent dans les conseils, il avait un charme presque féminin auquel même ses ennemis ne résistaient pas toujours ; l'esprit ouvert, l'intelligence prompte, il ne se payait pas de mots, et sa critique impitoyable, d'un coup d'épingle, dégonflait les fantômes. Ce fut l'origine de tous ses malheurs.

Chez un peuple qui, depuis des siècles, ne vivait que par l'enthousiasme et la foi, arrivait de Paris un adolescent déniaisé qui ne croyait à rien, ni à l'honneur, ni au droit, ni à la patrie, ni à l'humanité, pour qui la vie n'était qu'une médiocre plaisanterie qu'il fallait chercher à oublier dans le divertissement des plus misérables plaisirs. Il avait grandi au hasard, sans direction, sans amour. Revenu à Belgrade, il y tomba au milieu de luttes vulgaires, flatté par les uns, qui, pour se l'attacher, favorisèrent ses passions, fougueuses et précoces, chambré et menacé par les autres qui essayaient de prolonger son enfance. Il était trop clairvoyant pour ne pas discerner les intérêts mesquins et les viles convoitises que dissimulaient les programmes ampoulés; il méprisa les chefs de partis et il étendit son mépris au peuple tout entier. Avide de pompe, de luxe, de distractions et de faste, Belgrade lui paraissait un séjour maussade; il s'y jugeait exilé, s'y ennuyait mortellement, et il en voulait à ses ministres et à ses sujets du vide de son âme et de la tristesse de ses réveils. Tel un athée tombé dans un couvent de cénobites qui, presque

hallucinés par le mirage de leurs rêves, supportent sans s'en apercevoir les privations et dont les fautes quotidiennes sont rachetées par la sincérité de leurs prières. Cette ardeur de passion, dont malgré lui il sentait la puissance, mais que la sécheresse de son cœur ne lui permettait pas de partager, il la raillait, s'attachait à l'avilir, ricanait en parlant de la grande Serbie, « la musique de l'avenir ». Il finit par prendre son peuple en haine. « Pour l'amour de Dieu et au nom de votre fils, ne vous fiez pas aux Serbes », écrivait-il à sa femme, la reine Nathalie. — « Un roi, lui répondait sa femme, n'est pas fait pour se défier de son peuple et l'exploiter, mais pour vivre et mourir avec lui. » — En lisant cette lettre, Milan se tordit, pour employer l'argot qu'il aimait.

Il ruina pour longtemps les finances de la Serbie, accepta de Bontoux et de l'Union Générale des pots de vin pour imposer à la Skoupchtina des emprunts usuraires et des contrats scandaleux, laissa à son royaume une dette de quatre cents millions. Les Serbes ne lui auraient pas tenu rigueur de ces malversations ; — ils ne lui pardonnent pas d'avoir jeté dans le peuple les pires éléments de démoralisation, d'avoir par une politique insensée provoqué les ressentiments légitimes des Bulgares, — et surtout, — crime suprême et inexpiable, — d'avoir vendu à l'Autriche les droits essentiels et les intérêts vitaux de son royaume.

Par là, il rompait en visière au parti radical, qui réunit les neuf dixièmes de la nation et qui, essentiellement formé de la masse rurale, résume ses demandes dans un programme très simple et très clair : économie, autonomie communale très large, alliance russe et politique slave. Pour gouverner sans les radicaux et contre eux, Milan était condamné à la violence et à la ruse : constitutions accordées, modi-

fiées, abolies, restaurées; Skoupchtinas réunies, ajournées, dissoutes; pression électorale scandaleuse, complots préparés par la police ou furieusement exploités, tribunaux soudoyés, condamnations extorquées; l'opposition traquée, condamnée en bloc à l'exil ou aux galères, les consciences achetées; les fonctionnaires révoqués, s'ils n'exécutaient pas les ordres les plus illégaux; les officiers gagnés par des pensions, des promotions, des faveurs de toutes sortes; c'est la grande fête du despotisme, une sorte d'orgie folle où le roi, — il avait pris la couronne royale en 1882, — s'amuse comme un enfant vicieux du spectacle de ses vilenies et de l'abâtardissement de ses sujets.

A ce régime, les caractères s'abaissent, les âmes s'avilissent, le sentiment du droit s'altère et s'évapore. Les uns, pour mériter et retenir les largesses du maître, deviennent les complaisants de ses plus coupables fantaisies, abdiquent toute dignité et cherchent dans des profits illicites une compensation à leur dégradation morale et à leur félonie. Au milieu de la lutte contre un ennemi sans scrupules, les adversaires de l'arbitraire royal sont peu à peu entraînés à accepter des procédés analogues, répondent par des complots aux procès de haute trahison, et, pour combattre la pression administrative, n'hésitent pas à compromettre la vie même de l'État. Les luttes politiques deviennent des duels implacables où chacun ne songe qu'à ses gains personnels, insoucieux des blessures mortelles infligées à la patrie.

Dans un pays où le service militaire est court et où l'armée, à défaut d'un encadrement solide, a besoin d'être soutenue par le sentiment moral, ce système de corruption et d'intrigues eut des conséquences immédiates et terribles, d'autant plus que les circonstances étaient particulièrement graves.

En Turquie, depuis 1856, les réformes, pompeusement annoncées par le sultan, demeuraient lettre morte, et la condition des raïas devenait chaque jour plus mauvaise, à mesure que la Porte, exploitée et ruinée par la haute finance cosmopolite, était obligée de chercher à tout prix de nouvelles ressources. Nulle part la condition des sujets n'était plus dure que dans la Bosnie et l'Herzégovine, où les paysans succombaiemt sous le triple poids des redevances féodales, des exigences du trésor et des exactions des publicains. En 1875, une révolte rurale éclatait en Herzégovine et se propageait rapidement en Bosnie. La Serbie n'avait ni désiré, ni provoqué ce soulèvement, mais il ne lui était pas possible d'y demeurer indifférente, à moins de renoncer à tout espoir d'avenir. Elle se trouvait à un de ces tournants de l'histoire où un peuple n'a d'autre salut que de se jeter dans la mêlée avec ses forces entières, résolu à vaincre où à périr.

La Bosnie et l'Herzégovine qui, au point de vue géographique et géologique, se rattachent étroitement à la Tcherna Gora et à la Serbie, forment un haut plateau crayeux, dont la base s'appuie sur la Save et que coupent des cañons et des plaines encaissées. Les montagnes sont en général orientées du N.-O. au S.-E., et leur hauteur s'élève à mesure que l'on s'avance vers le sud. La configuration orographique du pays, les neiges qui couvrent toute l'année les sommets dont quelques-uns dépassent 2000 mètres, les forêts nombreuses abaissent la température moyenne et expliquent la fréquence et l'abondance des pluies. Les eaux s'écoulent par des vallées étroites et pittoresques, que surplombent des masses

rocheuses, au milieu desquelles se frayent un chemin les affluents de la Save, l'Una, le Vrbas, la Bosna et la Drina, le plus long de tous, qui vient de la Tcherna Gora et qui, avec son affluent, le Lim, forme la frontière occidentale de la Serbie propre. Un des affluents de la Bosna, la Miliatchka, traverse Sarajévo, la Bosna-Seraï des musulmans, qui, au milieu d'un polié fertile, avec ses magnifiques parcs, son pont renommé à une seule arche, un des plus anciens monuments de l'architecture turque, et sa mosquée célèbre, demeure une des cités les plus originales et les plus pittoresques du monde, en dépit des architectes viennois, redoutables prophètes de l'art néo-germanique.

Le versant du Danube et de la mer Noire est séparé du versant de l'Adriatique par la chaîne dénudée des Alpes Dinariques, que franchit à Metkovitch la Néretva, la rivière de Mostar. Mostar, la capitale de l'Herzégovine, est une ville d'une vingtaine de mille habitants, qui doit son nom au pont (most) qui unit les deux rives de la Néretva, et ce fut toujours un centre de communication important entre le littoral dalmate et la Serbie de l'intérieur.

La Bosnie, qui, au moment des grandes invasions, avait été occupée par les Slaves, était contiguë vers le nord et l'est à la Croatie et à la Hongrie, et, de très bonne heure, les bans qui gouvernaient ses tribus cherchèrent tour à tour des protecteurs chez les Némania de Belgrade et les Angevins de Bude. A l'abri de leurs montagnes, ils conservèrent néanmoins leur indépendance, et, au XIVe siècle, la Bosnie était assez puissante pour que Tvrdko prît le titre de roi. — Son autorité s'étendait sur la région de la Néretva, que l'on appelait alors le Zachloumié (chulm, cholm signifie un mamelon, une hauteur généralement boisée); au XVe siècle, un des princes du Zachloumié,

Etienne Vouktchitch prit le titre de duc (Herzog) de Saint-Sava; de là, le nom d'Herzégovine qui s'est conservé depuis. — A diverses reprises, les souverains magyars pénétrèrent dans le pays; ils ne parvinrent jamais à y établir leur autorité, et les prétendus titres historiques qu'invoquent parfois les Habsbourgs sur ces provinces ont infiniment moins de valeur que ceux que Guillaume II pourrait revendiquer sur Milan et Florence.

Tvrdko soutint à diverses reprises Lazare contre les Turcs; au moment de Kosovo, il était absorbé par les affaires de Dalmatie, et l'absence de ses Bosniaques sur le champ de bataille où se jouait l'avenir des Serbes, facilita la victoire de Bajazet. Après la mort de Tvrdko, de même qu'en Serbie après la mort de Douchan, les querelles intestines et les révoltes des nobles favorisèrent les progrès de l'invasion étrangère : les Vénitiens occupèrent la plus grande partie de la côte, et, au début du XVIe siècle, Soliman établit sa domination sur tout l'intérieur du pays (1528).

Les églises grecque et romaine s'étaient longtemps disputé la domination en Bosnie; leur lutte favorisa le développement de l'hérésie des Patarins ou Bogomiles qui, au XIIe et au XIIIe siècle, parut un moment près de conquérir tous les Yougo-Slaves. Pourchassés en Serbie par les Némania et Saint-Sava, les hérétiques cherchèrent un refuge sur la rive gauche de la Drina, et, comme ni les Orthodoxes ni les Catholiques n'y étaient soutenus par une hiérarchie solidement organisée, les Patarins firent de très nombreux prosélytes et finirent par constituer l'Eglise dominante, sous la direction d'un Grand-père (évêque) qui demeurait près du roi.

Malgré les admirables travaux du grand érudit croate Ratchki, bien des points demeurent encore

obscurs dans l'histoire des Patarins ou Bogomiles (les amis de Dieu). Nous savons du moins que leur doctrine, qui était née du mélange des traditions syriaques et perses avec les éléments chrétiens et qui avait ses origines en Asie Mineure, présentait sur certains points une lointaine analogie avec l'Islamisme. Les persécutions auxquelles les hérétiques avaient été longtemps exposés, avaient d'ailleurs laissé dans les âmes de profondes rancunes, et, après la conquête turque, par haine des Églises officielles, ils adoptèrent en masse la religion des vainqueurs. Les apostats, surtout nombreux parmi les seigneurs, conservèrent sous le nouveau régime leurs privilèges et leurs biens; ils gardèrent la haute main sur l'administration, et de leurs rangs sortirent les *capitaines* héréditaires (chefs de villes et de districts) et les *begs* qui, plus puissants que les vizirs, formaient une aristocratie provinciale, arrogante et exclusive, et fermaient la province à tous les étrangers, musulmans ou non. Les paysans furent abandonnés sans défense à leur pouvoir arbitraire et subirent le plus dur servage; en dehors de la dîme qu'ils payaient à l'État, ils devaient au seigneur un certain nombre de jours de corvée et le tiers de leurs récoltes; simples fermiers à temps, ils pouvaient sous le premier prétexte venu être expulsés de leurs terres, et ils n'avaient à espérer aucun recours contre les caprices et les exactions de leurs maîtres.

Les begs bosniaques s'attachèrent avec une passion furieuse au système religieux et social qui leur assurait de si précieux avantages, et nulle part le fanatisme turc n'opposa une plus insurmontable résistance aux velléités de réformes des sultans novateurs qui, depuis Sélim, essayaient d'introduire dans l'empire les procédés européens. Les efforts des pachas éclairés pour améliorer la condition des raïas

provoquèrent des révoltes féodales qui ne furent écrasées qu'au prix de luttes prolongées et sanglantes et qui, en ruinant le pays, accrurent les souffrances des colons et les poussèrent à des tentatives désespérées.

Vers 1875, il y avait en Bosnie, en face de 500 000 Orthodoxes et de 200 000 Catholiques, environ 450 000 Musulmans. A quelque religion qu'ils appartinssent, tous les habitants étaient de pure race slave et ne parlaient d'autre langue que le serbe; tous avaient conservé intactes les traditions nationales et se nourrissaient des mêmes pesmés héroïques. Des rives de la Bosna à celles de la Morava, les relations économiques demeuraient actives, et les luttes qui mettaient aux prises les habitants des deux bassins avaient l'aspect de guerres civiles et de conflits sociaux plus que de luttes politiques. Au moment de la révolte de 1804, Kara-Georges avait espéré décider les Chrétiens de Bosnie à se joindre à lui et, à plusieurs reprises, ses bandes avaient pénétré à l'ouest de la Drina. Elles avaient été repoussées, mais ses successeurs n'avaient pas abandonné ses desseins.

Metternich disait : la Serbie doit être turque ou autrichienne. Il entendait par là que les Habsbourgs ne toléreraient jamais la constitution sur leurs frontières d'un État slave réellement indépendant, qui deviendrait vite un centre d'attraction pour les Croates et les Serbes de Hongrie. Tant que François-Joseph avait été absorbé par le souci de défendre sa situation en Italie et en Allemagne, il avait suivi en Orient une politique d'expectative. La diplomatie viennoise, d'habitudes cauteleuses et insinuantes, redoutait encore les gestes brutaux et les surprises violentes. Ces représentants patentés du principe de la légitimité et des traités écrits éprou-

vaient quelque gêne à invoquer le droit du plus fort et à supprimer sans cérémonie un État dont l'existence avait été sanctionnée par une série de conventions internationales. Ils préféraient arriver à leur but par des moyens moins bruyants, en attirant les Serbes dans leur cercle d'action et en leur offrant une bienveillante tutelle qu'ils transformeraient ensuite en une véritable domination. Ils étaient bien résolus à ne pas leur laisser étendre leurs frontières et ils n'auraient consenti dans aucun cas à les voir s'implanter dans des provinces où ils auraient été une menace permanente pour la Dalmatie.

Du moment où il parut évident que la Turquie n'était plus en état de maintenir sa domination en Bosnie, les Habsbourgs songèrent à se substituer à elle. Radetzky et, après lui, Tégethoff en 1866 en avaient déjà conseillé l'annexion ; Bismarck, bien qu'il s'en soit défendu, y était favorable, comme nous l'a révélé son confident Harden. Il voyait à cette avance de l'Autriche de multiples avantages : tout en offrant au vaincu de Kœniggrætz un dédommagement et une consolation et en se conciliant ainsi ses bonnes grâces, sans qu'il lui en coûtât rien, il jetait un élément de discorde entre Vienne et Pétersbourg, ce qui lui permettrait de jouer le rôle d'arbitre tout-puissant, et il ouvrait à l'influence germanique la route de l'Orient.

Le gouverneur de la Dalmatie, le général Raditch, qui était l'ami personnel de François-Joseph, le décida sans peine à venir visiter le littoral qu'il ne connaissait pas encore. L'Empereur reçut les ecclésiastiques et les notables des provinces turques voisines, écouta leurs doléances. — On savait sa piété et il escomptait l'appui du clergé catholique, des moines surtout, Franciscains et Jésuites, qui jouissaient d'une antique influence. Raditch lui avait

depuis longtemps ménagé quelque popularité, en favorisant dans son gouvernement l'élément slave contre les Italiens.

Naturellement, cela n'empêche pas la plupart des historiens, qui répètent docilement les traditions venues de Berlin et vivent dans une sorte de phobie de la Russie, d'attribuer la révolte de 1875 aux agents de Pétersbourg. La vérité est que le Tsar Alexandre II, très pacifique, vieilli, désenchanté, absorbé par d'autres soucis, ne désirait que la paix, et, s'il est vrai qu'il y avait dans l'Empire un parti belliqueux, dont le chef était l'ambassadeur à Constantinople, Ignatiev, son action lointaine fut certainement moins influente sur les mécontents bosniaques que les menées autrichiennes. D'ailleurs, il est parfaitement inutile de supposer des machinations extérieures pour expliquer des révoltes que justifient assez les méthodes de l'administration ottomane et la misère des habitants.

Le soulèvement de 1875 créait à la Serbie un redoutable devoir. « La Bosnie-Herzégovine, dit M. Tsvijitch, n'est pas seulement pour nous ce que sont le Trentin et Trieste pour l'Italie, les provinces alpestres de l'Autriche pour l'Allemagne. Elle a pour la Serbie l'importance qu'ont pour la Russie les environs de Moscou, pour les Allemands et les Français les parties les plus vitales de l'Allemagne et de la France. C'est en Bosnie qu'a été écrit en 1189 le premier document serbe connu, la lettre du ban Kouline ; Vouk Karadjitch et les Croates ont accepté comme langue littéraire le dialecte qu'on y parle; elle a fourni à la renaissance nationale quelques-uns de ses meilleurs ouvriers. Nulle part les traditions populaires ne se sont conservées plus vivantes, les chanteurs de pesmés ne possèdent un plus magnifique répertoire. »

En dehors même de ces motifs sentimentaux, la conquête de la Bosnie par l'Autriche fermait à la Serbie ses débouchés vers la mer, la coupait presque de la Croatie et la menaçait d'un véritable investissement. D'autre part, dans l'état général de l'Europe, après l'écrasement de la France et alors que la Russie n'était nullement disposée à se jeter dans la querelle, il était singulièrement risqué de s'exposer à un conflit avec Vienne. Ivan Ristitch, le ministre, n'hésita pas cependant, et, à cette heure décisive, il avait vraiment tout le pays derrière lui.

Vindicatif, retors, ambitieux, personnel, ses défauts étaient nombreux et graves; c'était malgré tout un esprit supérieur et il avait une intelligence assez aiguë pour donner par instant l'illusion de la grandeur d'âme. Il était de ceux que le péril ne déconcerte pas, mais exalte. Il vit d'emblée que, pour éviter une catastrophe peut-être pire que celle de Kosovo, il n'y avait qu'un moyen, prendre immédiatement l'initiative de l'action, entrer aussitôt en Herzégovine pour y rétablir l'ordre en soutenant les légitimes revendications des insurgés. *Beati possidentes!* — les audacieux qui saisissent le gage sont en excellente posture. Une fois les Serbes installés en Bosnie, on ne les en délogerait pas facilement, et leur résistance serait assez longue pour que l'opinion s'émût en Europe et surtout en Russie. D'ailleurs, qui pouvait affirmer que l'exemple de la rébellion ne serait pas contagieux? Les ferments de combustion ne manquaient pas d'un bout à l'autre de la péninsule.

Le cœur faillit à Milan. Il réfléchit, tergiversa, laissa passer l'heure. Quand il se décida enfin à la guerre, en 1876, il était trop tard : l'insurrection bulgare, abandonnée à elle-même, avait été noyée dans le sang; la Turquie avait achevé ses préparatifs. Surtout la diplomatie austro-allemande avait

enguirlandé le Tsar, l'avait gagné à la politique de conciliation et d'entente, dont les Serbes allaient payer les frais. Ristitch signala le danger au prince, lui demanda de négocier avec la Porte : la Serbie lui offrirait de se charger de la pacification et de l'administration des provinces révoltées, en s'engageant à payer au suzerain les redevances traditionnelles. — Et si la Turquie acceptait? — Je lui baiserais les mains. — Et moi, je pleurerais. — Intransigeance singulière après tant de lenteurs!

Les opérations militaires furent aussi misérablement conduites que la campagne diplomatique. Au lieu de masser le gros de l'armée pour une offensive hardie, on la dispersa le long des frontières. Elle fit bonne contenance pourtant, opposa aux attaques turques une vigoureuse résistance. Au premier échec, Milan s'effondra, demanda un armistice; puis, quand la fortune parut lui revenir, n'en voulut plus, pour le solliciter humblement de nouveau quelques jours plus tard. Le pays allait à la dérive, et les lamentables défaillances de son souverain étaient exploitées auprès du Tsar par le Chancelier autrichien, le comte Andrassy.

Le comte Jules Andrassy, qui, avec Deak, avait préparé par le Compromis de 1867 la domination des Magyars en Autriche, et qui, depuis 1871, dirigeait la politique extérieure de la monarchie dualiste, était un impérialiste hautain qui avait au degré le plus élevé l'orgueil de ses origines. Plein d'un mépris absolu pour les Slaves, il ne comprenait pas les timidités de ses compatriotes qui redoutaient, en annexant à la Hongrie de nouveaux éléments étrangers, de compromettre l'avenir de leur race et de mettre en péril leur vacillante hégémonie. Il n'avait peut-être pas préparé l'insurrection; du moins, dès qu'il s'était convaincu que la Turquie ne parvien-

drait pas à l'écraser, il s'était résolu à se charger lui-même de la tâche qu'elle abandonnait. Il savait que, si Bismarck désirait très sincèrement éviter une rupture avec la Russie, il n'irait jamais jusqu'à sacrifier au Tsar les intérêts essentiels de l'Autriche, qu'il considérait dès lors comme l'avant-garde de l'Allemagne vers l'Orient, et qu'il saisirait avec joie l'occasion d'être désagréable à Gortchakov, à qui il ne pardonnait pas ses vagues sympathies françaises et le rôle qu'il avait joué dans l'alerte de 1875. Il était servi enfin par les sympathies austrophiles de l'ambassadeur de Russie à Vienne, Novikov, et par les incertitudes ou les contradictions de la Russie, puisque le Tsar Alexandre ne se décidait pas à prendre parti, tiraillé entre les sympathies de la masse du peuple pour les Chrétiens d'Orient et l'épouvante d'une guerre qui imposerait au pays de trop lourds sacrifices.

Le résultat, ce fut l'entrevue de Reichstadt en Bohème (juillet 1876) entre le Tsar et François-Joseph, dont les conséquences ont si lourdement pesé jusqu'à nos jours sur l'histoire de la Serbie. Les publications contradictoires de Wertheimer, l'apologiste d'Andrassy, et de Gouriainov qui s'appuie sur les documents russes, n'ont pas fait la pleine lumière sur les résolutions qui furent prises à Reichstadt, et il ne semble pas qu'il y ait eu un véritable traité. Les deux parties n'avaient évidemment pas pu arriver à un accord complet et, pour éviter une rupture, Gortchakov et Andrassy s'étaient contentés de conventions vagues, qui permettaient des interprétations fort diverses et qui en effet donnèrent lieu à de longues et aigres discussions. Un point du moins demeurait clair, c'est que la Russie. — sans le déclarer formellement, et peut-être en se réservant les moyens de revenir sur ses résolutions, si la fortune la favorisait,

— limitait momentanément son action à l'est de la péninsule et abandonnait à l'influence autrichienne l'ouest, c'est-à-dire les Serbes. Andrassy avait obtenu la promesse formelle que, dans aucun cas, la Serbie n'acquerrait le territoire compris entre la Dalmatie, la Slavonie et la Croatie : — ce serait, avait-il dit, une menace pour l'Autriche, et plutôt que d'y consentir, elle annexerait la Serbie. La politique habsbourgeoise marquait ainsi nettement le but qu'elle n'a pas cessé de poursuivre depuis : tolérer l'existence de la Serbie, tant que celle-ci serait sa vassale docile et lui servirait à étendre peu à peu son influence vers le sud ; l'écraser sans pitié, du moment où elle prétendrait remplir librement ses destinées et constituer une Puissance indépendante.

L'erreur de la Russie, dans laquelle elle a persisté jusqu'en 1914, a été de se figurer qu'il ne lui était pas impossible de maintenir ses bons rapports avec l'Autriche et l'Allemagne, sans trahir en Orient ses traditions et ses intérêts. En réalité, ce qui était en jeu, à Reichstadt, en 1876, comme à Sarajévo en 1914, c'était l'avenir des Slaves balkaniques, que les Allemands entendaient réduire à une sorte d'ilotisme. La question était trop grave pour être tranchée par un duel au premier sang, et la Russie aurait dû ajourner le conflit jusqu'au moment où elle aurait sérieusement rassemblé ses forces matérielles et morales. En 1877, elle allait à l'aventure, sans amis, sans confiance dans sa propre cause, sans programme. Elle ouvrait le jeu par une reculade des plus dangereuses, qui livrait à l'ennemi son alliée la plus énergique et la plus sûre. A plusieurs reprises, Alexandre II eut le remords de son imprudence, repoussa les interprétations que Vienne donnait aux promesses de Gortchakov : « Tout cela ne peut pas être accepté. Je ne comprends pas com-

ment Novikov a pu accepter de pareilles propositions. » — Il était déjà trop tard pour revenir en arrière, et, à mesure que les difficultés militaires ou diplomatiques s'aggravaient, les scrupules de la Russie faiblissaient et Andrassy haussait ses prétentions.

Il avait exigé que les Russes ne portassent pas les opérations en Serbie et ne sollicitassent pas une nouvelle intervention de la principauté : — « la coopération de la Serbie et du Monténégro, avait-il dit, ferait de l'action européenne un mouvement slave, de la tendance humaine et chrétienne une tendance orthodoxe, de la guerre une révolution ». — Cependant la Tcherna Gora ne déposa pas les armes et les Serbes reprirent le combat à la fin de 1877 ; leur intervention énergique, sans avoir de résultats décisifs, contribua très efficacement à briser la dernière résistance turque et décida le sultan à signer les préliminaires de San Stéfano. Malheureusement la Russie était épuisée par l'effort de Plevna et le passage des Balkans; l'armée, à bout de souffle, implorait la paix. L'Angleterre envoyait sa flotte, et Bismarck prenait une attitude nettement favorable à l'Autriche. Le Congrès de Berlin, réuni dans des circonstances aussi désavantageuses, devait fatalement aboutir à un désastre pour la cause slave, et en particulier pour la Serbie.

Le traité de San Stéfano, conclu entre la Russie et la Turquie (3 mars 1878), créait déjà pour elle une terrible menace. Ignatiev, qui en avait été le principal inspirateur, était évidemment parti de l'idée qu'il était prématuré après Reichstadt de disputer à l'Autriche la prépondérance dans l'occident de la péninsule. En attendant l'heure de lui reprendre les Slaves qu'on lui sacrifiait pour l'instant, il convenait de favoriser ceux qui demeuraient dans le

champ d'influence russe. Il avait pour cela créé une immense Bulgarie, qui comprenait non seulement les territoires occupés véritablement par les Bulgares, mais aussi ceux sur lesquels ils pouvaient élever des prétentions plus ou moins justifiées. Il avait tracé ainsi le programme du futur nationalisme macédonien qui devait trouver dans Ferdinand de Cobourg et Radoslavof des adeptes intempérants et provoquer entre les Slaves de la péninsule une rivalité qui ne pouvait profiter qu'à l'Autriche.

Les Serbes arrivèrent au congrès de Berlin dans les conditions les plus lamentables, discrédités par leurs premiers échecs dont on exagérait la portée, flétris par la condamnation injuste et cruelle que le Tsar avait prononcée contre leurs soldats, compromis par les fautes et le mauvais renom de leur roi, divisés entre eux et abandonnés d'avance par Gortchakov qui n'avait que les idées les plus vagues sur leur existence et dont l'ignorance proverbiale n'était guère égalée que par celle de Disraëli. La seule question vraiment vitale pour eux, celle de Bosnie et d'Herzégovine, avait été réglée avant l'ouverture du congrès par la convention secrète de l'Angleterre et de l'Autriche (6 juin 1878).

Leurs représentants ne furent pas même admis au Congrès, et Bismarck traita de haut les délégués de tous ces petits peuples qui le troublaient dans ses vacances et le forçaient à rester à Berlin pendant un mois de juillet d'une chaleur intolérable. Le traité de 1878 déclara que « les provinces de Bosnie et d'Herzégovine seraient occupées et administrées par l'Autriche-Hongrie. Le gouvernement de l'Autriche-Hongrie ne désirant pas se charger de l'Administration du sandjak de Novi Pazar qui s'étend entre la Serbie et le Monténégro dans la direction sud-est jusqu'au delà de Mitrovitsa, l'administration otto-

mane continuera d'y fonctionner,.... mais l'Autriche se réserve le droit d'y tenir garnison et d'y avoir des routes militaires et commerciales. »

Jomini, un des délégués russes, essaya de consoler Ristitch : — C'est tout au plus l'affaire de quinze ans; et puis nous réglerons nos comptes avec l'Autriche. — Chouvalov, qui avait l'oreille du Tsar et avait tenu au Congrès un rôle prépondérant, lui prodiguait les mêmes promesses. Mais Ristitch, bien renseigné, n'ignorait pas que Chouvalov venait de signer avec Andrassy la convention du 13 juillet 1878, par laquelle la Russie s'engageait à « n'élever aucune objection si, à la suite des inconvénients qui pouvaient résulter du maintien de l'administration ottomane dans le Sandjak, l'Autriche se voyait amenée à occuper définitivement ce territoire comme le reste de la Bosnie ».

La guerre avait commencé par une équivoque; elle se terminait par une série de conventions contradictoires. Andrassy avait commis une lourde imprudence quand, pour éviter des complications avec la Turquie, il s'était contenté d'une formule obscure qui paraissait réserver l'avenir. Il n'en demeurait pas moins qu'il avait obtenu de la Russie des promesses pour le moins compromettantes, et il était parfaitement fondé à croire qu'une fois la route ouverte et l'Europe habituée, il suffirait à l'Autriche de se laisser glisser vers Salonique.

Gortchakov en avait pris son parti : la Serbie, disait-il à Ristitch, n'avait plus désormais qu'à s'arranger avec l'Autriche et à s'efforcer de vivre en bons termes avec elle; surtout, qu'elle se gardât d'encourager les séparatistes de la monarchie. Chouvalov lui serinait les mêmes conseils de prudence et d'abnégation.

Les Serbes ont une admirable vertu, qui est d'ail-

leurs assez fréquente parmi les Slaves : ils croient à la puissance de la raison et du droit; suivant la parole de l'apôtre, ils espèrent contre tout espoir. — *Od roba ikad, od groba nikad*, dit le proverbe serbe; on sort de prison, on ne sort pas de la tombe. — Quelquefois même les tombes se rouvrent. — « L'occupation, disait Ristitch, nous laisse la possibilité de l'émancipation. » Lointain avenir et terriblement nuageux! Pour le moment, un fait s'imposait aux plus optimistes : la Serbie était dépouillée de ses espoirs les plus anciens et les plus légitimes, séparée de ses frères les plus proches et les plus aimés, coupée de ses débouchés naturels. N'était-il pas évident d'ailleurs que l'Autriche ne s'arrêterait pas en si beau chemin? Qu'encouragée par un succès si facile et les défaillances russes, elle supprimerait le dernier obstacle qui la séparait de l'Égée? — Atteints dans leur passé, humiliés dans leur présent, frappés dans leur avenir, les Serbes ne trouvaient aucun réconfort dans les quelques rectifications de frontières que leur avait procurées la dédaigneuse condescendance de l'Autriche.

Les douleurs et les craintes de tous les patriotes étaient exprimées avec une poignante tristesse dans une poésie célèbre de Zmaj Iovanovitch : « Le traité de Berlin a un peu élargi les chaînes des Serbes, mais en les rendant terriblement plus solides. La clarté du jour ne s'est levée que pour éclairer la mutilation de la Serbie, pour que l'on pût mieux discerner ses blessures et la frapper là où elle était encore intacte. La nuit ne s'est dispersée que pour que les Serbes ne puissent plus rêver à leur unité, à cette unité pour laquelle ils ont supporté tant de sacrifices. »

A Vienne, le succès d'Andrassy désarmait même les hommes qui, jusque-là, n'avaient pas oublié 1866, et l'Archiduc Albert, qui passait pour le chef de la

politique anti-germanique, lui envoyait « ses félicitations les plus cordiales pour cette campagne brillamment conduite, qui a donné de plus beaux résultats que ceux qu'auraient pu produire des batailles sanglantes ». Le ministre assurait ses conquêtes contre tout retour offensif de l'ennemi en amenant Bismarck à signer avec l'Autriche une étroite alliance (16 octobre 1879) et à lui promettre l'appui complet et absolu de l'Allemagne en cas d'attaque russe. — Ainsi naissait le système politique qui a dominé l'Europe jusqu'en 1914 et qui, en préparant l'hégémonie germanique, devait amener la révolte actuelle des peuples et la chute de la monarchie austro-hongroise.

Les successeurs d'Andrassy n'ont pas tous suivi la même méthode. Quelle qu'ait été la différence de leurs tempéraments, qu'ils fussent temporisateurs et pacifiques, comme le comte Goluchowski, ou brutaux et provocants comme le baron d'Aehrenthal, ils n'oublièrent jamais le but que leur avait proposé leur grand prédécesseur : la domination de l'Orient et, pour cela, l'asservissement de la Serbie ou sa destruction. Comme au xv[e] siècle, Belgrade allait devenir la forteresse du sort de laquelle dépendait en grande partie l'avenir du monde. Si elle succombait, l'Allemagne, dont l'Autriche masquait les approches, s'avançait jusqu'à Salonique, Constantinople et l'Asie Mineure et établissait son autorité sur l'Europe. — La position de l'Autriche, écrira en 1907 Chlumetsky, le porte-parole du Ballplatz, exige que nous maintenions toujours libre l'accès de la Méditerranée. En Macédoine comme en Albanie, nous devons prendre garde qu'aucune autre puissance n'attire à elle la direction des peuples, et veiller à ce que la route de Salonique soit complètement ouverte, libre de toute influence étrangère. Salonique, le port du continent

le plus rapproché du canal de Suez, est notre unique porte directe sur la Méditerranée. L'Autrichien a besoin d'un domaine où il puisse porter son effort sans être contraint de renoncer à sa patrie. Nous ne désirons pas de conquête territoriale, mais nous voulons être sûrs que nous, et nous seuls, nous serons appelés au lit de mort de l'homme malade, parce que c'est à nous qu'appartient la juste tutelle sur certains de ses héritiers, encore mineurs.

Andrassy exprimait la même idée au mois de juin 1877 dans une conversation qui jette quelque lumière sur les événements actuels. — « Les événements, disait-il à l'un de ses confidents, m'obligent à me familiariser avec l'idée que la Serbie et la Roumanie seront libres et indépendantes; si elles gardent leur territoire actuel, cela ne me gênera pas. Par contre, nous ne pouvons tolérer qu'elles s'agrandissent. — Feriez-vous la guerre pour les en empêcher? — Sans balancer. — La guerre avec la Russie? — La Russie officielle connaît nos intérêts et les juge légitimes. En dépit des criailleries éventuelles des panslavistes, elle ne nous fera pas la guerre. Si elle nous trompe, nous nous battrons, c'est chose décidée. Notre position militaire nous assure l'avantage. — Et la Prusse? — La Prusse sera pour nous;... nous sommes sûrs de ses dispositions. »

Laissons de côté les détails de la situation qui s'est modifiée depuis 1878 : le fond des choses n'a pas varié. — Au début, écrivait un ministre russe en 1877, notre lutte n'était qu'une affaire entre la Russie et la Porte; maintenant, ce qui est en jeu, c'est l'existence du monde slave, menacé par le monde germanique. — C'était beaucoup dire, en ce sens qu'il n'est pas si aisé de supprimer une race qui comptait déjà plus de cent millions d'hommes. Il était vrai du moins que la ruine de la Serbie et l'établisse-

ment de la domination de l'Autriche dans la péninsule des Balkans entraînaient pour une période impossible à déterminer la victoire des Germains. La Russie, après un moment de défaillance, ne pouvait pas manquer de s'en apercevoir, et l'instinct populaire lui imposa alors, coûte que coûte, la reprise des positions avancées qu'elle semblait près d'abandonner.

Au Congrès de Berlin, la France avait joué un rôle fort effacé et plutôt malheureux. C'était le moment où, par une aberration singulière, quelques-uns de nos politiques, — et non des moindres, — songeaient à un rapprochement avec Bismarck. Waddington, parfait honnête homme et patriote sincère, était féru de sympathies britanniques qui ne lui permettaient guère de s'opposer au triumvirat Bismarck-Andrassy-Disraëli. Il n'avait même pas essayé de soutenir la formule qui avait le mérite à la fois d'être parfaitement claire, d'apporter une solution satisfaisante au difficile problème de la succession turque, et d'être conforme à nos principes traditionnels : les Balkans aux peuples balkaniques. Le moment arriva où la France s'aperçut de son erreur et où l'Angleterre elle-même comprit que, en 1876, Gladstone avait été en réalité mieux inspiré que Disraëli. Le revirement ne pouvait cependant se produire qu'avec une certaine lenteur, et l'Autriche était persuadée que la rapidité de ses conquêtes devancerait le réveil de l'Europe.

Andrassy ne désespérait pas d'obtenir des Serbes eux-mêmes qu'ils acceptassent la cage dorée qu'il leur offrait. Il leur appliquait la méthode des douches écossaises, chère aux Allemands et aux Magyars, et tour à tour leur montrait les étrivières ou leur tendait un morceau de sucre. Pour atténuer leur déconvenue il avait obtenu pour eux un agrandissement de territoire, plus large même que ne l'avait prévu la

Russie : les districts de Nich, Pirot, Vrania, Leskovats, environ 400 000 habitants, et il n'avait élevé aucune opposition quand il avait été question de proclamer l'indépendance complète de la principauté et de détruire les liens, d'ailleurs purement nominaux, qui la rattachaient à la Porte. Il ne vit aucun mal non plus à ce que Milan prît le titre de roi (1882); peut-être même lui en suggéra-t-il l'idée. Les envoyés de Vienne et de Berlin avaient pour ce souverain accommodant toutes les complaisances, jusqu'à faire sa partie, ce qui coûtait gros et ce que l'on jugeait risqué.

Milan savait vivre; il ne lésinait pas, quand il s'agissait de prouver sa reconnaissance : traités de commerce, concessions de lignes ferrées, menues faveurs qui permettaient à l'Autriche de cheminer sans qu'on la vît marcher. Comme il ne manquait pas de lettres, il raisonnait son cas et faisait la philosophie de sa forfaiture. — « La pensée slave, disait-il le jour de la Saint-Nicolas 1887, a dans le panslavisme son principal ennemi. La Russie est insatiable : elle veut engloutir la Serbie, tandis que la germanisation n'est guère redoutable. Dans le conflit imminent entre le germanisme et le slavisme, mon intention et ma volonté est que la Serbie reste neutre. » — Il se vantait de faire « de la politique serbe, non de la politique slave ». En réalité, il faisait de la politique autrichienne.

Par le traité du 8 juillet 1878, le gouvernement serbe s'était engagé à étudier « la question d'une union douanière entre les deux pays ». Les avantages que fit miroiter à ses yeux le baron Schwegel ne triomphèrent pas cependant des résistances unanimes de la Skoupchtina et, en dépit de l'appui que prêtait le représentant de l'Allemagne au baron Haymerlé, le successeur d'Andrassy, même les conventions

relatives aux relations commerciales et aux chemins de fer ne furent acceptées par l'assemblée que sous la pression des menaces de Vienne.

« L'Autriche, disait Ristitch, dans une note qu'il présenta au roi le 7 octobre 1880, prétend occuper en Serbie, d'une façon ou d'une autre, une situation privilégiée, exclusive. — La concession qu'elle réclame aujourd'hui ne serait que la première de celles qu'elle mettrait en avant. L'expérience acquise au traité de Berlin est suffisante pour nous convaincre que la monarchie voisine se sent de plus en plus d'appétit pour l'Orient et que nous, gens de l'Orient, Serbes en particulier, nous ne pouvons rien gagner à son amitié. Tôt ou tard, nous devrons nous engager dans une politique de résistance, de défense.... Il serait puéril d'espérer d'elle une amitié que nous n'obtiendrons jamais. Si elle aperçoit quelque intérêt à nous prêter son appui sur quelque point, elle nous le fera chèrement payer. Ce que nous devrions attendre dans ce cas, ce ne serait rien de moins qu'une union douanière, une union militaire, etc.... »

Milan ne s'effrayait pas de cette perspective pourvu que la *Lænder Bank* lui ouvrît de larges crédits. Il renvoya Ristitch du ministère pour se ruer dans les bras des Habsbourgs. Après un traité de commerce qui était une première étape vers l'union douanière et qui faisait dépendre de l'Autriche toute la vie économique du pays, il signait avec elle en 1881 un traité secret qui fut renouvelé en 1889, par lequel elle promettait « d'aider à l'extension de la Serbie dans la vallée du Vardar » ; en échange, il s'engageait à ne jamais favoriser ni même tolérer la propagande serbe dans les provinces autrichiennes, et, en cas de guerre, à ouvrir aux troupes de sa redoutable voisine les places de Belgrade et de Nich. Le dessein d'Andrassy se précisait : l'Autriche, sûre du vassal

qu'elle payait, chargeait ce fourrier complaisant de lui préparer ses étapes vers Salonique et de surveiller la Bulgarie, dans laquelle elle voyait encore une cliente naturelle de la Russie.

Milan s'acquitta avec plus de zèle que de succès du rôle misérable que lui avait assigné le Ballplatz. A la première nouvelle de la révolution de 1885 et de la réunion à la Bulgarie de la Roumélie orientale, il rassembla une armée et obtint de la Skoupchtina domestiquée une adresse aussi fâcheuse qu'absurde : « Le peuple serbe a été blessé par les derniers événements dans son sentiment du droit! Si nous devions admettre la destruction par la force d'un acte international, nous n'aurions plus aucune garantie pour notre développement pacifique et contre une propagande de bandits! »

Le châtiment fut rapide et dur. Le 16 novembre 1885, les Serbes franchirent la frontière en quatre colonnes. La Bulgarie, surprise par cette attaque stupide et criminelle, semblait perdue; le Tsar avait rayé Alexandre de Battenberg des cadres de l'armée russe, rappelé ses officiers qui remplissaient presque tous les cadres supérieurs; le gros des troupes était fort loin, à l'autre extrémité du pays, où elle faisait face aux Turcs; la route de Sofia, la capitale, était ouverte. La meute des journaux de Vienne encourageait de la voix le roi félon qui travaillait pour l'Allemagne : qu'il ne ménageât pas ses adversaires, qu'il taillât en plein drap. La résistance du capitaine Popov qui, avec moins de 2000 hommes, arrêta la marche serbe, d'abord à Tsaribrod, puis à Slivnitza, donna au gros de l'armée bulgare le temps d'accourir. Le 18, elle prenait l'offensive, refoulait les Serbes sur leur territoire (19) et, sous le commandement de Benderev, enlevait le col de Dragomar. Les Serbes qui essaient de résister à Tsaribrod, sont de nouveau battus (24),

et les Bulgares, après avoir occupé Pirot, marchent sur Nich.

Les critiques militaires remarquèrent à cette époque que les règlements et la tactique prussiennes qu'avaient adoptés les Serbes avaient fait assez pauvre figure devant les traditions russes qu'avaient conservées les Bulgares, et il est vrai que les préférences allemandes de Milan ne lui réussissaient guère. Il serait fort excessif d'ailleurs d'expliquer par de simples différences techniques ces désastres humiliants. Au milieu de la population civile qui l'exécrait, le roi avait cherché un appui parmi les officiers, et il s'y était en effet acquis de très utiles sympathies, mais en les détournant de leurs devoirs professionnels et en dégradant leurs âmes. Les soldats qui n'avaient plus confiance en eux, se battaient mal pour un souverain qu'ils soupçonnaient de trahison et pour une cause qu'ils jugeaient inique. Dans une armée démocratique, comme celle de la Serbie, pour peu que l'enthousiasme ne soit pas unanime, la débandade est fatale.

Le ministre autrichien, Khevenhiller, courut à Pirot pour arrêter Alexandre de Battenberg; son intervention, plus que naturelle, puisqu'il avait lancé Milan dans cette piteuse équipée, fut jugée prématurée par sa cour qui n'eût pas été fâchée d'avoir l'occasion d'envoyer ses troupes au delà du Danube, et Khevenhiller expia par une longue disgrâce son excès de zèle. Milan parlait d'abdiquer; tout le monde l'y encourageait, ses ministres, la reine Nathalie qui, avec raison, voyait dans sa retraite le seul moyen de sauver la dynastie des Obrénovitch. De Budapest, lui arrivèrent des paroles de consolation et de réconfort, des promesses de secours, si bien qu'au bout de quelques semaines, il ne voulait plus entendre parler de paix, rassemblait de nouveaux

régiments. La Skoupchtina cette fois regimba, imposa la conclusion d'un traité qui rétablit l'ordre de choses antérieur à la rupture.

Pendant les années qui suivirent, les querelles de Milan avec la reine Nathalie et ses procédés de gouvernement achevèrent de lui aliéner ses derniers partisans; sa conduite, chaque jour plus scandaleuse et plus extravagante, semble alors ne pouvoir s'expliquer que par une véritable démence, par une sorte de manie haineuse contre son pays. Quand il abdiqua en 1889, sans que l'on voie d'ailleurs clairement ce qui juste à cette date détermine sa retraite, un soupir de soulagement s'échappa de toutes les poitrines.

Hélas! on n'en avait pas encore fini avec lui, et, jusqu'au mariage de son fils, Alexandre, avec Mme Draga Machin, qui lui interdit définitivement l'entrée dans le royaume, ce roi intermittent, qui, suivant sa propre expression, s'était dégommé lui-même, qui laissait sa couronne en gage chez tous les usuriers des villes d'eaux et qui se faisait successivement acheter tous les titres qu'il pouvait avoir, resta le mauvais génie de son peuple et du nouveau souverain.

Alexandre, qui était né en 1876, était un grand et gros garçon, lourd, myope, barbu, bonasse, sans résistance contre ceux qui l'entouraient. Son intelligence, naturellement médiocre, avait été ébranlée à la fois par les terribles querelles de famille qui mettaient aux prises son père et sa mère dans une lutte furibonde, par les excès de travail auxquels on l'avait condamné, et par l'espèce de captivité où les régents l'avaient enfermé après son avènement. C'était un redoutable tuteur que Ristitch, dur, soupçonneux, égoïste. Alexandre, sans compagnons, sans amis, dont on surveillait les paroles et les gestes, dont on fouillait les papiers, tomba dans une sorte de mélancolie dont il ne se réveillait que par instants. Son

père, pour assurer sa domination sur lui, acheva de ruiner son esprit; il eut des hallucinations, ne vit autour de lui que des complots et des traîtres, chercha une protection dans les bras de son prédécesseur.

L'Autriche en profitait, se servait de Milan pour empêcher tout rapprochement avec la Russie, la Bulgarie et la Tcherna Gora. Un des ministres d'Alexandre parlait des « fantaisies de ces prétendus Serbes qui, dans la monarchie hongroise, s'insurgent contre la justice et le progrès, et ne sentent pas le vide de leur soi-disant idéal national ».

Pour échapper à cette lignée de dégénérés, on était prêt à tout, et on accepta même Draga Machin. Malheureusement, il était moins facile de gouverner la Serbie que d'enjôler Alexandre. Draga avait plus de vanité que de cœur et moins d'intelligence que d'ambition. Elle se compromit dans de sottes combinaisons qui lui aliénèrent la cour de Russie, et elle irrita l'armée par les faveurs dont elle combla ses frères, deux sous-lieutenants sans valeur, sans crédit et sans cervelle. Une vaste conjuration s'organisa. La cour et le ministère étaient si isolés qu'ils ne se doutèrent pas du danger. Le pays tout entier attendait et désirait la révolution.

Par une nuit pluvieuse, du 10 au 11 juin 1903, les conspirateurs cernèrent le vieux Konak, égorgèrent les sentinelles, firent sauter la porte à la dynamite et tuèrent à coups de revolver Alexandre et Draga. Ils massacrèrent ensuite dans la cour de la caserne les deux frères de la reine et assassinèrent dans leurs maisons ou dans le palais, les courtisans et les fonctionnaires compromis par la faveur de la cour.

Dans l'Europe entière, qui se pique de civilisation, un cri de stupeur et d'indignation s'éleva contre les prétoriens qui renouvelaient au XXe siècle les orgies sanglantes de la Rome impériale ou de Byzance. On

s'offusqua de l'indifférence avec laquelle les Serbes avaient appris le meurtre et les ignobles détails qui l'avaient accompagné. L'histoire, qui a le devoir de flétrir les assassins, réserve cependant ses condamnations suprêmes pour les princes qui avaient réduit le pays à un tel degré d'indigence morale qu'il n'apercevait de salut que dans le crime. Milan Obrénovitch avait rendu à l'Autriche un suprême service : il mettait la Serbie au ban de l'humanité et fournissait une excuse facile à toutes les entreprises de ses ennemis. Heureusement depuis lors, le sang versé glorieusement sur les champs de bataille de Koumanovo et du Iadar a lavé la souillure imprimée à l'honneur du pays par l'ivresse scélérate de quelques officiers.

CHAPITRE VI

PIERRE Ier KARAGEORGÉVITCH. — LES SERBES ET LES CROATES

La Serbie en 1909 : difficultés de la situation. — Le panserbisme. François-Joseph et l'oligarchie magyare. — Le premier conflit austro-serbe; la question du traité de commerce. — Les Serbes de la Hongrie méridionale; Kossuth et la révolution de 1848; le Banat depuis 1867. — Le royaume triunitaire de Croatie, Slavonie et Dalmatie. Sa réunion à la Hongrie. La conquête française et l'Illyrisme. — La Nagoda de 1868 : la question de Riéka. — Zagreb contre Budapest. Monseigneur Strossmayer. — Le parti de l'Indépendance en Hongrie; la résolution de Riéka et la coalition serbo-croate.

Pierre Karageorgévitch, qui fut proclamé roi à l'unanimité par l'assemblée nationale, le 15 juin 1903, avait dû quitter la Serbie quarante-cinq ans plus tôt, à la suite de la révolution qui avait renversé son père et rappelé au trône les Obrénovitch. Il avait passé par l'école de Saint-Cyr, s'était bravement battu en France, pendant la campagne de 1870, puis en Bosnie lors de l'insurrection de 1876; il y conservait de nombreux admirateurs. Le reste du temps, il avait vécu en Hongrie, à Genève ou à la cour de son beau-père, le prince Nicolas de Tcherna Gora. Soldat d'inclination, de tempérament et d'habitude, il s'intéressait aussi aux questions d'histoire et de philosophie, avait traduit en serbe la *Liberté* de Stuart Mill.

Très simple d'allure, sans ombre de fatuité, énergique et résolu, son patriotisme réfléchi entrevoyait pour la Serbie un magnifique avenir, sans se dissimuler que la moindre imprudence était grosse des plus redoutables périls. Il avait accepté la couronne par dévouement, en pressentant les difficultés au milieu desquelles il aurait à se débattre, convaincu qu'il s'agissait avant tout de ne rien brusquer et de ramener peu à peu le pays à une vie normale. Il désirait peut-être les luttes héroïques et les triomphes éclatants auxquels était réservée sa vieillesse; il ne les prévoyait pas. Surtout, tout en s'y préparant, il ne les appela pas. Ils lui furent imposés par les provocations stupides et folles de la diplomatie autrichienne.

En 1903, la situation en Serbie était presque désespérée. La dette dépassait 450 000 000 de francs, et les intérêts absorbaient 24 millions, plus du quart du budget total. L'argent, obtenu à des taux usuraires par des marchés léonins, avait été gaspillé sans avantages sérieux pour le pays, dont l'outillage économique était toujours rudimentaire. La monnaie perdait un quart de sa valeur; l'industrie était encore dans l'enfance, et les quelques entreprises, très rares, qui s'étaient fondées, étaient aux mains des étrangers. Le morcellement excessif du sol et l'absence presque complète de la grande propriété, — sur 300 000 propriétaires, 80 possédaient plus de cent hectares, et 8 seulement plus de 200, — retardaient tout progrès agricole et entretenaient la routine et les méthodes surannées. L'armée avait été ruinée par un système de favoritisme; les partis étaient démoralisés par les intrigues personnelles et les habitudes de vénalité et de corruption qu'avaient encouragées et répandues les derniers Obrénovitch.

Discrédité par les insanités et les turpitudes de

Milan, le royaume avait été lourdement compromis par le complot régicide. L'Europe, qui fait volontiers profession de vertu quand il ne lui en coûte rien, se voilait la face d'indignation et d'horreur: les officiers italiens renvoyaient leurs décorations serbes; l'Angleterre rappelait son ministre. Pour que rien ne manquât à ce spectacle de haute moralité, la pudibonde Autriche, en reconnaissant Pierre, manifestait son dégoût « pour le crime hideux et universellement condamné » auquel il devait le trône, et le massacreur de 300 000 Arméniens. Abdul-Hamid, flétrissait en termes somptueux les meurtriers de Draga.

Les conspirateurs occupaient les positions les plus importantes et prétendaient tenir en tutelle le nouveau souverain. Les Obrénovitch conservaient des complices, peu nombreux, mais redoutables pour un souverain qui n'avait guère de point d'appui dans la nation. Milan avait laissé un fils naturel qui vivait à Constantinople et qui trouvait des sympathies dans la garnison de Nich, et Mirko, le fils cadet du souverain de Tsétinié, avait épousé Nathalie Constantinovitch, la plus proche parente du dernier roi. Pour le moment, Nicolas affectait les sentiments les plus affectueux pour Pierre, et il assistait à son couronnement; personne n'ignorait cependant que les rapports du beau-père et du gendre n'avaient pas toujours été très cordiaux, et que la politique du vieux montagnard de la Tcherna Gora, inconstant et soupçonneux, se déterminait souvent par des raisons difficiles à expliquer et surtout à prévoir. Il eût fallu une naïveté extrême pour ne pas redouter de ce côté de fâcheuses surprises, ou pour accepter comme monnaie sonnante les sympathies un peu inattendues de Ferdinand de Bulgarie.

Le pays était divisé entre ennemis et partisans des

régicides, et leur lutte se traduisait par des crimes que le ministère n'osait pas réprimer, et qui aggravaient l'anarchie. En 1906 seulement, le roi se sentit assez fort pour mettre à la retraite les principaux coupables, sans que son autorité fût encore très solide.

La mêlée farouche des ambitions, les rivalités féroces, les cupidités malsaines, avaient corrompu les sources mêmes de la vie nationale. Au milieu de ces misérables querelles, le peuple, oublieux de sa mission et de ses rêves, assistait avec une indifférence morne à la poussée lente ou rapide des adversaires qui usurpaient l'un après l'autre ses champs naturels d'expansion : les Albanais envahissaient la Vieille Serbie; les Bulgares, la Macédoine; les Magyars et les Allemands s'infiltraient en Bosnie et réduisaient à une sorte de servitude les Croates et les Serbes du Banat.

La Serbie ressemblait à une armée à qui on a soustrait ses aigles, et qui n'est plus qu'un troupeau. L'Autriche, à l'affût, attendait le moment où une alarme un peu vive lui fournirait l'occasion de rétablir l'ordre à Belgrade et d'y installer la haute civilisation qu'elle représentait.

La Providence s'amuse à jouer de méchants tours aux héritiers impatients, et il arrive que le malade en appelle de la sentence qui le condamnait. Si funeste que soit un règne, il n'était pas possible qu'il eût détruit l'œuvre préparée par le travail des siècles. Les Serbes sont nerveux, dominés par l'imagination, capables de découragements subits. Ces crises d'abattement ne durent guère. Malheur aux fanfarons qui s'y laissent prendre! Quand ils croient n'avoir qu'à ramasser le butin, ils se heurtent à un ennemi qui a retrouvé sa vigueur et qui, d'un coup de reins, se débarrasse de son assaillant. Aux descendants de

Marko Kraliévitch, il suffit de montrer l'étendard de Kara-Georges pour qu'ils rougissent de leurs défaillances et reprennent leur poste de combat.

Il est juste d'ailleurs de reconnaître qu'ils ont dû leur fortune, moins peut-être à leurs qualités propres, à leur souplesse infrangible, à l'éclat de leur courage et à la robustesse de leur énergie, qu'aux provocations insensées et aux incompréhensibles stupidités de leurs ennemis. Le règne de Napoléon III, disait un des adversaires de l'Empereur, n'a pas produit un seul grand ministre. — Comment! lui répliquait un diplomate; il a produit Cavour et Bismarck. — Sans contester le moins du monde le mérite des hommes d'état serbes, il est certain que le roi Pierre doit une reconnaissance particulière aux comtes d'Aehrenthal et Berchtold. « Pars, mon fils, disait le chancelier suédois Oxenstiern, et va voir par quels imbéciles le monde est gouverné. » L'histoire prouve trop souvent l'exactitude de cette sévère condamnation; mais les sceptiques mêmes, qui sont habitués à ne demander aux diplomates qu'un minimum de raison et d'intelligence, demeurent stupides en voyant la perpétuelle et presque surhumaine sottise avec laquelle les conseillers de François-Joseph l'ont acculé à une catastrophe qu'il était alors impossible de prévoir et presque absurde de supposer.

Comme nous avons une tendance invincible à donner aussitôt la forme d'un dogme à nos convictions actuelles, nous admettons aujourd'hui sans discussion que la Serbie devait triompher, parce qu'elle représentait le droit, qui s'identifie pour nous actuellement avec le principe des nationalités. Mais d'abord, en admettant que la victoire du droit soit fatale, la date de cette victoire demeure problématique, et ici, sous certaines circonstances, elle pouvait parfaitement être retardée de quelques siècles.

Ensuite, il n'est pas évident en soi que le principe des nationalités, tel que nous le concevons sous sa forme simple, c'est-à-dire l'union dans un même groupe politique des hommes parlant la même langue et rassemblés par la volonté de partager les mêmes destinées, impliquât fatalement la destruction de l'Autriche et la constitution de la Grande Serbie.

Si nous recherchons l'origine et la justification de ce principe des nationalités, dont il est dangereux sans doute d'exagérer le pouvoir, mais dont il serait puéril de nier l'influence, il semble qu'il provient de cette aspiration au bonheur que chacun de nous porte en soi et qui se confond à son tour avec le besoin de développer complètement nos facultés d'action. Les événements récents ont démontré que les groupements politiques les plus solides, les habitudes les plus invétérées et les convictions les plus intraitables sont emportés comme un fétu de paille par la vague du patriotisme, dès que l'existence nationale est sérieusement menacée. C'est ainsi que le seul pays où quelques dissidences se soient manifestées a été l'Angleterre, où le péril était plus lointain et moins manifeste. Partout en somme, dès que l'on a compris ou senti que l'indépendance de l'État était en jeu, les intérêts et les passions secondaires se sont évanouis, parce que toute atteinte, même légère, à la libre évolution de la vie commune, a immédiatement pour effet de réduire la puissance de production matérielle et intellectuelle d'un peuple. Par là, elle diminue la force créatrice de chaque citoyen et, en avilissant sa valeur, supprime pour lui dans une large mesure les raisons mêmes de vivre. Travail, liberté et joie sont des termes synonymes. Le patriotisme est la forme la plus haute de la morale, parce qu'il est la condition essentielle du bonheur et du labeur utile qui sont les fins de l'humanité. En dernière analyse,

la morale des peuples n'est pas différente de la morale privée, de celle que prêchent Molière et les auteurs comiques qui favorisent l'amour des jeunes gens, en dépit des barbons, et la douleur d'Arnolphe ne nous touche guère, parce qu'il y a des chances sérieuses pour qu'Agnès soit plus heureuse avec Horace et que ses enfants soient plus nombreux et plus beaux.

Nulle part, le culte du principe des nationalités n est plus universel et plus loyal qu'en France, parce que nulle part la conception naturelle de la vie n'est plus répandue et plus intime. D'une façon générale, et en dépit des manifestations bruyantes qui ne trompent que les observateurs superficiels, le patriotisme est beaucoup plus intense chez les Latins que chez les races germaniques, où les tendances mystiques sont plus développées. Nous en avons la preuve à la fois dans la lenteur avec laquelle l'idée de patrie s'est formulée en Allemagne, dans le fait que l'unité y a été imposée par une force extérieure, et plus encore peut-être dans l'intolérance avec laquelle on y traite les nationalités étrangères. Les brutalités impies auxquelles ont été soumis les Alsaciens, les Danois ou les Slaves de l'Empire auraient été intolérables aux Allemands eux-mêmes s'ils avaient eu un sens patriotique véritablement affiné et sincère. Ils ont pu souffrir dans leur vanité du rôle diminué auquel les avaient longtemps condamnés leurs divisions; ils ont ressenti l'orgueil d'éclatantes revanches; ils n'ont pas véritablement connu la nostalgie de la patrie et on ne trouve rien dans leur littérature qui ressemble même de loin à la Satire Ménippée, à Manzoni ou à Silvio Pellico.

Chez les Slaves du sud, où, malgré les apparences, les préoccupations religieuses sont faibles, et qui, comme tous leurs congénères, ont une passion

exaltée pour la langue des aïeux, le sentiment du morcellement devait peu à peu devenir insupportable, parce qu'ils se rendaient compte que leur dispersion entravait leurs forces productives et, à la longue, entraînerait leur décadence et leur disparition. S'ils demeuraient isolés dans leurs compartiments respectifs, ils finiraient par être lentement absorbés par les Allemands.

Au début du xxe siècle, les observateurs les plus attentifs et les plus bienveillants étaient convaincus que leur union s'accomplirait par l'Autriche et sous sa direction. M. Seton-Watson, un des hommes qui ont le mieux étudié ces questions et dont les sympathies pour les Yougo-Slaves sont incontestables, écrivait encore en 1911 que l'idéal panserbe était irréalisable et qu'il serait funeste au développement de la civilisation dans les Balkans; « l'union croato-serbe doit se faire et elle se fera »; écrivait-il, mais il ajoutait qu'elle ne pouvait se faire que par l'Autriche. M. Charles Loiseau, dont les remarquables travaux n'ont pas eu malheureusement en France le retentissement qu'ils méritent, était beaucoup plus sceptique sur ce point, parce qu'il avait vu plus clairement que l'Autriche en réalité n'existait plus et qu'elle était devenue l'humble servante de l'Allemagne; il déplorait pourtant les défaillances de notre diplomatie plutôt qu'il n'espérait l'arracher à son indifférence, et ses livres se terminaient sur un regret plus que sur un espoir : si la France savait, si la Russie voulait, quelle partie on aurait à jouer là-bas! Il désirait la ruine de l'Autriche, il ne la prévoyait pas.

Pour rendre à la Serbie les chances que ses meilleurs amis n'entrevoyaient plus pour elle, il n'a pas fallu moins que l'extraordinaire impéritie des souverains viennois.

Les Habsbourgs, qui, en leur qualité d'héritiers du Saint-Empire-Romain, auraient dû être par essence une dynastie cosmopolite, avaient été gâtés par les caresses trop continues de la fortune : *tu, felix Austria, nube.* Élevés dans les liens du bigotisme le plus obtus et du conservatisme le plus borné, tout leur génie se haussait à appliquer à des situations nouvelles les règles d'une méthode depuis longtemps discréditée. François-Joseph, chez qui une éducation étroite avait encore desséché une intelligence débile, incapable de toute générosité de cœur, assistait ahuri à l'évolution qui s'accomplissait autour de lui. A aucun souverain mieux qu'à lui ne s'est jamais appliquée la fameuse parole de Napoléon que l'Autriche est toujours en retard d'une année, d'une armée et d'une idée. D'autant plus attaché à son pouvoir qu'il était incapable d'en user, il s'accrochait à ses embryons de pensées avec l'obstination d'un homme qui n'en a pas beaucoup, et qui se sent incapable de les remplacer, s'il venait par malheur à les égarer. Il avait le goût de la parade, le respect de l'étiquette, le culte de l'uniforme, et il aimait les gens qui réussissaient, fût-ce contre lui. Il avait eu quelque sympathie pour Napoléon après Solférino, et il savait gré à Bismarck de l'avoir battu à Koeniggrætz. Les Habsbourgs se sont de tout temps facilement entendus avec les Viennois, qui ne s'entêtent pas à forcer la victoire et qui se consolent de tout par une valse de Strauss.

Il n'aimait pas les Slaves, parce qu'ils n'étaient pas nés, qu'ils avaient de mauvaises manières, qu'ils ne se confessaient pas aux époques prescrites. Il en avait peur, parce qu'il était incapable de saisir la réalité concrète derrière leurs paroles imagées et qu'il prenait au sérieux les spectres du panslavisme, du panrussisme et du panserbisme, que ses ministres

lui peignaient sur tous les murs. Bismarck n'avait pas eu de peine à l'endoctriner, à lui persuader qu'en s'inféodant à l'Allemagne, il préparait à sa dynastie un avenir triomphant. Il est probable que, même aujourd'hui, il ne s'est pas aperçu que, depuis 1879, l'Autriche a cessé d'exister, qu'elle est moins indépendante que la Bavière ou la Saxe.

Bismarck d'ailleurs lui-même n'avait pas vu la contradiction intime qui rendait son plan singulièrement scabreux. Pour s'avancer vers l'Orient, l'Autriche avait besoin de gagner les sympathies des Slaves, et elle se les aliénait nécessairement du moment qu'elle se mettait à la remorque de Berlin et qu'elle se transformait en agent de germanisation. Les difficultés, énormes en elles-mêmes, de cette manœuvre paradoxale, furent encore accrues par la subordination des Allemands de Vienne à l'obligarchie magyare qui régnait à Budapest. Les Magyars sont un peuple violent, sanguin, impétueux, impatient du mors, incapable de modération et de réserve; ils avaient été grisés par le brusque revirement de fortune qui, en 1867, non seulement leur avait rendu leur autonomie complète, mais avait remis entre leurs mains la haute direction de la monarchie; enivrés par l'encens que leur brûlait la presse européenne, qui vantait sans mesure, sinon sans raison, leurs qualités chevaleresques et leurs talents supérieurs d'hommes d'état, ils avaient lancé leurs chevaux bride abattue à travers la puszta à la conquête d'un vaste empire.

Sur leur route, ils se heurtaient à des manants dont l'insolence refusait de s'incliner devant leur superbe. Ils s'en étonnèrent et s'en indignèrent. Dans leur colère des éléments très divers se mélangeaient : avant tout, l'orgueil d'une caste qui croit à sa supériorité de droit divin et qui châtie dans toute désobéissance une révolte servile; puis, la vanité stupé-

faite d'une race d'élite en face de tribus demi-sauvages ; enfin, — et ce ne fut pas peut-être le mobile le moins puissant de leur fureur, — l'aveugle cupidité d'une bande qui a monopolisé le pouvoir, qui en connaît et qui en exploite largement les profits, et qui n'entend pas permettre que l'on discute et que l'on partage ses bénéfices. Le Slovaque n'est pas un homme, dit le proverbe Magyar. Au-dessous du Slovaque, pourtant, il y a encore le Serbe, qui, pour le Magyar, est une sorte d'animal malfaisant et répugnant.

La rencontre de la haine furibonde des Magyars avec l'insolente et hautaine ambition des Germains acheva de rendre impossible aux Yougo-Slaves autrichiens toute réconciliation avec les Habsbourgs. Nécessairement, ils essayèrent de se rapprocher des Serbes du royaume. Le centre d'attraction se transporta ainsi, par la faute de François-Joseph et de ses ministres, de Zagreb à Belgrade.

Jamais ni les Croates ni les Slovènes, très vains de la supériorité de leur civilisation n'auraient songé à accepter la direction du royaume de Serbie, ou même à en solliciter l'appui, s'ils n'eussent été réduits aux abois par la politique implacable et la fourberie de Budapest. Même au dernier moment, il eût suffi de la plus légère marque de bienveillance pour les ramener à leur politique de soumission et de condescendance.

Les Chanceliers autrichiens commirent alors la faute habituelle à tous les conservateurs. Après avoir déchaîné les colères par leur politique de tracasseries et d'intransigeance, ils s'épouvantèrent des périls qu'ils avaient créés, et leur terreur, en grande partie imaginaire, les décupla. On ne dira jamais assez le rôle que joue la peur dans l'histoire des malheurs de l'humanité. La plupart des guerres

ont eu pour raison l'angoisse d'être attaqué par le voisin, et que de révolutions n'auraient pas éclaté sans les mesures préventives dictées par une panique folle! Il est probable que d'Aehrenthal et Berchtold exagérèrent pour les besoins de la cause les terreurs que leur inspirait la propagande panserbe; il ne semble pas douteux qu'ils les aient d'abord éprouvées eux-mêmes et que, pour éviter un mal problématique et, dans tous les cas, fort lointain, ils aient jugé indispensable de recourir à des moyens radicaux. Ils placèrent ainsi leur ennemi, qui, de lui-même, n'aurait jamais osé engager une semblable partie, dans l'obligation de vaincre, en l'acculant à une situation sans issue et en exigeant de lui une soumission sans réserve.

La chance de Pierre Ier fut de gouverner la Serbie au moment même où le despotisme incohérent des politiques de Vienne et de Budapest et les vertigineuses cascades de leur diplomatie désorganisaient la monarchie austro-hongroise et brisaient définitivement les liens qui s'étaient lentement noués entre les divers sujets des Habsbourgs. Son honneur fut d'accepter le conflit et d'y avoir préparé son peuple.

Le premier mérite du nouveau roi, très simple, fut de rétablir la constitution et de la respecter. Les élections, dès qu'elles ne furent pas falsifiées, donnèrent la majorité aux radicaux qui représentaient l'immense majorité du peuple et qui arrivaient aux affaires avec un programme très net : affranchissement de la Serbie que Milan avait peu à peu engluée dans la boue autrichienne. Pour cela, il était indispensable de raffermir le crédit public, de restaurer l'ordre financier, de rétablir l'équilibre budgétaire,

de réorganiser l'armée et de compléter l'outillage militaire. Quelques années y suffirent, parce que le sol d'une bonne partie du royaume est riche, que le paysan est sobre, qu'il a peu de besoins, et aussi parce qu'il profita de la hausse qui se produisait à cette époque sur les produits agricoles, le blé, la volaille, la viande. L'*administration des monopoles* établit une comptabilité rigoureuse, supprima les malfaçons, accrut le rendement ; par le seul fait du relèvement de la prospérité générale, les revenus de l'État progressèrent dans une très sensible proportion ; le change s'améliora et le crédit se releva ; quelques entreprises industrielles se fondèrent ; on commença à étudier les richesses du sous-sol, qui sont énormes, et la prospérité fabuleuse de certaines mines attira l'attention des financiers européens et favorisa l'appel des capitaux étrangers.

La Serbie, redevenue ainsi une alliée désirable, fut bientôt recherchée par ses voisins, la Bulgarie surtout qui, pour occuper la Macédoine, jugeait nécessaire l'appui éventuel de Pierre contre la Turquie, à condition de ne pas le payer cher, ou même de ne pas le payer du tout. — Il semble qu'il ait fallu assez longtemps aux radicaux de Belgrade pour se rendre un compte exact du caractère de Ferdinand de Cobourg : chez eux, l'idée slave était très sincère et très forte ; ils comptaient, non sans raison, sur la loyauté fraternelle du peuple bulgare ; ils ne savaient pas que la nation était matée et muselée par quelques politiciens suspects et un monarque trop habile. Aux premières ouvertures qui leur arrivèrent de Sofia, ils répondirent avec un joyeux empressement de cœur et, heureux de renouer les traditions interrompues depuis l'assassinat de Michel, ils préparèrent en 1905 un traité de commerce qui supprimait la ligne de douanes entre la Serbie et la

Bulgarie : les deux pays formeraient ainsi un marché commun, ce qui leur permettrait de négocier avec plus d'avantage, puisqu'ils pourraient offrir à leurs contractants un débouché plus large. L'Autriche, qui n'avait certes rien à craindre de Ferdinand, tenait à maintenir dans leur isolement les divers États balkaniques, pour les exploiter et les dominer plus à l'aise. Afin de punir les ministres imprudents qui osaient avoir une politique personnelle, comme son traité de commerce avec la Serbie venait à expiration, elle refusa de le renouveler, à moins que le cabinet de Belgrade ne renonçât à ses négociations avec Sofia et ne commandât aux usines Skoda le nouveau matériel d'artillerie qu'il avait l'intention d'acheter au Creusot; l'Union Bank, qui était sous le contrôle du Ballplatz, fournirait les fonds nécessaires. Au point de vue financier, militaire et commercial, la Serbie devenait ainsi une simple dépendance de Vienne, dont elle recevrait ses capitaux et ses munitions, et qui la tiendrait à merci par la menace de lui fermer ses débouchés.

Comme le ministère radical faisait mine de résister, au mois de juin 1906, l'Autriche interdit l'importation des marchandises serbes; en même temps elle rassemblait à grand fracas des forces en Bosnie et le long de la Save. La condition géographique de la Serbie était fort mauvaise. L'annexion de la Bosnie à l'Autriche lui avait fermé sa route commerciale la plus fréquentée vers l'Adriatique; elle ne restait en communication, — très indirecte, — avec l'Europe que par le Danube où les bateaux payaient aux portes de fer des taxes très élevées, et par le chemin de fer de Vrania à Salonique, qui, fort éloigné des provinces occidentales, traversait une région infestée à ce moment par les comitadjis bulgares et était d'ailleurs dans les mains d'une com-

pagnie autrichienne. La Serbie exporte avant tout du bétail (particulièrement des bœufs et des porcs), puis des céréales, et enfin des fruits, frais ou secs (pruneaux) : en 1903, sur 60 000 000 de dinars (francs) que représentait l'ensemble de ses ventes à l'étranger, ses exportations en Autriche s'élevaient à près de 52 000 000, et les 3 millions de marchandises qu'elle expédiait en Allemagne, empruntaient naturellement les chemins de fer hongrois. Les ministres autrichiens avaient donc des raisons sérieuses d'escompter une facile victoire.

La résistance inattendue et heureuse de la Serbie fut due à la fermeté du ministère, à l'unanimité de la nation qui le soutint avec une intelligente constance, et aux méthodes rigoureusement scientifiques qu'adoptèrent les chefs du parti national. M. Pachitch, le président du conseil, très bien secondé par le ministre des finances, M. Patchou, et le ministre du commerce, Constantin Stoyanovitch, obtint des compagnies de chemin de fer des réductions de tarifs qui permirent aux produits serbes d'arriver dans des conditions favorables en Égypte, en Italie et en France, ouvrit de nouveaux débouchés, habitua les paysans à transformer eux-mêmes leurs produits agricoles au lieu de les exporter à l'état brut. A la fin de 1906, les revenus des douanes n'avaient presque pas diminué, les recettes des monopoles augmentaient, et la Serbie trouvait des prêteurs empressés qui lui offraient des conditions inconnues jusque-là. Sur le terrain économique, l'Autriche subissait une défaite incontestable et ses diplomates étaient dans une posture ridicule. Ils avaient cru affamer leur voisine et ils n'avaient réussi qu'à priver les consommateurs de Budapest ou de Vienne des produits qui leur étaient indispensables. Les agrariens seuls, délivrés d'une redoutable concurrence, étaient satisfaits, mais l'im-

mense majorité de la population ne dissimulait pas son mécontentement.

L'expérience était assez concluante pour que M. Pachitch jugeât qu'il n'y aurait aucune imprudence à braver la mauvaise humeur de Vienne; le ministère de la guerre commanda au Creusot 47 batteries de campagne (octobre 1906). Il s'agissait du 75 à tir rapide, ces fameux Frantsoutsi (les Français), comme les appellent les soldats serbes, qui, en dehors de leurs qualités de tir, quand il fallut les employer sur un terrain détrempé et accidenté, apparurent si nettement supérieurs, par leur résistance et leur solidité, aux canons Krupp des Turcs et des Autrichiens. Il est entendu que les industriels allemands sont si au-dessus des nôtres que toute comparaison serait même ridicule : il n'en demeure pas moins établi d'une manière incontestable que notre revanche a commencé par une victoire de l'industrie Française, et nos ingénieurs ont leur très large part dans les triomphes du Vardar et de la Brégalnitsa qui ont sonné le glas de la prépondérance germanique.

A Belgrade, l'heureuse issue de ces escarmouches releva la confiance, d'autant plus qu'elle coïncidait avec des incidents très importants de la politique intérieure autrichienne. Ce retour de fortune était un augure favorable au moment où les Serbes qui, quelques années plus tôt, étaient menacés dans leur existence nationale et se maintenaient péniblement sur leurs positions, allaient tout d'un coup être contraints à l'offensive.

*
* *

Les Serbes du Royaume sont séparés par le Danube et la Save de populations de même race, dont les unes, à l'est du Danube, relèvent directement du

royaume de Saint-Étienne, et dont les autres font partie du royaume de Croatie.

On désigne sous le nom de Batchka la riche plaine d'alluvions qui s'étend entre le Danube à l'ouest et au sud et la Tisza à l'est; au delà de la Tisza, entre le Maroch, le Danube et les contreforts occidentaux des montagnes de Transylvanie s'étendent les plaines ondulées du Banat de Témesvar. Ces provinces, naturellement très fertiles, avaient été presque complètement dépeuplées par les guerres du XVIe et du XVIIe siècle, et elles devinrent ainsi un centre d'appel où se rencontrèrent les races les plus diverses, Allemands, Magyars, Roumains et Slaves.

Les Slaves, qui, au nombre de sept à huit cent mille, habitent la Batchka et le Banat occidental, doivent en grande partie leur origine à la migration de 1690, quand le patriarche de Petch, après la retraite des armées impériales qui avaient un moment occupé la Vieille Serbie, écouta les promesses de Léopold Ier et vint s'établir avec 2 ou 300 000 de ses fidèles au nord du Danube.

La « nation rascienne » avait obtenu de l'Empereur les promesses les plus larges et les plus formelles d'autonomie religieuse et politique : elle élirait son patriarche, son voïévode, ses administrateurs, conserverait ses lois et ses coutumes : en résumé, elle garderait son existence nationale sous la haute protection de Vienne. Naturellement, les Habsbourgs oublièrent aussitôt leurs engagements et, à plusieurs reprises, les empiétements de leurs fonctionnaires provoquèrent des révoltes. Les Serbes du Banat et de la Batchka sauvèrent du moins du naufrage leur nationalité. Alertes, laborieux, au début du XIXe siècle, ils étaient maîtres d'une bonne partie du commerce de la Hongrie méridionale et avaient une classe moyenne relativement riche et très préoccupée des

questions d'instruction. Karlovtsi, le siège des patriarches, et Novi Sad sur le Danube, étaient de petites villes prospères, actives, et elles furent longtemps le centre de la vie littéraire serbe.

Leurs plus redoutables adversaires n'étaient plus les centralisateurs de Vienne, mais les nationalistes de Budapest, qui, depuis 1825, travaillaient avec une intolérance croissante à substituer à l'ancien royaume de Saint-Étienne, fondé sur le respect des divers groupes ethniques et le maintien des anciens privilèges, un État unitaire qui n'aurait d'autre langue que le magyar, et où tous les peuples se soumettraient à la race dominante. Le conflit prit une forme tragique en 1848, dans une entrevue célèbre entre Kossuth, le dictateur hongrois, et les délégués des Serbes.

Le 8 avril, les députés slaves élus dans une réunion publique à Novi Sad, furent reçus par le célèbre agitateur; ils lui déclarèrent qu'ils étaient prêts à verser leur sang pour la couronne de Hongrie : ils prétendaient seulement qu'on ne portât pas atteinte à leur idiome et qu'on respectât leurs droits nationaux. — Qu'entendez-vous par nation? demanda Kossuth. — Une race qui possède sa langue, ses traditions, sa civilisation, et qui a la volonté réfléchie de les conserver. — Une nation doit aussi avoir son gouvernement — Nous n'en demandons pas tant; une nation peut vivre sous plusieurs gouvernements différents, de même que différentes nations peuvent former un seul État. — Kossuth promit que les Maygars laisseraient tous les habitants libres de parler à leur foyer la langue qui leur conviendrait; ils ne feraient même pas d'objections à ce qu'on employât le serbe dans les questions administratives de peu d'importance; ils ne consentiraient jamais d'autre part à ce qu'on reconnût comme une nation une

autre race. — Si l'on repousse à Presbourg nos justes demandes, répliqua alors Stratimirovitch, qui fut quelques semaines plus tard le chef de l'insurrection, nous serons forcés de nous adresser ailleurs. — Dans ce cas, l'épée décidera. — *Das ist eine Machtfrage*, dira de même plus tard le ministre autrichien à la veille de la rupture de 1914. C'est une question de force.

L'entretien de Kossuth et des délégués serbes résume avec une netteté parfaite les causes et le développement du conflit qui, depuis 1848, agite la Hongrie. Au début et pendant très longtemps, les sujets de la couronne de Saint-Étienne n'ont aucune idée séparatiste et ils désirent seulement que, conformément à leurs droits écrits et à des traditions qui se perdent dans la nuit des temps, on respecte leurs mœurs et leur langue; les gouvernants, par orgueil national et par peur, exigent au contraire qu'ils renoncent à leurs souvenirs particuliers et qu'ils deviennent non seulement sujets de l'État polyglotte hongrois, mais citoyens magyars.

L'exemple de la Prusse en Alsace, dans le Slesvig et la Posnanie, a prouvé combien il est malaisé de transformer un peuple. Tout le monde cependant trouve un incontestable avantage à savoir l'allemand; combien rares sont au contraire les personnes qui auraient le courage de consacrer plusieurs années de leur vie à étudier une langue hérissée de difficultés, uniquement pour le plaisir de lire Pétœfi et deux ou trois poètes, qui, autant qu'il nous est permis d'en juger par les traductions que nous possédons, n'ont pas apporté de note vraiment nouvelle et ne sauraient sans ridicule être rapprochés des grands prêtres de la littérature humaine! Comment admettre dès lors que 8 millions de Magyars puissent jamais parvenir à assimiler et à absorber un nombre sensiblement

supérieur d'allogènes, dont quelques-uns sont leurs égaux ou leurs supérieurs en richesse et en instruction, alors surtout qu'ils ont derrière eux l'appui et l'exemple de populations indépendantes de même race.

Le propre des entreprises extravagantes, analogues à celle qu'avaient conçue Kossuth et ses imprudents imitateurs, est d'entretenir leurs auteurs dans une sorte de fièvre qui les pousse à des folies caractérisées. Les exaltés de Budapest, qui, dans tous les cas, n'avaient aucune chance de succès, compromirent encore leur situation par la hâte avec laquelle ils menèrent leur campagne et par les violences qui jetèrent les plus indifférents et les plus timides de leurs sujets dans une opposition à outrance. Les opprimés, par une vieille habitude et aussi parce qu'ils n'étaient pas sûrs de trouver ailleurs un appui très efficace, implorèrent contre leurs maîtres immédiats le secours de l'Empereur. Ils s'étonnèrent d'abord de l'indifférence avec laquelle on accueillait leurs plaintes, puis s'en irritèrent. Les affections les plus vives et les amours les plus brûlantes ne résistent pas éternellement à de trop scandaleuses trahisons. De là à chercher au delà des frontières d'autres protections pour remplacer les défenseurs naturels qui se dérobaient, il n'y avait qu'un pas.

En 1848, les Serbes du Banat avaient couru aux armes pour défendre les Habsbourgs contre l'insurrection séparatiste. François-Joseph les en récompensa par le Compromis de 1867 qui établissait le dualisme, c'est-à-dire qu'il livra pieds et poings liés les Slaves de Hongrie à leurs ennemis. Depuis lors et sans aucune exagération, ils furent soumis à un régime de despotisme asiatique. Les hommes d'état de Budapest tiennent à l'opinion de l'Europe et ils prétendent demeurer fidèles à leurs vieux programmes

de révolutionnaires idéalistes : ils libèrent leur conscience et sauvent la face en proposant au parlement des lois assez raisonnables, qu'ils s'empressent aussitôt, pour satisfaire leurs passions, de tourner ou de violer. La loi de 1868 sur les langues nationales, insuffisante et incomplète, offrait du moins aux Serbes un minimum de garanties; elle n'a jamais été sérieusement appliquée. Depuis 1875 surtout, après que le pouvoir eut été conquis par Koloman Tisza et le parti pseudo-libéral, tout l'effort du ministère se tendit à magyariser les autres races. L'administration entière fut organisée de manière à concentrer le pouvoir dans une caste intolérante et orgueilleuse qui, par la force ou la ruse, supprima les droits des allogènes : les écoles n'eurent d'autre but que la dénationalisation des enfants; l'Église, les journaux, les associations, le trésor public, les Universités, toute la vie politique et sociale s'absorba dans ce travail surhumain et inhumain : créer des Magyars de contrebande, bon gré mal gré. Tisza et ses amis se sont toujours vantés d'être les amis et les frères des Turcs; ils leur empruntèrent leurs procédés, la violence, le rapt, la « presse » des janissaires. En 1891, ils obligeaient sous peine d'amende les parents qui ne pouvaient pas exercer une surveillance suffisante sur leurs enfants, à les envoyer de trois à six ans dans les écoles maternelles... magyares. La loi Apponyi de 1907 soumit à l'étroite surveillance ministérielle et transforma en agences de magyarisation même les écoles privées. Elle acheva d'exaspérer les populations.

Celles-ci n'avaient aucun recours légal. La division arbitraire des circonscriptions, les bizarreries insensées de la loi électorale, la pression et la corruption officielles fermaient l'entrée du parlement aux patriotes slaves. Les journaux qui dénonçaient les illégalités étaient traqués et frappés de continuelles

amendes; les réunions publiques étaient interdites. Si, malgré tout, quelques Serbes étaient élus, on trouvait un ingénieux prétexte pour se débarrasser d'eux. Svétozar Milétitch, le chef reconnu des Serbes de Hongrie, avait plaidé avec chaleur dans son journal l'union des Slaves du sud et des Hongrois contre les Autrichiens; il était difficile de voir en lui un ennemi public. Il est vrai qu'il combattait avec énergie les ministres qui, oublieux du passé et dédaignant les avertissements prophétiques de Magyars libéraux, tels que Deak et Eötvös, compromettaient par leur folle intransigeance les destinées du royaume. En 1877, il fut accusé de haute trahison parce qu'il avait invité les volontaires serbes à rejoindre l'armée de Milan, lors de sa campagne contre les Turcs. Après un procès où toutes les formes de la justice avaient été brutalement violées, il fut condamné à cinq ans de prison, enfermé avec des criminels de droit commun, traité avec une telle inhumanité qu'il devint fou et mourut aussitôt après avoir été relâché. Polit, le vétéran respecté du parti libéral serbe de Hongrie, qui n'avait cessé de combattre les radicaux du royaume et la politique de Pachitch, n'en était pas moins dénoncé par les feuilles de d'Aehrenthal comme étant à la solde du roi Pierre. Les Slaves du Banat ressentaient d'autant plus la persécution officielle qu'ils étaient talonnés par les Roumains devant lesquels ils perdaient visiblement du terrain. Leur nombre diminuait; Novi Sad et Pantchova étaient rapidement envahis par des éléments étrangers. Incapables de se défendre seuls, ils tournaient involontairement les yeux vers Belgrade.

Les Magyars n'étaient pas aussi libres de leur action en Croatie parce qu'ils y rencontraient un

groupe politique, constitué depuis les temps les plus anciens et dont ils avaient été forcés de reconnaître les droits. Ils travaillaient du moins à réduire les garanties qu'ils avaient eux-mêmes sanctionnées et, par leur interprétation abusive des textes, les procédés hypocrites ou illégaux de leur politique, provoquaient peu à peu à Zagreb la même indignation que dans le Banat et réveillaient l'idée somnolente du panserbisme.

En quoi les Serbes diffèrent-ils des Croates? — Ni les ethnographes ni les philologues ne sont parvenus à le découvrir. En fait, les Croates et les Serbes appartiennent à la même race, parlent et écrivent la même langue; ils n'ont été séparés que par l'histoire. Les Serbes ont subi plus profondément les influences byzantines, ce qui se marque par leur Orthodoxie et l'usage de l'écriture slave ou cyrillique; les Croates, voisins de l'Italie, ont été pénétrés de très bonne heure par la civilisation occidentale; ils sont catholiques et emploient l'alphabet latin. Tant que les croyances religieuses ont exercé sur les peuples une autorité prépondérante, ces divergences de rites ont maintenu entre les deux groupes voisins des haines irréconciliables; sans avoir disparu complètement au XIXe siècle, elles devaient perdre peu à peu de leur acuité, à mesure que les intérêts économiques et les passions nationales rejetaient au second plan les préoccupations dogmatiques. L'histoire des Croates depuis un siècle se résume dans un effort continu et progressif pour se dégager des préjugés confessionnels et se rapprocher des Serbes, afin de trouver dans cette alliance les moyens de résister aux empiétements des Allemands et des Magyars.

Le royaume triunitaire de Croatie, Slavonie et Dalmatie, forme une sorte de triangle dont la base s'appuie sur l'Adriatique et qui s'allonge vers le

Danube, entre la Drave et la Save. Montagneux dans sa partie occidentale où il est parcouru par le prolongement des Alpes et où les masses imposantes de la Kapéla et du Vélébit barrent la route vers le littoral, il s'abaisse graduellement dans la direction du Danube. Les derniers contreforts des Alpes, — la Frouchka-Gora (la montagne des Francs) — qui n'ont plus qu'une élévation d'une centaine de mètres, dévalent brusquement au nord sur le Danube, tandis que leur versant méridional est couvert de riches vignobles et de magnifiques forêts de chênes, de sapins et de hêtres, au milieu desquelles se cachent de nombreux et pittoresques monastères orthodoxes. Près de là s'élevait, sur la Save, la grande ville de Sirmium, la capitale de l'Illyrie romaine, dont on aperçoit les ruines près de Mitrovitsa, et qui a laissé son nom à la partie orientale de la Slavonie, entre le Danube et la Save inférieure, la Sirmie.

La Drave et la Save, qui viennent se confondre avec le Danube, en amont et en aval de l'embouchure de la Tisza, ont un cours de 6 à 700 kilomètres de longueur; d'abord torrents alpestres, aux eaux rapides et vertes, elles traînent ensuite lentement leurs flots bourbeux à travers des plaines grasses et monotones. Zagreb, la capitale de la Croatie, grande ville de près de cent mille habitants, est à quelque distance au nord de la Save, en amont de son confluent avec la Koupa, la rivière croate, qui finit à Sisak, célèbre dans les guerres contre les Turcs.

Comme les Serbes, les Croates, au moment où ils s'établirent dans la région de la Drave et de la Save, étaient divisés en tribus isolées, et ils subirent sans grande résistance la domination des Avares et des Francs. Au moment de l'arrivée des Magyars, au début du x[e] siècle, un de leurs knèzes, Tomislas, groupa autour de lui, pour arrêter l'invasion, la plu-

part des chefs de tribus et fonda une dynastie dont l'héritier le plus illustre fut Zvonimir qui reçut la couronne royale des mains d'un légat de Grégoire VII (1076). Le jeune État croate fut continuellement troublé par les luttes entre les adversaires et les partisans de Byzance; les habitants de la côte, où les influences romaines et italiennes étaient puissantes, soutenaient les papes, et ils entraînèrent en général les souverains, désireux de retenir dans leur autorité les villes de Dalmatie, dont l'importance économique était considérable. Les princes s'aliénèrent ainsi une partie de leurs sujets, et les seigneurs profitèrent des difficultés où ils se débattaient pour affaiblir leur autorité. En 1102, après une longue période de dissensions intestines, les Croates acceptèrent pour chef le Magyar Koloman et décidèrent de n'avoir désormais d'autre monarque que le roi de Hongrie.

Koloman avait juré de respecter les coutumes et les privilèges de ses nouveaux sujets, et l'existence indépendante de la Croatie ne fut pas contestée jusqu'à l'avènement des Habsbourgs. Le temps avait malgré tout resserré l'union, et, comme dans toute alliance qui dure entre deux États inégaux en force, les Magyars commençaient à parler « du royaume annexe » ou même du pays soumis (*partes subjugatæ*). La Dalmatie avait été occupée par Venise, qui la garda jusqu'au traité de Campo Formio, et, après sa réunion à l'Autriche en 1815, elle ne fut pas rattachée à la Croatie; elle fait partie encore aujourd'hui de la Cisleithanie. Les Turcs de leur côté s'étaient emparés de la Slavonie et d'une large bande de la Croatie propre; une autre fraction du pays, exposée à de perpétuelles invasions, était soumise à un régime d'exception et forma par la suite les Confins militaires. Quand les traités de Karlovtsi et de Pojarévats (1699 et 1718) rejetèrent les Turcs au delà de

la Save, les territoires qui leur avaient été enlevés furent réunis aux Confins, et les libertés nationales des Croates furent peu à peu rongées par le germanisme centralisateur de Vienne.

Ils n'avaient renoncé cependant à aucun de leurs droits et, en théorie, ils continuaient, comme par le passé, à constituer un royaume particulier et autonome. Comme le danger immédiat venait de Vienne, les grands, qui seuls exerçaient quelque influence politique, effrayés des réformes de Joseph II, se rapprochèrent pour lui résister des seigneurs magyars ; ils consentirent à reconnaître la compétence de la Diète hongroise dans les affaires de Croatie, et acceptèrent ainsi l'*union réelle* des deux monarchies.

L'opposition des Hongrois contre Joseph II avait été d'abord surtout politique et féodale. Sous l'influence de la révolution française et du romantisme, elle prit bientôt un caractère national. Les Hongrois ne se contentent plus dès lors de défendre leurs prérogatives contre les usurpations de la Chancellerie aulique ; ils veulent créer un empire magyar et, comme ils ne font pas de différence entre les mots *Hongrois*, qui est le nom de l'État formé sous la dynastie des Arpad par la libre adhésion des peuples dispersés dans le bassin du moyen Danube, et *Magyar*, qui désigne la race conquérante établie dans la puszta, ils prétendent magyariser tous les sujets de la Couronne de Saint-Étienne, les obliger à accepter leur langue, à renoncer à leurs souvenirs et à leur passé. La question des droits d'État, qui n'intéressait auparavant que quelques familles privilégiées, devient ainsi une question d'ordre moral, pour laquelle se passionne peu à peu la masse du peuple.

Les Magyars, en même temps qu'ils luttent pour la liberté contre Vienne, luttent chez eux pour la domination ; ils remplacent à la Diète le latin qui a

été jusqu'alors la langue des délibérations, par le magyar, et exigent qu'il soit employé dans toute l'étendue de la couronne de Saint-Étienne. Les Slaves s'opposent avec acharnement à un changement qui exige d'eux une sorte d'apostasie, et, comme ils s'aperçoivent bientôt de l'infériorité à laquelle ils se condamnent en s'enfermant dans une défensive timide, ils opposent au magyar un autre idiome vivant, le croate.

Le croate pourtant avait presque cessé d'être une langue littéraire. Depuis l'épuisement de l'École de Doubrovnik, il n'était plus représenté que par quelques rares et misérables opuscules de piété. Chaque groupe provincial écrivait dans son dialecte propre, avec une orthographe différente, et quelquefois même avec un alphabet particulier. Le signal du réveil national partit des Slovènes et de Lioubliana, et il trouva un appui inattendu dans Napoléon Ier. Il avait placé « comme garde aux portes de Vienne » les provinces illyriennes qui se composaient de la Carniole, de la Carinthie, de l'Istrie, de la Croatie, civile et militaire, et de Doubrovnik; la capitale était Lioubliana. Après la chute de Napoléon, François Ier, ainsi que le raconte une anecdote célèbre, visita ses nouvelles conquêtes : — Qui a construit cette route, demanda-t-il un jour? — Les Français. — Et ce pont? — Les Français. — Et ce monument? — Les Français. — Il est vraiment dommage, reprit alors l'Empereur, qu'ils ne soient pas demeurés plus longtemps. — Aujourd'hui encore, quand on parcourt la Dalmatie, on rencontre à chaque pas le souvenir de Marmont, le duc de Raguse, et nulle part la mémoire du Grand Empereur n'est entourée d'une admiration plus reconnaissante.

Les Français apportèrent une vie nouvelle dans ces régions, qui, depuis des siècles, s'étaient endor-

mies dans un sommeil sans rêves, réorganisèrent la justice et l'administration, abolirent les droits féodaux, encouragèrent le commerce, construisirent des routes magnifiques, fondèrent des écoles. La langue officielle était le croate à côté du français, et Nodier dirigeait le *Télégraphe officiel*, qui paraissait en italien, en français et en slovène. Le précurseur de la renaissance slovène, Vodnik, dirigeait les écoles de Lioubliana et publiait en 1811 son *Réveil de l'Illyrie*, une des plus belles odes que lui aient inspirées ses espérances d'unité et d'indépendance yougo-slave.

Un moment suspendu par la réaction morose qui suivit le congrès de Vienne, le mouvement de renaissance reprit sa marche quand la révolution de 1830 secoua l'écrasante torpeur qui avait envahi l'Autriche. La direction passa de Lioubliana à Zagreb, et la succession de Vodnik revint à Louis Gaï, le fondateur du *Journal Croate* (1834), l'organe très influent et très hardi de la Jeune-Croatie. Élève et ami des grands apôtres de la renaissance tchèque, Chafarjik et Kollar, profondément imbu des doctrines romantiques, il prédisait aux Slaves un splendide avenir, s'ils oubliaient leurs querelles et se coagulaient en groupes assez solides pour opposer une sérieuse résistance à leurs adversaires. Aux noms de Slovènes, de Croates, de Dalmates et de Serbes, il substitua le nom d'Illyriens et il rassembla autour de lui un parti peu nombreux, mais actif et dévoué, de jeunes gens, qui travaillèrent à secouer l'inertie de la foule et à la rassembler autour de l'étendard slave. Il est possible que Metternich, qui n'aimait pas les Magyars et qui les redoutait, ait vu sans déplaisir la formation d'un parti d'opposition qui paraissait appelé à les affaiblir et devait diviser leur attention. Sympathie platonique qui ne servit guère les Illyriens. Alors

déjà comme aujourd'hui, Vienne était sans force et sans courage devant Presbourg et Budapest, et le nom d'Illyrien fut interdit en 1843 par le gouvernement autrichien.

Le malheur était médiocre. Le terme d'Illyrie était trop littéraire et artificiel pour rallier les peuples. L'œuvre du moins demeura. Les dons littéraires de Louis Gaï étaient modestes, mais il avait quelques-unes des qualités nécessaires à un éveilleur des foules, la sonorité du verbe, l'ardeur des convictions, la constance et le courage. Il avait eu le mérite de comprendre que la condition du progrès intellectuel des Croates était leur rapprochement intime avec les Serbes, et il les amena à accomplir un sacrifice probablement sans exemple dans l'histoire. Ils renoncèrent à l'idiome provincial que l'on parlait à Zagreb pour adopter comme langue écrite le dialecte qui avait été popularisé par Obradovitch et Karadjitch et qui était usité dans la Bosnie, l'Herzégovine, et la Croatie orientale. Par là, Gaï créa vraiment l'unité yougo-slave et son nom mérite une place illustre dans l'histoire de la Serbie.

« Qui frappe mon frère, écrivait un de ses collaborateurs, qu'il soit serbe ou dalmate ou de quelque nom qu'on l'appelle, verse mon propre sang. Unissons-nous, les étrangers seront écrasés. Et toi, frère, ouvre les yeux. » — « Tous les hommes sur la terre, écrivait Gaï lui-même, aspirent à la liberté dorée et s'élancent l'épée haute contre ceux qui l'oppriment. L'heure a sonné de tirer nos épées contre les meurtriers de notre race et de noyer l'injustice ennemie dans des ruisseaux de sang. »

La révolution de 1848 prouva la véhémence des haines que, dès ce moment, l'intolérance magyare avait soulevées dans les âmes. « Je ne connais pas de nationalité croate », répondait Kossuth aux repré-

sentants de la diète de Zagreb, et la loi électorale de 1848 effaçait jusqu'au nom de la Croatie qu'elle remplaçait par les comitats de Korös, de Zagreb et de Varasd. Menacés dans leur existence même, les Croates se rallièrent autour de Jellatchitch, que Gaï avait désigné à la cour de Vienne pour les fonctions de Ban, c'est-à-dire de lieutenant général du Royaume triunitaire.

Les Magyars, dit Jellatchitch en ouvrant la diète de Zagreb, ont brisé l'alliance fraternelle qui nous unissait à eux depuis huit siècles. Ils se sont faits nos oppresseurs et les oppresseurs de nos frères de Hongrie; ils ont oublié la formule juridique célèbre : *regnum regno non præscribit leges.* — Nous leur prouverons que le temps est depuis longtemps passé où un peuple peut régner sur un peuple.

La lutte fut sans merci; elle se termina par l'écrasement des Magyars. Dans son aveugle entêtement, la cour de Vienne donna aux Croates et aux Serbes, en récompense du service décisif qu'ils avaient encore une fois rendu aux Habsbourgs, le régime qu'elle infligeait aux révoltés comme châtiment. Le despotisme centralisateur, réactionnaire et ultramontain de Bach s'abattit sur eux, écrasant, impitoyable, si dur que, lorsque, après la guerre d'Italie, François-Joseph fut obligé de renoncer à un système qui avait ameuté l'Europe entière contre lui, la masse des Croates refusa d'écouter les propositions qui lui venaient de Vienne et ne se sépara pas des Magyars, dont elle permit ainsi le triomphe en 1867.

Récemment, dans un procès d'adultère, un juge facétieux demandait à la femme coupable : Lequel préfériez-vous, de votre mari ou de votre amant? Celui que je ne voyais pas, répondit avec franchise la malheureuse. — Quand on songe à la manière dont ils étaient traités, on s'explique sans peine que les

Croates n'aient eu de sympathie que pour le maître dont ils étaient momentanément séparés. En 1867, au lendemain du Compromis, les Magyars avaient trop d'affaires sur les bras pour révéler immédiatement tous leurs desseins, et ils jugèrent raisonnable de diviser leurs adversaires en accordant aux Croates un traité de paix, la fameuse *Nagoda* (entente, contrat) de 1868. — Ils se réservaient le droit de reprendre la question, dès qu'ils auraient solidement établi ailleurs leur autorité, écrasé les oppositions, établi leurs batteries.

La Nagoda n'avait été acceptée que par une diète sans autorité, nommée en vertu d'une loi octroyée par l'Empereur qui établissait le vote public et oral et n'accordait le droit de suffrage qu'à un nombre dérisoire d'habitants; les élections avaient eu lieu sous la pression éhontée du célèbre baron Rauch, dont le fils a été si tristement mêlé aux scandales de ces dernières années. Le Sabor (Diète) comptait 34 fonctionnaires sur 66 députés. Ils acceptèrent tout ce qu'on voulut.

L'Entente de 1868, tout en reconnaissant que le royaume de Croatie-Slavonie-Dalmatie formait, par rapport au royaume de Hongrie, un État politique distinct et représentait une individualité politique propre, donnait au gouvernement magyar le moyen d'intervenir même dans les affaires intérieures du pays par l'intermédiaire du chef du gouvernement, le Ban, qui était en fait nommé par le président du conseil des ministres de Hongrie.

Les politiques de Budapest s'arrogeaient d'ailleurs le droit d'interpréter à leur guise le traité. Avant même la publication, ils donnèrent la mesure de leur bonne foi en falsifiant de la façon la plus éhontée le texte du Compromis, de manière à s'attribuer la possession de Riéka (Fiume), qui appartenait à la Croatie.

Les Magyars, qui n'atteignent nulle part la mer, n'avaient pas obtenu même du sabor domestiqué réuni par les soins de Rauch, qu'il renonçât à ses droits sur Riéka et, de guerre lasse, ils avaient accepté l'article 66 du compromis, qui constatait simplement qu'un « accord n'avait pas pu se faire entre les délégations des deux royaumes, relativement à la ville de Fiume (Riéka) et à son territoire ». Cette rédaction fut votée par la Diète de Zagreb et sanctionnée par François-Joseph. Mais, en même temps, le souverain approuvait le texte magyar qui tranchait contre les Croates le point litigieux et déclarait le port et le territoire de Fiume « partie annexe de la sacrée couronne du royaume, momentanément séparée »; puis on colla sur le texte croate une petite bande de papier avec l'addition frauduleuse. Le document n'est pas une des pièces les moins curieuses des archives de Zagreb; le passage interpolé n'est même pas de la même écriture que le reste du texte. Comme le remarque M. Hinkovitch, peu de conquêtes ont coûté moins cher : il a suffi aux marins de Budapest d'un peu de colle pour escroquer un port à la Croatie et même pour soumettre l'Adriatique, qu'ils appellent « la mer Magyare ».

Depuis 1868, l'histoire de la Croatie n'est qu'une longue suite d'illégalités et d'actes arbitraires. La loi électorale fixe un cens relativement si élevé que plus des 98 p. 100 de la population sont exclus du suffrage et, comme tous les employés sont électeurs, le Ban est facilement sûr d'avoir des majorités dociles. Tous les moyens sont bons pour éloigner les députés indépendants : les registres électoraux sont falsifiés; les réunions, interdites; dans les circonscriptions où malgré tout le résultat serait douteux, des gendarmes barrent la porte de la salle du scrutin. Tant pis pour ceux qui protestent, on les fusille. Dans

une de ces échauffourées, huit paysans furent tués et soixante blessés; on condamna à la prison ou à l'amende, dit M. Loiseau, ceux qui avaient eu l'impertinence de survivre au massacre. Le ban Khuen-Hédervary, qui gouverna la Croatie pendant 20 ans (1883-1903), réussit par de semblables procédés à faire du royaume une province hongroise, la plus maltraitée et la plus misérable des provinces.

Rien ne jette une lumière plus crue sur les intentions des Magyars que leur politique des chemins de fer, qui est calculée pour empêcher le développement économique de la Croatie et la réduire à merci, en lui fermant toute communication avec Vienne, avec la Serbie ou avec la mer. La voie ferrée la plus courte de Paris à Constantinople devrait passer par Lausanne, Milan, Venise, Trieste, Lioubliana et Zagreb. Le gouvernement hongrois a soulevé contre cette ligne les objections les plus bizarres et elle n'a pas été construite. Il s'est opposé à la jonction des chemins de fer dalmates avec le réseau croate, ce qui ruine la Croatie méridionale; il a empêché le gouvernement autrichien de terminer la ligne directe de Zagreb à Sarajévo, qui avait été commencée par le gouvernement turc.

Les combinaisons les plus subtiles entravent l'exportation des produits agricoles et condamnent les Croates à acheter les articles de l'industrie hongroise, qui sont chers et mauvais. Le prix du transport d'une tonne de marchandise jusqu'à Fiume est moins élevé au départ de Budapest qu'au départ d'une ville croate beaucoup plus voisine de la côte, sur la même ligne. Les horaires sont combinés de telle sorte que, pour aller de Gratz à Sarajévo, les voyageurs sont obligés de passer par Budapest, ce qui représente un détour de 350 kilomètres. La situation est pire encore pour la Dalmatie, et il n'y a aucune exagération à dire,

comme M. Seton-Watson, qu'au point de vue des routes commerciales, la condition de la Dalmatie est relativement beaucoup plus mauvaise qu'au moyen âge.

Unius linguæ et unius moris regnum est imbecille, disait l'illustre précurseur Széchényi, qui a fondé la grandeur de son pays, et qui essayait de mettre en garde ses compatriotes contre l'impérialisme intolérant, en leur rappelant l'adage favori de leurs anciens rois. — La politique, disait de son côté M. François Kossuth, dans un de ses jours de lucidité, est la science des exigences. Un régime de terreur et d'injustice finit toujours assez vite par provoquer des résistances invincibles. Khuen-Hédervary avait établi son système sur les divisions des partis et surtout sur l'étroitesse de vues de quelques catholiques, d'autant plus farouches que leur conversion au christianisme était moins ancienne.

Dépouillés de leurs droits essentiels, frappés dans leurs intérêts vitaux, les Croates finirent par s'apercevoir du rôle de dupes qu'ils jouaient et refusèrent de suivre plus longtemps les Magyarons ou les membres du Parti du Droit qui dissimulaient sous leurs éjaculations pieuses des calculs parfaitement égoïstes.

La vraie tradition catholique croate, telle qu'elle s'était manifestée avec Strossmayer, l'évêque de Diakovo, et son disciple, l'historien Ratchki, avait toujours été tolérante et nationale.

Nous ne connaissons guère monseigneur Strossmayer en France que par les articles que lui a consacrés M. Louis Leger; ils sont fort intéressants, mais ne pouvaient être qu'une esquisse, et il faudrait une longue étude pour mettre en pleine valeur le charme et la splendeur de cette figure de grand patriote et de grand chrétien. Sa correspondance avec Gladstone, que nous a révélée M. Seton-Watson,

nous permet d'entrevoir la pénétration de son esprit, la chaleur de son cœur, ce qu'il y avait à la fois en lui de courage et de douceur, d'enthousiasme et de finesse.

A un idéalisme fervent, il unissait un sens pratique très avisé et il poursuivait avec une persévérante et minutieuse méthode les plans qu'il concevait dans une sorte d'inspiration prophétique.

Né en 1815, en plein romantisme, il avait profondément subi l'empreinte de Kollar, le poète de la renaissance tchèque, et il avait, comme lui, une invincible foi dans l'avenir des peuples slaves, à condition qu'ils oubliassent leurs préjugés et leurs haines; il espérait les réconcilier aux pieds de la papauté. Au Concile du Vatican, — où l'éclat et la pureté de son éloquence avaient forcé l'admiration même de ses adversaires, — il avait combattu avec un courage presque héroïque le dogme de l'Infaillibilité pontificale; mais, fils docile de Rome, il s'était soumis pieusement au vote de la majorité. Sa défaite ne l'avait ni découragé, ni aigri, et il attendait l'heure où la Curie, échappée à l'étroitesse intolérante des Jésuites, accorderait aux Orthodoxes les concessions nécessaires pour qu'ils acceptassent sa direction. Le souvenir des grands apôtres slaves hantait sa pensée et il citait volontiers le proverbe serbe : Tu es mon frère, quel que soit le rite de ta foi.

Il avait aperçu des premiers les dangers de l'impérialisme magyar et il avait obstinément combattu l'accord de 1868, dont il avait signalé les lacunes et dénoncé les pièges. Isolé dans une majorité servile, il s'était mis aussitôt à organiser la défense. Comme l'Église elle-même que ne déconcerte aucune défaite parce qu'elle est sûre de l'éternité, il croyait à la victoire définitive du droit, et il eût volontiers

repris la parole célèbre de Palatsky : Les Serbes existaient avant le royaume de Hongrie; ils existeront après elle. Il consacrait ses revenus, qui étaient considérables, à favoriser et à soutenir les œuvres nationales, donnait des bourses à des étudiants et à des artistes, encourageait les sociétés d'instruction populaire, fournissait les premiers fonds de l'Université et fondait l'Académie des Sciences et des Arts. Bien que la défiance magyare l'éloignât de l'archevêché de Zagreb, il n'en demeura pas moins jusqu'à sa mort (1905) le directeur moral de la Croatie, dont son esprit animait les poètes et les savants : Bogisitch, qui avait donné son code à la Tcherna Gora, le célèbre historien du droit coutumier slave; Yagitch, un des plus doctes représentants de l'école philologique slave; Danitchitch, l'auteur d'un remarquable dictionnaire de la langue serbe; Ivan Majouranitch enfin, le brillant épigone des Ragusains.

« Je crois, écrivait Danitchich, — et c'est une conviction qui s'impose, — que les Serbes et les Croates ne sont qu'un seul peuple; seulement ils ont deux noms différents.... Sans doute, il peut paraître désagréable de s'entendre appeler d'un nom qui n'est pas celui que l'on se donne soi-même... mais il ne sera pas bien difficile de triompher de cet inconvénient. Nous nous en affranchirons, non par de sottes querelles mais par de graves actions, et comme par une nouvelle histoire. Notre tâche à nous est de rendre le peuple capable des destinées qui l'attendent. »

Évidemment les fanatiques étaient encore nombreux qui, comme Startchévitch, s'obstinaient dans une intransigeance hargneuse et faisaient le jeu des Magyars par l'entêtement de leurs inintelligents préjugés, ou les aigrefins qui, comme Frank et le parti du droit, essayaient de capter les faveurs de Vienne

par l'étalage de leur exclusivisme romain. La jeune génération se séparait d'eux. Beaucoup d'étudiants allaient passer quelques semestres à Prague, y suivaient les cours de Masaryk dont la doctrine, un peu nuageuse et flottante, largement humaine et libérale, laissait dans leur esprit une impression durable. Ils revenaient à Zagreb avec une haine plus vive de l'oppression, un sentiment plus large de tolérance, la volonté de rompre avec des méthodes surannées et des préjugés misérables. Le peuple se ralliait à eux, à mesure que le despotisme magyar pesait plus lourdement sur ses épaules.

Au point de vue financier, la *Nagoda* de 1868 n'avait donné aux Croates aucun moyen de défendre leurs intérêts, et les Magyars exploitaient durement le royaume uni. Les impôts grandissaient chaque année, si lourds que souvent les paysans abandonnaient leurs terres; les travaux publics les plus urgents étaient systématiquement refusés; la Drave et la Save, dont le cours n'était pas régularisé, dévastaient leurs rives par des inondations fréquentes, et les dégâts se chiffraient par millions. Le pays était envahi par les Allemands qui, grâce à la protection officielle, délogeaient les indigènes des professions les plus lucratives et s'établissaient en colonies massives dans l'intérieur du pays. Le despotisme étranger atteignait ce degré où il provoque un soulèvement unanime parce qu'il atteint également les sentiments et les intérêts. Les Magyars avaient cependant si solidement établi leur autorité qu'elle n'eût pas été facilement ébranlée si leurs divisions intestines n'avaient encouragé la révolte.

Le parti libéral qui, depuis 1875, détenait le pouvoir à Budapest, était une coterie étroite et avide qui ne cherchait en réalité qu'à exploiter sa domination. Contre lui se dressa une compagnie analogue,

qui réclama sa part de profit. François Kossuth, le fils du dictateur, Justh, Apponyi réunirent leurs rancunes et leurs convoitises et, sous le nom pompeux de Parti de l'Indépendance, ils s'offrirent à l'admiration de l'Europe comme les héritiers des révolutionnaires de 48 : il s'agissait d'affranchir définitivement Budapest de Vienne et, en même temps, de préparer à l'intérieur une œuvre de réforme démocratique. — Personne n'ignorait dans le monde que, depuis 1867, les Magyars gouvernaient l'Autriche, et leurs récriminations sonnaient faux. L'avenir le plus prochain prouva d'ailleurs qu'ils n'attachaient eux-mêmes aucune importance à leur programme et que leurs désirs se bornaient en réalité à mettre la main sur les ministères.

Je doute fort que les Croato-Serbes aient jamais eu la moindre illusion sur la sincérité et la valeur morale du parti de l'indépendance magyare. Dans tous les cas, ils n'avaient aucune raison de garder une fidélité inaltérable aux soi-disant libéraux de Budapest, qui n'avaient jamais cessé de les persécuter et de les dépouiller. Quels que fussent les nouveaux maîtres, ils ne seraient jamais pires que les anciens. Apponyi, Kossuth et leurs amis, qui rencontraient à Vienne une assez vive résistance, avaient de leur côté un avantage évident à chercher des alliés, et il n'était pas impossible, après tout, ne fût-ce que par respect humain et par intérêt bien entendu, qu'ils montrassent quelque disposition à respecter chez autrui les droits qu'ils exigeaient bruyamment pour eux-mêmes. Quelques journalistes et quelques politiques croates songèrent donc à chercher une alliance avec l'opposition de Budapest. Le mouvement partit de Dalmatie.

Le royaume de Dalmatie forme une étroite bande de terre, qui, sur une étendue de près de 400 kilomètres, s'allonge du Quarnero à la frontière monténégrine. Bordée à l'est par des montagnes escarpées et abruptes, elle renferme quelques admirables vallées et quelques riches vignobles ; mais les terres cultivables y sont rares et, comme les communications avec l'intérieur ont été systématiquement négligées par le gouvernement, la population (600 000 habitants) vit de l'Adriatique ou émigre. Les Serbes de Dalmatie sont une splendide race de marins et c'est parmi eux que la monarchie recrute les équipages de sa flotte.

La longue domination vénitienne a laissé sur cette côte des traces nombreuses, et les villes ont conservé une physionomie italienne qui trompe les touristes. Les Italiens n'y forment cependant qu'une imperceptible minorité — (moins de 20 000 sur 600 000 habitants) ; — en dépit des faveurs persistantes de l'administration, ils ont perdu la majorité dans les municipalités de Doubrovnik, de Chibénik (Sébénico) et de Split (Spalato), le port le plus important de la province, et ils ne se maintiennent péniblement que dans la capitale, Zadar (Zara).

La population, où les traditions slaves ont toujours été très vivantes et où se maintient l'esprit ragusain, avait pris une part très active au mouvement illyrien de Louis Gaï, et, bien que rattachée officiellement à la Cisleithanie, elle suivait avec une attention émue les événements de Hongrie. Elle avait trouvé un guide remarquable dans un journaliste à la plume alerte et au cœur intrépide, M. Soupilo, qui avait fondé à Riéka le *Nouveau Journal*, où il combattait avec une redoutable ténacité la tyrannie magyare. En 1903, pendant *les jours noirs* où le ban Khuen-Hédervary faisait peser sur la Croatie la plus

lourde oppression, 30 députés croates d'Istrie et de Dalmatie avaient cherché à obtenir une audience de l'Empereur pour implorer sa protection. Ils n'avaient pas réussi à être admis près de lui et le bruit courait que François-Joseph avait parlé de ces « chiffes de Croates ». Que le mot fût authentique ou non, — et il est incontestable que le vieux souverain ne mâchait pas ses termes quand il parlait des députés de l'opposition, — il était trop évident que les antiques illusions que nourrissaient certains catholiques sur la Cour de Vienne, ne reposaient sur rien de sérieux.

Le 2 octobre 1905, 40 députés croates de Croatie, de Dalmatie et d'Istrie, réunis à Riéka, votèrent une proposition du maire de Split, M. Troumbitch, où ils se déclaraient prêts à soutenir le parti de l'Indépendance magyare à condition que celui-ci s'engageât à respecter dans ses termes et dans son esprit l'Entente de 1868 et à favoriser le libre développement de la Croatie, au point de vue politique, moral, intellectuel et économique.

La résolution de Riéka marque une date capitale dans l'histoire de la Croatie.

Une génération nouvelle naissait à la vie politique et annonçait son intention de rompre définitivement avec les rancunes surannées qui avaient jusqu'alors voilé l'unité fondamentale de la race et qui avaient permis aux Magyars de maintenir leur hégémonie oppressive. Quelques semaines après, la résolution de Riéka était ratifiée par les députés serbes réunis à Zadar qui déclaraient « que Croates et Serbes ne sont qu'une nation par le sang et par la langue » et s'engageaient à poursuivre une politique commune. Les efforts maladroits du baron Paul Rauch, le nouveau Ban, qui avait hérité de son père les traditions du plus pur despotisme, mais qui n'avait

ni la même adresse, ni le même doigté, se heurtèrent aux sentiments profonds du peuple, et, aux élections de 1906, la coalition serbo-croate remporta un éclatant triomphe, d'autant plus significatif que la loi électorale était plus étroite et qu'elle favorisait les Magyars de la façon la plus scandaleuse.

Il est important de constater qu'à l'origine la coalition serbo-croate n'avait aucune tendance séparatiste et que MM. Soupilo et Troumbitch étaient des sujets loyaux de François-Joseph. Les citoyens de Genève ou de Lausanne ne cessent pas d'être des Suisses excellents parce qu'ils entendent conserver leur langue et maintenir leurs relations intellectuelles avec la France. Le cabinet de Belgrade, de son côté, n'avait pas la moindre pensée de propagande anti-autrichienne, et ses ambitions, s'il en avait, étaient exclusivement dirigées du côté du sud, vers la Vieille Serbie et la Macédoine, où il avait assez à faire à lutter contre les Albanais et les Bulgares.

Un moment effrayé par les paroles tumultueuses et les gestes déclamatoires du parti de l'Indépendance magyare, François-Joseph cependant avait fini par se rendre compte qu'on le désarmerait facilement avec quelques portefeuilles, et, dès qu'ils avaient cru possible de saisir le pouvoir, les intransigeants de Budapest s'étaient hâtés d'ajourner leurs revendications.

Le nouveau ministère hongrois (1906) traînait après lui comme une lourde chaîne ses déclarations radicales et il était en particulier gêné par ses solennelles promesses d'une réforme électorale qui, loyalement essayée, aurait aussitôt accru dans une énorme proportion le nombre des députés non magyars et aurait nécessairement impliqué l'abandon du régime adopté depuis 1867. Pour détourner l'attention, il s'appliqua à exalter les passions chau-

vines et il fit voter une série de lois qui avaient pour objet de rendre plus intense et plus rapide la magyarisation. François Kossuth avait applaudi avec enthousiasme à la résolution de Riéka : « Nous saluons nos frères, Croates et Dalmates, et nous leur rappelons que nous avons toujours partagé avec eux les droits que nous avons conquis pour nous-mêmes.... Nous vous attendons, pleins d'amour et d'espoir. » — Dix-huit mois plus tard il présentait au Parlement de Budapest une loi qui faisait du magyar la langue de l'administration des chemins de fer, ce qui était une violation flagrante du Compromis de 1868. Les Croates stupéfaits protestèrent avec indignation et ils réussirent par leur obstruction à paralyser pendant plusieurs semaines les travaux de la Chambre. François Kossuth, au mépris de tous les usages parlementaires, demanda à la majorité de l'autoriser à appliquer par ordonnance le règlement du service des employés de chemins de fer jusqu'au vote de la loi (3 juillet 1907). Les députés de Zagreb quittèrent le Parlement, pour protester contre un vote qui violait à la fois la constitution hongroise et les droits les plus évidents du royaume triunitaire.

Repoussés à Vienne, bafoués à Budapest, les Serbo-Croates étaient placés dans l'alternative de plier humblement l'échine sous la tyrannie austro-hongroise ou de chercher de nouveaux alliés. La politique du cabinet radical de Belgrade et la fermeté qu'il montrait dans l'affaire du traité de commerce avaient rapidement relevé son prestige et lui avaient rendu les sympathies que lui avait aliénées l'incohérence ou les coups d'état des Obrénovitch. Un rapprochement se serait nécessairement produit entre Zagreb et Belgrade, du moment où, dans les deux pays, la direction était passée aux groupes nationaux. Il fut hâté par les procédés du chancelier d'Aehrenthal, qui exaspéra

les Serbes en montrant clairement que l'Autriche poursuivait la suppression de leur indépendance et que, pour l'anéantir, elle était résolue à ne pas reculer devant les procédés les plus odieux. Les scandaleux procès de Tsétinié (25 mars-27 juin 1908), de Zagreb (août 1908-oct. 1909), et de Vienne (déc. 1909), qui mirent en pleine lumière les intentions et les habitudes des Habsbourgs et qui sont comme un essai avorté du plan réalisé par les comtes Berchtold et Tisza en 1914, dressèrent en face les deux adversaires. Le duel décisif s'ouvrait entre les Slaves et les Allemands, servis par les folles passions des Magyars.

CHAPITRE VII

LES FAUX DE D'AEHRENTHAL

Le comte Goluchowski. — Le Chancelier d'Aehrenthal. — Le Tsar Nicolas II. — Le complot contre la Serbie : les bombes de Tsétinié. Le mouchard Nastitch. — Le procès de Zagreb; le président Tarabocchia. — Les dénonciations de Monsieur le Professeur Friedjung. — Masaryk contre d'Aehrenthal.

Le comte Goluchowski, qui dirigeait la politique autrichienne depuis 1895, s'il n'était certainement pas un homme de génie, avait du sens et une probité naturelle. Polonais de naissance et sincèrement attaché à sa nationalité, il n'avait pour l'Allemagne qu'un goût modéré et il s'appliquait à maintenir ses ambitions et à contenir ses impatiences. Conservateur d'instinct et de tradition, il savait que la monarchie dualiste est un organisme fragile, et il jugeait imprudent de la pousser à des entreprises qui, de quelque manière qu'elles tournassent, seraient nécessairement funestes à la dynastie, puisqu'en cas de succès elles l'asserviraient plus étroitement aux Hohenzollern.

Sa belle humeur naturelle, sa franchise souriante, ses manières en dehors formaient un contraste frappant avec le mysticisme mégalomane de Berlin. Guillaume II se débarrassa de lui en lui assénant son télégramme fameux où il le félicitait du rôle de « brillant second » qu'il avait joué à Algésiras.

Quelques mois après, Goluchowski se retirait et était remplacé par le baron d'Aehrenthal.

Le baron Léopold Léxa d'Aehrenthal était né à Hruba Skala en Bohême en 1856. Ambassadeur à Pétersbourg depuis 1899, il y avait affiché des sympathies russes qui n'avaient trompé que les observateurs superficiels; il avait en réalité adroitement servi les manœuvres germaniques qui avaient conduit Nicolas II à la guerre japonaise. Élève de l'ancien chancelier Kalnoky, il en partageait les tendances cléricales et les préjugés réactionnaires. Son idéal semble avoir été de reprendre la politique de Metternich qui, vers 1820, en exploitant la poltronnerie de Frédéric-Guillaume III en face des menées de quelques étudiants, avait réussi à faire de la Prusse l'instrument passif des prétentions viennoises. Seulement, cette fois, c'était le Tsar qu'il s'agissait d'écarter des mauvaises fréquentations auxquelles il s'était laissé entraîner. D'Aehrenthal détestait la France et méprisait l'Angleterre; il ne croyait pas qu'elles osassent s'opposer sérieusement à ses projets, maintenant que la Russie était pour quelque temps hors de combat. Le moment lui paraissait donc favorable pour adopter une politique plus active et pour prendre un rôle prépondérant dans la Triplice. Infatué de son génie, convaincu que le succès justifie tout, il avait toujours vécu dans un cercle étroit, fermé aux idées modernes, et il faisait fi des forces populaires et des exigences de la conscience contemporaine. Les circonstances le servirent d'abord.

L'archiduc héritier François-Ferdinand, qui exerçait sur les affaires une action toujours plus sensible, était visiblement las de la situation subordonnée et dépendante à laquelle l'Autriche avait été réduite par l'Allemagne, et il comptait sur des succès extérieurs pour renforcer l'autorité de la couronne et faciliter

les remaniements constitutionnels qu'il méditait. Le parti militaire avait besoin d'un prétexte pour obtenir les crédits que lui marchandaient les Chambres et pour mettre fin une fois pour toutes aux tentatives du Parlement hongrois contre l'unité de l'armée. Le ministère magyar désirait une diversion qui lui permît d'enterrer la réforme électorale. Les Allemands de la Cisleithanie, qui ne se maintenaient au pouvoir que par des expédients, savaient que les Tchèques s'opposeraient à une politique anti-slave et qu'ils irriteraient ainsi la cour et se fermeraient pour longtemps le ministère.

Le baron d'Aehrenthal partit en guerre en janvier 1908 et annonça bruyamment aux Délégations son désir d'obtenir de la Turquie la construction d'un chemin de fer qui, par le sandjak de Novi Pazar, rattacherait à Salonique la ligne de Bosnie. Le projet, mal étudié, n'avait pas en lui-même grande portée; il n'en provoqua pas moins un immense tapage diplomatique, parce qu'on y vit, avec raison, l'indication que l'Autriche entendait abandonner la politique d'attente qu'elle avait adoptée depuis vingt ans et dénoncer le contrat d'abstention et de réserve qu'elle avait signé avec la Russie depuis 1897.

Personne ne conteste que le Tsar Nicolas II, que la fatalité a condamné à soutenir deux des guerres les plus terribles qu'ait jamais enregistrées l'histoire, ne soit animé des dispositions les plus sincèrement pacifiques. Comme Edouard VII, dont venaient de le rapprocher des tendances communes et des aspirations analogues (1907), il ne préparait ni ne désirait de nouvelles conquêtes et il pensait que le rôle de la Russie devait se borner à favoriser autour d'elle le développement des peuples que liaient à elle les souvenirs, l'origine et la foi. Il s'était réconcilié avec Ferdinand de Bulgarie et il suivait avec une paisible

satisfaction le relèvement de la Serbie. Son ambition se bornait à établir dans les Balkans un régime tolérable, de manière à éloigner les causes de conflits. Ce programme, prudent jusqu'à la timidité, que Goluchowski avait loyalement appliqué, d'Aehrenthal le déchirait d'un geste brutal et ouvrait ainsi la porte aux complications qui ont abouti à la catastrophe actuelle. On en eut aussitôt le pressentiment, et il fut bientôt confirmé par l'annexion de la Bosnie à l'Autriche (6 octobre 1908).

Cette annexion n'avait aucun sens en elle-même et elle serait absolument incompréhensible si elle n'avait été déterminée par la pensée de pousser la Serbie à quelque imprudence, qui permettrait à l'Autriche d'envahir son territoire et d'abolir son indépendance. L'état-major avait constaté depuis quelque temps que le Sandjak était une médiocre voie de pénétration vers la mer Égée; resserrée entre la Tcherna Gora et l'Albanie à l'ouest, la Serbie à l'est, aboutissant aux chemins de fer bosniaques, à voie étroite, la ligne dont en janvier 1908 le Chancelier avait sollicité bruyamment la concession serait dangereuse au point de vue militaire, peu fructueuse au point de vue économique. La véritable sortie vers l'Égée et Salonique, passait par Belgrade et Nich. Après quelques hésitations, l'Autriche revenait à son désir fondamental : la Serbie est une gêne intolérable, supprimons-la.

Si domestiquée que fût l'Europe et quelque mépris que d'Aehrenthal affichât pour le droit des gens et les traités, il avait besoin d'un prétexte d'agression. Le plus simple était d'imputer à la Serbie ses propres pensées et de l'accuser de menacer l'intégrité de la monarchie dualiste. En 1850, le prince de Schwarzenberg parlait, dit-on, d'avilir la Prusse pour la démolir ensuite. Le nouveau Chancelier prenait volontiers

pour modèles les grands réactionnaires du commencement du règne.

Nous ne savons pas bien quel a été le rôle de l'Autriche dans la révolution de Belgrade en 1903 et surtout nous ne démêlons pas nettement les mobiles de sa conduite. Il est établi que le Ballplatz connaissait la conjuration, qu'il n'avait en rien essayé de l'arrêter et qu'au lendemain de l'assassinat d'Alexandre, l'organe officiel de la Chancellerie, le Fremdenblatt, parlait du meurtre avec un cynisme tel qu'il provoqua un scandale universel. M. de Kallay, gouverneur de la Bosnie et un des principaux meneurs de la politique orientale à Vienne, exprimait à M. Steed, le correspondant du *Times*, sa satisfaction de l'avènement du roi Pierre : — il était vieux, et d'ailleurs les Karageorgévitch n'ont jamais aimé à avoir des difficultés, soit avec l'Autriche, soit avec la Turquie.

Quelle que soit la vérité, au moins fort contestable, de cet axiome historique, l'espoir de l'Autriche avait été cruellement déçu, et, dès qu'elle s'aperçut que le roi Pierre soutiendrait les radicaux dans une politique d'indépendance, une campagne de calomnies s'ouvrit. Dès 1905, le ministère des Affaires étrangères ordonnait au Ban de Croatie de surveiller secrètement un certain nombre de députés et de publicistes qu'il soupçonnait d'être en relations avec un comité bosniaque d'insurrection, dirigé par le professeur Tsvijitch, le géographe bien connu. — Les professeurs sont d'habitude d'assez médiocres conspirateurs; M. Tsvijitch, aimable, ouvert, de sens rassis et d'habitudes méthodiques, était un singulier chef de bande! Mais le Ballplatz se souciait assez peu de vraisemblance.

Au mois d'octobre 1907, un certain Raitsovitch arrivait à Tsétinié, en compagnie de quelques bombes,

et allait dénoncer à la préfecture de police un complot ourdi à Belgrade. Dans le procès qui suivit cette révélation fantasque, un aventurier de bas étage, Nastitch, qui se donnait pour journaliste et que l'on rencontrait souvent chez le chef de section de l'Intérieur à Sarajévo, raconta que les conjurés s'étaient proposé de faire sauter le palais du prince Nicolas; la conspiration avait été préparée avec la complicité du roi Pierre, gendre de Nicolas. Attention délicate, le prince Georges, le fils du roi, avait choisi pour la date de l'explosion, le moment où sa sœur, Hélène, la seule fille de Pierre, se trouvait au palais, près de sa grand'mère, la princesse Miléna, qu'elle était venue soigner.

L'accusation était absurde et le but en était trop évident. Les relations de Nicolas et de Pierre étaient assez mauvaises; il s'agissait de les aigrir encore, de manière à rendre toute réconciliation impossible entre les deux princes serbes indépendants. Nicolas Ier est un souverain remarquable à plus d'un point de vue, et son peuple lui doit une incontestable reconnaissance; soldat intrépide, administrateur attentif et habile, son patriotisme slave est ardent et il l'a traduit avec une poétique chaleur dans son *Impératrice des Balkans* qui est une des œuvres les plus connues de la littérature serbe contemporaine. Très fier, — et même un peu vain, — des services qu'il avait rendus à la cause serbe, il eût trouvé équitable d'en être récompensé par la réunion sur sa tête des couronnes de Tsétinié et de Belgrade. Il avait soixante-six ans et, si sa vigueur physique demeurait intacte, il subissait les atteintes de l'âge qui, comme toujours, se marquaient par l'accentuation de ses défauts. Ses ambitions étaient plus opiniâtres que mesurées et il n'était pas toujours maître de ses passions.

Après avoir jugé nécessaire à ses projets de donner une constitution à son pays, il s'étonnait que les députés se prissent au sérieux, et il s'irritait que la nouvelle diète se permît de juger le souverain qui l'avait créée. Il avait civilisé son peuple, sans cesser lui-même d'être un Tchernagorien de vieille roche, emporté, violent comme ses ancêtres, fort indifférent aux procédés et aux habitudes de la justice européenne. L'événement a prouvé depuis que ses rancunes particulières s'effaçaient quand l'intérêt commun de la race était en jeu : pour le moment du moins, grâce à Nastitch et à la police de Sarajévo, la rupture était complète entre les deux États voisins, et une vague suspicion pesait sur les Karageorgévitch. Quelques publicistes sérieux dénonçaient bien et flétrissaient la manœuvre du cabinet autrichien. Mais combien de gens lisent les articles de critique documentée! La foule se contente d'une vague appréciation : — Il n'y a pas de fumée sans feu! — Le meurtre d'Alexandre et de Draga en 1903; maintenant, le gendre qui veut tuer son beau-père, le frère qui essaye de faire sauter le palais où réside sa sœur! Corruption et barbarie!

Au mois de janvier 1908, c'est-à-dire au moment même où la Chancellerie austro-hongroise dévoile ses projets orientaux, les journaux officieux de Budapest, de Vienne, et de Zagreb commencent à dénoncer les manœuvres de la Serbie qui, d'accord avec l'opposition croate, mine l'existence de l'Autriche. Les députés, ainsi accusés de haute trahison, protestent et somment leur dénonciateur, le baron Rauch, de prouver ses accusations. Le Ban répond qu'il maintient ses affirmations « et qu'il se refuse à toute autre polémique avec ses adversaires » (avril 1908). Le *Pester Lloyd* lance une série d'articles où il invite le gouvernement à « briser enfin le filet que la propa-

gande yougo-slave cherche à étendre sur toute l'Autriche du sud et du sud-est et à écraser la tête de l'hydre panserbe ». Il publie « le Programme du couronnement », que M. Pachitch a soumis au roi Pierre en 1904 et qui, affirme-t-il, sert depuis lors de guide à la politique du cabinet : l'article dernier vise l'intronisation de Pierre Karageorgévitch comme « roi de toute la Serbie ».

Comme les détails sont nécessaires pour donner une apparence de probabilité à ces inventions bizarres, on entasse les faits précis : M. Spalaïkovitch, directeur au ministère des Affaires étrangères, préside un comité de propagande qui machine l'insurrection de la Bosnie et de la Croatie; le gouvernement de Belgrade a acheté des journaux croates, français, russes et anglais, etc.... Bien entendu, toutes ces prétendues révélations ne reposent absolument sur rien. Que les radicaux serbes suivissent avec attention les événements de Zagreb et de Sarajévo, c'est certain, et il n'est pas douteux que quelques enthousiastes caressaient avec complaisance des rêves magnifiques. Ils ne trouvaient aucun encouragement dans les ministres qui connaissaient les forces du Royaume et qui n'avaient pas d'illusions sur les véritables intentions de la coalition croato-serbe. Le mouvement panserbe était infiniment moins réel et moins dangereux que l'agitation pangermaniste à laquelle les ministres de Vienne assistaient avec une souriante indifférence.

On n'en arrête pas moins, au mois de juillet 1908, quelques ouvriers et une vieille femme, coupables, disait-on, d'avoir ourdi une insurrection. Il se trouvait que les Serbes, par une maladresse singulière, avaient choisi pour leur propagande les points où dominaient les catholiques les plus intransigeants et où par conséquent leur succès était absolument

invraisemblable ! En réalité, il s'agissait de préparer l'opinion à des mesures extrêmes. Le baron d'Aehrenthal et ses complices se ménageaient un prétexte, d'une part, pour attaquer la Serbie et, de l'autre, pour proclamer l'état de siège en Croatie. Ils auraient ainsi le moyen de décimer les Slaves de la monarchie et d'étouffer dans les supplices l'opposition qu'ils redoutaient à l'intérieur.

A la fin du mois de juillet, l'espion Georges Nastitch, dont l'Autriche avait déjà utilisé les services à Tsétinié, publie son célèbre pamphlet : *Finale*. Il y dénonçait la propagande terroriste et révolutionnaire qui était dirigée par une société de Belgrade, le Slovenski Youg (le Sud Slave), que protégeaient le roi et son fils, et dont il citait les statuts. Nastitch, de l'aveu de ceux qui se servirent des pseudo-documents qu'il apportait pour couvrir leurs ignobles intrigues, était un homme qu'on ne pouvait toucher qu'avec des gants, ou mieux avec des pincettes. Son rôle comme agent provocateur était notoire; il avait volé des lorgnettes au théâtre de Vienne. Les pièces qu'il produisait fourmillaient d'invraisemblances grossières et de contradiction évidentes. On se demande ainsi par quelle absurdité le roi Pierre protégeait une société qui, d'après les statuts communiqués par Nastitch, poursuivait l'établissement d'une république yougo-slave !

Il est impossible d'admettre qu'à Vienne ou à Zagreb quelqu'un ait pris un seul instant au sérieux ces dénonciations saugrenues, et nous savons d'ailleurs que Nastitch était en relations étroites avec l'état-major autrichien et la police bosniaque, de sorte que d'Aehrenthal connaissait à fond le personnage. Un seul point nous étonne, c'est l'extraordinaire incurie de la police et de la Chancellerie autrichienne qui auraient facilement pu essayer au moins de donner

à leurs accusations une apparence de vraisemblance. Elles spéculaient évidemment sur l'ignorance et la paresse des journalistes occidentaux qui ne lisent guère les documents serbes ou magyars, et elles comptaient sur une prompte rupture avec la Serbie qui leur permettrait de terminer rapidement l'affaire, avant qu'il fût possible de l'examiner. Comme le remarque M. Steed, si la Serbie n'eût pas brusquement cédé au mois de mars 1909, l'Autriche aurait envahi le royaume; on aurait exécuté en vertu de la loi martiale, les pauvres diables que les faux accusaient de trahison, et il n'y aurait plus eu la moindre chance de percer à jour les procédés du Chancelier. « *Il diavolo fa le pentole*, ajoute M. Steed, *ma non i coperti;* le diable fait les casseroles, il oublie d'y adapter les couvercles. » D'Aehrenthal d'ailleurs, avait un mépris de grand seigneur pour la morale courante et il répétait volontiers « que les faits accomplis sont les preuves les plus concluantes ».

Son système fut déjoué par la courageuse pénétration d'un professeur de Prague, M. Masaryk, qui, à la différence de ses collègues d'Allemagne, croyait encore que la morale est une des branches de la philosophie et qui n'admettait pas que l'on fît litière des plus nobles et des plus précieuses garanties que l'humanité a lentement conquises dans sa lutte contre la barbarie. Il fut secondé dans son œuvre par deux grands journalistes anglais, M. Steed, le correspondant du *Times* à Vienne, et M. Seton-Watson, qui s'était donné pour tâche de dénoncer à l'Europe les crimes magyars et dont les livres, admirables de précision et de méthode, ont ébranlé l'empire austro-hongrois. Ils furent soutenus en France par le *Journal des Débats*, où Gaulis leur prêta l'appui de son talent et de son autorité. Grâce à eux, l'opinion publique, d'abord indifférente,

s'éveilla, et la Chancellerie viennoise, en présence du scandale universel, commença à pressentir l'imprudence qu'elle avait commise. Comme il arrive toujours en pareil cas, elle essaya de sauver la face, s'entêta dans son erreur et se compromit toujours davantage.

Le procès de Zagreb a eu pour les relations entre l'Autriche et le Royaume voisin une importance analogue à celle des événements de Saverne pour les relations entre la France et l'Allemagne. Il a exaspéré les plus pacifiques des Serbes, convaincu les plus conciliants qu'ils n'avaient à attendre de Vienne ni justice, ni merci, et réveillé des haines irréconciliables. D'un ennemi qui ne reculait pas devant de semblables pratiques, il fallait s'attendre à tout, et, quelque méritée que fût l'humiliation que lui avait value la découverte de ses fourberies, il était humain qu'il cherchât à s'en venger.

Sans autre indice que le pamphlet de Nastitch, on avait commencé les arrestations en Croatie et, en janvier 1909, 53 personnes étaient en prison. Pendant de longues semaines, des mois entiers, ils furent soumis aux traitements les plus rigoureux, confondus pêle-mêle avec les prisonniers de droit commun, complètement séparés de leurs familles; il fallut qu'ils menaçassent de se laisser mourir de faim pour obtenir la faveur d'être interrogés.

En dehors des pièces fournies par Nastitch, qui demeura le principal témoin, M. Accurti, le procureur général, s'était contenté de copier mot à mot un rapport qui lui avait été fourni par un des adversaires politiques des prévenus. Il avait établi tout son plan sur une sorte de jeu de mots, en affectant de donner un sens politique au mot « serbe », dont se servaient les accusés dans un sens ethnique. Supposez un Suisse de Berne et de Zürich jeté en

prison parce qu'il se dit allemand, ou un préfet de Rennes accusé de haute trahison parce que dans un discours il s'est adressé aux Bretons. M. Accurti avait, semble-t-il, oublié que le mot serbe est un terme officiel, qui revient dans une foule d'actes publics autrichiens et que l'empereur François-Joseph emploie couramment dans ses ordonnances. D'autres prévenus sont accusés d'avoir eu dans leur maison le portrait du roi Pierre ou d'avoir déclaré que la Sainte-Vierge était une Serbe. — Un autre avait chez lui une petite quantité de dynamite. — Mais c'était pour mon industrie, avec une permission régulière de l'autorité! — Peu importe, c'est un indice grave. — Indice, phénomène, symptôme, à chaque pas reviennent dans le procès, ces termes vagues qui dissimulent mal l'inanité des charges.

Le président du tribunal, M. Tarabocchia, était un ivrogne de profession, qui courait les cabarets de nuit et dont l'inconduite était la risée de la population. On l'avait choisi parce qu'on était sûr de son zèle. Il insultait les accusés et, sous les prétextes les plus frivoles, les excluait des débats, les condamnait au cachot et au jeûne. Il interdisait aux avocats de poser les questions les plus nécessaires, leur refusait la parole, leur infligeait des amendes, s'ils se permettaient de maintenir leurs réclamations.

Pendant l'instruction qui avait duré cinq mois, aucun des témoins à décharge n'avait été appelé; devant le Tribunal, les neuf dixièmes des personnes citées par la défense ne furent pas interrogées. — Un témoin proteste contre les paroles que lui a prêtées le juge d'instruction; M. Tarabocchia ordonne son arrestation immédiate : il sera poursuivi pour faux serment; « cela servira de leçon aux suivants ». — Un autre s'inscrit de même en faux contre le procès-verbal qu'on lui a fait signer; il aurait dit qu'il avait

lu dans une maison l'inscription : Vive Pierre Karageorgévitch! — Il ne sait pas lire. Il n'en est pas moins poursuivi pour faux serment et condamné à dix mois de prison. — Un témoin affirme avoir vu dans la maison d'un prévenu un portrait du roi de Serbie. — C'était bien le roi? — Parfaitement, Pierre Yourisitch! — Même accusation contre un autre inculpé, qui tient un cabaret. — Vérification faite, il s'agit du roi Gambrinus. — Vous détestez les Croates, dit un juge au docteur Djouritch, et la preuve, c'est que vous ne portez pas de cravate. — Le docteur hausse les épaules. — Le procureur général : Il n'y a pas de quoi rire. Il est prouvé que, pendant que vous faisiez vos études, vous ne portiez pas de cravate par haine pour le peuple croate. — Mais, objecte un des accusés : il y a là aussi un témoin qui n'a pas de cravate. — Taisez-vous, ou prenez garde à vous.

Les débats durèrent cinq mois. Le 5 octobre 1909, 31 accusés furent condamnés à des peines qui variaient de douze à cinq ans d'emprisonnement. C'était peu pour des crimes de lèse-majesté et de haute trahison; c'était beaucoup pour des gens dont le crime consistait à n'avoir pas porté de cravate il y avait une vingtaine d'années, ou à avoir dans leur arrière-boutique le portrait de Gambrinus.

Les journaux allemands et magyars faisaient naturellement le silence le plus complet sur les habitudes vraiment originales de MM. Tarabocchia, Accurti et compagnie [1]. En revanche, ils multipliaient leurs

1. A titre d'exemple de la probité scientifique de l'Allemagne, je citerai le *Schulthess' europæischer Geschichtskalender*, qui a la prétention d'être un recueil impartial de textes et de documents. On y trouve une ligne sur le procès de Zagreb : « Commencement des débats du procès de trahison panserbe. L'instruction a cité 250 témoins. » Et c'est tout.

attaques contre les Serbes, les Serbes perfides, les Serbes infatués, les Serbes provocateurs de crimes, qui, à ce qu'affirmait la *Neue Freie Presse*, répandaient à pleines mains l'argent à Lioubliana et à Prague.

Le 24 mars 1909, c'est-à-dire au moment où la crise austro-serbe était le plus aiguë, un historien, fort connu en Allemagne et qui ne dédaignait pas les petits profits que lui rapportaient ses accointances avec le Ministère, publiait un article retentissant où il accusait les députés serbes de Croatie de servir les ambitions de Belgrade et d'être à la solde du roi Pierre [1]. Les députés ainsi attaqués lui intentèrent un procès en diffamation qui s'ouvrit à Vienne au mois de décembre 1909.

En dehors des révélations de Nastitch, Friedjung avait fait état d'un certain nombre de procès-verbaux et de livres de caisses du prétendu club révolutionnaire, le *Sud Slave*, ainsi que de divers documents volés, à ce qu'il affirmait, dans les archives du minis-

1. Preuve curieuse de l'influence de la presse viennoise, beaucoup de journaux et de livres en France n'en continuèrent pas moins de parler de M. Friedjung, comme « d'un homme de grand talent,.... dont l'honorabilité ne pouvait être mise en doute ».

Or, il suffit d'un examen superficiel pour s'apercevoir aussitôt que les pièces sur lesquelles il établit sa dénonciation sont grossièrement falsifiées. Ou M. Friedjung n'a pas étudié les documents, et alors que signifient les paroles hautaines où il se targue de sa conscience d'historien? — Ou bien il s'en est servi, en en connaissant le véritable caractère, et, comme d'Aehrenthal, avec l'espoir que la guerre emporterait tout. Niais ou faussaire, il n'y a pas d'autre alternative. Le jour même de la publication de l'article de la *Neue Freie Presse*, d'Aehrenthal apprenait que la Russie renonçait à soutenir la Serbie. Comme il était certain dès lors que la Serbie s'inclinerait, la guerre qu'il recherchait lui échappait et il n'avait plus aucune raison de laisser publier des textes que plus que personne il savait compromettants. Il essaya en effet d'arrêter l'article, mais il était trop tard et le scandale ne put pas être étouffé.

tère des Affaires étrangères de Belgrade, et communiqués par un certain Vasitch. Les débats démontrèrent que ces pièces avaient été purement et simplement fabriquées par les agents provocateurs du Ballplatz.

M. Markovitch, professeur de droit criminel à l'Université de Belgrade, qui était dénoncé comme le chef du mouvement révolutionnaire, — étrange idée pour un club terroriste, d'aller choisir comme président un professeur de droit criminel! — prouva que le *Sud Slave* était un cercle d'études et qu'il n'avait jamais reçu aucun subside du gouvernement; il avait seulement obtenu pendant quelque temps une subvention de 400 francs par mois de la municipalité de Belgrade. Ce n'est pas excessif pour démembrer l'Autriche et pour soudoyer la presse européenne! Le 3 novembre, jour où, d'après le document, Markovitch aurait présidé une séance du club, il était à Berlin, ainsi que le démontrait le visa de son passeport par la police allemande.

M. Spalaïkovitch, qui, d'après Friedjung, était, au ministère de Belgrade, le principal metteur en scène de la conspiration, établit que le rapport confidentiel qu'on lui attribuait n'était pas de son écriture, qu'il contenait des expressions qui n'étaient pas serbes et qui étaient des traductions visibles de l'allemand ou du polonais; le rapport parlait *du vote prochain d'un emprunt* qui en réalité avait été conclu et voté par la Skoupchtina une année auparavant, et il indiquait une somme inexacte. Or, M. Spalaïkovitch avait été mêlé de très près à la négociation de cet emprunt : comment en aurait-il ignoré les conditions essentielles? — Il y a des faux qui sont adroitement fabriqués, conclut le témoin, et il y en a de stupides et de ridicules. Ceux dont nous nous occupons n'appartiennent pas à la première catégorie. — Personne, ni

dans l'auditoire, ni même parmi les juges, triés sur le volet et venus à l'audience avec l'idée bien arrêtée d'innocenter Friedjung, n'osa démentir M. Spalaïkovitch.

Si le plus léger doute avait pu encore subsister, il aurait été supprimé par une prétendue dépêche du ministre Milovanovitch, écrite d'un ton si étrange et qui renfermait des termes si bizarres : « Prague dorée, le royaume frère de Bohême », qu'à la première lecture, le diplomate le plus naïf aurait reconnu le faux.

Friedjung courba la tête, avoua qu'il était impossible de soutenir plus longtemps l'authenticité des pièces, s'excusa en disant qu'il avait voulu servir son pays. Ses collègues germaniques ne lui ont pas tenu rigueur; il est beau de se tromper et même de tromper les autres pour une si noble cause! *Ad majorem Dei gloriam!*

Ces documents, écrivait Ch. Kraus, le plus brillant journaliste de Vienne, devaient prouver à l'Europe que nous avions été forcés de recourir aux armes par l'entente perfide de la Serbie avec certains éléments suspects de notre monarchie. Il se trouve cependant que ce sont des faux qui auraient pu à la rigueur tromper un collégien innocent. Celui qui sort condamné du tribunal, c'est l'homme d'État qui se prétend la victime d'un faussaire d'opérette.

Entre temps, pour récompense de ses loyaux services, le baron d'Aehrenthal avait reçu le titre de comte. J'espère pour ses descendants que son diplôme n'a pas été rédigé par Vasitch ou par le comte Forgach.

Masaryk démontra en effet que les pièces n'avaient pas été volées par Vasitch, mais qu'elles avaient été fabriquées par le secrétaire de l'ambassade, M. Svientochowski, avec la connivence évidente de l'ambassadeur, le comte Forgach. Entre autres preuves,

Masaryk produisit la photographie d'un prétendu télégramme qui avait été envoyé, disait-on, par le chef d'une bande serbe à M. Markovitch, le président du Sud-Slave. Or, ce télégramme, qui portait le timbre plus ou moins bien imité de la poste, était écrit, non pas sur le papier dont se sert l'administration pour remettre les dépêches au destinataire, mais sur celui qui est à la disposition du public dans les bureaux de poste !

D'Aehrenthal, qui avait d'abord essayé d'échapper par des phrases vagues et amphibologiques aux questions précises du député tchèque, n'essaya même pas de réfuter les arguments décisifs de son adversaire. Comparé aux faussaires de l'ambassade, avait dit M. Masaryk, Vasitch est un homme d'honneur. Le comte Forgach, qui se jugeait médiocrement défendu par son chef et qui répétait à qui voulait l'entendre qu'il n'avait pas fait la dixième partie de ce qu'on lui avait demandé, reçut en dédommagement de ses déboires le titre de conseiller privé. On l'envoya à Dresde, d'où il revint bientôt au Ministère. Il s'y trouvait au mois de juillet 1914, et il a pu mettre son expérience au service du comte Berchtold.

Pour juger la moralité et l'intelligence de la Cour de Vienne, il suffit de rappeler que personne ne parut y comprendre la portée de l'événement et le déshonneur que jetaient sur la monarchie et la maison des Habsbourgs ces ignobles pratiques. D'Aehrenthal conserva ses fonctions et la confiance du magnanime François-Joseph. Il avait manqué son coup : il le reprendrait. Du moins, avait-il réussi à rattacher définitivement à la couronne la Bosnie et l'Herzégovine. Cela suffisait au cœur du vieux souverain.

CHAPITRE VIII

LA BOSNIE ET L'HERZÉGOVINE

L'article 25 du traité de Berlin. — L'Autriche dénonce l'entente avec la Russie. — La Bosnie depuis 1878 : persécutions des Orthodoxes; les églises et les écoles serbes. — La question rurale; l'immigration allemande. — La crise austro-serbe; capitulation de la Russie. — Conséquences de la politique de d'Aehrenthal.

En 1876, à la veille de la guerre avec la Turquie, le tsar Alexandre II poursuivait une entente avec l'Autriche et l'Allemagne. Le résultat de ses négociations avec Bismarck et Andrassy n'avait pas été heureux, parce qu'il avait été mal servi par ses diplomates, dont quelques-uns étaient des Austrophiles impénitents, et parce que, entraîné par les événements plus qu'il ne les dirigeait, il ne savait pas clairement lui-même ce qu'il voulait.

Pour obtenir la neutralité indécise et flottante de l'Autriche, le chancelier Gortchakov, à l'entrevue de Reichstadt (juillet 76), lui avait abandonné l'ouest de la péninsule balkanique et avait admis en principe qu'elle occupât la Bosnie et l'Herzégovine, sans fixer nettement l'étendue de ses concessions. Ses finasseries avaient ouvert la voie à de nouvelles prétentions de la cour de Vienne, en même temps qu'elles donnaient à la politique de Pétersbourg une apparence

de duplicité et faisaient le jeu de ses adversaires. Après le traité de San Stéfano (1878), le comte Andrassy avait ainsi aisément obtenu de l'Angleterre son concours absolu et, avant même la réunion du congrès de Berlin, il était entendu que les deux provinces serbes reviendraient à l'Autriche.

Les plénipotentiaires turcs, bien qu'ils fussent habitués aux procédés de l'Europe à leur égard, trouvèrent que leurs protecteurs leur faisaient payer cher une amitié dont ils n'avaient guère aperçu l'efficace et ils rappelèrent que le Coran interdisait au Sultan d'abandonner un territoire qu'il n'avait pas perdu par la guerre. Bismarck les rabroua, lord Disraëli les menaça, Andrassy les cajola! — Ils s'obstinèrent. Une guerre avec la Porte aurait singulièrement embarrassé le ministre hongrois; il se résigna à des concessions, reconnut, « sur le désir exprimé par les plénipotentiaires ottomans, que les droits de souveraineté du Sultan dans les provinces de Bosnie et d'Herzégovine ne subiraient aucune atteinte et que l'occupation serait considérée comme provisoire » (13 juillet 1878). L'article 25 du traité de Berlin, en déclarant que les » provinces de Bosnie et d'Herzégovine seraient occupées et administrées par l'Autriche », ajoutait que, comme « elle ne désirait pas se charger de l'administration du Sandjak de Novi Pazar, qui s'étend entre la Serbie et le Monténégro dans la direction sud-est jusqu'au delà de Mitrovitsa, l'administration ottomane continuerait d'y fonctionner ». L'Autriche se réservait seulement « le droit d'y tenir garnison et d'y avoir des routes militaires et commerciales ».

François-Joseph désirait vivement transformer en possession définitive et régulière une occupation qui, en droit, demeurait contestable et précaire. L'affaire, examinée à plusieurs reprises, avait tou-

jours été ajournée par la prudence du comte Goluchowski. D'Aehrenthal l'aborda avec sa fougue coutumière. Il avait ses raisons : il établissait ainsi son autorité personnelle près de l'Empereur, redorait le prestige des Habsbourgs un peu défraîchi par leur docilité vis-à-vis de Berlin, détournait les esprits des querelles intestines et relevait le crédit de l'armée; enfin, et ce n'était pas le moindre de ses mobiles, il humiliait les Slaves, à la fois dans la Serbie et dans la Russie; il les punissait des velléités d'indépendance qu'elles avaient montrées, la première, en refusant d'accepter le traité de commerce que lui offrait Vienne; la seconde, en se rapprochant de l'Angleterre et en signant avec Édouard VII l'accord de 1907. Il est probable qu'il s'attendait à une victoire facile. Tant mieux d'ailleurs si des résistances survenaient; l'occasion serait bonne de donner une leçon à la Serbie et, d'une manière ou de l'autre, de la réduire définitivement à l'obédience habsbourgeoise. Sans cette arrière-pensée, on ne s'expliquerait pas la brutalité et la mauvaise foi dont il fit preuve dans ses rapports avec M. Izvolsky, le ministre russe. Même chez un d'Aehrenthal, il y a tels luxes de maladresse qu'il est difficile de prendre pour naturels.

La révolution jeune-turque (juillet 1908), qui remit en vigueur la charte parlementaire de 1876, lui apporta le prétexte nécessaire. Il s'entendit avec Ferdinand de Bulgarie, toujours prêt à chercher son appui en Allemagne, et, dans les premiers jours d'octobre, l'Europe apprit à la fois que la Bulgarie proclamait son indépendance et que l'Autriche annexait purement et simplement les provinces turques qu'elle occupait.

La secousse fut vive et la surprise, désagréable. L'affaire avait été machinée dans le mystère, comme un mauvais coup. Le roi d'Angleterre avait vu, au

milieu d'août, François-Joseph, avec qui il était en confiance, et qui n'avait pas soufflé mot de ses projets. Dans son entrevue avec M. Izvolsky (15 et 16 septembre), en annonçant au ministre russe ses projets « éventuels », le Chancelier autrichien lui avait promis de le prévenir, de manière à lui laisser le temps de préparer l'opinion, et il l'avait ainsi grossièrement trompé.

Il était manifeste qu'il s'était arrangé pour susciter des complications et se ménager le moyen d'achever son triomphe en écrasant les Serbes. Dès ce moment, l'Autriche dessinait le plan qu'elle allait suivre pendant six ans avec plus de persévérance que de succès, rejeter son linceul de plomb sur ses voisins du sud qui faisaient mine de s'émanciper et les forcer de regagner le cercueil dont ils cherchaient péniblement à s'évader.

Les Serbes, plus attachés encore à leur race et à leur langue qu'à leur Royaume, se seraient peut-être résignés à l'annexion, s'il leur avait été permis de supposer que, sous la domination de l'Autriche, il leur serait possible de maintenir leur nationalité et d'épanouir leur génie national. Il y avait eu jadis à Belgrade un parti austrophile qui comptait dans ses rangs de très loyaux patriotes. Ce parti avait fini par s'évanouir, parce que l'expérience des trente dernières années ne laissait malheureusement aucune hésitation sur les procédés des Habsbourgs et les fins qu'ils poursuivaient. En Bosnie et en Herzégovine, disait un des chefs des jeunes-radicaux serbes, Lioubomir Davidovitch, l'Autriche n'a pas apporté la liberté et la civilisation, mais des chaînes et la tyrannie. — Les faits ne prouvaient que trop clairement l'exactitude de ses paroles.

Bismarck, qui n'aimait pas l'Autriche, avouait cependant qu'elle lui avait enseigné l'art de manier

la presse, et il ajoutait modestement que, bien qu'il eût acquis quelque habileté en pareille matière, il n'avait jamais atteint ses professeurs viennois. Le Ballplatz, avec la même maîtrise, se sert des journaux pour flétrir ses adversaires et leur prêter les plus noirs projets ou pour jeter de la poudre aux yeux et exalter ses propres mérites, plus ou moins imaginaires. Depuis plusieurs années, les feuilles accessibles à l'influence de la Chancellerie, au dedans ou au dehors de la monarchie, célébraient à l'envi la merveilleuse transformation accomplie par l'administration impériale dans les provinces arrachées à l'incurie ottomane : elle avait construit des routes, créé un réseau de voies ferrées, élevé dans les villes de grandioses monuments, édifié de magnifiques hôtels. Elle y offrait volontiers une hospitalité somptueuse aux congrès scientifiques et aux journalistes étrangers. Comment n'eût-elle pas obtenu de leur reconnaissance la réclame qu'elle désirait? Tout voyageur occidental qui mettait le pied dans les provinces, était aussitôt chambré par une surveillance dissimulée et gracieuse qui dirigeait ses promenades et le protégeait contre les mauvaises fréquentations.

Les observateurs qui parvenaient, non sans peine, à franchir le cercle magique dans lequel on les enfermait, apercevaient vite les vices de cette prospérité de façade et la misère de ce trompe-l'œil. Les nouveaux monuments publics, remarquaient-ils, imposent par leur grandeur et leur magnificence : colonnes de granit, escaliers de marbres, fresques, dorures ; ce ne sont que festons, ce ne sont qu'astragales. Tout cela coûte fort cher à la population et ne sert pas à grand'chose, si ce n'est à enrichir les architectes officiels.

Le champ de courses à Sarajévo est fort bien aménagé et l'on y distribue aux jeunes officiers des

prix qui complètent agréablement leur solde. Mais les travaux les plus urgents sont ajournés ou systématiquement écartés. L'Adriatique est le débouché naturel de la Bosnie : on a construit en tout et pour tout un chemin de fer à voie étroite, qui aboutit à Metkovits, dans la baie étroite de la Nérétva, où les barques seules peuvent aborder, et l'on remet indéfiniment la ligne de Split (Spalato), qui serait indispensable, afin de ne pas nuire à Riéka, le port confisqué par les Magyars. La Drina forme entre la Bosnie et la Serbie une muraille de Chine, et les relations entre les deux pays voisins, fort actives sous la domination turque, sont complètement arrêtées. La situation est pire encore du côté de la Tcherna Gora, avec qui l'Autriche entretient une guerre commerciale continuelle.

En réalité, à notre époque, la liberté nationale est une condition absolue de la prospérité matérielle. L'administration autrichienne, déjà naturellement soupçonneuse, accueillie avec une visible défiance par l'immense majorité des indigènes, se recrutait exclusivement parmi les étrangers. Ils ne connaissaient pas le pays, n'en parlaient pas la langue ; ceux mêmes qui essayaient d'apprendre le serbe, y réussissaient si mal que leur charabia était un sujet perpétuel de railleries ou de confusions. Les meilleures intentions ne suffisaient pas à protéger leur ignorance contre des erreurs et des excès de zèle qui avaient pour les habitants de funestes conséquences. Pour améliorer le bétail, on importait des animaux que l'on forçait les paysans à payer fort cher ; habitués à une nourriture soignée, ils ne s'acclimataient pas, et l'acheteur, qui souvent avait été obligé d'emprunter, subissait une perte dont il ne se relevait pas toujours. On entreprenait le cadastre ; le travail, fait trop vite par des employés qui n'avaient pas la moindre idée

des habitudes locales, donnait lieu à des contestations universelles et à des plaintes justifiées. On créait une gendarmerie pour assurer l'ordre public; sous prétexte de surveiller les vagabonds, elle pénétrait à toutes les heures dans les maisons particulières, exigeait les passeports avec une rigueur ridicule, gênait les transactions, tenait la population dans une sorte de terreur.

Il n'est jamais agréable de vivre au milieu de l'aversion de ses concitoyens. Très vite, les meilleurs éléments s'éliminaient; restaient les individus qui n'avaient pas réussi ailleurs et qui avaient d'excellentes raisons pour ne pas retourner chez eux, ou bien ceux qui désiraient faire une rapide carrière et qui savaient que leurs chefs fermeraient les yeux sur beaucoup de choses, pourvu que leur zèle antiserbe ne fût pas contestable. Aigris, démoralisés, lâchés en liberté, les fonctionnaires exploitaient de leur mieux la situation, concédaient à des prix dérisoires les exploitations minières, livraient les forêts, l'orgueil et la richesse de ces provinces, à des étrangers qui les dévastaient.

Le gouvernement autrichien, dès son établissement, était parti de ce principe qu'il ne réussirait jamais à rallier, ni les Musulmans, ni les Orthodoxes. Il avait fait la gageure de gouverner contre un million de Serbes et six cent mille Musulmans en s'appuyant sur 200 000 Catholiques. L'empereur avait bien « promis de respecter les lois, les coutumes et les traditions du pays, de garantir à tous les habitants des droits égaux ». La formule est traditionnelle dans la maison des Habsbourgs, et personne n'ignore aussi comment ils l'entendent. François-Joseph, comme ses illustres ancêtres, les Ferdinand II et les Léopold, pense que les promesses n'engagent pas vis-à-vis des hérétiques. Catholique et allemand,

il met sa gloire à étendre la fortune de la Germanie et de Rome.

Les témoignages de plusieurs voyageurs français, tchèques ou polonais, qui, au moment où ils écrivaient, n'avaient évidemment aucune raison d'hostilité contre l'Autriche, pourraient cependant être récusés, s'ils n'étaient largement confirmés par les trois mémoires officiels qui furent présentés à l'Empereur par les Serbes de Bosnie en 1896, en 1897 et en 1900. Il est bien évident que ces pétitions, qui dénonçaient les abus administratifs, avaient été rédigées avec la critique la plus attentive, parce qu'il s'agissait de ne pas laisser aux employés que l'on accusait l'occasion d'un facile triomphe. Ce qui ressort de ces Mémoires, c'est la poursuite d'un plan de longue haleine, méthodiquement combiné et observé sans défaillance : il s'agit, par une pression lente et une corrosion continue, de ruiner et de décomposer la nationalité serbe, de la réduire à une indigence matérielle et morale qui la livre sans résistance aux influences étrangères. Les éléments les plus indociles, incapables de supporter un pareil système, émigreront. Privée de ses chefs, affaiblie par les défections que sollicite un régime de corruption et de violence, la masse orthodoxe finira peu à peu par se résigner et disparaître de façon ou d'autre. Cette abominable perspective de la destruction d'un peuple nous paraît surtout absurde, et elle a été vingt fois condamnée par l'histoire. Elle n'est pas plus extravagante que la politique de l'Allemagne en Alsace et en Posnanie, que celle des Magyars en Slovaquie et en Roumanie.

Il ne nous est pas très difficile de nous figurer ce qui se passait en Bosnie de 1882 à 1910; il suffit que nous nous reportions au règne de Louis XIV et à sa façon d'interpréter l'édit de Nantes avant la révoca-

tion. A bien des points de vue, les Austro-Allemands en sont encore à la psychologie et à la morale de Louvois, avec cette différence qu'ils mettent les conquêtes matérielles de la science moderne au service de leurs conceptions vermoulues.

Sous les Turcs, les communautés ecclésiastiques slaves jouissaient d'une assez large autonomie religieuse et scolaire que respectait l'indifférence des autorités: elles administraient leurs biens, nommaient les instituteurs, réparaient les édifices, tenaient des assemblées. L'Autriche, aussitôt après l'occupation, avait obtenu du Patriarche de Constantinople, au prix d'une très légère redevance, la reconnaissance de l'autonomie de l'Église orthodoxe en Bosnie-Herzégovine, et le droit d'y nommer les évêques, qui cessèrent d'être payés par le peuple et qui devinrent de simples fonctionnaires. Les prêtres à leur tour ne furent plus choisis par les fidèles, mais désignés par les évêques. Les candidats au sacerdoce, après avoir fait leurs premières études au gymnase de Sarajévo, étaient dirigés sur un séminaire perdu dans un coin isolé du pays, où ils étaient livrés à l'influence exclusive de professeurs autrichiens choisis avec un soin méticuleux parmi les agents les plus dociles de l'autorité. Le métropolite Kosanovitch était obligé de renoncer à ses fonctions, parce que sa complaisance avait des bornes. Les prêtres suspects d'encourager l'idée nationale étaient aussitôt destitués et déplacés. On opposait des difficultés de toute nature à la construction des églises orthodoxes; on les éloignait du centre de la ville, pour les reléguer dans les faubourgs; on interdisait aux communautés ecclésiastiques d'accepter des dons et des legs ou de recueillir des souscriptions à l'étranger; on soumettait leurs assemblées au réglement ordinaire des réunions publiques; on leur défendait de recevoir de Russie

des livres liturgiques, des ornements d'autel, des tableaux de sainteté. On dissolvait les maîtrises qui avaient chanté des cantiques serbes; on proscrivait le nom de saint Sava, parce qu'il est le patron de l'Église serbe.

Le résultat le plus net, c'est que le peuple se détourne de prêtres qui n'ont d'autre mission que de combattre ses traditions et s'éloigne d'une religion qui se met au service de l'étranger. Le mémorandum constate que, dans certains villages, les paysans ne se marient plus à l'église, ne communient plus, ne font pas baptiser leurs enfants; — « ils avaient toujours été profondément religieux et ils visitaient les sanctuaires, quand, sous la domination turque, ils devaient attendre l'ombre de la nuit et exposer leur vie.... Si, maintenant, notre peuple, si bon et si religieux, se conduit autrement, n'est-ce pas la preuve que la situation actuelle est plus mauvaise qu'aux pires moments de notre histoire? »

Le pays est envahi par des légions de Jésuites, de Franciscains, de moines et de nonnes de toutes couleurs et de toutes robes qui, sous l'œil bienveillant du gouvernement, fondent des couvents, élèvent des églises, ouvrent des écoles, achètent des terres et exercent une sorte de terreur sur le reste de la population. Monseigneur Stadler, l'évêque catholique, est à côté du baron Kallay, sinon au-dessus de lui, le véritable gouverneur de la province et, dans les villages, les mères se servent de son nom pour effrayer les enfants. Les concessions des travaux publics, les licences nécessaires à l'exercice de divers métiers, sans parler bien entendu des faveurs administratives, sont réservées aux Catholiques.

Ce que persécute le Gouvernement dans l'Église orthodoxe, ce n'est pas le rite, mais l'idée nationale qu'elle représente. Son but essentiel est de supprimer

le peuple serbe et, en attendant, de briser tous les liens qui le rattachent à ses frères de race. Le nom même de serbe est proscrit et il n'est permis de parler que de la langue bosniaque ou de *notre langue*. Le baron Kallay, par un héroïsme à la Brutus, inscrit sur la liste des ouvrages interdits sa propre histoire de Bosnie, parce qu'il y parlait de la race serbe. Les moindres manifestations de solidarité slave sont frappées comme des crimes de haute trahison. Les journaux sont sans cesse confisqués, interdits, frappés d'amendes ruineuses. Le droit de pétition est supprimé. Après la requête de 1896 quelques-uns des signataires sont jetés au cachot, chargés de chaînes; d'autres, impliqués dans des procès ridicules. Les assemblées ecclésiastiques de Mostar et de Sarajévo sont dissoutes et remplacées par une délégation administrative. — « Notre peuple, dit le mémorandum de 1900, est mis hors de lui; tous les moyens sont bons pour l'opprimer : on le frappe dans son existence matérielle, on empêche les artisans et les marchands de gagner leur vie; la police a organisé un système complet qui ne permet pas aux Orthodoxes de tirer parti de leur industrie et de leurs capitaux; elle veut les forcer à capituler et à abandonner à la tutelle gouvernementale leurs églises et leurs écoles. »

Jadis, Mme de Maintenon, qui connaissait les avantages de ces tracasseries perpétuelles et de ces lents investissements, n'espérait guère pourtant convertir les pères, grandis dans l'hérésie; elle se flattait de mieux réussir avec les enfants. — Les méthodes de la tyrannie ne varient pas; Kallay, Monseigneur Stadler et leurs acolytes se préoccupent avant tout de mettre la main sur les générations futures. En face des écoles orthodoxes où se maintiennent les traditions nationales, ils fondent des écoles officielles, qui ont pour

objet non pas d'instruire les enfants, car l'enseignement y est des plus nuls, mais d'effacer chez eux les traditions suspectes. Les manuels, rédigés dans un pitoyable jargon, ne parlent ni de Douchan ni de Marko, le fils du roi, ni surtout de Kara-Georges; en revanche, ils relatent avec componction les victoires de la vaillante armée autrichienne et les vertus de François-Joseph.

Rien ne montre mieux la barbarie de cette race méprisable qu'on appelle les Serbes, affirment les feuilles officieuses, que l'ingratitude avec laquelle ils repoussent les bienfaits qu'on leur offre. Les enfants s'obstinent à trouver l'histoire du vieux monarque moins amusante que celle de Charats, et leurs parents ne les font pas inscrire à l'école publique. Pour les y contraindre, on ferme les institutions serbes. Les communautés ecclésiastiques avaient auparavant le droit de désigner les instituteurs : elles sont forcées de soumettre leur choix à l'administration qui épluche les titres des candidats : — N'auraient-ils pas fait leurs études à Belgrade? Leurs sentiments politiques sont-ils purs? — Enquête, contre-enquête. — L'important est de gagner du temps, pour que l'école ne s'ouvre pas en temps opportun; les parents se décourageront. Les prêtres sont invités à agir sur les fidèles, à leur montrer l'avantage qu'ils trouveront à ce que leurs enfants fréquentent les établissements officiels, le désagrément que leur attirera leur résistance.

A côté des règlements publics, le baron Kallay a introduit le système des circulaires confidentielles et des instructions orales qui, en cas de protestations, laissent la porte ouverte aux démentis. Il dispose de moyens multiples pour décourager la résistance.

En 1909, la municipalité de Mostar sollicitait vainement depuis six ans l'autorisation de créer à ses frais une école de filles. — Deux marchands avaient

donné dans leur testament une somme considérable pour la fondation d'un lycée serbe à Sarajévo; l'administration décide qu'aucune société ne peut accepter de legs sans son autorisation, et le gymnase n'est pas installé.

Les écoles anciennes sont soumises à l'inspection la plus rigoureuse. Tout maître dont le patriotisme autrichien semble tiède, est menacé, déplacé, destitué. De temps en temps, les gendarmes font une descente : on leur a signalé dans une école un portrait suspect, celui de quelque saint serbe, ou peut être une image de la bataille de Kosovo; on confisque les cahiers dont les couvertures représentent des scènes de l'histoire de l'ancienne Serbie : on fouille les cimetières pour en faire disparaître les inscriptions serbes. L'Autriche ne trompe pas l'Europe quand elle prétend avoir introduit dans ses nouveaux territoires les habitudes les plus perfectionnées de la civilisation la plus récente; elle a pris ses brevets à Saverne ou dans la Prusse occidentale.

Plus les habitants seront gênés, pauvres et misérables, moins ils songeront à la révolte et à l'opposition. La situation économique des paysans avait été une des principales raisons de l'insurrection de 1875 et, au Congrès de Berlin, Andrassy, pour obtenir de l'Europe le droit d'occuper ces provinces, avait parlé des réformes urgentes et profondes qu'exigeait l'organisation de la propriété rurale et que seule une grande Puissance telle que l'Autriche aurait la force de réaliser. Cette question, qui était en effet capitale, le gouvernement bosniaque, après quarante ans de domination, ne l'a même pas abordée et, en 1908, la situation est sensiblement plus mauvaise que sous la domination ottomane.

Une partie considérable du sol était cultivée par des tenanciers à temps, les kmètes, qui payaient au

trésor un dixième, et au propriétaire, le beg musulman, un tiers de la récolte. — Les droits des kmètes sur les parcelles qu'ils labourent, sont-ils mieux assurés qu'autrefois? — Au contraire, le beg, pour peu qu'il consente à flatter les fonctionnaires, dispose librement de son domaine, sans que personne conteste son droit. Les redevances, d'autre part, sont infiniment plus lourdes que par le passé. D'abord elles sont perçues, non plus en nature, mais en argent. L'évaluation de la récolte est faite par des employés qui fixent un chiffre après un examen superficiel des récoltes et qui ont un intérêt direct à forcer leur évaluation, parce qu'ils reçoivent un tant pour cent de l'impôt à recouvrer. Le répartiteur passe quelquefois assez longtemps avant la moisson; qu'il survienne une période de mauvais temps, une sécheresse excessive, tant pis pour le paysan. Le baron Kallay et le ministre des finances, Bourian, se vantaient devant les délégations de l'ordre financier qu'ils avaient introduit dans la Bosnie et l'Herzégovine et de la progression continue des revenus publics. Ils n'ajoutaient pas que ces excédents étaient obtenus par la ruine du pays et que leurs procédés d'exploitation rappelaient ceux des prodigues qui mangent le fonds avec le revenu.

Les impôts sont levés à l'automne en une seule fois. Pour avoir l'argent nécessaire, le kmète est obligé de vendre son blé au moment où les prix sont le plus bas, alors que l'évaluation est faite au cours le plus élevé de l'année. S'il proteste, on envoie un reviseur, et le plaignant commence par lui payer 30 florins pour ses frais de déplacement. Ces redevances traditionnelles n'ont d'ailleurs pas empêché le gouvernement autrichien d'introduire les autres impôts habituels, contribution foncière, redevance scolaire, impôt sur le bétail, prestation, etc.... Les

moindres retards sont poursuivis avec une impitoyable sévérité : on vend aux enchères les derniers meubles des débiteurs, les images sacrées, la petite lampe qui brûle devant l'icone, la peau de mouton que le laboureur porte sur le dos. On a entouré de tant de formalités les droits d'usage dans les forêts et les pacages que le kmète, menacé de procès ruineux et harcelé par une administration partiale, renonce à les revendiquer et est forcé de réduire son troupeau des trois quarts.

Les exigences du fisc sont telles que beaucoup de terres sont abandonnées, parce que leurs revenus ne suffisent plus à payer l'impôt. En longues files, les émigrants abandonnent le sol qui ne les nourrit plus. Aussitôt après l'occupation, une foule de Musulmans ont quitté le pays ; dans les villes de la Vieille Serbie et de la Macédoine des quartiers entiers se peuplent de ces fugitifs ; jusqu'à la frontière de Bulgarie, des villages sont habités par ces nouveaux venus qu'a chassés l'intolérance autrichienne. Dans une partie importante de l'Asie Mineure, les colonies serbes forment une chaîne continue, si bien que, pendant plusieurs jours de voyage, M. Tsvijitch, n'entend autour de lui que la langue serbe.

Les Musulmans sont suivis par les Orthodoxes, qui étouffent dans cette lourde atmosphère de tracasseries et de suspicions. En vain, le poète Chantich les supplie de ne pas déserter le sol de la patrie : — Restez ici ! Le soleil étranger n'aura pas pour vous les mêmes rayons. Qui trouvera une mère meilleure que sa propre mère, et cette terre est notre mère. Jetez les yeux sur ces rochers et ces plaines ; partout les tombes de nos aïeux. Ils sont dignes qu'on les admire et qu'on les imite, les vaillants qui ont su défendre notre sol. Restez ici, vous aussi, et pour défendre notre terre, versez les flots de votre sang

Sans vous, elle ne serait plus qu'un de ces rameaux que le vent d'hiver a dépouillés de ses feuilles.

Le devoir est de rester; mais, comme tant d'Alsaciens en 1871, beaucoup le trouvent trop dur et la domination de l'ennemi, trop intolérable.

Sournoisement, le Gouvernement facilite les départs, ferme les yeux sur les manœuvres des sociétés véreuses qui sollicitent les paysans et séduisent leur naïveté par des promesses folles; il subventionne les banques agraires qui fournissent aux laboureurs un peu d'argent liquide, encourage les spéculations des Franciscains et de Monseigneur Stadler. Sur les terres désertes, il attire des colons, Polonais, Croates, Allemands surtout, leur accorde des exemptions d'impôts, leur prodigue ses faveurs. Des villages allemands se fondent, Rudolfsthal, Franzjosefsfeld, Windhorst, etc.... D'où qu'ils viennent, ces immigrés, au milieu d'une population hostile, sont obligés de servir les desseins de l'administration, dont ils dépendent et de qui ils vivent. Les villes se remplissent d'Allemands et de juifs, fonctionnaires, banquiers, industriels, aubergistes, cabaretiers, avant-garde de l'armée que Guillaume II pousse vers l'est. Si la Serbie investie esquisse un geste de protestation, d'Aehrenthal la dénoncera au monde, demandera l'autorisation de punir cette éternelle insurgée. Les agents provocateurs sont déjà à l'œuvre, et les Nastitch ou les Vasitch sont tout prêts à fournir au Chancelier les pièces du procès qu'il se propose d'ouvrir.

A Belgrade, la nouvelle de l'annexion a provoqué une colère universelle. La foule se rassemble sur la place du théâtre, autour du monument du prince Michel, aux cris de : « A bas l'Autriche, qui a apporté en Bosnie, non la liberté et la civilisation, mais la tyrannie et les fers. »

De quels titres l'Autriche se couvre-t-elle? — De la volonté des peuples? — Qu'elle demande aux habitants s'ils veulent demeurer les sujets de François-Joseph? Elle ne l'oserait pas, elle connaît bien trop d'avance la réponse qu'elle recevrait. — De la lettre des traités? — Mais, sans compter que les traités sont misérables et caducs, qui sont contraires à la justice éternelle, ces traités ne parlent pas d'annexion, mais d'occupation provisoire et d'administration temporaire. La convention de Berlin qui a été signée par l'Europe entière, a été garantie par toutes les puissances, et il est inadmissible qu'un des contractants la viole dans son intérêt égoïste. L'heure est décisive; la Serbie n'acceptera pas l'abdication qu'on réclame d'elle. — L'Autriche est-elle après tout un adversaire si redoutable? — Elle a été vaincue par tous ceux qui ont eu affaire à elle. L'empereur François-Joseph, le toujours-battu, voulait une revanche avant de mourir; il l'a obtenue en soumettant un peuple sans défense et sans armes, les Bosniaques. Il verra que les Serbes sont d'autres adversaires. Dussions-nous être abandonnés et écrasés, mieux vaut la mort que l'esclavage. Ce qui est funeste, ce n'est pas la défaite, c'est la lâcheté. Nous avons été battus à Kosovo, nous avons subi des siècles de servitude; nous avons brisé nos chaînes, parce que nous n'avions pas perdu la confiance en nous-mêmes, que nous ne nous étions pas résignés et que nous n'avions pas renié notre propre cause.

Rien ne s'improvise ici-bas, ni la victoire, ni l'héroïsme. Pour qu'un peuple soit prêt aux sacrifices définitifs et féconds, il est indispensable qu'il s'y soit préparé par de mûres réflexions et qu'il se soit peu à peu habitué à regarder en face les périls de la lutte. La crise de 1908 a été pour la Serbie ce qu'ont été pour la France les guet-apens d'Algésiras et

d'Agadir. Elle a convaincu la masse de la nation que le moment était proche où elle aurait à soutenir le combat suprême. Elle a transformé en volonté réfléchie ce qui n'était jusqu'alors que le rêve lointain d'aspirations somnolentes.

Le ministre des Affaires étrangères de Belgrade, Milovanovitch, eut le mérite de garder son sang-froid. Patriote éprouvé, atteint par la décision de d'Aehrenthal dans ses fibres intimes, il avait le sentiment de ses devoirs envers son pays et, prêt, s'il le fallait, aux résolutions extrêmes, il se refusa à prendre une attitude de provocation qui aurait servi les arrière-pensées de son ennemi. Il se plaça sur le terrain du droit écrit : — Le traité de Berlin, qui nous était si défavorable, nous l'avons accepté; nous demandons au moins qu'il ne soit pas violé contre nous. — Il en appela de l'Autriche à l'Europe, qui avait intérêt à ne pas laisser bouleverser l'équilibre balkanique. — Du coup la situation était renversée; la monarchie dualiste, réduite à la défensive, condamnée à plaider piteusement une cause qui n'était pas bonne, forcée de dénoncer elle-même ces traités qui étaient sa seule raison d'être, de déchirer de ses propres mains ces textes juridiques, sur lesquels reposaient uniquement son existence et sa durée.

M. d'Aehrenthal était en fâcheuse posture. Les Jeunes-Turcs, maîtres du pouvoir à Constantinople depuis la révolution de 1908, étaient des nationalistes fanatiques et, s'il y avait dans leurs rangs beaucoup d'ambitieux légers de scrupules, qui n'avaient vu dans la conquête du pouvoir que l'occasion d'avancer leur fortune, ils sentaient le danger de concessions qui les discréditeraient à l'intérieur, et de faiblesses qui ruineraient leur politique; les masses qui détestaient leurs accointances européennes et leur scepticisme religieux, n'avaient subi leur domination que parce

qu'ils avaient promis de restaurer le prestige de l'Islamisme. Directement atteints par l'usurpation viennoise, ils s'étaient cabrés sous le coup et avaient organisé le boycottage du commerce autrichien. L'Italie, très méfiante, n'avait pas été désarmée par l'abandon du sandjak de Novi Pazar qu'elle avait exigé, et l'Allemagne, que le baron d'Aehrenthal avait jugé inutile de prévenir, s'inquiétait de l'irritation légitime des Musulmans, dont elle recherchait les sympathies, et de l'intervention éventuelle de l'Angleterre, avec laquelle elle ne se jugeait pas encore en mesure d'accepter la guerre.

Dans ces conditions, la partie n'aurait pas été mauvaise pour la Serbie, si la Russie n'eût d'avance annoncé qu'elle ne s'engagerait pas à fond. Elle sortait à peine de la guerre japonaise et de la crise révolutionnaire et elle n'avait pas reconstitué ses forces militaires. Sa réserve cependant fut moins déterminée par des considérations matérielles que par la modération profonde du Tsar et ses scrupules de loyauté. Il était difficile de nier qu'Alexandre II en 1876 s'était résigné à céder à l'Autriche la Bosnie et l'Herzégovine; convenait-il de risquer une guerre pour une simple question de forme? Le Tsar ne le pensa pas et quand, le 24 mars 1908, M. de Pourtalès, l'ambassadeur d'Allemagne, annonça officiellement à M. Izvolsky qu'en cas de rupture de la Russie avec l'Autriche, Guillaume II remplirait fidèlement ses devoirs d'allié, la Russie sans hésitation renonça aux objections qu'elle avait présentées jusque-là et leva son opposition.

L'Angleterre avait soutenu la thèse serbe avec une fermeté que rendaient plus saisissante la gravité et la modération de son langage. Il ne lui était pas possible de se montrer plus slave que les Slaves, et Edouard VII, qui avait horreur de la guerre et qui

ne s'y fût résolu que s'il lui avait été démontré qu'elle était absolument inévitable, conseilla à la Serbie de s'incliner. Le 31 mars 1909, M. Simitch remettait à M. d'Aehrenthal la note célèbre par laquelle elle reconnaissait qu' « elle n'était pas atteinte dans ses droits par l'état de choses créé en Bosnie et que, écoutant les conseils des Grandes Puissances, elle promettait de renoncer à son attitude de protestation. Elle s'engageait en outre à modifier la direction de sa politique actuelle à l'égard de l'Autriche et à vivre dorénavant avec cette puissance sur le pied de relations de bon voisinage. »

M. d'Aehrenthal triomphait bruyamment, et l'empereur Guillaume venait à Vienne (14 mai) pour célébrer les bienfaits de l'alliance austro-allemande. Le conseil municipal de Vienne, toujours prêt aux manifestations slavophobes, votait, à cette occasion, l'érection d'un monument qui devait représenter deux figures colossales, l'Autriche et l'Allemagne, côte à côte et appuyées fraternellement sur leur épée.

En réalité, le parti militaire autrichien était médiocrement satisfait du résultat de la crise. En dehors même des frais qu'avaient entraînés les préparatifs militaires, qui n'étaient pas supportés sans difficulté par une trésorerie déjà fort embarrassée, et des pertes causées par le boycottage turc, l'Autriche avait payé à la Porte, une indemnité considérable qu'avec la moindre habileté il aurait été facile d'épargner. Elle avait renoncé à l'article 29 du traité de Berlin (1878) qui lui attribuait le droit de police maritime et sanitaire sur la côte de la Tcherna Gora et qui lui reconnaissait ainsi une sorte de suzeraineté de fait sur ce pays. Surtout elle avait perdu l'occasion qu'elle cherchait de porter un coup décisif à l'indépendance de la Serbie.

Sans doute, les négociations n'avaient pas été con-

duites par les puissances de la Triple-Entente avec beaucoup d'adresse, et on avait constaté dans leur attitude une certaine timidité et quelques contradictions. L'événement n'en avait pas moins prouvé que l'Angleterre et la France étaient absolument décidées à ne pas se séparer du gouvernement de Pétersbourg, parce qu'elles connaissaient la modération de ses vues et qu'il leur était impossible d'assister indifférentes à une nouvelle poussée germanique vers l'Orient. La Russie avait nettement marqué ses intentions. Elle acceptait loyalement la situation créée par les traités et ne contestait pas à l'Autriche ses conquêtes, qu'elle avait facilitées elle-même, pourvu qu'on observât vis-à-vis d'elle la même probité. Elle fixait à sa rivale les limites définitives que ni son intérêt, ni son honneur ne lui permettraient de dépasser. La Serbie devenait ainsi comme la clé de voûte de l'édifice européen.

La paix était assurée, à condition que l'Autriche comprît la situation et, satisfaite de son succès, respectât l'indépendance de ses voisins. Ni le caractère de d'Aehrenthal, ni les calculs du parti clérical, ni la situation intérieure de l'Empire ne laissaient beaucoup d'espoir sur ce point. L'archiduc François-Ferdinand et les militaires, inquiets des revendications magyares que les intrigues du Cabinet avaient ajournées, non pas supprimées, désiraient une guerre qui leur donnerait l'occasion de briser la constitution de 1867 et de rétablir sous une forme ou sous une autre l'unité de l'Empire. Les Allemands de Cisleithanie de leur côté, talonnés par les Tchèques et les Slovènes, se sentaient incapables de maintenir plus longtemps leur domination s'ils demeuraient réduits à leurs propres forces; ils voulaient transformer l'alliance avec Berlin en une union militaire et douanière, de manière à s'assurer contre toute surprise à

l'intérieur et à préparer une fusion complète avec l'Empire germanique. Les Magyars enfin s'efforçaient, en servant ses desseins, de gagner les sympathies de François-Ferdinand dont ils soupçonnaient les projets et dont ils redoutaient la malveillance, en même temps qu'ils attendaient avec impatience l'occasion d'écraser les Yougo-Slaves contre lesquels ils nourrissaient une haine inexpiable.

La question était posée en somme depuis le commencement du XIXe siècle : si la Serbie n'accepte pas la suzeraineté des Habsbourgs, ils l'anéantiront. On approchait seulement de la crise finale.

Le cabinet de Belgrade avait été prévenu par son adversaire. Un journal militaire de Vienne, dont les relations officielles sont connues, écrivait le 5 novembre 1908 : — « Nous avons perdu une excellente occasion. Quand nos monitors se sont approchés de la capitale serbe, il aurait fallu nous saisir de la ville. Les Serbes n'étaient pas préparés à la guerre et ils auraient été rapidement battus.... L'état-major a commis une faute impardonnable en ne recourant pas aussitôt aux moyens extrêmes. Le conflit avec la Serbie et le Monténégro est inévitable. Plus nous l'ajournerons, plus cher il nous coûtera. » Les autres journaux faisaient chorus et appelaient l'extermination radicale de la race perfide des Yougo-Slaves.

Le gouvernement serbe, en face du péril imminent, accomplit tout son devoir. Tout d'abord il s'attacha à ne donner à ses ennemis aucune prise contre lui. La crise de 1909 lui avait permis de mesurer exactement la nature et la force des sympathies sur lesquelles il pouvait compter à l'occasion. Il savait que ni la France, ni la Russie, ni surtout l'Angleterre ne désiraient une rupture et qu'elles ne tolèreraient pas qu'on les entraînât malgré elles dans un conflit qui couvrirait l'Europe entière de ruines.

Si, malgré tout, ce conflit se produisait — et le gouvernement de Belgrade le savait fatal parce que ni l'Autriche, ni l'Allemagne ne se contenteraient du statu quo, — il fallait faire face à l'attaque dans les conditions les moins défavorables possibles. L'opinion publique dans le Royaume avait été définivement éclairée par l'attitude du Ballplatz lors des divers épisodes qui s'étaient succédé depuis 1909. Les plus indifférents et les plus sceptiques avaient dressé l'oreille en entendant le : garde à vous! — maladroitement lancé par la diplomatie autrichienne. Chacun avait ramassé ses forces, tendu ses nerfs; la nation était prête pour la lutte suprême. Par une erreur énorme qui a son origine dans la conception grossièrement matérialiste que les Allemands actuels ont de la guerre, ces théoriciens de l'attaque brusquée avaient laissé aux ennemis qu'ils prétendaient surprendre le temps de s'habituer à l'idée des résolutions extrêmes et de signer en quelque sorte leur pacte avec la mort.

Sûr de l'appui absolu et unanime de la nation, le ministère serbe acheva l'organisation de l'armée, compléta ses préparatifs et travailla à s'assurer des alliés. Pour le cas où l'Autriche ajournerait ses projets, il était indispensable de chercher une compensation aux espoirs perdus et de maintenir le peuple en haleine. L'indépendance du Royaume demeurait très précaire tant que les communications avec l'Europe occidentale ne se faisaient que par le Danube et Salonique. Un débouché direct sur l'Adriatique était indispensable à la fois pour le développement du pays et pour son affranchissement politique définitif. Les projets de la Serbie à ce point de vue étaient si naturels et si raisonnables qu'ils seraient certainement accueillis avec faveur par l'Angleterre et la France et qu'ils seraient chaude-

ment appuyés par la Russie. D'ailleurs la décadence de la Turquie avait été précipitée par la révolution jeune-turque et une catastrophe était imminente. L'heure du destin avait sonné. Le gouvernement du roi Pierre n'avait rien fait pour hâter la décision et il ne la voyait pas approcher sans angoisse. Mais, parmi les hommes d'État serbes, plusieurs avaient suivi les cours de notre école des Sciences politiques et ils se souvenaient de la phrase qu'Albert Sorel se plaisait à rappeler à propos de Richelieu, sur « les grands économes qui, soigneux d'amasser de l'argent, savent le dépenser à propos pour éviter une plus grande perte ». Depuis Kosovo, la Serbie amassait des trésors de courage et de foi. Bravement elle les risqua dans la guerre balkanique.

CHAPITRE IX

LES GUERRES BALKANIQUES

La Macédoine et l'Albanie. — L'alliance balkanique. — L'écrasement de la Turquie. — Koumanovo et Monastir. — L'Adriatique. — Le traité de Londres (1913). — La rupture avec la Bulgarie. — La Brégalnitsa. — Le traité de Bucarest.

La Serbie avait été clairement avertie par les événements récents des projets de l'Autriche et elle avait mesuré la haine de sa voisine par l'indignité des procédés devant lesquels le Ballplatz ne reculait pas. Sa cause, qui était celle des Slaves en général, était en premier lieu celle des peuples balkaniques, puisque sa défaite n'eût été que le prologue de leur asservissement commun. Il était donc naturel qu'elle cherchât à se rapprocher d'eux, et le ministère radical avait dès la première heure inscrit dans son programme l'entente étroite avec les États voisins. Malheureusement, ses appels n'étaient accueillis qu'avec beaucoup d'hésitation et de réticences.

Le peuple bulgare proprement dit, du Rhodope au Danube, est constitué par une masse de paysans robustes, économes, âpres au gain, durs à la souffrance et à la peine. Sobres, dociles, résistants, ce sont des soldats excellents et des ouvriers remarquables. Ils aiment d'instinct l'ordre et la règle, se

plient volontiers à la discipline, et il n'a été nulle part plus facile de créer un État moderne. Quoi qu'en disent les panégyristes de Ferdinand de Cobourg, — ils sont nombreux et la plupart d'entre eux ont des raisons excellentes de chanter ses louanges, — si la nouvelle principauté a eu une adolescence plus rapide et moins troublée que la Grèce et la Serbie, le mérite en revient d'abord au tempérament des habitants, qui, pourvu qu'on ne leur enlève pas une trop large part de leur récolte, subissent sans discussion la direction qu'on leur imprime.

L'imagination les tourmente peu et ils ne courent pas après les chimères. L'ancienne littérature bulgare a été très abondante ; elle n'a pas produit un seul poète, et leurs rhapsodes n'ont de héros que Marko Kraliévitch, qu'ils ont emprunté aux Serbes. Les idées de la masse se ramènent à deux instincts très simples : la haine du Turc et du Grec dont ils ont pendant des siècles subi l'épouvantable oppression, et l'amour de la Russie dont ils partagent la foi, qui les a soutenus pendant leurs longues épreuves et qui les a affranchis au prix de lourds sacrifices. A côté de ces penchants élémentaires, la foule garde au fond du cœur un sentiment obscur de solidarité slave et une sympathie vague pour les Serbes, qui ont passé par les mêmes épreuves et avec lesquels la ressemblance des deux idiomes leur permet assez facilement de communiquer.

Les patriotes bulgares, qui, vers le milieu du XIX[e] siècle, avaient songé à s'affranchir des Turcs, comptaient surtout sur le secours de leurs voisins de l'ouest, et leurs comités insurrectionnels siégeaient souvent à Novi Sad et à Belgrade, aussi bien qu'à Bucarest. L'idée d'une confédération balkanique qui rassemblerait tous les peuples de la presqu'île dans une pensée de défense contre les Autrichiens et les

Ottomans, naquit spontanément parmi ces précurseurs, et elle fut entretenue par quelques-uns des politiques serbes les plus éminents. Élias Garachanine, le ministre d'Alexandre Karageorgévitch, en traçait dès 1844 le programme, et elle fut reprise sous une forme plus précise vers 1866 par le prince Michel. Monseigneur Strossmayer avait été, paraît-il, averti des négociations entamées à cette occasion, et elles répondaient à ses pensées intimes. Il s'agissait de créer deux États autonomes, bulgare et serbe, qui seraient réunis sous le gouvernement suprême des Obrénovitch. Il est évident que ces projets avaient été directement inspirés par les événements qui venaient de s'accomplir dans la Moldavie et la Valachie, et que le but dernier était la création d'un grand État yougo-slave qui s'étendrait de l'Adriatique à la mer Noire. L'assassinat de Michel Obrénovitch brisa net ces combinaisons, et la fusion préparée fut rendue impossible à la fois par les intrigues de l'Autriche et les maladresses de la Russie.

Le général Ignatiev, qui, bien qu'il se défendît de tout idéalisme sentimental, ne séparait pas les intérêts slaves de ceux de la Russie, avait une idée très précise et très claire du péril germanique. Dès 1866, il constatait l'arrivée dans la péninsule d'un flot d'Allemands, agents directs ou serviteurs bénévoles de la politique prussienne; avec une remarquable perspicacité, il pressentait le rôle prochain de l'Autriche et il eût préféré attendre sans impatience l'écroulement inévitable de la domination turque plutôt que de le précipiter en l'achetant par des concessions lamentables à Vienne. La convention de Reichstadt le navra et il se préoccupa de réduire le mal qu'il n'avait pu prévenir.

Persuadé qu'il n'y avait plus aucun moyen d'empêcher la Serbie de tomber sous la dépendance des

Habsbourgs, sans illusion sur Milan, il s'attacha à créer une nouvelle principauté, qui serait le boulevard des Slaves du Danube et d'où ils pourraient à l'occasion reprendre le terrain qu'ils avaient momentanément perdu. Dans cette pensée, il imposa à la Turquie le traité de San Stéfano (1878) qui créait une grande Bulgarie, dont les limites atteignaient la mer Noire, la mer Egée et presque l'Adriatique. Comme beaucoup de Slavophiles qui sont presbytes et qui, de bonne foi, négligent les détails, il n'attachait qu'une médiocre importance aux questions locales, aux rivalités des tribus et aux ambitions provinciales. Que la capitale des Yougo-Slaves fût Belgrade ou Sofia, la différence lui semblait insignifiante, pourvu que, groupés autour d'un centre commun, ils fussent assez forts pour arrêter l'Allemagne. Il se refusait à comprendre que la Serbie avait déjà une personnalité trop marquée et une histoire trop glorieuse pour renoncer au rôle prépondérant qu'elle avait chèrement payé et aux vastes projets qui, depuis de longues années, entretenaient les âmes dans une perpétuelle exaltation. Son programme, qui, au point de vue théorique, était peut-être défendable, faisait table rase de la réalité.

Les Serbes d'ailleurs, s'ils avaient accepté, dans un élan d'abnégation patriotique, la place subordonnée et secondaire que leur aurait assignée la domination de la Bulgarie, se seraient condamnés par là à abdiquer toute action en Croatie et en Dalmatie, ce qu'il était insensé de leur demander et ce qui aurait représenté une perte irréparable pour l'ensemble des Slaves.

Le traité de San Stéfano fut condamné par l'Europe; mais il avait tracé aux Bulgares le cadre de leurs ambitions et, depuis lors, ils ont travaillé à réaliser le programme d'Ignatiev. En 1885, ils mirent la main sur la Roumélie orientale et, depuis lors, ils s'achar-

nèrent à étendre leur domination sur la Macédoine.

Depuis vingt-cinq ans, la question macédonienne a inspiré une littérature terriblement copieuse. Cette avalanche d'ouvrages contradictoires prouve au moins qu'elle n'est ni très claire, ni très facile à résoudre. Actuellement nous ne savons même pas ce qu'il faut précisément entendre par ce mot de Macédoine, ni par quelle population elle est habitée. « La Macédoine, — écrivait Gaulis, que j'aurai encore souvent l'occasion de citer, parce qu'il a vu les choses de près et qu'il avait à la fois beaucoup de finesse et de précision dans l'esprit, — est depuis quelques années une académie de brigandage et d'ethnologie. Elle forme, avec l'Albanie et la Vieille Serbie, ses voisines, la région la moins sûre de l'Europe ; mais elle est en même temps le pays du monde où l'usage est le plus répandu des arguments savantasses en faveur des droits historiques des peuples.... Elle est la proie des Albanais et des professeurs, donc d'inconscients sauvages et de laborieux agents de toutes sortes de propagande étrangère. »

Dans cette obscurité née à la fois de la complication des faits et de la volonté préméditée des écrivains, quelques traits généraux apparaissent. Comprise en gros entre le lac d'Ochrida et le Drim noir à l'ouest et la Mesta (Kara-sou) à l'est, la Macédoine est essentiellement constituée par le bassin du Vardar et s'avance au nord jusqu'au défilé de Katchanik, par lequel on passe du bassin de l'Égée dans celui de l'Ibar et de la Morava ; Skoplié, dans une position magnifique, avec son pont construit par Douchan, garde au sud la porte de ce seuil historique.

Le cours du Vardar est loin de donner au pays un caractère d'unité géographique. En dehors de la vallée principale, qui est elle-même étroite et souvent coupée de défilés escarpés et difficiles, la Macédoine

se morcelle en bassins fermés et en cirques isolés. Entre ces divers districts, les communications sont difficiles, et chacun d'eux semble destiné à devenir le centre d'une vie politique autonome. Du moins ces cantons, inclinés vers la Méditerranée, sont plus favorisés de la nature que la Vieille Serbie qui les prolonge vers le nord et qui forme un plateau crayeux, dénudé et coupé de nombreuses crevasses.

Les vallées de la Macédoine, réchauffées par le soleil du midi et arrosées par des rivières qui conservent de l'eau même pendant l'été, donnent d'abondantes moissons; le coton, le tabac, le mûrier prospèrent dans les plaines et sur les coteaux, tandis que sur le flanc des montagnes s'étalent de riches pâturages et de splendides forêts.

Tout semble ainsi combiné pour faire de cette contrée de Bitolié, de Skoplié, de Vélès et d'Ochrida une de ces marches où se heurtent et se mélangent les peuples, et, en réalité, la Macédoine est une des régions les plus bigarrées de l'Europe. Au milieu des contradictions des ethnographes, quelques faits demeurent, incontestables. La population, qui peut s'élever à environ trois millions d'habitants, est infiniment bariolée. Les Grecs (2 à 300 000) se groupent vers la côte de l'Égée; les Koutsovalaques ou Tsintsares, qui se nomment eux-mêmes Arounmounes, et qui sont les descendants des anciens Romains, — moins de 100 000, — perdent assez rapidement du terrain; les Albanais (moins de 200 000) progressent le long des montagnes de l'ouest et du nord; les Juifs, les Tsiganes, les Tcherkesses, etc... sont environ une centaine de mille. Les Turcs (4 à 500 000) s'étendent sur une bande allongée entre la Strouma et le Vardar, depuis le littoral jusque dans le voisinage de Skoplié.

Le reste de la population est formé de Slaves

(1 800 000 à 2 millions). — Mais quels Slaves? — Des Bulgares, affirme-t-on à Sofia. — Nullement, mais des Serbes, répond-on à Belgrade. — La question est à peu près insoluble, de même qu'il serait impossible de dire à Rouen la part qui, dans un verre d'eau puisé à la Seine, revient à l'Aube, à la Marne ou à l'Oise.

A l'époque des grandes invasions, les diverses tribus slaves qui s'établirent dans l'Europe byzantine, étaient par le langage et les mœurs très voisines les unes des autres; encore au xe siècle, le dialecte usité dans les environs de Salonique, dont se servirent les apôtres Cyrille et Méthode pour leur traduction des Livres Saints, était aisément compris dans toute la péninsule et même en Pannonie, jusqu'à la Drave et à la Save. Peu à peu, sous des influences diverses, les différences locales s'accentuèrent et les physionomies particulières se distinguèrent avec une netteté croissante. Ainsi naquirent des nationalités différentes, sans que l'unité primitive ait jamais complètement disparu. « Les groupes qui se rattachent aux trois langues littéraires yougo-slaves, écrivait en 1908 Murko, dont les travaux sont justement estimés, conservent, si on les compare aux langues slaves du nord-ouest et au russe, beaucoup de traits communs. Ils offrent en particulier une ressemblance remarquable au point de vue de la phonétique et du vocabulaire, et on la constate aisément malgré la présence de trop nombreux termes étrangers (allemands, italiens, turcs et grecs) et de néologismes variés. Le groupe bulgare est le plus nettement distinct, parce qu'il a perdu la déclinaison et l'infinitif et admis un article postvocal. Les Bulgares cependant s'entendent plus facilement avec les Serbo-Croates qu'avec les Russes, bien que le russe soit enseigné dans les écoles et qu'il ait exercé une grande

influence sur la formation du bulgare contemporain, particulièrement au point de vue de la terminologie. Il n'y a donc absolument aucune raison d'admettre que les divers groupes yougo-slaves ne pourraient pas se rapprocher plus étroitement à l'avenir. »

Pendant tout le moyen âge, la Macédoine oscille entre la Bulgarie propre et la Serbie, et il est souvent difficile et quelquefois impossible de dire si tel ou tel manuscrit est bulgare ou serbe Elle est tour à tour le siège du second Empire bulgare et le domaine de Douchan. C'est sur les Serbes qu'elle est conquise par les Turcs.

Actuellement, les dialectes du Vardar se rapprochent plus en général du bulgare que du serbe ; ils en diffèrent assez cependant pour qu'à plusieurs reprises on ait essayé de créer une langue littéraire macédonienne. Ils varient d'ailleurs de district à district et l'on passe par gradations insensibles d'une langue presque serbe à l'ouest à une langue nettement bulgare à l'est. Entre les deux pays s'étend une zone mixte, habitée par les Chopes qui peuplent les régions montagneuses de Kioustendil, Kratovo, Sofia, et qui s'avancent jusqu'à Nich ; on est vraiment ici dans une de ces terres indécises où les eaux hésitent avant de prendre leur cours.

M. Niederlé, plutôt favorable à la thèse bulgare, est amené ainsi à conclure que, chez les Slaves de la Macédoine et de la Vieille Serbie la conscience nationale n'est pas encore complètement et également développée et, de même, Murko constate que les différences philologiques sont vraiment ici trop incertaines pour décider de l'établissement des frontières ; ce sera, dit-il, l'œuvre des diplomates et des généraux plutôt que des linguistes.

L'imprudence est extrême de prétendre appliquer à ces peuples en formation les méthodes et les habi-

tudes qui conviennent à des groupes plus avancés. La nationalité n'est pas constituée uniquement par la langue, mais par des traditions historiques continues et par la volonté claire des populations. Chez les Slaves de Turquie les traditions historiques étaient contradictoires et complexes; les aspirations des habitants, confuses et flottantes. Leurs désirs étaient élémentaires : échapper au joug intolérable sous lequel ils gémissaient depuis des siècles et obtenir le minimum de sécurité et d'ordre indispensable à la vie.

En 1868, ils auraient accueilli avec enthousiasme Michel de Serbie. Quand, après la guerre de 1877, l'émancipation sembla devoir venir de l'Est, ils tournèrent leurs regards vers Sofia. Le général Ignatiev avait obtenu du sultan le firman du 11 mars 1870 qui créait une Église autonome bulgare sous la haute direction d'un Exarque. Les évêques bulgares d'Ochrida, Skoplié, Vélès (Kuprili) et Névrokop devinrent dès lors des centres de protection et d'attraction autour desquels se rassemblèrent les Slaves; le pays se divisa en *patriarchistes* (Grecs et ensuite Koutso-Valaques) et *exarchistes* (Slaves). Le roi Milan, qui ne se souciait guère de ce qui se passait en Turquie, et les patriotes serbes qu'absorbait leur lutte contre les menées autrichiennes, laissèrent le champ libre à la propagande exarchiste qui, au début, dissimulait ses fins nationalistes.

A côté des popes s'installaient des instituteurs, et une classe naissait de jeunes gens à qui leur instruction rendait plus odieux le régime d'Abdul-Hamid. Serbes ou Bulgares, les Slaves macédoniens, issus d'un mélange de races diverses, ont l'esprit plus alerte et l'ambition plus exigeante que les paysans de la Stara Planina et du Danube. Ils arrivèrent en masses compactes dans la Principauté, envahirent les

petites industries, le commerce, surtout les professions libérales, le barreau, la médecine, l'armée, l'administration. Vers 1900, ils étaient 150 000; 20 000 à Sofia, sur 70 000 habitants. Au milieu de l'inertie de la population indigène, ils eurent vite conquis une situation prépondérante et ils menèrent la politique.

Ils trouvèrent un protecteur empressé dans le souverain, qui, en sa qualité de Cobourg, n'avait aucune superstition slave et qui, pour agrandir de quelques kilomètres carrés son territoire, aurait volontiers livré la Serbie à l'Autriche. Secret, retors, adroit à dissimuler ses voies et à exploiter les divisions des partis, il avait vite réussi, grâce aux habitudes de servile timidité qu'avaient laissées des siècles de despotisme asiatique, à exercer sous des formes constitutionnelles une autorité absolue. Plus soucieux de sa propre gloire que des intérêts durables de ses peuples, à l'occasion il flattait Pétersbourg, mais ne pardonnait pas à Alexandre III la longue quarantaine à laquelle il l'avait condamné. Il n'était pas fâché de faire le bonheur de ses sujets, à condition qu'on en parlât dans les journaux, surtout dans la *Neue Freie Presse*. Sur le trône de Sofia, il se souvenait toujours qu'il avait été officier autrichien et il ignorait lui-même s'il serait plus heureux quand il entrerait vainqueur à Constantinople que le jour où François-Joseph, avec un geste de dédaigneuse condescendance, avait fini par accorder à son insistance le collier de la Toison d'Or.

On répétait couramment à Sofia qu'il était le plus Macédonien des Macédoniens. Du moins, avec lui, les agitateurs avaient leurs coudées franches et il les laissait troubler l'eau à leur aise parce qu'il espérait que la pêche en serait plus fructueuse.

Dans la Macédoine même, les éléments de trouble ne manquaient pas, parce que la situation économique

était lamentable et l'administration, odieuse. Ces plaines grasses, admirablement arrosées, qui nourriraient dans l'aisance des millions d'habitants, étaient transformées en marécages et en déserts par l'incurie du gouvernement ou la désastreuse organisation sociale.

Presque toute la terre y appartient à de grands propriétaires musulmans qui l'afferment en lots à des paysans à qui ils imposent des contrats léonins, pour leur arracher ensuite par la violence la meilleure part des récoltes qui devraient leur revenir. Au-dessous de ces métayers, une classe nombreuse « de garçons de ferme » végète dans la misère la plus noire et le vagabondage forcé. Les raïas propriétaires ne sont guère moins à plaindre, et leur sécurité est purement illusoire, parce que, dès qu'un domaine convient à un Turc, la connivence des fonctionnaires lui permet aussitôt de s'en emparer. « Plus encore que de posséder un bateau sur la mer ou une femme roumaine, dit le proverbe bulgare, on est sûr de mal dormir la nuit, quand on a une terre en Macédoine. »

En dehors des redevances qu'il doit au seigneur, le paysan paye au Trésor la dîme de ses récoltes ; cette dîme est affermée à des publicains qui taxent le cultivateur à leur fantaisie. Ainsi tondu de près par le propriétaire et le dîmeur, le contribuable est ensuite écorché par le gendarme.

Après sa terre et sa maison on prend au chrétien sa femme et ses filles : « Le viol, écrivait Gaulis vers 1910, règne à l'état permanent en Macédoine, comme dans une ville mise à sac par une horde de barbares.... Ecrasée d'impôts, pressurée, impitoyablement réduite à la misère, privée de tous droits, déshonorée et décimée, cette population ne peut être qu'une proie de l'idée révolutionnaire. »

Le comité insurrectionnel qui s'était constitué à

Sofia sous le nom « d'Organisation intérieure », recrutait sans peine des compagnons (comitadjis) au milieu de ces malheureux, réduits à la famine et au désespoir par la stupidité criminelle d'Abdul-Hamid et la négligence voulue des Puissances européennes, qui, pour une raison ou une autre, ménageaient le sultan. Il jouait habilement de leurs jalousies et encourageait les haines intestines des chrétiens indigènes. Après l'échec de la grande tentative révolutionnaire de 1903 qui avait échoué à cause de ces rivalités, il laissait libre carrière aux bandes qui, avec une sereine impartialité, exploitaient le pays et massacraient les habitants. La plus grande partie de ces partisans venaient de Bulgarie et, pour échapper à leurs impitoyables exécutions, les habitants se rattachaient à l'Exarchat et se déguisaient en Bulgares, en adaptant à leur nom le suffixe ov, de quelque origine qu'ils fussent.

L'Autriche et la Russie s'étaient entendues en 1897 pour ne pas intervenir. En 1903, la pression du ministre anglais, le marquis de Landsdowne, qu'indignait une aussi odieuse indifférence, les décida à présenter à l'Europe un programme de réformes. Très insuffisant, appliqué sans conviction, il n'apporta aucune amélioration. L'Autriche laissait mûrir la poire; le moment viendrait où une révolte plus générale lui fournirait une occasion de conquête. En attendant, sous prétexte d'assurer l'ordre dans les régions voisines de ses frontières, elle occupait Skoplié par ses officiers de gendarmerie et marquait ainsi une nouvelle étape vers Salonique. Les souffrances des populations ne l'attristaient guère, parce qu'elle savait que sa domination serait plus facilement accueillie par des affamés aux abois, et l'Empereur apostolique assistait sans remords à l'infiltration dans la province de nouveaux éléments musulmans qui, en

accroissant la confusion, énerveraient la résistance contre l'invasion germanique.

Ces instrus, qui refoulaient devant eux les anciens maîtres du sol, étaient les *mohadjirs*, c'est-à-dire les immigrés, qui venaient surtout de Bosnie et que la Porte installait sur la frontière du nord et de l'est. Vers l'ouest ou en Vieille Serbie, descendaient les *Arnautes* ou *Albanais*.

L'Albanie forme une des contrées les plus inaccessibles et les moins connues de l'Europe. Ses limites ont très souvent varié et il est à peu près impossible de les déterminer avec quelque précision. D'une façon générale, elle s'étend de la Tcherna Gora au bassin du Séméni, au sud duquel commence le pays grec, et de la côte marécageuse et plate de l'Adriatique au Drim, qui la sépare de la Macédoine et de la Vieille Serbie. Les cantons montagneux de l'Est, où s'étalent les Alpes Albanaises et le Pinde, constituent la véritable patrie des Arnautes; c'est là que se rencontrent leurs centres principaux, Elbassan, Tirana et Bérat, qui, au pied de l'imposant Tomar (2 500 m.), avec ses 12 000 habitants, pourrait être considérée comme la capitale du pays, si elle ne se trouvait dans une situation trop excentrique.

Les Albanais, qui se nomment eux-mêmes Chkipétars, sont les représentants d'une des plus anciennes races historiques de l'Europe. Ils descendent directement des Illyriens, et les multiples dominations qu'ils ont subies ont passé sur eux sans altérer le type primitif de la race. On dirait que, de l'écroulement de tant de civilisations différentes, ils n'ont retenu qu'un scepticisme absolu et un dédain transcendant pour les règles sociales. Catholiques ou orthodoxes, chrétiens ou musulmans, ils ont tous pour les dogmes ou les rites la même indifférence souveraine, et s'ils s'attachent à une foi, c'est qu'elle leur

rapporte quelque profit immédiat ou leur fournit un prétexte commode pour piller leurs voisins. Pas plus que la religion, le sentiment national n'a de prise sur eux et ils ne se sont jamais élevés à l'idée de patrie et d'État. Ils vivent isolés en clans qui ne se réunissent que momentanément pour repousser une invasion ou entreprendre quelque razzia lucrative. Ils ont l'horreur de tout ce qui ressemble à la contrainte civile, et l'idée de payer des redevances régulières ou d'obéir à des lois précises révolte leur esprit d'indépendance anarchique.

Non pas qu'ils soient inférieurs à leurs voisins. Hardis jusqu'à la témérité en même temps que dissimulés et persévérants, subtils et fins toutes les fois qu'ils ne sont pas aveuglés par une vanité puérile, capables de fidélité et de dévouement au maître qu'ils ont choisi, à condition qu'il n'oublie pas de les maintenir en bonne humeur par de riches largesses, très ambitieux, avec de l'imagination et de l'ampleur dans l'esprit, ils ont fourni à la Turquie des officiers excellents, des administrateurs de premier ordre, des vizirs célèbres et des pachas redoutables. Il leur manque l'instinct social, et leur individualisme farouche s'accommode mal de notre décadence, qui n'accepte plus le pillage que quand il se chiffre par milliards, et condamne le brigandage, dès qu'il n'est pas scientifiquement organisé.

Les Albanais sont aussi intéressants pour le sociologue et l'artiste curieux des temps archaïques, qu'insupportables à leurs voisins. Les chefs qu'ils fournissent en grand nombre, ont à un degré éminent le sens de l'administration et du gouvernement, comme l'ont prouvé Ali de Tébélen qui établit un moment son autorité sur l'Épire et les rives de l'Adriatique, ou Méhémet-Ali, le rénovateur de l'Égypte et le redoutable adversaire du sultan Mah-

moud. Seulement ils n'ont le respect de la loi que quand ils l'appliquent et ils n'admettent de règle que celle qu'ils dictent. Toutes les fois qu'ils ne sont pas gendarmes, ils deviennent bandits.

Ils toléraient la suzeraineté des sultans parce qu'ils occupaient une très large place dans les fonctions publiques, qu'ils jouissaient chez eux d'une absolue liberté et qu'ils pillaient à leur guise les populations riveraines. De leur nid de montagnes, ils s'avançaient ainsi peu à peu vers la Vieille Serbie et la Macédoine, et, refoulant devant eux les habitants qu'ils dépouillaient, s'installaient successivement à Petch, Diakovo, Prizren, etc.

Les incursions continuelles et l'avance incessante des Albanais à l'ouest et des Bulgares au sud, qui coïncidaient avec l'établissement définitif des Autrichiens à Sarajévo et à Mostar, réduisaient le gouvernement de Belgrade à une sorte de désespoir. Chaque jour marquait un nouveau progrès de l'encerclement dont il était menacé. Les débouchés qu'il s'était péniblement ouverts ne lui fournissaient aucune sécurité, parce qu'ils dépendaient de la bonne volonté de Ferdinand ou de la Compagnie des Chemins de fer orientaux, c'est-à-dire en somme de la Cour de Vienne. A chaque instant l'Autriche pouvait trouver en Albanie ou en Macédoine un prétexte d'intervention, et, une fois qu'elle y aurait pris pied, il serait trop tard pour l'en déloger.

La ruée austro-allemande était momentanément arrêtée par la crainte de pousser à un éclat l'Italie, qui avait elle aussi des ambitions orientales. Elle n'avait donné son assentiment, — de fort mauvaise grâce — à l'annexion de la Bosnie qu'au prix de l'abandon du Sandjak et se ménageait une clientèle dans l'ouest des Balkans. Peut-être aussi l'inaction momentanée du Ballplatz était-elle en partie déter-

minée par l'état de santé de François-Ferdinand.

On racontait assez publiquement à Vienne que l'Archiduc héritier était menacé de folie furieuse et qu'il avait déjà donné à plusieurs reprises des signes de démence. Il est certain qu'au lendemain du crime de Prinzip, les représentants les plus élevés de la diplomatie austro-hongroise avouaient que les jours de l'Archiduc étaient comptés. Il se jugeait lui-même profondément atteint et n'apportait plus à la poursuite de ses conceptions grandioses qu'une attention désillusionnée et une ardeur indécise.

Ce n'était là dans tous les cas qu'un répit purement accidentel. La camarilla militaire avait à Vienne, à défaut de François-Ferdinand, des meneurs influents tels que l'archiduc Frédéric, et d'ailleurs l'Autriche était déjà complètement entre les mains de Guillaume II qui la lancerait en avant dès qu'il jugerait ses préparatifs terminés.

Le seul moyen d'écarter le péril de mort qui pesait sur la Serbie, était de prévenir l'attaque par une offensive brusque, et, pour cela, de réunir dans une action commune de libération les diverses Puissances balkaniques. Malheureusement, les rancunes qui les divisaient étaient si profondes que la seule pensée d'une coalition entre la Serbie, la Bulgarie et la Grèce paraissait chimérique. — « Mon temps est trop précieux pour discuter d'aussi folles hypothèses », disait en 1911 le grand vizir à M. Adam Gibbons ; et l'ancien gouverneur de la Macédoine, Hussein Hilmi pacha, un des politiques les plus perspicaces de la Porte, lui affirmait aussi qu'il était absurde de supposer que les Bulgares et les Grecs marcheraient jamais ensemble.

L'invraisemblable peut quelquefois devenir vrai. Les Turcs se chargèrent de rapprocher leurs adversaires. La révolution jeune-turque du 24 juillet 1908 avait été accueillie en Europe et dans l'empire otto-

man avec une universelle et naïve sympathie. Elle n'avait rencontré de scepticisme que chez quelques journalistes qu'une longue expérience des choses de Constantinople avait corrigés de leur candeur naturelle. Les Jeunes-Turcs étaient des nationalistes exaltés qui se souciaient assez peu des principes et de la liberté; ils ne voyaient dans le régime constitutionnel qu'un moyen de supprimer les privilèges des divers groupes ethniques et de restaurer l'Empire par une implacable centralisation. En proclamant à son de trompe l'égalité devant la loi de tous les sujets du Sultan, ils reprenaient simplement la comédie de 1876, afin d'écarter les représentations étrangères qu'ils redoutaient depuis le rapprochement de la Russie et de l'Angleterre en 1907.

On s'aperçut bien vite qu'en dépit de toutes les promesses et de la réunion d'un Parlement à Constantinople, rien n'était changé à Stamboul, et le massacre de 30000 Arméniens à Adana, dans la Cilicie et la Syrie septentionale (avril 1909), rappela à l'Europe que, s'ils avaient renversé Abdul-Ḥamid, ses procédés coutumiers d'extermination n'avaient pas perdu leur charme pour ses successeurs.

On s'habitue aux massacres, et la diplomatie occidentale aurait pris son parti de ces crimes; les Jeunes-Turcs connaissaient sa pitoyable et débonnaire mansuétude depuis les massacres de 1894-96. L'impunité les encouragea. Ils avaient besoin d'un succès extérieur pour effacer l'humiliation que leur avaient infligée l'Autriche et la Bulgarie en 1908 et qu'exploitaient leurs adversaires, qui étaient nombreux et remuants. Ils s'en prirent aux Grecs. Après la désastreuse guerre de 1897, ils les jugeaient les plus faibles de leurs ennemis. Ils prétendirent abolir les privilèges de l'Église patriarcale et, comme Joachim III protesta, ils organisèrent une persécution abomi-

nable contre le clergé hellénique (1910). — « Ils nous traitent comme des chiens, gémissait le vénérable prélat; jamais sous Abdul-Hamid nos souffrances n'ont été pareilles. Mais nous ne nous laisserons pas exterminer. » — En même temps, ils essayaient de rétablir leur autorité en Crète et exigeaient du gouvernement d'Athènes qu'il s'engageât à ne plus soutenir désormais les revendications des Crétois. Comme le roi Georges refusait de s'incliner devant cette extraordinaire sommation, ils ordonnèrent le boycottage systématique du commerce grec (1910-1912). Les insolences et les menaces des Turcs avertirent les plus entêtés des Hellènes qu'une élémentaire prudence leur ordonnait de modérer leurs ambitions, et ils acceptèrent les conseils et la conduite de M. Vénizélos.

M. Vénizélos, l'un des rares hommes d'État supérieurs de l'Europe contemporaine, a l'esprit clair et la vue nette. Il a confiance dans son étoile, parce que son courage est à la hauteur des plus sérieuses difficultés, et il croit à la puissance invincible de la raison. Quand on s'adresse aux Grecs, on est toujours sûr d'être entendu, si l'on fait appel au patriotisme et au bon sens. En quelques mois il groupa autour de lui la nation qui lui déféra une sorte de dictature, réconcilia le peuple et la dynastie, réorganisa l'administration et l'armée et fit approuver par le souverain et les ministres, longtemps irréductibles, les concessions indispensables pour obtenir la collaboration de la Bulgarie.

Ferdinand fut plus difficile à convaincre. Ici, le mouvement partit du peuple. Les Jeunes-Turcs, qui craignaient par-dessus tout la séparation de la Macédoine, y avaient introduit un régime de terreur qui, en désespérant les habitants, avait amené l'extension du mouvement révolutionnaire; les bandes de comi-

tadjis couraient la campagne, promenant avec elles le viol, l'incendie et le massacre. Le gouvernement poussait les Grecs contre les Slaves, les Bulgares contre les Serbes. Sur le sol dépeuplé, il appelait à grands frais des immigrants que lui fournissait l'administration bosniaque. Ces étranges colons, qui appartenaient à la lie de la population, songeaient beaucoup moins à cultiver les terres qu'on leur assignait qu'à piller leurs voisins. Soutenus par des bandits albanais, ils organisèrent en 1912 les massacres de Chtip et de Kotchané qui poussèrent les Bulgares aux résolutions définitives.

Les politiciens de Sofia et les ministres de Ferdinand ne se dirigeaient que par des calculs de haute diplomatie ; la foule obéissait davantage aux instincts de son cœur. Elle jugeait criminel, sous prétexte de se ménager quelques avantages particuliers, de livrer ainsi à la sauvagerie musulmane des frères slaves. Après les tueries de Kotchané, un congrès national réuni à Sofia, en dehors du gouvernement, déclara la guerre nécessaire (août 1912). Le mouvement était si général et si profond que le roi ne l'eût pas contrecarré sans danger.

Le moment ne lui parut pas défavorable. L'armée turque avait été sérieusement éprouvée par la guerre avec l'Italie, et plus encore par une série d'expéditions contre les Albanais, que les Jeunes-Turcs avaient prétendu soumettre à la loi commune et qui leur avaient opposé une insurmontable résistance.

La Russie était favorable à l'Union Balkanique, et M. Sazonov, dans son discours du 26 avril 1912 à la Douma, l'indiquait sans ambages. Nicolas II, qui désirait avant tout la paix, voyait clairement que le seul moyen d'éviter un conflit universel était un acte de désintéressement général des Grandes Puissances. Il lui était impossible — et l'opinion n'y

aurait jamais consenti, — de laisser l'Allemagne établir à demeure sa domination en Turquie. La fondation dans la péninsule d'une série d'États indépendants qui auraient une existence propre et des intérêts individuels, offrait au contraire à tous les intérêts rivaux la meilleure des garanties.

Au mois d'avril 1912, Guillaume II recevait dans sa villa de Corfou, l'Achilleion, le premier ministre de Grèce. L'entrevue fut des plus cordiales, et les admirateurs de l'éloquence de M. Vénizélos citent comme un de ses plus remarquables triomphes l'adhésion qu'il emporta de Corfou. Il est avéré en effet qu'à partir de cette entrevue, la presse officieuse allemande commença à préparer l'opinion à la rupture de la Grèce contre la Turquie. Sans contester le moins du monde les talents de persuasion de M. Vénizélos, il est permis de supposer que Guillaume II ne demandait qu'à être convaincu et que ses résolutions étaient arrêtées avant son arrivée à Corfou.

Depuis le renvoi de M. de Bülow (1909), l'Empereur dirigeait seul la politique extérieure de l'Allemagne et il lui imprimait un caractère d'audace impulsive et de brusque irréflexion qui répondait à son tempérament intime. Il avait un docile caudataire dans le comte Berchtold qui avait pris la direction du ministère des Affaires étrangères à Vienne (17 février 1912), après la mort du comte d'Aehrenthal.

Le comte Berchtold, sujet autrichien naturalisé hongrois, membre de la chambre des Magnats, était allié à la plus haute noblesse magyare par son mariage avec la comtesse Karolyi. S'il ne partageait peut-être pas l'ardeur des rancunes slavophobes de ses compatriotes, il était sans défense contre leurs exigences, qui étaient conformes à celles de Berlin. La situation intérieure justifiait les plus graves

inquiétudes des Magyars : à Budapest, la session s'était terminée au milieu de scènes révolutionnaires, et le ministre, pour vaincre l'obstruction, avait dû recourir à des mesures irrégulières qui avaient poussé à bout l'opposition. A Zagreb, la Constitution était suspendue et le pouvoir était concentré dans la main d'un commissaire extraordinaire; depuis plusieurs années, la vie parlementaire était arrêtée parce que tous les efforts des ministres pour écraser la résistance de la coalition serbo-croate se brisaient devant l'inflexible résolution des électeurs. Les journaux étaient soumis à une censure impitoyable qui ne les protégeait même pas contre les poursuites ultérieures. Des députés étaient condamnés à l'amende, jetés en prison. Ces rigueurs provoquaient des attentats terroristes.

Le régime dualiste était menacé d'un véritable effondrement. Le chancelier Berchtold et le comte Tisza, président de la chambre, qui était le principal meneur de la politique austro-hongroise, pensèrent que le meilleur moyen de restaurer l'Empire qui s'écroulait, était de lui ménager quelque conquête. Attaquer la Serbie sans prétexte, c'était alarmer l'Italie et justifier l'intervention immédiate de la Russie, sans parler de l'indignation universelle qui eût soulevé tous les Slaves des Balkans et peut-être même la Roumanie. Le plus sage était de la pousser à une offensive qui ouvrirait la porte à toutes les combinaisons. Les officiers autrichiens jugeaient les milices serbes avec la sévérité habituelle aux militaires de carrière et ils faisaient peu de cas du travail poursuivi avec autant de méthode que de persévérance par le roi Pierre et les généraux serbes. Ils étaient sûrs que les Turcs seraient facilement victorieux. L'occasion serait belle alors de courir au secours des Chrétiens, d'occuper Belgrade et de paci-

fier la Macédoine. Une fois établi dans les vallées de la Morava et du Vardar, on trouverait bien moyen de s'y maintenir.

Le 30 avril 1912, devant les Délégations, le comte Berchtold avouait clairement ses intentions et annonçait qu'il continuerait et développerait la politique du comte d'Aehrenthal; il insistait sur l'étroite entente de l'Autriche et de l'Allemagne, et personne n'ignorait l'opinion des Germains sur les Yougo-Slaves. Le célèbre naturaliste Ernest Haeckel, dans une conférence à Iéna qui avait eu un grand retentissement, avait fondé sur la supériorité native de la nation allemande son droit d'occuper les Balkans, l'Asie Mineure, la Syrie et la Mésopotamie et d'en exclure les races impuissantes et inférieures qui les possèdent actuellement. Le professeur Wirth recommandait aux Magyars de tenir dans l'oppression les paysans bosniaques et de les pousser ainsi à l'émigration : « favoriser le progrès de ces cultivateurs, ce serait accroître la force du peuple serbe, ce qui serait le suicide de l'Allemagne ».

Il semble probable que les résolutions définitives furent arrêtées dans la visite de Guillaume II à Vienne (23 mars). Pour être prêt à toutes les éventualités, le ministère autrichien poussait fiévreusement la construction des dreadnoughts, afin d'intimider l'Italie, si elle manifestait quelque méchante humeur, et le ministre de la guerre, le général d'Auffenberg, suppliait les Délégations de voter de très larges crédits militaires : « Nous ne devons pas oublier la situation que nous occupons dans l'Europe centrale.... Il nous faut corriger tout notre système militaire (déc. 1911). » — Il revenait à la charge avec une nouvelle insistance au mois de juillet suivant. Au mois de septembre, le congrès eucharistique développait à Vienne ses pompes magnifiques, et il exal-

tait l'enthousiasme du parti clérical, très puissant en Autriche. Le vieil Empereur, que l'âge rendait facilement accessible aux insinuations de son entourage et dont la foi avait été échauffée, non éclairée par les années, éprouvait une satisfaction sénile à terminer son règne dans l'apothéose d'une croisade catholique contre les schismatiques.

Le ministre de Bulgarie, M. Danev, a raconté au *Zeit* que la dernière pierre de l'alliance balkanique avait été posée à Vienne à la fin de mai 1912. Ferdinand, qui n'avait signé jusque-là avec la Serbie (19 mars) et avec la Grèce (29 mai) que des traités assez vagues pour qu'il lui fût facile de revenir en arrière, était accouru à Vienne pour y quêter l'approbation de François-Joseph (2 juin); après l'avoir obtenue, il approuva les conventions définitives de septembre. Si le moindre doute pouvait encore subsister sur les raisons qui déterminèrent le comte Berchtold à encourager le Tsar bulgare, on en trouverait l'aveu dans le refus hargneux qu'il opposa dès le début des hostilités à la proposition de la France : elle avait sollicité les Grandes Puissances d'offrir leur médiation et de s'engager à ne poursuivre aucune revendication territoriale. L'Autriche répondit par une fin de non recevoir presque brutale. Il n'eût vraiment pas valu la peine de préparer de si savantes combinaisons pour se lier la main par une solennelle promesse de renoncement!

La situation de Milovanovitch et de M. Pachitch qui, après sa mort (1er juillet), l'avait remplacé à la présidence du conseil, était terrible. Ils savaient les plans et les calculs de l'Autriche, et il ne leur était pas permis de compter dans tous les cas sur la fidélité de la Bulgarie; la Roumanie se réservait. Ils marchaient au combat avec une armée dont la force de résistance

était inconnue, contre des adversaires dont les qualités militaires étaient justement célèbres et que leurs instructeurs allemands se vantaient d'avoir pourvus de méthodes infaillibles. Ils avaient en même temps à tenir en échec les Albanais qui menaçaient leurs flancs et leurs derrières. Ils ne pouvaient être sauvés que par des victoires éclatantes. Ils les arrachèrent à la fortune, plus décisives qu'ils n'auraient même osé les espérer, et l'héroïsme de leurs soldats bouscula les savantes machinations du Ballplatz.

Il est certain que leur triomphe fut facilité par les défaillances et les erreurs des Turcs. Les Musulmans ne se dégagent jamais d'une profonde défiance vis-à-vis des Chrétiens, même quand ils leur remettent leurs destinées. Les officiers allemands, qu'Abdul-Hamid avait appelés à Constantinople, avaient été sans cesse gênés et leur action, paralysée par les suspicions du sultan ou l'incurie des ministres. Les réformes, annoncées à grand fracas plutôt que réalisées, avaient troublé les vieilles habitudes et dérouté les soldats, sans leur inculquer les qualités des troupes européennes. Les querelles civiles, auxquelles les officiers avaient pris une part trop active, avaient miné la discipline et écarté de l'armée les meilleurs éléments, soit qu'ils se fussent consacrés à la vie politique, soit qu'ils eussent été éloignés par les pratiques de favoritisme qu'avait introduites Abdul-Hamid et que les révolutionnaires avaient développées. Les expéditions contre les Albanais et la guerre tripolitaine avaient décimé les régiments et vidé les arsenaux. L'introduction des Chrétiens dans les rangs avait détruit l'unité morale et abaissé le niveau général. Comme, depuis des siècles, la défense de l'Empire reposait uniquement sur les Musulmans, la race s'était peu à peu épuisée, rongée par un service trop prolongé et trop dur, décimée ou abâtardie par les maladies. La Porte enfin était sur-

prise en pleine crise de réorganisation, avant que ses préparatifs fussent terminés, et sa mobilisation fut gravement gênée par la flotte grecque à laquelle la marine turque n'essaya même pas de disputer la maîtrise de la mer.

Le mérite des ministres serbes avait été d'apercevoir ces causes de faiblesse et de saisir le moment opportun. La gloire de la nation fut de fournir l'effort nécessaire, — et il était encore prodigieux, — pour disperser et détruire une armée qui, en dépit de ses tares, renfermait de redoutable éléments d'attaque.

La loi de recrutement, votée en 1901 par la Skoupchtina avait établi le service obligatoire de 21 à 46 ans : deux ans dans l'armée active, neuf ans dans la réserve. Les soldats passaient ensuite dans le 2e ban (six ans), puis dans le 3e (huit ans). Les hommes de dix-huit à vingt ans et de quarante-six à cinquante ans formaient l'armée de forteresse. La durée du service, fixée officiellement à deux ans, est très sensiblement réduite par les nombreux congés et par le renvoi en disponibilité des hommes dont l'instruction paraît suffisante. L'armée présente ainsi les caractères d'une armée de milices. Les officiers de réserve se recrutent parmi les jeunes gens instruits qui, après six mois de service, ont subi avec succès leur examen militaire ; les officiers de l'active sortent du rang ou de l'académie de guerre.

La convention militaire, signée le 12 mai avec la Bulgarie, obligeait la Serbie à mettre sur pied 150 000 hommes ; ce chiffre fut largement dépassé, puisque l'armée d'opération atteignit au moins 300 000 combattants. Il convient d'y ajouter les bataillons qui demeurèrent dans le pays pour garder les communications et surveiller la frontière autrichienne ; le chiffre des soldats levés ne fut sans doute guère inférieur à 400 000, ce qui, pour une popula-

tion totale de 2 900 000 habitants, représente un effort considérable.

L'infanterie était armée de fusils Mauser. Le matériel de l'artillerie, qui sortait entièrement des usines du Creusot, était tout à fait le même que le matériel français. Les officiers d'artillerie avaient été admirablement préparés par le colonel Milosavlévitch, qui avait rapidement groupé autour de lui des collaborateurs de premier ordre et appliquait nos méthodes avec la plus intelligente initiative. Il avait aussi compris l'utilité, — encore fort discutée, — de l'emploi de l'artillerie lourde, qui rendit d'excellents services. L'armée serbe n'avait pas d'aéroplanes, de sorte que le service d'information se montra insuffisant, et elle n'avait presque pas d'artillerie de montagne. La bataille de Koumanovo aurait donné des résultats plus décisifs si les Serbes avaient connu exactement les forces qu'ils avaient devant eux, — et la prise des hauteurs d'Oblakovo, dans la bataille de Monastir, leur aurait coûté des pertes beaucoup moins sévères, s'ils avaient disposé de quelques batteries de montagne.

Les succès des Serbes s'expliquent par la supériorité scientifique de leurs officiers supérieurs et la valeur morale de leurs soldats. Le lieutenant-colonel Immanuel, qui, en sa qualité d'allemand, n'éprouve naturellement pour les Serbes qu'une sympathie médiocre, reconnaît cependant que l'armée avait fait « des progrès manifestes, surtout sous la direction du général Jivkovitch, au point de vue de la discipline, de l'instruction et de la préparation à la guerre ». Il s'était appliqué à élever le niveau d'instruction des officiers, même des officiers de réserve. Ils prouvèrent en effet, pendant le cours des opérations, une remarquable initiative et une rare entente du terrain. Surtout, ils firent preuve du dévouement

le plus héroïque, donnèrent partout l'exemple à leurs hommes, et l'ascendant moral qu'ils conquirent ainsi leur permit d'obtenir des résultats merveilleux. Le général Herr, qui vint en Serbie pendant l'hiver de 1912 et qui n'arrivait pas sans quelque prévention défavorable pour une armée à court service, éprouva un étonnement mêlé d'admiration en constatant « la valeur des officiers et des cadres subalternes », et il n'hésita pas à prédire que, s'ils étaient attaqués par l'Autriche, « les Serbes, dépenaillés, seraient de rudes adversaires pour les Impériaux gantés de frais, aux culottes collantes et à la raie impeccable ».

L'armée se sentait en des mains solides, dirigée par la pensée vigilante et claire du chef d'état-major général, Poutnik, et de son auxiliaire, le général Michitch. Il est toujours fort difficile de raconter exactement une campagne et je suis persuadé que, de toutes les branches de l'histoire, l'histoire militaire est peut-être la plus incertaine. Sur les guerres serbes, nous en sommes encore réduits à des impressions incomplètes de témoins qui n'ont ni pu ni voulu nous donner la vérité complète. Nous pouvons déjà cependant apercevoir quelques mouvements qui nous semblent difficiles à expliquer, distinguer certaines fautes commises. Les victoires les plus célèbres et les généraux les plus illustres ne désarment pas les critiques de cabinet qui démontrent sans peine que, si tel assaut avait été ordonné une demi-heure plus tôt ou si telle division avait pris une position différente, le succès aurait été encore plus foudroyant. Ni le prince Alexandre, qui commandait l'armée principale, ni le général Poutnik, n'ont, je suppose, la prétention d'être supérieurs à Bonaparte, qui, comme personne ne l'ignore, s'était mis à Marengo dans une position désespérée, et qui, à Iéna, se trompa certainement sur les forces qu'il avait en face de lui.

On admet de même avec assez de vraisemblance que si, le 24 octobre, à Koumanovo, la division du Danube ne s'était pas exagéré le danger de l'apparition de quelques bataillons turcs qui menaçaient la gauche serbe, l'armée ennemie aurait été complètement enveloppée et détruite. De même, à Monastir, si, au lieu de livrer une bataille parallèle, « c'est-à-dire une bataille où l'intensité des efforts est aussi grande sur le front que sur les ailes et où le dosage des forces n'étant pas réglé à l'avance par le commandant en chef, la solution dépend du succès, impossible à prévoir d'avance, d'une unité subordonnée » (Capitaine de Ripert d'Alauzier), on eût porté l'attaque décisive sur la gauche de l'armée turque et la hauteur d'Oblakovo, on eût fermé à l'ennemi la route de l'Albanie, sa retraite naturelle, et on l'eût probablement réduit à capituler.

Il n'en demeure pas moins que l'on sent que l'armée est vraiment tenue en mains, conduite par une volonté intelligente qui calcule, qui prévoit et qui trouve partout une collaboration réfléchie et empressée. Il n'est pas sûr, — et l'avenir seul le dira, — que Poutnik et Michitch soient des généraux de génie; il est certain qu'ils ont été, suivant l'expression anglaise, « the right men in the right place », qu'ils ont apporté dans les opérations la méthode et la fermeté indispensables, qu'ils ont inspiré confiance à leurs subordonnés comme à leurs troupes, que, par leurs qualités intellectuelles et morales, ils ont réalisé autour d'eux l'unité de la nation et lui ont permis de déployer ses plus hautes qualités.

« Il n'y a rien de plus beau dans la guerre, a dit Bossuet, que l'intelligence entre les chefs et la conspiration de tout l'État. » Cette conspiration de tout l'État, cette unanimité des volontés individuelles qui se perdent dans une résolution indomptable de vic-

toire, cette fusion de toutes les âmes qui ne sont plus que le souffle unanime de la patrie, nous avons eu au mois d'août dernier la preuve de son irrésistible puissance, et elle a compensé l'immense supériorité des préparations ennemies. Elle n'a pas été moindre en Serbie de 1912 à 1914. — « Ce qui fait la grandeur de ce peuple, écrivait de Belgrade une infirmière allemande (26 nov. 1912), c'est que chaque habitant est patriote. » Si la mobilisation s'accomplit avec une si remarquable rapidité, si les troupes fournissent sans plaintes et sans murmures les étapes les plus dures, par des routes impraticables, à travers des plaines inondées ou dans des ravins que l'on jugeait auparavant inaccessibles, si les blessés supportent leurs souffrances avec une bonne humeur et une constance qui arrachent aux médecins étrangers un cri d'admiration, c'est que tous, du plus humble soldat jusqu'au général en chef, savent le prix du combat.

Il s'agit de venger les ancêtres, d'affranchir les aïeux que l'on croit encore sentir frissonner dans leurs chaînes sous la terre foulée par les Infidèles, et, en même temps, de conquérir pour les générations futures une vie plus large et plus heureuse, en s'ouvrant une libre sortie sur la mer. Les Turcs et les Chvabé, les ennemis éternels de la race, *on les aura* ou on mourra. Un colonel raconte que, quand son régiment arriva sur le champ de Kosovo, aussitôt, sans qu'aucun ordre eût été donné, tous les hommes s'arrêtèrent, firent le signe de croix et présentèrent les armes. Pour guider les libérateurs, les saints et les héros sortent de leurs tombeaux. M. Henri Barby, le correspondant du *Journal*, qui nous a donné un récit pittoresque et vivant de la campagne de 1912, nous raconte que, le 2 novembre, les Serbes marchaient à l'assaut d'un défilé qui conduit à Prilep; il s'agissait d'enlever des hauteurs de 12 à 1 500 mètres

solidement organisées, que l'on ne pouvait aborder que par des sentiers de chèvres et contre lesquelles il était impossible de se servir de l'artillerie. Quand, après un troisième assaut, le 5e de ligne réussit enfin à s'établir sur les hauteurs, tous les officiers avaient été tués et les deux tiers des hommes. « Nous avancions dans une sorte d'entonnoir, racontait un blessé à M. Barby. Les Turcs nous criblaient d'une grêle de balles et de shrapnells. Nous tombions, mais nous avancions quand même. Soudain, j'eus la sensation d'un choc, je continuai cependant à marcher; brusquement tout tourna autour de moi, et je perdis connaissance. Pourtant j'entends encore la voix de mon lieutenant : « En avant, frères.... Voilà la tour de Kraliévitch Marko. — En avant, frères! Napred Bratso! »

Le cri de douleur des femmes qui, pendant des siècles, ont subi les caprices du maître, les gémissements des ancêtres qui ont pâti sous la cravache et l'injure, les sanglots des enfants qu'on a persécutés dans leur foi et leur amour, les soldats serbes les entendent dans l'appel de Marko Kraliévitch qui s'est réveillé de son sommeil séculaire et, monté sur son fidèle Charats, appelle son peuple autour de lui « pour fondre à leur tête sur l'ennemi aux cris de : En avant, frères! au nom de la patrie et de la croix sainte! »

Chaque paysan sait d'ailleurs que ses intérêts immédiats sont en jeu : si l'on ne brise pas la barrière au delà de laquelle on entend l'appel de la mer, il devra passer par les conditions que lui dictera le douanier autrichien; il sera exploité par le juif hongrois ou le vétérinaire de la frontière; ses prunes moisiront et son grain ne se vendra pas! — La victoire, c'est la vengeance, et c'est aussi l'affranchissement de la terre, encore à demi serve.

Dès la première rencontre, le succès se dessina. Les Serbes s'avançaient en trois armées convergentes dans la direction du Champ des Moutons, entre Koumanovo, Skoplié et Vélès (Kuprili), où se concentrait l'armée ottomane. Le 23 octobre, ils se heurtèrent dans les environs de Koumanovo aux forces ennemies qui avaient pris l'offensive. Les colonnes serbes se frayaient difficilement un passage par des vallées étroites, coupées de crêtes rocheuses, qui retardaient la marche de l'artillerie et permettaient aux grand'gardes turques de disputer le terrain pied à pied. Leurs divers corps étaient assez éloignés les uns des autres, quand l'avant-garde du prince Alexandre se trouva à l'improviste en contact avec Zekki pacha, qui avait pris l'offensive et manœuvrait sur les lignes intérieures. La situation, le 23 octobre, sans être vraiment menaçante, aurait pu cependant devenir sérieuse si la surprise avait réussi. La résistance acharnée du 18e de ligne et la charge héroïque du 7e d'infanterie qui, à la fin de la journée, entraînée par le commandant Nicolaïévitch, balaya et refoula les Turcs sur leurs premières positions, donnèrent au prince héritier le temps de rassembler ses régiments et, le 24, il ordonna l'attaque sur toute la ligne. Les Serbes, dit l'état-major général, s'avançaient sur un terrain découvert et étaient fort exposés au feu de l'artillerie opposée. Ils abordent les Turcs à la baïonnette, les chassent de leurs tranchées, les forcent à se replier en désordre; à deux heures de l'après-midi l'ennemi bat en retraite sur toute la ligne, laissant sur le terrain 10 à 12 000 tués ou blessés, 2 000 prisonniers, une centaine de canons.

Les Serbes, maîtres désormais d'achever leur concentration sur le Vardar, entrent sans coup férir à Skoplié, l'ancienne capitale de Douchan, et pour-

suivent leurs adversaires qui, harassés, démoralisés, débordés, après une faible tentative de résistance entre Chtip et Vélès (28 octobre), continuent leur fuite dans la direction de Prilep et de Bitolié.

Après 3 jours de combat, la division de la Morava enlève le col de Prissat, que traverse la route de Vélès à Prilep (4 novembre), et, bien que, suivant l'expression du capitaine de Ripert d'Alauzier, le combat de Prissat ne puisse pas être comparé, au point de vue des résultats et des effectifs, aux batailles de Koumanovo et de Monastir, c'est une des journées dont les Serbes tirent le plus d'orgueil, parce que nulle part les difficultés de terrain ne furent plus grandes et que leur infanterie, démunie d'artillerie de montagne et obligée de lutter contre l'infanterie et l'artillerie turques, solidement établies sur un terrain soigneusement étudié d'avance, y donna la mesure de ses qualités de mordante impétuosité et d'indomptable acharnement.

De fortes chutes de neige, bientôt suivies du dégel et de pluies abondantes qui firent déborder les rivières, la difficulté des communications, la nécessité d'accorder un peu de repos aux troupes épuisées par des étapes terribles et des escarmouches perpétuelles, décident alors les généraux serbes à s'arrêter quelques jours et permettent aux Turcs de réorganiser leurs forces et de s'établir solidement dans les environs de Bitolié.

Quand la lutte reprend (15 novembre), ils occupent une situation extrêmement solide. Couverts par la rivière Noire et la Semnitsa que les pluies récentes ont transformées en torrents et qui inondent une partie de la plaine, ils sont protégés vers l'ouest par les hauteurs d'Oblakovo qui commandent la route de Bitolié à Ochrida, la seule ligne de retraite qui leur reste ouverte. Elles sont défendues par le VI[e] corps,

que commande Djavid pacha, le plus énergique des généraux turcs. Circassien d'origine, il était avant la guerre, à la tête du corps d'armée de Bitolié ; il connaissait donc à fond le pays et il exerçait un extrême ascendant sur ses hommes qui appréciaient son activité et son coup d'œil. A Koumanovo, il avait dirigé l'attaque contre le 7e de ligne qu'il avait failli détruire. Il venait d'infliger aux Grecs un échec sérieux, et ce succès avait relevé le moral de ses soldats. Pour briser sa résistance il ne fallut pas moins de cinq jours et quatre nuits de combat (14-19 novembre); mais, après cet effort décisif, l'armée turque n'existait plus ; les Serbes entraient dans Bitolié, ramassaient des milliers de prisonniers et donnaient la main à la cavalerie grecque qui arrivait à Florina.

Djavid pacha avec une dizaine de mille hommes, avait réussi à se retirer en Albanie où il devint aussitôt l'âme de la défense. La bataille de Bitolié ou de Monastir n'en demeure pas moins, de l'avis des critiques les plus autorisés, le plus beau fait d'armes de toute la guerre balkanique, et le colonel Immanuel constate qu'elle est d'autant plus remarquable « au point de vue du rendement de l'armée serbe, soit pour le commandement, soit pour la valeur des troupes » que les Turcs avaient fait preuve d'une remarquable force de résistance.

Il est permis d'ajouter que le triomphe des Serbes est d'autant plus glorieux qu'après Koumanovo, ils avaient détaché deux divisions vers Andrinople pour soutenir les Bulgares, et il importe d'autre part de constater que leurs succès ne furent pas, comme on l'insinue quelquefois, des victoires locales, sans effet sur le résultat général. Il suffit de jeter les yeux sur la carte pour constater que Koumanovo est très rapproché de Sofia. Si, le 23 octobre, les Serbes avaient fléchi, la route de la capitale bulgare était

ouverte et le roi Ferdinand eût été contraint de rappeler de Lulé-Bourgas une partie de son armée, ce qui eût entraîné les conséquences les plus désastreuses.

Pendant que le prince Alexandre et le général Poutnik conquéraient la Macédoine, des armées secondaires occupaient le Sandjak, soutenaient les Monténégrins qui assiégeaient Scutari, et, par la vallée du Drim, arrivaient à Lech (Alessio) sur l'Adriatique (8 novembre) et à Dratch (Durazzo) (28).

On raconte qu'après le combat de Prissat, Djavid-pacha avait télégraphié au grand vizir : « Les Serbes sont invincibles, nous ne pourrons rien contre eux. » Ils ne donnèrent jamais plus complètement la mesure de leur obstination et de leur endurance que dans cette marche à travers les Alpes Albanaises, où « il fallait passer homme par homme, cheval par cheval, entre des roches escarpées surplombant des gouffres au fond desquels mugissaient les torrents gonflés par la pluie et la neige. Sous cette pluie, sous cette neige, pataugeant dans la boue », (Barby, *Les Victoires serbes*, p. 177) les soldats marchaient jour et nuit, sans repos, sans autres vivres que ceux qu'ils avaient emportés dans leurs sacs ; ces vivres épuisés, on mangea des racines, du maïs cru, de l'herbe, des feuilles. Beaucoup périrent de fatigue et de privations; il n'y a aucune exagération à affirmer que toute autre armée aurait échoué dans une semblable entreprise. Pour y réussir, il fallait cette race de paysans sobres, habitués à la misère et à l'épreuve, portée aussi et soulevée au-dessus d'elle-même par le rêve d'affranchissement qu'elle poursuivait depuis des siècles et qu'elle touchait enfin de la main.

Les voyageurs qui ont visité la Serbie pendant les guerres balkaniques, nous signalent avec un étonnement qu'ils ne dissimulent pas, le calme et la

réserve du peuple. Pas de cris, pas de discours partout une résolution froide, la volonté d'accomplir son devoir sans faiblesse et sans fracas. Après la victoire, ni gloriole ni vantardise; rien de ce dédain superbe pour les ennemis dont les Turcs ou les Bulgares font profession. Les officiers avouent les erreurs commises, se préoccupent de l'avenir. On sent que beaucoup d'entre eux ont fréquenté en France, y ont contracté l'esprit de modération et le sens critique, qu'ils y ont entendu leurs camarades dire : le moment venu, nous serons victorieux, — et il le faut bien; — mais ce sera dur.

Après Bitolié, les généraux et les ministres serbes n'avaient qu'un désir, traiter rapidement avec la Porte, et, dans les négociations de Londres (décembre 1912), leurs ambassadeurs, qui avaient reçu les instructions les plus conciliantes, ne négligèrent rien pour aboutir à un accord. Dans les derniers jours de janvier 1913, j'eus l'honneur d'être reçu par M. Stojan Novakovitch, qui n'avait pas hésité malgré ses soixante-dix ans à entreprendre un long et pénible voyage pour mettre au service de sa patrie sa haute expérience et l'autorité d'un nom illustre dans la politique et les lettres. Je le trouvai profondément attristé par l'échec des pourparlers. C'est que les Serbes voyaient se former un nouvel orage. Dès le lendemain de Koumanovo, l'Autriche, effarée de succès qui bouleversaient ses combinaisons, avait pris une attitude nettement hostile et, pour arrêter la marche des Serbes sur l'Adriatique, elle inventait la nationalité albanaise. Il s'agissait pour le Ballplatz de ne pas permettre aux vainqueurs de rompre la ligne d'investissement dans laquelle il s'était efforcé de les enfermer. L'Albanie était destinée à jouer le rôle que la Turquie s'était montrée incapable de soutenir.

Menacée dans ses ambitions et atteinte dans son amour-propre, l'Autriche traversait une période de colère noire et elle était prête aux pires sottises. « Le principe du maintien de la paix dans tous les cas et à tout prix ne saurait être la base de la politique d'une grande Puissance », déclarait le président du conseil de Cisleithanie, le comte Stürgkh; 200 000 hommes étaient massés sur la frontière méridionale; des mines, posées le long de la Save et du Danube. « La nuit, écrivait M. Barby qui était alors à Belgrade, les monitors fouillent de leurs projecteurs la ville, où leurs faisceaux lumineux se posent longuement sur le palais royal, et s'amusent à passer à toute vitesse devant les débarcadères serbes, renversant barques et chaloupes et rompant leurs amarres. Les officiers viennent photographier la rive serbe. A quelques kilomètres de la capitale, des obus, des balles et des projectiles sont tombés près d'une patrouille de douaniers. »

Les comtes Berchtold et Tisza étaient poussés par le chancelier d'Allemagne, von Bethmann-Hollweg, qui, suivant l'expression du socialiste Ledebour, « leur accordait un véritable blanc-seing », et promettait, si les circonstances l'exigeaient, de jeter dans la balance la parole de l'Empire germanique (2 décembre). Le 8, la Triple-Alliance était prolongée pour une durée de six ans, et la presse officieuse insistait sur l'importance de ce renouvellement anticipé.

Dans ces conjonctures, il était prudent de presser vivement l'entente avec la Porte. Comme, au début de janvier, le pouvoir à Constantinople était entre les mains des modérés, une conciliation eût été rapidement obtenue sans l'intransigeance des Bulgares. L'obstination avec laquelle ils réclamèrent Andrinople, servit de prétexte au coup d'état du 23 janvier 1913, qui ramena aux affaires Enver bey et

les chefs les plus intransigeants du parti jeune-turc.

Les hostilités reprirent aussitôt. Elles prouvèrent que la Porte était incapable de reconquérir les territoires qu'elle avait perdus, mais aussi que les alliés étaient terriblement épuisés. Leur fatigue manifeste encourageait l'Autriche. Elle avait complété ses armements et réclamait pour l'Albanie des frontières si étendues qu'il était manifestement impossible à la Serbie de les accepter. Pendant les mois de mars et d'avril 1913, la guerre universelle fut imminente : l'état-major allemand préparait une nouvelle loi militaire (mars), qui augmentait dans des proportions formidables la force agressive de l'Empire; le Chancelier présentait au Reichstag des mesures financières dont le caractère nettement révolutionnaire ne pouvait s'expliquer que par la prévision d'une crise imminente, et il prêchait une véritable croisade contre le monde slave. Quelques semaines plus tard, sir Edouard Grey constatait que la résignation du roi Nicolas qui, après avoir occupé Scutari (23 avril), l'avait remise aux Puissances, « était arrivée tout juste à point pour maintenir l'accord entre elles ».

La Russie et, à sa suite, la France et l'Angleterre disputaient le terrain, mais sans conviction et sans vigueur. Sur le point essentiel, l'Autriche obtenait satisfaction, puisqu'elle barrait à la Serbie l'accès de l'Adriatique et que le Tsar se contentait pour elle de la vaine promesse d'un débouché commercial à travers l'Albanie. Les Habsbourgs ne lâchaient pas leur proie. Après comme avant Koumanovo et Bitolié, ils tenaient les Yougo-Slaves emprisonnés dans leurs serres.

Le destin était vraiment trop injuste. La Serbie ne s'y résigna pas, espéra obtenir de l'équité de la Bulgarie ce que lui refusaient la haine de l'Autriche et la tiède bienveillance de la Triple-Entente.

Par les préliminaires de Londres (30 mai) le Sultan avait cédé aux souverains balkaniques les territoires de son Empire situés à l'ouest de la ligne Énos-Midia, à l'exception de l'Albanie, qu'il remettait aux Grandes Puissances, pour en régler les frontières et la condition. Le Cabinet de Belgrade demanda à Ferdinand de consentir à la revision du traité d'alliance du 13 mars 1912 qui avait fixé la frontière éventuelle des deux pays en cas de défaite des Turcs (25 mai 1913).

On discutera sans doute éternellement sur la responsabilité respective de la Serbie et de la Bulgarie dans la rupture de 1913, parce que, dans les grands conflits de passion et d'intérêts qui mettent les peuples aux prises, les incidents se mêlent et se combinent de si inextricable façon qu'il est presque impossible de déterminer la portée réelle de chacun d'eux, et aussi parce que nous sommes bien forcés de juger les intentions d'après les paroles, et que les paroles cependant ne traduisent pas toujours le fonds réel des pensées. La commission Carnegie, qui nous a donné un récit détaillé de ces événements et qui n'a pas échappé à l'influence de M. Milioukov que des liens nombreux rattachent à la Bulgarie, fait état des déclarations de M. Pachitch devant la Skoupchtina, le 30 juin, pour en conclure qu'il était résolu à la guerre, si la Russie se prononçait contre lui. Il suffit cependant d'une seconde de réflexion pour comprendre l'inanité d'une pareille hypothèse : aller à Pétersbourg pour décliner ensuite la sentence du Tsar, c'eût été commettre le plus absurde des suicides et, tant qu'il n'aura pas été démontré que M. Pachitch, ses collègues, le roi et tous les députés étaient irrémédiablement atteints de folie incurable, nous sommes forcés de négliger de pareilles insinuations.

Si l'on étudie les faits en gros, — et c'est encore le

plus sûr moyen de ne pas se tromper, — quelques points se détachent, incontestables. D'abord la masse du peuple ne désirait pas la guerre, pas plus en Bulgarie qu'en Serbie. La meilleure preuve, c'est que l'armée bulgare était en train de se disperser d'elle-même; les officiers disaient au correspondant du *Times* : « Si la question n'est pas tranchée d'ici à une semaine, le général Savov n'aura plus d'armée à commander. » A Sofia, les hostilités furent l'œuvre exclusive du roi, des officiers et des immigrés macédoniens, qui voyaient leur carrière brisée, si le roi Pierre établissait sa domination dans les districts qu'ils ravageaient depuis dix ans, en attendant de les administrer. En Serbie, le peuple était plus pacifique encore. Tous les renseignements, de quelque côté qu'ils nous viennent, signalent l'extrême cordialité et la confiance absolue qui régnaient entre les soldats des deux armées slaves. Les officiers serbes, s'ils étaient évidemment plus réservés et s'ils comprenaient mieux la divergence des intérêts en présence, ne désiraient pas cependant un conflit, parce qu'ils avaient une idée très haute de l'armée bulgare, et surtout parce que chez eux le sentiment slave est très puissant. Ils voyaient une sorte de crime dans une lutte fratricide qui ne profiterait qu'à l'ennemi commun, l'Austro-allemand. — Naturellement, nos soldats auraient marché contre l'Angleterre en 1898 si on le leur avait ordonné; ils auraient fait leur devoir sans joie et en regardant malgré eux vers une autre frontière. Ce fut l'attitude des Serbes pendant la bataille de la Brégalnitsa.

Le Gouvernement de Belgrade, qui ne pouvait pas rechercher une rupture et qui en fait la redoutait, avait-il commis une imprudence grave en soulevant la question de la revision des frontières? — Il y était autorisé par des raisons capitales

D'abord, et les Bulgares ne le contestaient pas, les clauses des conventions militaires n'avaient pas été observées : non seulement la Bulgarie n'avait pas fourni aux Serbes les secours prévus, mais ceux-ci, au lendemain de Koumanovo, avaient immédiatement détaché une division vers l'est, du côté de la Thrace, et avaient ainsi facilité à leurs alliés la conquête de vastes territoires qui n'avaient pas été prévus dans le plan primitif. Leurs soldats et en particulier leur artillerie avaient ensuite pris une part importante dans le siège d'Andrinople, dont ils avaient, au moins en partie, déterminé la reddition. Aux conférences de Londres, en dépit de leurs intérêts évidents, ils avaient soutenu les ambassadeurs de Ferdinand et, pour ne pas se séparer d'eux, accepté une nouvelle campagne dont ils savaient les inconvénients et qu'il leur eût été très facile d'éviter. A la Skoupchtina, dans la séance du 5 novembre 1913, l'orateur de l'opposition, M. Drachkovitch, reprochant à la majorité et au ministère la continuation des hostilités, leur disait : Pour la Bulgarie, la rupture de l'armistice et la nouvelle guerre signifiaient la prise d'Andrinople, la plus importante forteresse des Balkans après Constantinople, et l'accès de la mer de Marmara après la mer Noire et la mer Égée; mais pour nous, que signifiait-elle, cette nouvelle campagne? — Nous rachetions la Macédoine, lui répondait la majorité. — Il s'était en fait conclu alors entre les coalisés un pacte tacite qui justifiait les prétentions de M. Pachitch et des radicaux.

D'autant plus qu'ils avaient payé très cher les services rendus à leurs alliés, puisque, en poursuivant, par un sentiment de loyale solidarité, une guerre contre les Turcs qui n'avait plus pour eux aucun intérêt direct, ils s'étaient condamnés à céder aux injonctions autrichiennes. Dépossédés succes-

sivement de Dratch (Durazzo) et de Scutari, comme il leur était impossible de se contenter de la fallacieuse promesse d'un chemin de fer neutralisé, à travers un territoire étranger et sous la menace constante de tribus sauvages et dépendantes de l'Autriche, il leur était indispensable d'obtenir au moins vers le sud un contact immédiat avec la frontière grecque qui leur assurerait une indépendance relative. Si les Bulgares au contraire occupaient la ligne qu'ils réclamaient, Vélès, Bitolié, Ochrida, la Serbie se trouvait complètement cernée par l'Autriche et ses protégés, et sa situation était plus mauvaise qu'avant la guerre. Il est certains renoncements qu'on ne saurait exiger d'une nation, surtout au lendemain de victoires éclatantes.

Les Bulgares eux-mêmes, par une arrière-pensée dont il est trop simple de deviner les raisons, avaient refusé de donner au traité du 13 mars un caractère définitif. Ils s'engageaient, disaient-ils, à accepter la frontière indiquée, si l'Empereur de Russie, sollicité d'être l'arbitre suprême en cette question, se prononçait en faveur de cette ligne. Ils avaient donc laissé la porte ouverte à la discussion, et le bon sens le plus vulgaire l'exigeait. Au moment de commencer une guerre dont personne ne prévoyait l'issue, comment se tracer d'avance un programme immuable qui pouvait si facilement être bousculé par les événements. Il est vrai que les Serbes avaient consenti à ne formuler aucune revendication au delà de la ligne fixée, mais c'était naturellement à condition que les autres clauses du traité fussent observées, — et elles ne l'avaient pas été; — que la situation générale ne fût pas radicalement modifiée, — et elle l'était par la réaction d'une Albanie indépendante et par la cession d'Andrinople et de la Thrace à la Bulgarie. Que le

traité du 23 ne fût ainsi qu'un engagement préliminaire et un programme, les Bulgares ne le niaient sans doute pas eux-mêmes, puisque M. Danev, à Londres, contre la lettre des conventions, avait demandé une frontière commune entre l'Albanie et la Bulgarie du côté de Dibra, en même temps d'ailleurs qu'il revendiquait Salonique.

Le malheur pour la Bulgarie, c'est que le parti démocratique qui représente les intérêts réels du pays et qu'anime un sentiment profond de fraternité slave, y était complètement annihilé par l'influence de Ferdinand qui menait la politique par-dessus la tête des ministres et que l'Autriche excitait sournoisement. Il entraîna sans peine les militaires, dont beaucoup avaient été profondément contaminés par les influences germaniques. La plupart d'entre eux avaient fait leurs classes à Berlin; ils en étaient revenus, imbus des méthodes et de l'orgueil prussiens. C'est l'état-major allemand qui leur avait enseigné les attaques en grandes masses et les marches à fond qui peuvent en effet produire des résultats foudroyants, mais qui, si elles ne réussissent pas complètement, ruinent une armée et lui rendent fort difficile la continuation de l'action. A leur tactique, ils avaient dû la victoire de Lulé-Bourgas, mais aussi l'échec de Tchataldja et la désorganisation de leurs forces, qui était si clairement apparue dans la seconde campagne contre les Turcs.

L'événement ne les avait pas instruits. Ils persistaient à croire que l'hégémonie dans les Balkans leur appartenait en vertu d'une sorte de droit divin, et ils voulaient conquérir une situation telle que les États voisins n'eussent même plus la pensée de soutenir la concurrence et se résignassent à une humble vassalité. La presse avait beaucoup parlé dans les mois de novembre et de décembre 1912 de l'entrée

triomphale de Ferdinand à Constantinople, de la selle précieuse arrivée de Venise et des chevaux blancs de son cortège triomphal. Les grandioses lubies du souverain s'étaient propagées de proche en proche et, peu à peu, un vent de délire avait troublé les plus fermes cerveaux.

Il était entendu parmi les officiers de Sofia que les Grecs et les Serbes étaient de méprisables adversaires, qu'on disperserait à coups de cravache.... « Il faut répéter à nos soldats, disait un ordre du jour du général Kovatchef (17 juin 1913) que les soldats serbes et grecs, si pleins de courage contre les populations sans défense, ne sont que des lâches et ont été épouvantés en apprenant l'approche de notre armée. A l'arrivée de nos premières troupes, le moral des Serbes a commencé à fléchir; il est aujourd'hui réduit à néant. Cet état d'esprit est mis en évidence par le nombre énorme de déserteurs qui passent tous les jours dans nos rangs et déclarent que leurs camarades sont résolus à mettre bas les armes dès le commencement des opérations. En laissant les divers échelons de notre armée, au moment de leur concentration, passer devant eux sans les inquiéter, les Serbes ont montré clairement leur état moral et la crainte qu'ils ont de se mesurer avec nous. S'il en était autrement, jamais ils n'auraient permis à notre concentration de s'effectuer dans des conditions inconnues jusqu'ici dans l'histoire. »

Ce document est une de ces pièces qui décident des procès et rendent superflues toutes les discussions. Il éclaire la psychologie de l'état-major bulgare et aussi les intentions des politiques de Sofia Ils poussèrent jusqu'au bout l'imitation de l'Allemagne en se décidant à l'attaque brusquée de la nuit du 29 au 30 juin.

Le président du conseil, M. Guéchof, esprit modéré

et réfléchi, qui apercevait les dangers d'une rupture, avait été congédié par le souverain, au moment où il allait négocier avec M. Pachitch à Tsaribrod (30 mai). M. Danev, qui n'était peut-être pas non plus très belliqueux, était hors d'état de résister à la pression de la coterie militaire et du roi. En vain la Russie multipliait ses efforts pour éviter un conflit, envoyait coup sur coup des conseils de prudence : le 8 juin, le tsar adressait aux deux souverains son télégramme célèbre où il leur rappelait qu'ils s'étaient engagés, en cas de difficulté, à accepter son arbitrage : « l'État qui commencerait la guerre répondrait de sa conduite devant la Slavie » ; quant à lui, il se réservait la liberté entière de ses décisions « en face des conséquences possibles de cette lutte criminelle ».

La Serbie n'avait aucune raison d'attribuer au Tsar des sentiments particulièrement bienveillants et elle n'ignorait pas que, par habitude, par instinct et par politique, la Russie avait pour les Bulgares quelque faiblesse de cœur. Il n'est pas étonnant que sa première impression ait été un mouvement d'inquiétude et même de révolte. — La Russie, disait-on à Belgrade, nous tient par le péril toujours menaçant sur le Danube et elle nous impose concession sur concession, hier l'Albanie, aujourd'hui la Macédoine. C'est un suicide qu'elle réclame de nous ; mourir pour mourir, mieux vaut tomber les armes à la main et face à l'ennemi. (De Penennrunn, *Quarante jours dans les Balkans*.) — La Skoupchtina décida « de ne pas permettre que les intérêts vitaux de la Serbie fussent abandonnés », et M. Drachkovitch précisa le sens de cette résolution : « Nous ne saurions accepter un réglement arbitral, qui ne tiendrait pas compte de nos intérêts vitaux dans la vallée du Vardar. »

M. Pachitch, violemment pris à partie par l'oppo-

sition qui l'accusait de maladresse et presque de lâcheté, mollement soutenu par ses amis effrayés du déchaînement des passions, sourdement menacé par le parti militaire qui entraînait le prince royal, avait un sens trop vif de ses devoirs pour sacrifier à ses désirs intimes et à sa popularité l'existence du pays que la plus légère imprudence pouvait mettre en péril. L'ambassadeur russe, M. Hartwig, qui avait été un des principaux artisans de l'alliance balkanique et dont il connaissait la loyauté et le dévouement à la cause de la Slavie, l'encouragea et, malgré le général Bogdanovitch, le premier ministre décida le roi à accepter l'arbitrage sans réserve.

Au moment où la modération et le bon sens triomphent à Belgrade et où l'armée accomplit le plus difficile de ses devoirs en soumettant ses passions à la volonté du pouvoir civil, à Sofia, où la Chambre, sortie d'élections frelatées, n'a aucune influence réelle sur les événements, la direction appartient au souverain et aux officiers qui se leurrent de fantasques illusions.

Le plan qu'ils ont adopté et le but dernier qu'ils poursuivent, est précisé avec une lamentable franchise par le général Savov dans son télégramme du 19 mai : — Une guerre entre nous et nos alliés est inévitable. Une question importante se pose, qui engage tout notre avenir, celle de savoir *à qui appartiendra l'hégémonie dans les Balkans*. L'occasion s'offre aujourd'hui à nous de nous l'assurer par une guerre victorieuse. Dans un ou deux ans, l'Europe ne nous permettra plus d'attaquer soit la Serbie, soit la Grèce. Nous devons donc nous efforcer, tout en sauvegardant notre responsabilité aux yeux des Puissances, de provoquer un conflit avec nos alliés pour mettre ceux-ci, par une victoire décisive, dans l'impossibilité une fois pour toutes de *gêner l'accomplis-*

sement de notre programme naturel. — Guerre préventive, attaque brusquée, égoïsme nationaliste, conquête de l'hégémonie, toutes les doctrines berlinoises de l'Impérialisme le plus brutal ont été adoptées par l'état-major bulgare, et il y joint l'aveuglement le plus étrange et presque le plus naïf.

Le général Savov sait que la Serbie et la Grèce sont étroitement solidaires et que M. Vénizélos, au mois de mai, a repoussé les propositions du cabinet de Sofia qui lui offrait de lui abandonner Salonique en échange de son alliance. Il n'ignore pas que la Roumanie a éludé les offres de la Bulgarie et que toutes ses mesures sont prises pour profiter des dissensions des Slaves; il ne peut pas se dissimuler que les Turcs, qui ont refait leur armée, guettent le moment de reprendre pied en Thrace. Par quelle aberration peut-il écrire : « Jamais le moment ne sera plus favorable ».

Depuis, il a essayé de dégager sa responsabilité, et il n'est pas impossible qu'à la dernière minute, l'état de ses régiments lui ait inspiré des réflexions salutaires. L'opinion surexcitée rendait désormais bien difficile un retour en arrière, et le roi était sous la coupe de l'Autriche. Après une dernière conférence avec le ministre de Vienne, il donna l'ordre d'attaquer (29-30 juin 1913).

Depuis plusieurs mois, les avant-postes avaient été alarmés par une série d'escarmouches, dont quelques-unes avaient duré plusieurs heures et avaient dégénéré en véritables batailles. Le plan des Bulgares était, suivant l'ordre du général Savov (30 juin), « d'attaquer sans déclaration de guerre, de frapper de grands coups sur les adversaires, pour les amener à des concessions décisives, et de se saisir du territoire contesté », de manière à mettre l'Europe en présence du fait accompli. Dans de moindres propor-

tions Ferdinand avait le même dessein que Guillaume II l'année suivante.

Dans la nuit du 29 au 30, la principale armée bulgare, commandée par le général Kovatchef, se lance à l'attaque de la première et de la troisième armées serbes (prince Alexandre, général Yankovitch).

Les Serbes parlent avec une fierté particulière de leur campagne de 1913 et de leur triomphe de la Brégalnitsa. Nous connaissons d'ailleurs peut-être mieux ces batailles que celles de l'hiver précédent, grâce à l'étude sommaire, mais précise et lumineuse, de Réginald Kann (*La Manœuvre serbe*), et surtout grâce aux articles publiés dans la *Revue bleue* par un officier qui a eu la bonne fortune d'avoir en mains les documents officiels serbes. Il s'en dégage quelques conclusions générales.

D'abord la supériorité manifeste des troupes serbes sur les troupes bulgares, bien entendu supériorité à ce moment donné. Si l'on songe que la Bulgarie avait mis sur pied près de 650 000 hommes pour une population de 4 millions d'habitants et que cette armée avait perdu le quart de son effectif, on éprouve un sentiment sincère et profond de respect et d'admiration pour le patriotisme de ses soldats et l'énergie de ses officiers. Mais les forces humaines ont des bornes. Les attaques en masses avaient rapidement usé l'armée, lui avaient enlevé ses meilleurs éléments, ses cadres les plus solides. Elle avait été démoralisée par le choléra; on avait exigé d'elle, ces dernières semaines, des marches accablantes, par une chaleur lourde, qui avaient achevé de la ruiner. « On avait usé et abusé des formations improvisées », enrôlé des recrues à peine dégourdies, incorporé à la hâte des Musulmans et introduit ainsi dans les rangs des éléments douteux. La discipline faiblissait et des cas nombreux de révolte se produi-

saient. L'armée serbe était au contraire dans un excellent état, entraînée et non fatiguée, pleine de confiance dans ses officiers, convaincue de la justice de sa cause.

Le plan du général Savov lui avait été dicté par des considérations diplomatiques, c'est-à-dire qu'il était exécrable. Afin de dissimuler ses projets agressifs, il n'avait pas voulu porter son attaque vers l'ancienne frontière serbo-bulgare, mais il avait concentré son effort sur la ligne où l'ennemi avait rassemblé ses meilleurs éléments et avait eu le temps d'organiser solidement sa défense. Le terrain sur lequel allait s'engager la lutte était accidenté et difficile, dominé vers le nord par un massif montagneux; de là se détachaient des hauteurs où les Serbes pouvaient aisément s'accrocher. Il était traversé par la Brégalnitsa et deux de ses affluents, la Zlétovska, à droite, et la Kriva Lakavitsa, à gauche, qui, sans offrir des obstacles très sérieux, devaient cependant retarder la marche des assaillants. Enfin, les diverses parties de l'armée bulgare étaient séparées par le massif de la Platchkanitsa, qui rendait la liaison difficile et qui, en cas d'échec, compromettait la retraite.

En dépit de ces avantages, si les Serbes surpris avaient reculé, leur échec, sans grande portée stratégique, aurait eu des conséquences morales et politiques désastreuses. Les Bulgares se seraient établis sur le territoire contesté et, comme l'avait escompté le roi, leur situation n'eût pas été sans influence sur la décision de la Russie. La vigueur et l'inébranlable fermeté du général Poutnik décidèrent ce jour-là de l'avenir du pays.

Le général Poutnik avait alors soixante-six ans. Petit, robuste, il n'a rien d'un officier de parade, et il ne ressemble guère aux généraux de la légende. Il fait invinciblement songer à la définition de l'orateur

dans Cicéron : un homme de bien, expert dans les choses militaires. Indifférent à la réclame, modeste jusqu'à la timidité, ennemi des cabales, ses choix sont toujours dictés par la justice et ses résolutions ne sont jamais guidées que par l'intérêt public. Les derniers mois de campagne lui avaient permis de compléter l'organisation de l'armée, d'éloigner les éléments médiocres ou fatigués, de discerner les qualités personnelles de ses auxiliaires et de les mettre à leur véritable place. Il exigeait autour de lui une exactitude méticuleuse et il punissait sans hésitation les plus légères négligences. On l'aimait comme l'on aime tous les chefs qui prennent solidement l'autorité et à qui on remet sa destinée avec confiance.

C'était un patriote éprouvé. Pendant la guerre de 1876, il avait servi dans l'armée de l'Ibar que la sottise de Milan avait confiée à un officier de parade, le colonel Ranko Alimpitch, qui étalait un dévouement exubérant à la dynastie des Obrénovitch; le major Poutnik eut grand'peine alors à sauver d'un désastre son corps sans cesse compromis par la nullité du commandement supérieur. Personne n'avait plus souffert que lui des désastreuses pratiques de Milan et n'avait travaillé plus et mieux à réparer ses fautes. Sans vouloir anticiper sur le jugement de la postérité, nous pouvons affirmer déjà que c'était un grand chef, un de ces hommes que suscite la Providence, quand l'heure du destin a sonné, pour fonder la fortune des nations.

Le 30 juin, sa gloire fut de conserver tout son calme; il ordonna de résister à tout prix sur les positions occupées et de reprendre le plus rapidement possible l'offensive. Sa pensée fut traduite avec une admirable vigueur sur le champ de bataille par le commandant de la division de la Drina, le colonel

Hadgitch, jeune (quarante-cinq ans), intrépide, qui brisa l'avance des Bulgares au prix d'énormes sacrifices, jeta le désarroi dans leurs rangs et, le 1[er] juillet, les refoula au delà de la Zlétovska.

Les critiques militaires admettent volontiers qu'après la victoire du 1[er] juillet, si les opérations avaient été plus vigoureusement poursuivies, il eût été facile d'anéantir l'armée bulgare. Les forces serbes cependant avaient subi des pertes cruelles et il importait de les ménager en vue des luttes prochaines. Il n'est pas non plus défendu de supposer que le général Poutnik et le ministre Pachitch ne désiraient pas écraser les Bulgares, avec qui ils espéraient toujours un rapprochement. L'armée victorieuse se contenta de chasser devant elle les agresseurs, dégagea les abords de Chtip, occupa solidement les passages qui menaient dans la vallée du Vardar, et s'arrêta. Du côté de la frontière orientale de la Serbie, les Bulgares qui s'étaient avancés dans la direction de Nich, furent forcés de se replier par la bataille de la Brégalnitsa, qui découvrait leur gauche, et les Serbes marchèrent sur Vidin qu'ils investirent (23 juillet).

En même temps, les Grecs refoulaient le général Ivanov, donnaient la main aux Serbes et s'avançaient jusqu'au Rhodope. Les Roumains marchaient sur Sofia, et les Turcs, oublieux du traité de Londres, réoccupaient Andrinople (20 juillet).

La Bulgarie n'avait qu'à subir les conditions des coalisés. La résignation lui fut sans doute facilitée par les insinuations de l'Autriche et l'espoir de prochaines et savoureuses revanches. Nous ignorons le rôle que jouèrent les Grandes Puissances pendant les négociations de Bucarest. Nous savons seulement que la Russie eût désiré adoucir les conditions imposées aux vaincus de la Brégalnitsa, et il semble bien que,

pour peu qu'elle eût été soutenue, elle eût obtenu pour la Bulgarie une plus large bande du littoral de l'Égée et le port de Cavala, qui est indispensable à son développement économique; surtout, elle eût empêché les Turcs de violer le traité de Londres. Elle ne rencontra qu'une approbation platonique et, si l'on maintint en principe comme frontière entre la Porte et la Bulgarie la ligne Énos-Midia, on l'infléchit vers le centre, de manière à laisser au Sultan non seulement Andrinople, mais Kirk-Kilissé et Démotica, de sorte que les Bulgares ne furent même plus maîtres de la ligne de chemin de fer qui aboutit à Dédéagatch, leur seul port sur l'Égée. L'Autriche n'était pas autrement fâchée de ces rigueurs excessives qui lui préparaient des alliés pour la campagne qu'elle méditait dès lors.

La victoire de la Serbie était complète. Son territoire, qui passait de moins de 50 000 kilomètres carrés à plus de 90 000, égalait presque le cinquième de la France et le double de la Belgique; elle joignait 1 300 000 nouveaux sujets à ses 3 millions d'habitants; maîtresse de la Vieille Serbie et d'une importante partie de la Macédoine, elle s'établissait non seulement à Vélès, Ochrida, Bitolié, mais à Kotchané, Chtip, Radovichtié sur la rive gauche du Vardar qu'elle dominait et elle s'avançait à 60 kilomètres de Salonique. De Prizren, Petch, Diakovo, et Dibra elle surveillait les Albanais : « Toute l'ancienne Rascie, toutes les vieilles capitales, tous les vieux sanctuaires étaient retrouvés et définitivement réunis. » (Gravier, *Revue de Paris*, le 15 novembre 1913.) Par le sandjak de Novi Pazar elle touchait à la Tcherna Gora, avec qui la nouvelle fraternité d'armes avait créé des rapports si étroits que les deux États ne formaient réellement plus qu'un seul groupe politique.

Au point de vue économique, les nouvelles acquisitions complétaient admirablement les anciennes provinces. « Des hauts plateaux herbeux du Sandjak, écrit M. Gravier, qui est avec M. Tsvijitch l'homme qui connaît le mieux la géographie de ces pays, on passe aux plaines à blé de Kosovo, à maïs de la région de Skoplié, à riz des environs de Kotchané, à tabac, à mûriers, à pavots de la région du Vardar. Dans beaucoup de cas, ce qu'il fallait se procurer au dehors, on l'aura maintenant chez soi : raisins, tabac, peaux, riz, poivre, opium, etc... arriveront directement du sud, sans frontière à franchir, tandis que du Nord descendront grains, farine, sucre, bière. » Ces liens économiques, l'exploitation des mines dont les premières explorations révèlent la richesse, le développement de l'industrie assureront rapidement l'unité politique du pays et triompheront aisément des regrets que peuvent çà et là conserver quelques milliers d'exarchistes bulgares.

En 1913, l'avenir s'annonce plein de promesses, et les ministres serbes, sans se consoler de la perte de l'Adriatique, n'appellent de leurs vœux qu'une paix durable, qui leur permettrait d'organiser leurs conquêtes et accorderait au pays le loisir de se refaire et de se développer. Ce repos et cette paix d'ailleurs, qui leur sont indispensables, ils ne les espèrent guère. Ils savent qu'avant de jouir tranquillement de leur triomphe, ils auront à livrer un dernier combat, plus terrible que les précédents. Quelle que soit leur réserve, elle ne désarmera pas leur implacable adversaire, l'Autriche. Tant que cette dernière victoire n'aura pas été remportée, les autres ne sont que des succès éphémères que rien ne garantit.

La politique de la Serbie se résume dès lors dans une unique pensée : ne donner aucun prétexte à

l'ennemi, essayer par tous les moyens de désarmer sa colère, et, pour le cas où l'on ne parviendrait pas, — comme il n'est que trop probable, — à calmer ses rancunes et à détourner ses convoitises, se préparer au combat suprême.

CHAPITRE X

LA GUERRE AVEC L'AUTRICHE

La Serbie au lendemain du traité de Bucarest. — Les intrigues de l'Autriche. Son rôle pendant la crise balkanique ; le chancelier Berchtold et le comte Tisza. — L'Albanie. — La question des chemins de fer. — Vienne, Berlin et Rome en 1913. — L'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand. Le livre rouge. — La guerre pendant l'automne de 1913. — Le désastre du général Potiorek. — Les cruautés autrichiennes.

Depuis l'automne de 1912 jusqu'au traité de Bucarest (6 août 1913), la Serbie avait vécu des heures de fièvre intense et passé par des alternatives d'enthousiasme et d'angoisse qui semblaient de nature à exalter jusqu'à la folie les raisons les plus fermes. Tous ceux qui ont parcouru le pays à ce moment, diplomates, officiers, reporters, avaient été cependant frappés du calme du peuple comme de la réserve des généraux et des ministres. Il était manifeste que chacun se surveillait, maintenait ses nerfs et, par un effort admirable de discipline volontaire, s'appliquait à ne pas créer au gouvernement de difficultés inutiles.

A la fin de la deuxième guerre balkanique, il était permis de craindre une réaction de l'instinct qui se traduirait en manifestations désordonnées et fournirait aux ennemis du Royaume les prétextes d'attaque

dont ils avaient besoin. Le parti militaire ne redoutait pas les aventures et reprochait volontiers aux ministres leur timidité. M. Pachitch, dont tous les collègues ne résistaient pas à la pression des officiers, n'a jamais rendu à son pays de plus difficile service qu'en restant à son poste dans ces heures troublées et en s'appliquant à calmer les esprits. Sans abdiquer aucune des aspirations nationales, il jugeait indispensable avant tout de consolider les résultats acquis. Il réussit en quelques mois à accomplir une œuvre considérable.

Les nouvelles provinces étaient désolées depuis vingt ans par le brigandage et les discordes intestines. Pour y ramener la paix, il était urgent de régler la question religieuse. Les Musulmans se résignent mal à vivre en pays chrétien et leur émigration avait déjà commencé ; on essaya de dissiper leurs inquiétudes en leur garantissant une complète liberté de culte, et des rapports amicaux s'établirent vite entre les vainqueurs et les vaincus. Afin de déjouer les entreprises de l'Autriche, qui prétendait exercer son protectorat sur les Catholiques du Royaume, M. Vesnitch, le ministre de Serbie à Paris, signa avec le Vatican un concordat (24 juin) qui reconnut aux Catholiques les mêmes droits qu'aux Orthodoxes. L'archevêque latin de Belgrade eut la haute direction sur tout le clergé romain et releva directement du Saint-Siège. Le Patriarcat œcuménique de Constantinople sanctionna l'autonomie de l'Église orthodoxe serbe, dont relevèrent les évêques de Macédoine et de Vieille Serbie. On enlevait ainsi leur arme la plus redoutable aux agitateurs exarchistes.

On a reproché à M. Pachitch de s'être exagéré la puissance de ces fauteurs de troubles, et il est certain que le règlement du 4 octobre 1913, même amendé par l'ordonnance du 28, établissait dans les nouveaux

territoires une véritable dictature et accordait aux fonctionnaires et aux généraux une autorité draconienne. Les adversaires du Cabinet, qui avaient pour eux les principes, oubliaient peut-être un peu facilement les difficultés exceptionnelles de la situation : la Serbie était à ce moment même menacée par une invasion albanaise que la Bulgarie encourageait sous main et qu'exploitait l'Autriche; était-il prudent d'accorder aussitôt aux Macédoniens ou aux Arnautes les mêmes droits qu'aux habitants des anciennes provinces?

Que d'ailleurs des erreurs et des fautes locales aient été commises et que des chefs violents ou pusillanimes aient abusé de leurs pouvoirs, il serait vain de le nier; mais, s'il convient de déplorer ces excès, il est un peu enfantin de s'en étonner. Depuis un quart de siècle, les passions avaient été poussées à leur paroxysme, et il est certain que, parmi les Serbes exposés durant de longues années aux pires persécutions, beaucoup n'oublièrent pas leurs vieilles offenses. Les administrateurs avaient été nécessairement choisis un peu à l'aveugle; quelques-uns tombèrent sous la coupe des comités locaux, accueillirent sans critique les dénonciations, manquèrent de mesure et d'humanité. Ces rigueurs furent cependant isolées et le gouvernement, surveillé de près par l'opposition, travailla de son mieux à réprimer ces excès de zèle et remplaça, dès qu'il le put, par des fonctionnaires mieux pénétrés de leurs devoirs, ces nationalistes farouches dont le zèle n'était pas toujours très pur et n'était jamais très éclairé. « Il faut dans la Nouvelle Serbie, disait M. Skerlitch à la Skoupchtina, le 31 octobre 1913, plus de liberté, plus de justice, plus de bien-être général. »

C'était aussi l'avis du ministère, et il cherchait à rapprocher le moment où, l'ordre public assuré, il

renoncerait aux pouvoirs exceptionnels qu'il avait demandés. Pour supprimer le brigandage, il organisait la police et la gendarmerie, désarmait la population, instituait des tribunaux réguliers. Les progrès de la sécurité étaient si rapides que M. Chéradame parcourait le pays en tous sens sans escorte et, forcé à la suite d'une panne d'automobile de passer la nuit au milieu d'une des forêts les plus mal famées d'Albanie, n'y courait aucun danger.

Sans doute, tous les habitants n'avaient pas accepté sans esprit de révolte la nouvelle domination, et le gouvernement n'ignorait pas que la lutte serait longue contre certains éléments irréductibles, maîtres d'école et prêtres, qu'animait un sincère patriotisme bulgare, ou batteurs d'estrade, incapables de renoncer à des habitudes trop invétérées de rapine et d'anarchie. A côté de ces rebelles, redoutables par leur énergie fanatique ou leurs inexorables rancunes, la masse des habitants se rallierait facilement à l'État qui lui apporterait la tranquillité et le bien-être. Pour cela, il était urgent de résoudre la question rurale.

Les seigneurs turcs s'étaient approprié par la violence ou la fraude d'immenses domaines, dont quelques-uns s'étendaient sur plusieurs milliers d'hectares. Le ministère étudiait les moyens de les morceler, pour transformer en libres propriétaires les tenanciers à court terme et les ouvriers agricoles. Il songeait à fournir aux paysans les capitaux qui leur étaient nécessaires pour l'amélioration de leurs cultures ou l'acquisition de nouvelles parcelles et poursuivait dans cette intention l'institution d'un Crédit foncier. La Macédoine était très peu peuplée (30 habitants par km^2), et seules les terres dans le voisinage immédiat des villages étaient exploitées. On appela des colons, en détournant vers les riches plaines du Vardar une partie du torrent qui empor-

tait chaque année en Amérique des millions de Croates, de Polonais, de Ruthènes et de Slovaques. Afin de favoriser l'exportation, on signa avec la Grèce une convention qui donnait à bail à la Serbie, pour une période de cinquante ans, un vaste terrain dans le port de Salonique. Enfin, on traça le plan d'un vaste réseau de chemins de fer, qui rattacherait le Royaume à la Roumanie, à la Bosnie et à l'Adriatique et réunirait par le lien solide des intérêts économiques l'ensemble des territoires serbes. La France, qui avait toujours eu à se féliciter des affaires engagées avec Belgrade, offrait des capitaux à des conditions avantageuses, et un premier emprunt de 250 millions était brillamment couvert à Paris, bien que les circonstances ne fussent pas spécialement favorables (janvier 1914).

L'émulation joyeuse qui animait les ouvriers de la grandeur serbe, la rapidité des progrès accomplis, la méthode avec laquelle s'organisait le travail, seraient inexplicables, même en tenant compte de l'élan prodigieux que la victoire et l'indépendance reconquise impriment à un peuple, si l'on ne se rappelait l'influence conquise sur la jeune génération depuis une quinzaine d'années par l'Université de Belgrade. Plus que la Skoupchtina, elle était devenue le véritable foyer de la vie nationale, et les élèves qu'elle envoyait à la vie, pénétrés à la fois d'un patriotisme brûlant et d'un culte éclairé pour le travail scientifique, étaient le levain généreux qui soulevait la pâte.

La mauvaise humeur de l'Autriche s'aigrissait des succès de sa voisine, à qui elle ne pardonnait pas l'échec de ses ingénieuses combinaisons. Comme Napoléon III en 1866, elle avait ponté sur le mauvais

cheval et son dépit se trahissait par des algarades ridicules ou des machinations odieuses. Au lendemain de Koumanovo, elle accusait les officiers serbes de criminelles insultes contre ses consuls de Prizren et de Mitrovitsa, et, bien que l'enquête eût démontré que ce pauvre M. Prochazka, dont la presse viennoise déplorait les malheurs, menait en réalité joyeuse vie dans sa résidence, elle n'en exigeait pas moins de M. Pachitch, pour ces sévices imaginaires, une pompeuse réparation (15 janvier 1913).

Quand, au milieu de l'émotion provoquée par ces incidents grotesques, les Serbes entrent à Dratch (Durazzo), 27 novembre 1912, nouvelle manifestation menaçante : mouvement de troupes en Bosnie et sur le Danube, envoi à Bucarest du général Conrad de Hœtzendorf, pour régler une action commune austro-roumaine. — La Serbie se résigne, renonce à exiger un port sur l'Adriatique.

Le roi Nicolas, fort de l'amitié de la Russie et de l'appui du roi d'Italie qui a épousé sa fille, est moins prompt à comprendre; il s'entête au siège de Scutari, occupe la ville (22 avril 1913). — L'Autriche lui assène un ultimatum, arrache à la faiblesse de la Triple-Entente l'envoi d'une escadre européenne devant Bar (Antivari). — Le vieux Monténégrin s'incline en rongeant son frein, remet Scutari aux Puissances.

Enragée d'une modération qui lui dérobe successivement tous ses prétextes de querelles, l'Autriche change de tactique, se dissimule derrière la Bulgarie. Ferdinand expédie au comte Berchtold son confident, M. Natchévitch, qui en obtient la promesse d'un emprunt de 600 millions : la somme est coquette, à un moment où le marché de Vienne est en proie aux plus graves embarras. L'ordre d'attaquer les Serbes (29 juin) est donné par le roi à la suite d'un long entretien avec l'envoyé du Ballplatz, le comte

Tarnovski. Nous savons par le ministre roumain, M. Take Jonesco, qu'au mois de mai, le ministre autrichien avait prévenu officieusement la Roumanie que, si la Bulgarie attaquait, « on la soutiendrait les armes à la main » et qu'il avait essayé d'acheter la connivence du cabinet de Bucarest. Un peu plus tard, le comte Berchtold sollicitait l'appui de l'Italie pour une guerre offensive contre la Serbie (9 août). Ces ouvertures, sur l'authenticité desquelles il ne saurait y avoir le moindre doute, suffiraient à démontrer l'inanité des griefs par lesquels le cabinet de Vienne a prétendu un peu plus tard justifier son action.

Pourquoi ajourna-t-il son entrée en campagne? Il est probable qu'il fut arrêté par Guillaume II qui ne jugea pas le moment propice : ses armements n'étaient pas terminés; les intentions agressives de l'Autriche, trop manifestes, risquaient de susciter des résistances en Allemagne; surtout, la situation dans la péninsule des Balkans était vraiment peu encourageante, la Bulgarie et la Turquie à bout de souffle, la Roumanie et la Grèce rattachées à la Serbie par des traités trop récents. A Vienne même, l'état-major préférait attendre que la réorganisation de l'armée fût plus avancée; il ne disposait pas encore de son matériel complet d'artillerie lourde, sur lequel, non sans raison, il fondait de grandes espérances. Peut-être aussi l'archiduc François-Ferdinand, qui avait été jusqu'alors le chef du clan militaire, ne montra-t-il pas le même élan que jadis.

Sa santé depuis un certain temps était fort ébranlée. On parlait sous le manteau de scènes de violence qui épouvantaient son entourage; à la suite d'un de ces accès de colère, l'Empereur avait eu, affirmait-on, une syncope qui avait duré une heure. Dans une battue, un garde-chasse de l'archiduc avait été tué, victime d'une erreur de tir bien

extraordinaire de la part d'un homme qui, s'il était un assez piteux cavalier, passait pour un chasseur excellent. On remarquait l'abattement de la duchesse de Hohenberg, la retraite toujours plus sévère dans laquelle elle se renfermait.

Les commérages de cour sont difficiles à contrôler et, pendant longtemps, je n'avais pas cru pouvoir en faire état. Aujourd'hui, après les témoignages publics venant de source autorisée et qui n'ont pas été démentis, il paraît bien établi que François-Ferdinand était un candidat à la folie furieuse, — les cas de démence sont fréquents chez les Habsbourgs, — et que sa mort était prévue avec certitude pour un délai assez rapproché. Toutes les personnes qui, après le crime de Sarajévo, ont recueilli l'impression directe de la cour impériale, ont noté le calme et presque la satisfaction avec laquelle les proches parents de l'archiduc avaient appris sa mort. François-Ferdinand n'ignorait pas la menace qui pesait sur lui et il ne se sentait peut-être plus la force d'assumer le rôle qu'il avait longtemps brigué.

En prêchant la modération, Guillaume II ajournait la partie, il ne l'abandonnait pas. Ses ambitions, qui s'étaient d'abord dispersées à travers le monde, s'étaient concentrées sur la Turquie et l'Asie Mineure depuis que le traité de Vereiningen (1902) avait réconcilié les Afrikanders avec l'Angleterre et que les victoires des Japonais lui avaient montré le peu de solidité de ses établissements en Chine. Il se consolait de ses échecs par le chemin de fer de Bagdad et il avait obtenu la concession d'un embranchement d'Alep à Alexandrette et de la construction d'un port à Alexandrette. L'Allemagne acquérait ainsi une excellente base navale sur la Méditerranée, à huit heures de Chypre et à moins de deux jours de Port-Saïd, d'où elle menacerait l'Angleterre dans les

Indes et en Égypte et la France à Tunis et à Alger.

Un moment désarçonné par la révolution jeune-turque, la chute de son vieil ami Abdul-Hamid et l'expédition italienne en Tripolitaine, Guillaume II avait adroitement repris ses avantages à Constantinople où Mahmoud Chevket pacha et Enver bey suivaient humblement ses ordres. Les conquêtes de la Serbie minaient tout cet édifice laborieusement construit. Il fallait se hâter et déblayer la route de l'Allemagne, en écartant le téméraire et futile intrus qui s'avisait de se mettre en travers de ses vues.

Sûr désormais du concours de Berlin, le parti militaire et catholique autrichien recommença à remuer son grand sabre. Au mois de septembre 1913, comme des tribus albanaises en armes avaient franchi les frontières de la Serbie et occupé Dibra, le roi Pierre envoya quelques bataillons qui occupèrent divers postes stratégiques. Il reçut aussitôt la sommation d'évacuer immédiatement les territoires albanais, faute de quoi, les troupes autrichiennes interviendraient.

Dans les provinces qui lui avaient été cédées par le traité de Bucarest, deux tronçons de voies ferrées étaient exploités avant la guerre par la compagnie ottomane des chemins de fer orientaux, dont la majorité des actions avait été acquise, sur la demande du gouvernement autrichien, par les banques austro-hongroises. Le Cabinet de Belgrade, qui ne pouvait pas laisser à des étrangers le contrôle de ses chemins de fer, proposa à la Compagnie de les lui racheter. Il invoquait de nombreux précédents, rappelait l'exemple de la Prusse en Alsace en 1871 et de la Bulgarie en 1909. Le comte Berchtold n'en protesta pas moins avec une telle aigreur que l'opinion se répandit aussitôt qu'il cherchait une affaire. En décembre, la France suggéra une formule transac-

tionnelle, fort désagréable à la Serbie. Celle-ci l'accepta cependant, sans désarmer le terrible Chancelier, qui rompit les négociations et ne les reprit que plusieurs mois après. En vain les Serbes se montraient-ils paisibles et humbles; ils souffraient d'une tare originelle, d'un vice incurable, ils n'étaient point allemands, ils appartenaient à une race détestée. Des divers coins de l'horizon, le clairon sonnait le ralliement des Germains contre leurs ennemis de l'Est. Hâtons-nous de renforcer l'armée allemande, écrivait le *Berliner Lokal Anzeiger*, à demi officiel, parce que la France a derrière elle l'Angleterre et la Russie, « tandis que l'Autriche est à demi paralysée par les triomphes des Slaves du Sud » (22 janvier 1913). « Il s'agit de savoir, demandait la *Germania*, si les Allemands désirent que l'Autriche soit menacée dans son existence ou même s'effondre pour le plus grand bénéfice des Slaves. Telle est la question vitale qui se pose en ce moment; toutes les autres à côté sont secondaires. »

Pour rehausser l'éclat un peu terni de la couronne de Saint-Étienne, on exigera d'abord la revision du traité de Bucarest. La délicatesse naturelle du comte Berchtold est froissée par la pensée que le principe des nationalités n'a pas été strictement respecté par les vainqueurs, et, après les Arnautes, les comitadjis bulgares rencontrent en lui un avocat aussi zélé qu'inattendu. — « Dans les Balkans, dit aux Délégations le comte Khuen-Hédervary, l'homme de confiance de François-Joseph et le tourmenteur des Croates, — nous ne sommes pas sortis de la période de formation et de reconstitution; la guerre n'a pas amené l'apaisement. Les frontières n'ont été tracées que sur le papier, elle ne répondent à aucune réalité. Il faut les rectifier pour que la sécurité s'établisse. »

Le *Times*, fort bien renseigné, qui surveille de

près l'évolution de la politique austro-hongroise, souligne le sens de ces déclarations : « Il est évident que l'Autriche ne veut pas que la situation balkanique se cristallise » (13 décembre 1913). Dans la monarchie même, des voix autorisées s'élèvent contre une politique qui s'obstine à propos de tout et de rien à soulever des difficultés : « Il est incontestable, dit le député Kramarj, que le Chancelier a porté à nos intérêts politiques et économiques un préjudice qu'il est impossible d'exagérer ou même d'évaluer. Sa conduite nous a mérité la haine des peuples de la péninsule. »

Ces haines, dont la marée grandit autour d'eux, les dirigeants de Vienne et de Budapest, en fidèles disciples de Bismarck, ne songent pas à les désarmer, mais à les écraser par la force brutale. Le voudraient-ils d'ailleurs, il est trop tard pour revenir en arrière. Après une si longue période d'oppression, la moindre concession serait le signal d'une poussée universelle des peuples asservis, Tchèques, Slovènes, Roumains, Slovaques, etc... qui marquerait le début de la banqueroute du régime. Pour maintenir leur prépondérance, les centralistes qui, depuis vingt ans, ont confisqué la monarchie, sont prêts à une action désespérée, dussent-ils même y risquer l'existence de la monarchie et de l'État.

Dans les premiers mois de 1914, de tous les points de l'horizon, les nuages s'amoncellent. La grande pensée du règne, la création d'une principauté indépendante d'Albanie, aboutit à un fiasco ridicule. Le *Mbret* (souverain), Guillaume de Wied, a été choisi parce qu'en sa qualité de Protestant, il ne trouvera aucune sympathie chez les Catholiques, les Orthodoxes ou les Musulmans. Seul, un aventurier d'esprit court et d'épiderme peu chatouilleux, pouvait se risquer dans un semblable guêpier. Au milieu des

intrigues locales et des rivalités personnelles, isolé, myope, il avait aussitôt perdu pied. Il était désormais évident que l'État nouveau était mort-né. Que lui substituerait-on? Scutari était occupé par des détachements italiens, autrichiens, anglais, français, allemands, qui se défiaient du regard. L'alliée de l'Autriche, l'Italie, accueillait Essad pacha, l'adversaire de Guillaume de Wied. Le comte Berchtold n'avait-il donc écarté les Serbes des ports orientaux de l'Adriatique que pour les ouvrir à des rivaux infiniment plus redoutables?

Les Yougo-Slaves de la monarchie s'amusaient des déconvenues de leurs maîtres. A Zagreb, à Doubrovnik, à Sarajévo, les victoires de Koumanovo et de Bitolié avaient été saluées de frénétiques hourras. L'administration multipliait les poursuites et les confiscations, interdisait aux petites filles de porter sur les rubans de leurs canotiers le nom des victoires serbes. — Pauvres moyens! Par une erreur commune à la plupart des gouvernements et pour ne pas renier leurs glorieuses traditions, les policiers, à mesure qu'ils se sentaient plus impuissants, « serraient la vis ». Pour justifier l'annexion de la Bosnie en 1908, François-Joseph avait révélé à l'Europe que son cœur de monarque constitutionnel se contractait douloureusement à la pensée que tous ses sujets ne jouissaient pas de droits politiques complets. Il vint à Sarajévo en 1910 pour jouir du bonheur de ses peuples, à qui il avait octroyé une charte. L'accueil qu'il y reçut le réjouit et même, avoua-t-il, l'étonna. Sa surprise s'explique et son émotion tendrait à prouver qu'il y avait encore au fond de l'âme du vieux souverain une assez large dose de naïveté et qu'il ignorait comment les préfets organisent le voyage des princes.

En réalité, la constitution était pitoyable et elle avait

soulevé des plaintes unanimes. Le jour de l'ouverture de la Diète, un étudiant, Bogdan Zérayitch tira sur le chef du gouvernement, le manqua et se tua lui-même d'un coup de revolver. Les sessions suivantes ne furent pas moins troublées et la majorité ne cessa de manifester son mécontentement par les moyens les plus énergiques. L'agitation gagnait la rue, se traduisait par des émeutes à Sarajévo, Mostar, Bania-louka (février 1912). La réunion de toute l'autorité entre les mains du gouverneur militaire (1er juin 1912) ne suffit pas à garantir l'ordre. La proclamation du petit état de siège (mai 1913) et les arrestations arbitraires qui suivirent ne ramenèrent le calme extérieur qu'en suscitant de nouvelles rancunes.

Depuis le procès de Zagreb, les Croates vivaient sous un régime de suspicion et d'épouvante. La diète n'était convoquée que pour être immédiatement dissoute. La presse maygare elle-même, peu suspecte de délicatesse excessive, dénonçait la brutalité et la sottise des bans. Le 3 avril 1912, une ordonnance royale avait suspendu la constitution et nommé commissaire extraordinaire M. de Tchouvaj, un bureaucrate prêt à toutes les besognes; il rétablit la censure, interdit les réunions, poursuivit les députés et les journalistes qui lui déplaisaient.

Les liens légaux qui rattachaient la Hongrie et la Croatie étaient définitivement rompus; le Sabor de Zagreb n'avait plus de représentants au Parlement de Budapest ou dans les Délégations. L'appel suprême que quelques députés croates avaient adressé à l'Empereur, était naturellement demeuré sans réponse. La majorité magyare votait pour la Hongrie la loi électorale du 7 mars 1913, qui était un vrai manifeste de guerre contre les allogènes. Il s'agit, avait avoué cyniquement le ministre, de réserver le droit de suffrage « *aux éléments sur lesquels l'État peut*

compter ». Même la connaissance de la langue magyare ne lui paraissait pas une garantie suffisante de loyalisme, « *parce qu'il est possible que l'électeur qui n'a appris le magyar que par contrainte, soit encore moins sûr que les autres, du fait même de l'antipathie qu'il a contractée dans ses études* ».

Ces magyaromanes avaient un chef digne d'eux dans le nouveau président du Conseil, le comte Tisza (juin 1913). Très riche et mêlé de près aux grandes affaires financières, personnellement probe d'ailleurs et plus avide de domination que d'argent, il joignait à un tempérament naturellement emporté et brutal de très vastes ambitions pour lui-même et pour son peuple. Comme jadis Jules Andrassy, dont il se piquait d'être l'émule, il se proposait d'accabler de gloire la dynastie des Habsbourgs pour les inféoder définitivement à sa race. Il est probable que la victoire lui eût réservé de pénibles surprises et que, comme Andrassy lui-même, il eût vite disparu dans son triomphe. A la haine maladive que chaque bon Magyar nourrit pour les Slaves et spécialement pour les Serbes, il joignait la fureur du spéculateur dont les plans grandioses sont inopinément traversés par le plus misérable des obstacles. Son dessein était absurde et ses procédés, criminels ; il y avait du moins une certaine allure dans sa folie, et ce coureur de chimères renfermait l'étoffe d'un homme d'État. Son courage était d'une autre trempe que celui du pauvre Berchtold et il n'a pas plié devant la tempête. Avant de sombrer, il aura eu la joie de réaliser au moins une partie de son rêve. Il aura détruit la monarchie dualiste, mais après l'avoir conquise.

En 1914, elle s'en allait en morceaux. Le Reichsrath, discrédité, paralysé par l'obstruction, ridicule s'agitait dans les soubresauts d'une interminable agonie. Au milieu de l'impuissance des partis, le des-

potisme bureaucratique s'étalait en liberté. La Bohême était à la veille de la banqueroute, et la constitution y était suspendue. Trieste était en rébellion contre son gouverneur. Le budget se bouclait péniblement, l'industrie souffrait du manque de capitaux, les affaires étaient dans le marasme, le peuple se lamentait de la cherté de la vie.

On a vu des valétudinaires enterrer leurs médecins; à vivre de régime, l'Autriche aurait traîné fort longtemps. Peut-être même aurait-elle guéri. Personne ne désirait sa mort, et la Serbie, moins que personne, parce qu'elle pressentait les convulsions qui l'accompagneraient. Guillaume II et le comte Tisza rendirent la catastrophe inévitable et la précipitèrent : les vieillards qui suivent les jeunes gens dans leurs équipées, s'en trouvent souvent assez mal, et les pilules ferrugineuses ne conviennent pas aux organismes trop épuisés.

Le comte Berchtold suivait, peut-être sans joie. Homme du monde plutôt qu'homme d'affaires, d'humeur frivole et d'habitudes courtoises, son autorité était médiocre et il n'osait pas se dégager de Berlin. Il était aiguillonné par le comte Forgach, qui avait une revanche à prendre sur Belgrade, et par l'ambassadeur d'Allemagne, M. de Tchirsky, russophobe intransigeant. Les pangermanistes de Bohême, qui, en dépit de leur résistance acharnée et de l'appui de l'administration, perdaient chaque jour du terrain, poussaient à la roue. Que risquaient-ils? — Vainqueurs, ils établissaient pour longtemps leur prépondérance; vaincus, l'Autriche s'effondrait et ils trouvaient un confortable abri dans l'Empire germanique. Les banques juives qui tenaient les journaux, en particulier la *Neue Freie Presse*, comptaient sur une guerre pour remettre à flot leur barque dangereusement embourbée. Les

Catholiques attendaient avec impatience l'occasion d'infliger une retentissante défaite aux schismatiques orthodoxes. Dans une cour aussi bigote que la cour de Vienne, le Congrès Eucharistique, avec le magnifique déploiement de ses cortèges triomphaux (sept. 1912), avait laissé des souvenirs rayonnants. Ce fut peut-être une des raisons qui ranimèrent François-Ferdinand et la duchesse de Hohenberg, sa femme; nerveuse, ardente, mystique, menacée dans ses sentiments les plus profonds, n'aperçut-elle pas dans une croisade le moyen de mériter la bienveillance divine et d'obtenir un miracle?

N'oublions pas que nous sommes en Autriche, que les idées du moyen âge s'y conservent vivaces, que beaucoup de sentiments qui nous semblent absurdes, y exercent une obsession sur les âmes. Quel effort ne sommes-nous pas déjà obligés de nous imposer pour comprendre l'idée que Guillaume II se fait du christianisme et de Dieu!

Que se passa-t-il entre l'Empereur d'Allemagne et François-Ferdinand, au début de l'été de 1914, dans ce magnifique domaine de Konopicht en Bohême, qui, avec son parc splendide et ses forêts séculaires, était un des séjours préférés de l'archiduc? Nous ne le saurons peut-être jamais. On raconte qu'à Kiel, où il prenait part aux régates, l'Empereur, après avoir lu la dépêche qui annonçait l'attentat de Sarajévo, aurait murmuré : « Toute mon œuvre est à recommencer ».

Défions-nous des paroles murmurées à mi-voix, bien qu'ici l'anecdote réponde bien au caractère de Guillaume. Bien des symptômes prouvent du moins que l'on machinait un coup de théâtre : les débats des Délégations (mai), la longue conférence des états-majors autrichien et allemand à Carlsbad, le renforcement des effectifs en Bosnie. On y annonçait de

grandes manœuvres. « Les troupes, écrivait à cette occasion le *Pester Lloyd*, y acquerront une nouvelle et plus ferme assurance, et les États voisins auront l'occasion de se convaincre que les XVe et XVIe corps représentent des troupes d'élite qui ne reculeraient devant aucune tâche, si quelque imprudent avait l'audace d'attaquer la monarchie. »

Bien loin de relever ces rodomontades, M. Pachitch mettait tous ses soins à ne pas donner barre sur lui. Sa conduite affectait la plus attentive correction et il négociait dans l'esprit le plus conciliant avec le baron de Giesl les questions qu'avaient ouvertes les traités de Londres et de Bucarest. Il y avait quelque mérite, et le baron de Giesl n'était pas d'humeur commode.

Au milieu des populations qui, depuis 1908, vivaient dans un état permanent d'éréthisme national, la bonne volonté la plus sincère ne suffisait pas toujours à contenir les éclats de colères trop légitimes. Comme la presse est absolument libre en Serbie, le ministre n'était pas maître de prévenir çà et là certaines imprudences. Quelques cerveaux faibles s'exaltaient. Depuis plusieurs années, les attentats terroristes se multipliaient en Autriche. Après Bogdan Zérayitch à Sarajévo (1910), à Zagreb, pendant une fête des Sokols (gymnastes) (août 1911), un pharmacien tombait sur le ban Tomachitch à coups de canne. Le 9 juin 1912, un jeune étudiant, Youkitch, tirait sur le commissaire royal, Tchouvaï, et blessait mortellement à ses côtés le directeur des cultes. Le 16 août 1913, le successeur de Tchouvaï était grièvement blessé. Chaque fois, le gouvernement autrichien agitait le spectre pan-serbe, ordonnait des séries d'arrestations. Les enquêtes n'avaient jamais donné aucun résultat probant : elles avaient montré seulement que beaucoup de braves gens étaient arrivés à

un tel degré de surexcitation maladive qu'ils en perdaient tout sens moral. A Zagreb, on condamnait ainsi à huit jours de prison quelques dames qui avaient envoyé des fleurs à Youkitch après sa condamnation.

Au milieu de cette fermentation universelle, c'était vraiment tenter Dieu que d'envoyer François-Ferdinand à Sarajévo. Personne n'était plus détesté des Serbes, parce qu'il courtisait les Catholiques extrémistes, que les Orthodoxes considéraient comme des traîtres et les pires ennemis de la patrie. Sur tout le territoire yougo-slave, on célébrait à ce moment l'anniversaire de la bataille de Kosovo, et il est facile d'imaginer, au lendemain de Koumanovo, le paroxysme d'enthousiasme auquel étaient montées les âmes. M.Pachitch, discrètement, essaya d'indiquer au Ballplatz les périls auxquels s'exposait l'Archiduc ; le 21 juin, le ministre serbe à Vienne avertit le ministre des Affaires étrangères que son gouvernement avait des raisons de croire qu'un complot s'organisait en Bosnie. Le Chancelier ne tint aucun compte de cet avis, et il écarta avec le même dédain les indications de la police de Belgrade sur Cabrinovitch, qui lancera les premières bombes. Ce Cabrinovitch était un anarchiste bruyant, et l'on s'étonne de la facilité avec laquelle il voyageait dans la monarchie. Cette surprise diminue quand on apprend que Cabrinovitch, comme le célèbre Nastitch, était fils d'un mouchard et qu'il a fait au procès des révélations aussi abondantes que suspectes.

Le 28 juin, dans la matinée, Cabrinovitch lança sur la voiture de l'Archiduc deux bombes qui ne l'atteignirent pas. Quelques personnes pressèrent alors François-Ferdinand de renoncer à la promenade qu'il devait faire l'après-midi dans la ville. Il hésita. Le général Potiorek intervint. « Je connais mes

Bosniaques, il n'y a jamais deux attentats dans la même journée. Vous manqueriez une ovation splendide. » Excellent général! — On aurait résolu d'envoyer à la mort l'héritier du trône, qu'on ne s'y prendrait pas autrement. — Quelques heures après, Prinzip, de deux coups de revolver, tuait l'Archiduc et sa femme.

Prinzip était un garçon chétif, nerveux, taciturne; pendant les guerres balkaniques, il était venu à Belgrade pour s'y enrôler; on ne l'avait pas accepté et il avait quitté la ville. Il y reparut quelques mois plus tard, entra au gymnase : c'était un bon élève, appliqué, la mémoire facile. Il ne fréquentait guère que ses compatriotes. « Il n'y a eu dans cette affaire, a-t-il affirmé après sa condamnation, aucune instigation venue du dehors. Cabrinovitch a raconté le contraire; il a menti. » Il est vraisemblable en effet que Prinzip était un isolé, et il est certain qu'il n'avait et ne pouvait avoir aucun rapport avec le gouvernement serbe. « C'est une pure stupidité, écrivait le journal socialiste tchèque, *L'Académie* (août 1914), que de représenter l'attentat comme le résultat d'un vaste complot, appuyé ou même organisé par la Serbie. L'héritier du trône est tombé victime du régime insensé qui, en Bosnie, maintient depuis plus de trente ans le servage, qui remplit d'étrangers les fonctions publiques, livre les richesses du pays au pillage des spéculateurs éhontés de Vienne et de Budapest, qui, au lieu d'écoles, couvre la province de gendarmeries, de casernes et de geôles, qui persécute les Orthodoxes. Il est tombé victime de la politique stupide qui, dans son aveugle chauvinisme, mène contre les Yougo-Slaves une guerre impitoyable. Les auteurs de cette politique devraient être traduits devant la cour d'assises en même temps que les meurtriers. »

« L'héritier du trône, disait au contraire à Sarajévo le président de la Diète, était entouré par plus de dix conspirateurs. Si Prinzip l'avait manqué, un autre à côté se préparait à tirer sur lui. On a trouvé une bombe dans les branches d'un arbre, sur la route du cortège. Deux bombes avaient été placées sous la table de la salle à manger; une troisième, dans la cheminée. »

Malheureux Habsbourgs, dont la police se recrute sans doute à l'institut des Jeunes-Aveugles!

François-Joseph accueillit la nouvelle de la mort de son neveu avec une résignation chrétienne. Dans les cercles officiels, le calme se colorait d'une secrète satisfaction. M. Jacques Blanche est stupéfait de la férocité avec laquelle, dans l'entourage immédiat de Guillaume II, « on déchiquette ce cadavre et on célèbre une danse du scalp... sur cette vieille culotte de peau ». (*Revue de Paris*, 19 mars 1915.)

Ce « mort que l'on enterre sans regret » fournit à la Chancellerie l'occasion si longuement attendue. « Pendant tout l'hiver, a écrit M. Gibbons, le correspondant du *New-York Herald*, peu suspect de sympathie pour les Serbes, la police austro-hongroise avait été aux aguets. Elle n'avait pas pu trouver un *casus belli*. Le Cabinet de Belgrade avait évité tous les pièges qu'on lui avait tendus. »

Il s'agissait maintenant d'exploiter contre lui l'émotion sentimentale déchaînée par la folie de Prinzip.

J'ai déjà étudié en détails les manœuvres de la diplomatie austro-allemande pendant le mois de juillet dernier; je ne referai pas ce récit. Le *Livre rouge* autrichien, dont je n'avais pas encore le texte allemand, quand j'ai écrit mon livre, *La Guerre*, prouve cependant, plus clairement encore la volonté préconçue « de faire de la tragédie de Sarajévo un

procès contre les Serbes et tous les Yougo-Slaves, de manière à justifier les Friedjung et les Forgach et à relever le prestige de la monarchie dualiste à l'intérieur et à l'extérieur » (*Livre serbe*, n° 25).

« L'obligation du gouvernement serbe, dit la note officielle du 25 juillet, était de changer toutes les tendances de sa politique et d'entretenir avec nous des relations amicales de bon voisinage. » (*Livre rouge*, p. 105.) C'est-à-dire que le crime du roi Pierre a été de rejeter le pacte de vasselage qu'avait contresigné Milan. L'amitié ou la mort ; — c'était l'alternative que Guillaume II, l'épée à la main, proposait à la France !

« Il faut régler nos comptes avec la Serbie, écrivait le ministre d'Autriche à Belgrade, le baron de Giesl. Pour que notre monarchie conserve sa situation de Grande Puissance, pour même qu'elle subsiste comme Grande Puissance, une guerre est inévitable. Si nous hésitons à fixer clairement nos rapports avec notre voisine, nous aurons notre part de responsabilité dans les difficultés et les conditions défavorables du combat futur, qui doit nécessairement, tôt ou tard, être engagé. Si nous sommes résolus *à présenter des exigences considérables, unies à un contrôle réel*, — car seul ce contrôle pourrait nettoyer l'écurie d'Augias du travail d'agitation panserbe, — nous devons envisager toutes les conséquences possibles de notre action et avoir, dès le début, la volonté arrêtée et ferme de faire aboutir nos demandes. Des demi-mesures, de longues négociations pour aboutir à un compromis pourri seraient le coup le plus dur qui pût atteindre le crédit de l'Autriche en Serbie et sa situation en Europe. » (*Livre rouge*, p. 14.)

Il ne devait pas être précisément commode à M. Pachitch de négocier avec un agent qui avait de la diplomatie cette conception bien personnelle, et la simple présence à Belgrade d'un pareil foudre de

guerre est pour la politique viennoise une condamnation sans appel.

A la première nouvelle de l'assassinat, le ministère serbe, de sa propre initiative, prend les mesures propres à dégager sa responsabilité. Il arrête immédiatement les fêtes officielles et charge M. Iovanovitch de déclarer au comte Berchtold que « la Serbie réprouve de la manière la plus énergique le crime de Sarajévo et qu'avec la plus entière loyauté elle fera tout ce qui lui sera possible pour supprimer les agitateurs. Si on lui signale dans le Royaume des complices des coupables, ils seront traduits devant les tribunaux » ; il rappelle qu'il n'a rien négligé « pour établir sur des bases solides les relations de voisinage avec l'Autriche. L'Autriche sait qu'à ce point de vue, on a déjà obtenu quelques résultats. La Serbie veut poursuivre cet effort. (*Livre serbe*, p. 6, 30 juin.)

Le comte Berchtold, qui, pendant toute la crise, ne daigne pas recevoir une seule fois le ministre serbe, renvoie M. Iovanovitch au premier chef de section, le baron Macchio, qui se renferme dans des insinuations vagues, ajoute cependant que « personne n'accuse le gouvernement ni le peuple serbes ». (*Livre serbe*, 3 juillet, p. 14.)

Pendant qu'il ourdit ses trames dans un silence mystérieux, le Chancelier déchaîne les passions chauvines et cléricales. A Sarajévo, à Mostar, à Touzla et ailleurs, des manifestations de loyalisme se terminent par le pillage des maisons serbes. A Zagreb, la police pousse en avant les Frankistes, pour réveiller entre les Croates et les Serbes des dissensions mal éteintes, — d'ailleurs sans aucun succès. A Vienne la presse socialiste-chrétienne, qui reçoit son mot d'ordre du célèbre Bureau littéraire du ministère des Affaires étrangères, organise des démonstrations tumultueuse devant la Légation de Belgrade. Tandis

que les Serbes de Bosnie ne sont jamais désignés en Autriche que sous le nom de Bosniaques ou d'Orthodoxes de Bosnie, dès le 28 juin, les éditions spéciales des journaux annonçent en gros caractères que l'Archiduc a été assassiné par deux *Serbes*. Le Bureau hongrois de Correspondance fournit en abondance à la presse de prétendues révélations des inculpés qui mettent en cause le gouvernement serbe. (*Livre serbe*, p. 17.)

Le Correspondenz-Bureau impérial et royal inonde l'Europe de fausses nouvelles : des journalistes austro-hongrois ont été assassinés à Belgrade; M. de Giesl a été insulté, les biens et la vie des sujets autrichiens sont menacés en Serbie. Le vice-consul, M. Podgraski, effaré, accourt auprès de M. Pachitch : un complot va éclater la nuit suivante; on organise dans l'ombre un massacre des Allemands. Le président du conseil essaie de calmer l'émoi, plus ou moins sincère, de son interlocuteur : le calme est complet dans la ville; il va d'ailleurs prévenir le ministre de l'Intérieur, qui prendra les mesures nécessaires. La nuit se passe en effet dans la plus absolue tranquillité. La presse hongroise n'en dénonce pas moins l'horrible conspiration, heureusement déjouée par la vigilance de M. Podgraski : « en effet, quelque chose devait se passer.... M. Pachitch lui-même avait dit qu'il en avait entendu parler! » (*Livre serbe*, n° 30.) Toutes les affirmations de la Chancellerie autrichienne sont de cette valeur.

Le comte Szapary présente à M. Sazonov la liste des attentats politiques qui ont été commis en Autriche. — « Mais est-il démontré qu'ils ont tous leur origine à Belgrade? —

« Ils sont le résultat de l'agitation serbe. » (*Livre rouge*, n° 27.) M. Gauvain, un des journalistes français qui connaissent le mieux l'Autriche, dans un article

de la *Revue des Sciences politiques*, a souligné les procédés de raisonnement des diplomates autrichiens. « L'argumentation de M. Giesl, écrit-il, mérite de passer à la postérité. Après avoir formulé ses griefs, il ajoute : « *Qu'il me soit épargné d'en fournir des preuves et des exemples* : on peut les avoir à bon marché partout et toujours, dans les cercles et la société politique comme dans le bas peuple, dans tous les partis ! *Je tiens pour un axiome connu* que la politique de la Serbie est fondée sur la séparation des territoires habités par les Yougo-Slaves. » (*Livre rouge*, n° 67.)

Avec de semblables habitudes d'argumentation, le Ballplatz aurait dû depuis longtemps déclarer la guerre à l'Allemagne et à l'Italie, et la propagande de la Société Dante Alighieri ou des diverses associations pangermanistes était autrement dangereuse et forcenée que celle de la Narodna Odbrana.

« A quoi bon vous donner la peine de nous remettre un dossier, si vous ne nous laissez pas le temps de l'examiner », demandait M. Sazonov au comte Szapary.

« Les résultats fournis par notre propre enquête nous suffisent », répond l'ambassadeur, et le comte Berchtold ajoute que le mémoire de l'Autriche n'a nullement pour objet d'inviter les Puissances à donner leur opinion sur les faits. (*Livre rouge*, p. 89.) — En d'autres termes, on demande à la Russie d'assister à l'égorgement de la Serbie, et on ne lui reconnaît pas le droit d'examiner les accusations que l'on prétend faire peser sur elle.

La hâte avec laquelle le Ballplatz entend procéder s'explique d'ailleurs, si l'on parcourt le réquisitoire autrichien et les pièces justificatives qui y sont annexées.

Le comte Forgach ferait vraiment mieux de chan-

ger de carrière, et, après cette nouvelle épreuve, ses meilleurs amis seront obligés de convenir que, dans la profession de faussaire et de calomniateur qu'il a adoptée, il n'a aucun avenir. Il est difficile d'imaginer un dossier moins bien établi, plus creux et, par moments, plus grotesque, que celui qu'il présente à l'Europe.

Preuves de la responsabilité du gouvernement serbe dans l'attentat :

Devant la salle de réception du ministre de la guerre serbe, trois panneaux décoratifs représentent des victoires serbes; le quatrième symbolise les ambitions yougo-slaves : l'aurore se lève sur un paysage de plaines (Hongrie méridionale) et de montagnes (Bosnie). (*Livre rouge*, p. 87.)

M. Pachitch n'aurait-il pas dû plutôt être accusé de haute trahison, puisque le peintre n'avait nulle part représenté la mer, ce qui prouve d'une manière incontestable que le ministre renonçait à la Dalmatie?

Un sujet autrichien voulait se présenter au consulat pour y révéler qu'il avait des raisons de supposer qu'un attentat se préparait contre l'Archiduc. Cet homme *aurait été arrêté* par la police serbe, au moment où il se disposait à entrer au Consulat. (*Livre rouge*, p. 80.) — Qui est ce sujet autrichien? Comment la police qui *l'aurait arrêté*, a-t-elle été prévenue?

Prinzip s'introduit en Bosnie sous un faux nom, avec un passeport que lui fournissent ses complices de Serbie. Il ne se rappelle pas quel était ce nom. (*Livre rouge*, p. 78.)

Absence de mémoire étonnante chez un jeune homme que ses maîtres nous représentent comme un bon élève, — singulièrement dangereuse aussi! — Il est vrai qu'avec la police autrichienne....

Les adhérents de la Narodna Odbrana sont légion.

Nous nous en étonnons peu, quand nous apprenons comment elle recrute ses conspirateurs.

Un de ses enrôleurs rencontre un certain Klaritch et l'invite à venir chez lui. — « Écoute, je vais te raconter quelque chose. Je ne te connais pas. Est-ce que tu ne me trahiras pas ? N'importe, je te le dirai ; si tu en as le cœur, trahis-moi. » — Aimable ingénuité !

Un autre témoin dit que cette terrible Narodna Odbrana qui, d'un signe de tête, ébranle la monarchie dualiste, compte en Bosnie-Herzégovine 23 membres (p. 69).

Prinzip et Cabrinovitch, pour se procurer des armes, s'adressent aux deux principaux chefs de la Narodna Odbrana : — « *évidemment parce que dans le cercle des criminels il était déjà de tradition* de s'adresser à eux. »

Par un malheureux hasard, ces fournisseurs patentés de bombes et de brownings ne sont pas à Belgrade (p. 46).

Le pittoresque continu fatigue. A poursuivre la démonstration, je courrais grand risque de lasser le lecteur. Pour montrer cependant l'irrémédiable légèreté avec laquelle travaille la Chancellerie autrichienne, je signalerai seulement encore la façon dont a été faite la traduction française remise par le comte Szceczen à M. Bienvenu-Martin. — Après avoir procuré des armes à Prinzip et Cabrinovitch, lisons-nous dans cette pièce mémorable (*Livre jaune*, p. 95), les instigateurs serbes se préoccupèrent « d'assurer un moyen spécial non désiré d'assurer le secret du complot. Ils *apostèrent Zian Kali* avec l'indication que les deux auteurs, après l'attentat devraient se tuer, acte de précaution qui devait leur profiter en première ligne, car le secret leur enlevait le faible danger qu'ils avaient assumé dans

cette entreprise. *La mort sûre pour les victimes de leur détournement*, souligne le texte, *la pleine sécurité pour elle-même, telle est la devise*, aujourd'hui connue de la Narodna. » — Féroces, fourbes et lâches, c'est toute la Serbie en trois mots.

Qu'est-ce que c'est cependant que ce Zian Kali au nom bizarre, que l'on aposte et que l'on ne revoit plus. — Quand j'ai enfin reçu le texte, j'ai compris : — *sie stellten Ziankali mit der Weisung bei dass sich die Taeter nach vollbrachtem Anschlag damit entleiben.* (*Livre rouge*, p. 47.) — « Les instigateurs joignirent aux brownings et aux bombes une dose de cyanure de potassium, en invitant les auteurs de l'attentat, quand ils auraient accompli leur acte, à s'en servir pour se suicider. » — Il serait intéressant de savoir si l'on a demandé à la Serbie l'extradition de Zian Kali !

Dès le début, le comte Berchtold a annoncé qu'il n'admettait pas de discussion. Il a si peur de voir son ennemi se dérober qu'il se réserve de nouveaux motifs de conflit, pour le cas où la Serbie accepterait l'ultimatum : il lui réclamera une indemnité pour les frais et dommages qu'entraînent les préparatifs militaires. (*Livre rouge*, p. 88.) Entraîner quelqu'un dans un guet-apens et lui faire payer la canne qu'on entend lui briser sur le dos, c'est ce que la langue familière appellerait un comble !

On sait la suite, la réponse de M. Pachitch, si conciliante que l'Europe s'en étonne et en éprouve comme une gène morale, le refus du Chancelier d'examiner cette réponse, la rupture des relations diplomatiques (25 juillet).

Sir Edward Grey s'attriste et s'alarme de cette hâte; « il avait espéré, dit-il au comte Mensdorf, que l'Autriche n'aurait pas regardé la note serbe comme un simple refus. Il aurait cru qu'elle fourni-

rait une base sur laquelle les autres gouvernements pourraient proposer un arrangement acceptable. » — Hélas! répond le comte Berchtold, nous n'aurions pas demandé mieux, mais était-ce possible? — La Serbie avait mobilisé à trois heures; « nous n'avions pris auparavant aucune mesure militaire; nous y avons été contraints par la mobilisation serbe. » (*Livre rouge*, p. 119.) — Ainsi, c'est parce qu'elle craint une invasion serbe que l'Autriche, en dépit de la soumission du Cabinet de Belgrade, a été réduite à lui déclarer la guerre!

Et de même, c'est la Serbie qui prend l'initiative de l'attaque et qui force l'Autriche à commencer les opérations. — « Hier, écrit le Chancelier au comte Szapary, les Serbes ont ouvert les hostilités sur la frontière hongroise. Il nous a été ainsi rendu impossible de persister dans la longanimité que nous avions montrée jusque-là. » (*Livre rouge*, p. 121.) — Il est étrange que, dans sa note officielle à Belgrade, le Chancelier ne fasse aucune allusion à ces actes hostiles de la Serbie et parle seulement de sa réponse peu satisfaisante à l'ultimatum du 23. (*Id.*, p. 121.)

Au moment où il lance ses accusations contre Belgrade, le comte Berchtold n'ignore pas cependant que, sur les instances réitérées de la France et de la Russie, qui veulent à tout prix éviter un conflit européen, la Serbie a fait un nouveau pas dans la voie de la conciliation. Son chargé d'affaires à Rome a averti le gouvernement italien qu'elle est disposée à « accepter la totalité de la note autrichienne »; elle se résigne même à admettre les articles 5 et 6 de l'ultimatum du 23; elle demande seulement quelques explications sur la manière dont le Ballplatz comprend l'intervention de ses agents dans la surveillance de l'agitation révolutionnaire. (Correspondance britannique, n° 64, 28 juillet.)

Le chancelier ne daigne même pas répondre à cette ouverture. « Pendant tous les débats, remarque M. Basch, qui a étudié avec beaucoup de précision et de perspicacité le *Livre rouge*, il use d'une sorte de candeur sardonique qui devait porter à l'extrême l'exaspération de ses interlocuteurs. Il ne s'explique pas la répugnance de la Serbie à accepter sans réserve les stipulations draconiennes de sa note. « Ce sont des exigences qu'un État voisin et ami doit accueillir tout naturellement. » (V. Basch, *La Guerre de 1914 et le Droit*, p. 49.) — L'Autriche n'est-elle pas en effet la meilleure alliée des Serbes : c'est à elle qu'ils doivent leur indépendance, c'est à elle qu'ils doivent leurs récentes victoires !

Vraiment, ils ont abusé de l'ingratitude : les sentiments les plus généreux s'épuisent et font place à l'indignation en face d'un peuple qui récompense ses bienfaiteurs par la révolte et l'assassinat. Le moment est venu d'écraser ces fanfarons et d'en revenir à l'ancien ordre de choses. Dès le 28, le comte Berchtold déclare nettement à sir M. de Bunsen que ce qu'il poursuit, c'est la revision du traité de Bucarest et des stipulations qui ont terminé la crise balkanique : « Il n'avait jamais cru fermement à la permanence de cet arrangement, qui était nécessairement des plus artificiels, attendu que les intérêts qu'on avait essayé de concilier étaient en eux-mêmes absolument opposés les uns aux autres. » — Mais n'est-ce pas là le propre de tous les traités ? — En réalité, le parti militaire viennois juge le moment favorable pour « procéder à l'immédiat et juste châtiment de l'odieuse race serbe ». (Correspondance britannique, p. 108 et 109.)

La Serbie écrasée, on reviendra aux temps heureux où Milan exécutait avec un aimable empressement les ordres du Ballplatz, à moins qu'on ne

supprime purement et simplement le royaume. Sans doute, à plusieurs reprises, le comte Szapary a déclaré à M. Sazonov que l'Autriche ne poursuivait aucune conquête : mais elle réclamera une extension des frontières de l'Albanie et de la Bulgarie, de manière à réduire sa voisine à une complète dépendance. Peut-être même les événements forceront-ils le comte Berchtold à se montrer plus exigeant. Le 28 juillet, il avertit l'ambassadeur d'Italie, le duc d'Avarna, qu'il réserve l'avenir, et, le 30, son ambassadeur à Rome déclare au marquis de San Guiliano que l'Autriche ne peut pas prometttre de respecter l'intégrité de la Serbie : il lui est impossible de prévoir si, pendant la guerre, elle ne sera pas obligée de conserver des territoires serbes. (Discours de M. Salandra, 2 juin 1915.)

Pour réaliser son programme, le chancelier ne recule pas devant l'hypothèse d'une rupture avec la Russie. Dès le 29, il écrit au comte Szögyeny, son ambassadeur à Berlin, que si la Russie n'arrête pas immédiatement ses préparatifs, la mobilisation *générale* sera aussitôt ordonnée en Autriche. (*Livre rouge*, n° 18.)

La responsabilité de l'Autriche dans le conflit actuel est donc immense. Sans doute, elle n'aurait pas ainsi marché à fond si elle n'eût été encouragée par l'Allemagne et si elle n'avait pas su qu'elle pouvait dans tous les cas compter sur son appui. Mais elle a, dès la première heure, rendu toute entente impossible et elle a délibérément envisagé et accepté toutes les conséquences de son intransigeance. « Depuis l'ère d'Aerenthal, écrit M. Basch avec raison, sa confiance en elle même avait singulièrement grandi. Dans le conflit qu'elle déchaînait, c'est l'Allemagne qui devait être son *brillant second.* »

Il s'agissait avant tout d'une guerre de races. Il

était naturel que le conflit éclatât dans le pays où les luttes de races étaient le plus acharnées et le plus anciennes. Les successeurs des Margraves de l'Est voulaient dans un élan farouche briser la résistance slave.

* *

Le gouvernement serbe était allé jusqu'au bout des concessions possibles parce qu'il se rendait compte des dangers suprêmes que courait le pays. Il savait que l'Autriche, qui depuis longtemps préparait la rupture, dirigerait aussitôt sur le sud des forces énormes, afin de satisfaire sa haine contre les Yougo-Slaves et de se saisir du gage de la guerre. En dépit de toute l'activité déployée pendant les derniers mois, l'armée du Royaume était surprise en pleine période de réorganisation; les nouvelles divisions, qui devaient être constituées avec les contingents de la Macédoine et de la Vieille-Serbie, n'existaient que sur le papier. Les munitions n'avaient pas été complètement renouvelées et les arsenaux étaient en partie vides. La Roumanie était liée à l'Allemagne par un traité et les sympathies prussiennes de la dynastie étaient connues. La Bulgarie n'attendait que l'occasion de prendre sa revanche; les tribus albanaises, soudoyées par l'Archiduc, menaçaient les frontières occidentales. — Contre de si nombreux et si redoutables adversaires, la Serbie n'avait à compter que sur les Monténégrins dont le courage demeurait intact, mais qui étaient paralysés par l'épuisement absolu de leurs ressources matérielles; les sympathies loyales et sincères de la Grèce étaient en partie balancées par l'attitude du roi Constantin, que l'autorité de M. Vénizélos n'arrachait pas complètement aux influences germaniques.

Dans cette crise suprême, la Serbie fut sauvée par la constance et le rare talent de ses généraux, par l'admirable énergie de son souverain, avant tout, par l'incomparable héroïsme du peuple qui, tout entier, à la face de l'Europe stupéfaite d'admiration, fit face à l'envahisseur.

Les renseignements que nous possédons sur la campagne de 1914 sont encore trop rares et trop fragmentaires pour que nous nous risquions à en entreprendre un récit détaillé. Les grandes lignes des opérations ont été indiquées avec une magistrale clarté par le critique militaire très distingué qui signe Champaubert, dans *l'Illustration* du 13 mars. Nous ne pouvons que résumer son récit.

Les lenteurs coutumières à l'état-major autrichien, — singulières après la précipitation avec laquelle les négociations ont été conduites, — laissent aux Serbes le temps de concentrer leur forces et, quand l'ennemi franchit la Save et la Drina (12 août), ils se ruent sur les Austro-Hongrois et enlèvent, dans un assaut splendide, les hauteurs du Tser (17 août). Le centre des ennemis ainsi brisé et leurs colonnes d'attaque séparées, ils poussent l'envahisseur baïonnette dans les reins, au sud dans la vallée de la Lechnitsa et du Iadar, au nord dans les environs de Chabats. Les Autrichiens se replient en désordre, abandonnant 4000 prisonniers, 50 canons, une énorme quantité de munitions de toutes sortes. Le 24 août, les victoires du Tser, du Iadar, et de Chabats ont complètement nettoyé le territoire serbe.

Les vainqueurs prennent l'offensive et, appuyés par les Monténégrins, arrivent dans les environs de Sarajévo. Ils sont ramenés en arrière par la seconde invasion autrichienne. Pendant huit semaines, ils contiennent les divisions qui ont réussi à prendre pied sur la rive droite de la Drina, et défendent avec un

admirable acharnement les hauteurs de Groutchévo, de Kroupanié et de Petchka (septembre-novembre). A la fin, leurs munitions commencent à s'épuiser; les assaillants reçoivent sans cesse des renforts et disposent d'une écrasante supériorité numérique. Le Kroupanié est perdu, et le général Poutnik, par une décision qui est peut-être inspirée par la manœuvre du général Joffre au mois d'août et qui, dans tous les cas, n'a pas eu des résultat moins heureux, pour éviter un enveloppement possible, ordonne la retraite. Comme notre concentration en arrière, elle s'effectue dans un ordre splendide, interrompue par de vigoureux retours offensifs qui infligent à l'ennemi des pertes considérables. Jamais peut-être les Serbes n'ont donné des preuves plus manifestes de leur solidité et de leur valeur morale.

D'un bout à l'autre du monde cependant, non seulement chez les alliés, mais chez tous ceux dont l'âme n'est pas fermée au sentiment de la justice et de l'honneur, l'angoisse étreint les cœurs. Le couvercle du cercueil, sous lequel depuis cinq siècles étouffent les vaincus de Kosovo, va-t-il être de nouveau scellé par les croquemorts viennois? Les triomphateurs de Koumanovo n'auront-ils affranchi leurs frères que pour tomber, les reins cassés et les jarrets coupés, sous la dure main magyare? Les nouvelles sinistres se succèdent. Le 2 décembre, Belgrade est occupée. Le commandant en chef de l'armée autrichienne offre à François-Joseph, en cadeau de joyeux anniversaire, la capitale de l'ennemi. Kragouïevats, le centre militaire du royaume, est en péril; dans huit jours, Nich sera occupé. C'est comme un horrible glas de mort; l'on détourne involontairement la tête, pour ne pas assister aux affres suprêmes.

Le 9 décembre, les divisions autrichiennes qui descendent sans inquiétude les pentes du Souvobor,

au sud-est de Valiévo, se heurtent aux avant-gardes serbes que, sur l'ordre du général Poutnik, le général Michitch a lancées en avant. Cette fois encore le massif du Roudnik dresse contre l'envahisseur son infranchissable barrière. Le roi Pierre est accouru pour tomber ou vaincre avec ses troupes; le général Poutnik, comme à la Brégalnitsa, donne à tous l'exemple de la résolution. Les régiments, qui n'avaient cédé le terrain que pied à pied et sur l'ordre exprès de leurs chefs, n'attendaient que le moment de reprendre l'offensive. Soldats et chefs, tous s'entraînent mutuellement, communient dans la même volonté sublime de triomphe et de sacrifice. Le général Michitch, dont la conduite pendant ces jours de crise, a été splendide, dans une offensive vigoureuse, ne laisse pas une minute de répit à l'adversaire, et son ardente poursuite transforme en débâcle la retraite des Autrichiens. Le 15e, le 16e et une partie du 19e corps sont presque anéantis et leurs débris se réfugient au delà de la Drina au milieu du plus horrible désordre. Menacé à l'ouest, acculé au Danube, le reste de l'armée autrichienne essaye en vain de défendre les collines qui entourent Belgrade, et le 15 décembre, le roi Pierre rentre dans sa capitale affranchie. Les Serbes ont ramassé 50 000 prisonniers, 120 canons. Depuis lors, les Autrichiens n'ont pas osé recommencer l'attaque.

La guerre n'est pas terminée et les Serbes peut-être auront de nouveaux assauts à repousser. Il est plus probable qu'ils pénétreront sur le territoire de la Hongrie, pour marcher vers Budapest ou Sarajévo et Zagreb. Le répit que leur ont valu leurs victoires, leur a permis de donner à leur armée un repos indispensable, de compléter leurs approvisionnements et de réorganiser leurs cadres terriblement affaiblis par les combats antérieurs. Le typhus et le

choléra qui ont ravagé tout le pays et ont emporté des milliers de victimes, combattus par le service sanitaire avec un dévouement égal à celui qu'avaient montré les soldats, ont été arrêtés et n'ont pas atteint sérieusement les forces de combat. Les jeunes recrues se sont rapidement entraînées au contact des vétérans éprouvés par les guerres antérieures. L'armée est donc prête à toutes les épreuves et elle attend avec confiance le moment de recueillir de nouveaux trophées.

Elle brisera définitivement l'orgueil magyar et rendra à jamais impossible le retour des crimes stupides et féroces qui ont déshonoré l'armée austro-hongroise. Devant la postérité, l'Allemagne n'aura pas à porter seulement le poids de ses odieuses turpitudes; elle sera responsable de l'abominable enseignement qu'elle a donné aux gouvernements et aux peuples qui, pour leur malheur, ont accepté sa désastreuse influence. A son exemple, les Autrichiens ont entrepris une guerre d'extermination, et ils se sont proposé non seulement de vaincre et de soumettre les Serbes, mais de les supprimer. Ils ont voulu anéantir la race, abolir son passé, effacer son histoire, lui interdire tout espoir d'avenir; plus implacables que n'avaient jamais été les Turcs, ils ont appliqué les méthodes scientifiques à une œuvre de ruine et de mort et, quand on lit le récit de leurs sataniques exploits, la consternation qu'on éprouve devant la dégradation des bourreaux vous étreint le cœur d'une telle angoisse qu'on en oublie presque la pitié que l'on doit aux victimes. Quand M. le professeur Reiss, à son retour de Serbie, a apporté à la Sorbonne les résultats et les preuves de l'enquête qu'il avait, avec une constance presque surhumaine, poursuivie dans les provinces désolées par le général Potiorek, tous les auditeurs ont frémi d'horreur et

d'épouvante à la vue de ces photographies et de ces statistiques d'où nous voyions à la lettre le sang dégoutter. Honte et malédiction éternelle sur les généraux qui ont enlevé à la guerre ce qu'elle pouvait avoir de sublime dans ses terreurs! Honte et malédiction sur les princes qui, plus sauvages que les Gengiskhan et les Tamerlan, prétendent caler leur trône chancelant avec les cadavres des femmes et des nouveau-nés! Honte et malédiction sur les races de haine et de proie, Allemands ou Magyars, qui ont sali de leur infamie l'aurore du XXe siècle!

Il est nécessaire que tout le monde lise la brochure de M. le professeur Reiss. — Bombardement de villes ouvertes continué pendant des mois entiers, destruction réfléchie et volontaire des hôpitaux et des établissements scientifiques, massacre des prisonniers, mutilations et assassinats d'enfants et de jeunes filles, incendies systématiques des villages et des villes. Près de la gare de Lechnitsa, une fosse que M. Reiss a fait ouvrir, renfermait les corps de 108 paysans de huit à quatre-vingts ans. Ce sont des otages qu'on avait ramassés dans les environs : on les avait attachés ensemble, puis un feu de peloton les a abattus dans la fosse; on les y a ensevelis aussitôt : beaucoup avaient été seulement blessés; quelques-uns n'avaient pas été atteints.

Ces abominations sont ordonnées par les officiers Les officiers du 6e régiment d'artillerie prescrivent à leurs hommes de tuer tout, depuis les enfants de cinq ans. Le général Horstein (9e corps) écrit : « En cas de crime des habitants contre la force armée, les otages doivent être tués sur-le-champ et les villages serbes, incendiés; le général se réserve même d'incendier les villages sur le territoire autrichien. »

On a trouvé sur des soldats morts ou prisonniers des extraits d'une brochure du haut commandement : —

Directions pour la conduite vis-à-vis de la population en Serbie : en face d'une telle population, toute humanité et toute bonté d'âme seraient déplacées et même nuisibles. J'ordonne par conséquent qu'on observe envers tout le monde la plus grande sévérité, la plus grande dureté et la plus grande méfiance....

« On considérera chaque habitant rencontré en dehors des lieux habités, spécialement dans les bois, comme un membre d'une bande qui a caché quelque part ses armes. On exécutera ces gens-là, pour peu qu'ils paraissent suspects. »

Encore, n'est-il pas possible de tout écrire!

L'auteur d'une brochure très répandue, *L'Allemagne au début du XXe siècle*, traçait à l'Empire son plan de conduite, après la prochaine guerre. Son premier soin devait être de chasser les populations indigènes du territoire conquis pour y faire de la place aux colons germains :

« Il nous faut de la place en Europe; c'est une conséquence de notre développement naturel, et nous aurions tort de reculer devant les conséquences extrêmes de cette nécessité. Il est vrai que nous créons ainsi un nouveau droit des gens et un nouveau code de la guerre. Mais aujourd'hui que l'on n'entreprend la guerre que tous les cinquante ans, on peut très bien chaque fois transformer le droit des gens, c'est-à-dire le développer dans le sens où cela vous est utile. En général, nous pensons qu'à l'avenir, quiconque commencera une guerre, devra se guider d'après ses propres intérêts, et non d'après un prétendu droit des gens. On fera bien d'agir sans se laisser arrêter par aucune considération et sans s'inquiéter le moins du monde de l'opinion.... Plus on appliqauer sans pitié le *Væ victis*, plus la paix conclue sera sure. Dans l'antiquité, un peuple vaincu était supprimé; aujourd'hui on ne peut plus le sup-

primer physiquement; mais il est possible d'inventer des conditions qui seraient sensiblement égales à une destruction. » (P. 214.)

Depuis 1900, les Austro-Allemands avaient perfectionné leurs méthodes et endurci leurs nerfs. Ils ne se contentaient plus de ces moyens lents d'extermination; ils voulaient bien « supprimer les peuples vaincus ».

Wir können Europa werden, écrivait le pamphlétaire allemand. Nous pouvons devenir l'Europe. — Sur la carte, peut-être. Mais il est moins facile de refouler les armées serbes que de massacrer des vieilles femmes ou des nourrissons.

CONCLUSION

LE PROGRAMME SERBE

Le royaume yougo-slave : la Dalmatie. — Les Slovènes. — La frontière tchéco-serbe. — Les objections. Austria delenda est. — Une Croatie indépendante est impossible. — Les revendications italiennes : la question de Trieste. L'Adriatique. — L'intérêt de l'Italie et l'intérêt de l'Europe. — La paix par le respect du principe des nationalités et de l'équilibre.

Les rares et hardis voyageurs qui ont visité la Serbie pendant ces derniers mois, ont été frappés de l'énergie sereine avec laquelle les habitants ont supporté des souffrances qui semblaient de nature à écraser les forces humaines. Ils étaient soutenus par la conviction qu'ils touchaient au terme de leurs épreuves et que le moment approchait où ils rassembleraient sous un drapeau commun tous les frères yougo-slaves, enfin arrachés à la domination turque, allemande ou magyare.

Le programme panserbe n'est pas né de la fantaisie ambitieuse d'une poignée de rêveurs. Il a été dicté aux politiques par l'histoire et l'ethnographie ; il est sorti de la conscience des peuples qui, depuis plusieurs siècles, tendaient par un effort continu et unanime, à confondre leurs destinées. Il en résulte avec une évidence manifeste qu'à moins de violer les principes les plus élémentaires de la justice internationale et

de blesser les populations yougo-slaves dans leurs sentiments les plus profonds et les plus naturels, la Bosnie, l'Herzégovine et le royaume triunitaire de Croatie, Slavonie et Dalmatie, doivent sans discussion possible être compris dans le nouveau royaume serbe.

En Dalmatie en particulier, sur moins de 600 000 habitants, il y a 570 000 Slaves et seulement moins de 15 000 Italiens. M. Virginio Gayda, qui essaye de faire revivre les anciens titres de Venise sur le littoral de l'Adriatique, est bien obligé cependant d'admettre que seule la ville de Zara a conservé une municipalité italienne et que l'immense majorité de la population est slave. Il affirme, il est vrai, que la minorité « a pour elle la civilisation originale du pays, la culture, la supériorité économique, » et il rappelle qu'en 156 avant J.-C., les Romains ont commencé la conquête du pays. Ne craint-il pas lui-même que ces arguments paraissent contestables et ces souvenirs, lointains? — Depuis le xve siècle, l'élément slave a peu à peu éliminé ou assimilé les étrangers, et la prépondérance qu'il avait lentement acquise, voilée seulement par la domination de Venise et des Habsbourgs, est nettement apparue dès que les habitants ont conquis une ombre de régime parlementaire. Aux élections de la Diète, les Italiens ont depuis longtemps renoncé à présenter des candidats. A Zadar (Zara) même, leur dernier bastion, ils ne se maintiennent plus qu'à grand'peine à l'hôtel de ville. — Les Serbes ont-ils vraiment besoin de posséder toute la Dalmatie? demande M. Gayda. — La question est étrange. L'Italie ne veut, écrit-il encore, que ramener à son caractère national originaire la côte orientale de l'Adriatique et la cristalliser définitivement dans son italianité. — Il est manifeste que Guillaume II pourrait avec les mêmes raisons réclamer la Lombardie,

et il n'aurait pas besoin de remonter avant J.-C. pour y retrouver des preuves de la domination germanique.

Nulle part peut-être le sentiment national slave n'est aussi intense et aussi unanime qu'en Dalmatie. La plus grande partie des habitants, affirment quelques Italiens, sont des paysans, indifférents au mouvement slave. Comment expliquent-ils alors l'enthousiasme universel avec lequel ont été accueillies les victoires de Koumanovo et de Monastir? — En réalité, sur le littoral, le patriotisme slave est de date fort ancienne, puisque dès le xv[e] siècle, à Raguse, même les élèves de Pétrarque et les disciples des humanistes, tout en subissant, comme l'Europe entière, le charme capiteux de leur riche et noble voisine, demandent en partie leur inspiration aux légendes et à l'histoire des Croates et des Serbes. De Marko Maroulitch et de Loutsitch, qui unit à une ardente affection pour l'Italie un attachement filial pour la race slave, jusqu'à Soundetchitch de nos jours, la lignée des poètes ne s'interrompt pas, qui écoutent en frissonnant d'amour et de joie « les désirs de leur peuple, ses appels et ses espoirs. Déjà la terre tremble sous nos pieds, les voix montent jusqu'aux nuages, et de tous les côtés les soufles de l'air nous murmurent des paroles mystérieuses qui réveillent nos cœurs et nos pensées. Elles prédisent l'heure fixée, l'heure qui nous apportera la délivrance. Dans la sombre carrière où il repose, déjà l'épée de notre Marko lance des flammes. »

Le mouvement d'union serbo-croate est parti de la côte, et les journalistes et les députés dalmates ont été les hérauts de la réconciliation des Orthodoxes et des Catholiques. Il ne serait vraiment pas plus paradoxal de nier l'italianité de la Toscane que le serbisme de Split ou de Chébénik

La situation est moins claire pour la Hongrie du sud-est. Si, de Bazias sur le Danube, on trace une ligne droite vers Témesvar et Arad sur le Maroch, et de là, vers l'ouest et le Danube, une ligne qui passe par Soubotitsa (Szabadka) et Pecs, la région ainsi délimitée est occupée par une population très bariolée où les Magyars, les Roumains et surtout les Allemands, qui forment ici des colonies anciennes, nombreuses et florissantes, se mêlent aux Slaves dans un inextricable désordre. Au milieu de ce chaos, il serait absolument vain de prétendre tracer une frontière rigoureusement ethnographique. Il est incontestable du moins que les Serbes qui peuplent en masse compacte la partie occidentale de ces plaines forment dans tout le reste du pays des îlots importants et ils y possèdent très probablement la majorité relative. Ils sont 17 000 à Zombor (Sambor, 30 000 habit.), 35 000 à Soubotitsa (Szabadka, 72 000 habit.); à Versatch, il y a 8 000 Serbes et 14 000 Allemands. Témesvar est une ville allemande avec une forte minorité magyare, et Arad un centre magyar avec de nombreux Roumains.

Dans ces conditions, le traité devra évidemment s'inspirer des considérations géographiques et de la nécessité de couvrir Belgrade par une bande de territoire assez large pour la mettre au moins à l'abri du raid d'une grand'garde de cavalerie.

Nous ne connaissons pas encore exactement les prétentions roumaines et il n'y a pas, à ce qu'il m'a paru, entente complète entre M. Cantacuzène (*Revue hebdomadaire*, 20 mars), et M. de Martonne (*Revue de Paris*, 1er mai), qu'il est permis de considérer comme leurs porte-parole. M. Cantacuzène reconnaît que le Banat occidental est serbe et propose comme ligne de démarcation le Témech. Il est incontestable pourtant que les colonies serbes sont encore nombreuses et importantes au delà de cette limite. Si

l'on veut tenir compte à la fois des convenances stratégiques et de la répartition des races, la frontière pourrait, à l'est de Bazias, sur le Danube, remonter dans la direction générale du nord jusqu'au Maroch, en suivant les hauteurs qui dominent la région. Elle descendrait alors le cours inférieur du Maroch, et laissant en dehors Arad et Szégédin, couperait par Soubotitsa la plaine entre la Tisza et le Danube, atteindrait le fleuve vers Baïa, pour se diriger ensuite vers le confluent de la Mur et de la Drave.

Il est certain que les Serbes seraient ainsi forcés de renoncer à leurs postes les plus avancés vers le nord et l'est, en même temps qu'ils annexeraient des groupes de Roumains, de Magyars et d'Allemands. C'est un inconvénient qu'il est malheureusement impossible d'éviter. Dans l'ensemble, la solution serait aussi équitable qu'il est permis de l'espérer et rien ne s'opposerait à ce qu'il se nouât une amitié solide et durable entre les deux peuples voisins, Roumains et Serbes, qui ont eu si longtemps à souffrir de la tyrannie magyaro-germanique.

La question serbe ne serait pas ainsi en somme très difficile à résoudre, si elle ne se rattachait à la question de l'existence de l'Autriche et à l'avenir de la Slovénie.

Le nom de Carniole, Kraïna (frontière, limite), qui rappelle l'Ukraine, indique à lui seul la place qu'occupent les Slovènes à l'extrême avancée des Yougo-Slaves vers l'ouest. Arrivés vers le VIe siècle après J.-C., ils occupèrent dans leur premier élan les régions alpestres de l'Autriche occidentale, environ jusqu'à la frontière actuelle de la Bavière. Ces postes lointains étaient assez faiblement peuplés et les Slaves les perdirent rapidement devant le reflux germanique. Le gros de l'armée résista et, depuis le XIIIe siècle, elle a conservé ses positions presque intactes, malgré

la poussée continue des adversaires qui la pressent de tous les côtés. Aujourd'hui, les Slovènes, au nombre de 14 à 1 500 000, habitent, autour de Lioubliana, leur capitale, la Carniole, la Styrie méridionale, le sud-est de la Carinthie, le nord de l'Istrie et une partie du Frioul ; ils débordent même en Italie, du côté d'Udine.

Bien que les célèbres fragments de Freisingen, les plus anciens documents connus de la langue slovène, remontent au IXe ou au Xe siècle, la littérature slovène proprement dite date de la Réforme, qui recourut aux dialectes populaires pour répandre la connaissance de la Bible et gagner à sa cause les masses rurales. Après l'écrasement du protestantisme, au début du XVIe siècle, un silence de mort s'abattit sur le pays jusqu'à la fin du XVIIIe siècle. Sous l'action à la fois des doctrines romantiques et du rationalisme démocratique français, quelques écrivains, pour propager parmi les paysans des idées saines et des connaissances utiles, essayèrent alors de nouveau de s'adresser à eux dans la seule langue qu'ils comprissent. Encouragés par l'intelligente sympathie de Napoléon, qui paraît avoir entrevu l'utilité des alliances slaves contre les Allemands, ils trouvèrent un précieux appui dans un philologue éminent, Kopitar, qui fixa les règles du slovène, défiguré par les fantasques théories de grammairiens ignorants. Kopitar pensait que les apôtres slaves, Cyrille et Méthode, s'étaient servis du slovène pour leur traduction de la Bible, et cette théorie *pannonienne* de l'origine du slavon d'église fut reprise après lui par son illustre disciple, le Slovène Miklositch, un des plus remarquables érudits du XIXe siècle. L'hypothèse de Kopitar et de Miklositch est abandonnée aujourd'hui, mais elle eut alors un retentissement extrême, et les Slovènes érudits s'attachèrent avec une dévotion pieuse à un dialecte qui avait d'aussi nobles

origines. Un peu plus tard, le Congrès de Laybach (1821), où le tsar Alexandre Ier apparut au peuple dans tout l'éclat de sa puissance, fut pour lui comme une révélation de la puissance de sa race.

Trop peu nombreux pour résister par leurs seules ressources aux Allemands qui les écrasaient de leur masse, attachés à leur langue et à leurs traditions avec une passion d'autant plus acharnée qu'ils les sentaient plus menacées, les Slovènes cherchèrent un réconfort dans un rapprochement avec les peuples de même souche, et ils sont probablement, avec les Tchèques, les champions les plus fidèles de l'idée de solidarité slave. Leurs poètes, dont quelques-uns ont laissé des œuvres remarquables, tels que Précheren ou Stanko Vraz, suivent avec une attention filiale les tentatives des écrivains de Prague, de Pétersbourg, de Varsovie ou de Belgrade. Stanko Vraz abandonna même le dialecte local pour écrire ses vers en croate. Tout en demeurant fidèles à l'idiome provincial, qui ne se distingue d'ailleurs du parler de Zagreb que par des différences secondaires, les chefs du mouvement slovène ont cependant toujours conservé un sentiment très vif de l'unité yougo-slave. S'ils paraissent, depuis 1867, se désintéresser un peu du travail de leurs voisins immédiats, c'est que la constitution de Beust, en les rattachant à la Cisleithanie, les contraint à diriger leurs regards vers Vienne et le Reichsrath, où, alliés fidèles des Tchèques, ils combattent sans lassitude la poussée germanisatrice.

Aux prises avec des ministères centralisateurs, dont ils déjouaient les menées à force d'obstination et de sacrifices, ils ne songeaient certes pas à se séparer de l'Autriche, dans laquelle ils voyaient une protection et qu'ils espéraient convertir à une politique moins insensée. Les derniers événements ont

brisé les liens qui les rattachaient aux Habsbourgs, et, comme il est évident qu'ils ne sauraient vivre isolés, la conviction s'est aussitôt emparée d'eux qu'ils n'avaient de salut que dans leur union avec leurs frères de race et de langue, les Serbes.

Par la force des choses et la folie de l'Empereur, la Serbie se voit imposer ainsi une tâche plus large qu'elle ne l'avait soupçonnée elle-même. Elle est condamnée à s'étendre jusqu'à la Styrie, par une fatalité analogue à celle qui poussa Cavour jusqu'à Naples. Un peuple n'est pas toujours libre de mesurer ses ambitions, et le succès l'emporte souvent plus loin qu'il ne l'avait d'abord supposé possible.

Cette expansion de la Serbie est une nécessité d'ordre européen et une des conditions de notre sécurité. Il serait désirable même, pour que nous puissions envisager sans trop d'alarmes de nouvelles attaques germaniques, qu'elle avançât encore sa frontière plus au nord et qu'elle occupât le territoire compris entre la Leitha et le Raab, jusqu'au Danube de manière à donner la main aux Tchèques affranchis.

Il est parfaitement possible que l'humanité soit condamnée par ses faiblesses intellectuelles et morales à l'éternelle malédiction de la guerre et que les pessimistes aient raison de ne voir que d'absurdes chimères dans les projets de réconciliation définitive des peuples. Je ne comprends pas pour ma part comment, au milieu des atrocités qui nous entourent et après les mois épouvantables que nous avons vécus, la conscience universelle ne se révolte pas à la pensée que les générations futures seront impitoyablement réservées à de semblables angoisses, sans compter que les guerres deviendront toujours plus meurtrières et féroces à mesure que la science développera les moyens de destruction. Je suis inti-

mement convaincu que le pessimisme fondamental, d'où découle cette résignation et qui est contraire à la nature française et à la tradition révolutionnaire, est funeste, puis qu'il nous conduit à ne pas lutter contre des maux dont nous acceptons l'inéluctable fatalité. Mais je ne compte guère convertir ces désespérés et je mesure le peu de valeur qu'ont sans doute mes arguments à l'inanité même que me paraissent avoir les objections de mes contradicteurs.

Au lieu donc de nous placer les uns et les autres sur le terrain des principes, puisque nous n'arriverions pas à nous convaincre, et puisque aussi bien le progrès ne saurait s'accomplir que par étapes, il serait sans doute plus utile de rechercher les points de contact qui ne sont peut-être pas impossibles à trouver.

Il me semble que tout le monde est d'accord sur un point : nous devons travailler à établir un régime tel que la paix soit assurée pour une longue période et qu'elle soit fondée sur des bases assez solides et assez raisonnables pour ne pas condamner les peuples à des charges militaires qu'après les ruines récentes ils seraient incapables de supporter. Il est évident d'autre part que, quelque dures que soient les expiations que nous imposerons à l'Allemagne, — et elles ne seront jamais égales à ses crimes, — nous ne la supprimerons pas. Ce serait enfin une erreur infiniment redoutable que de supposer qu'elle renoncera rapidement à ses désirs de domination et à ses fureurs de vengeance. S'il est vrai que l'on s'attache aux gens par les services qu'on leur rend, il n'est pas moins vrai qu'on les hait en raison des torts dont on s'est rendu coupable envers eux. De longues années s'écouleront avant que les Allemands nous pardonnent les hontes dont ils se sont souillés et, pour faire oublier le sac de Senlis ou le bombarde-

ment de Reims, ils ne verront d'autre moyen que la destruction même de la France. La plus vulgaire prévoyance nous impose donc le devoir de nous créer contre eux des alliés sur le dévouement absolu desquels nous nous appuierons avec confiance, parce que notre défaite serait leur ruine immédiate. Un des moyens les plus naturels me paraît être de constituer sur la frontière orientale de l'Allemagne une rangée d'États slaves qui seront les gardiens intéressés de l'équilibre.

Ce rôle de surveillants de l'Allemagne, les Habsbourgs auraient pu le tenir; ils s'y sont refusés, et désormais, il est trop tard pour y revenir. Les Habsbourgs doivent disparaître. La première condition de stabilité pour l'Europe nouvelle est la suppression de l'Autriche. Sur ce point, on ne saurait trop y revenir, la République française ne fera que reprendre la tradition de nos rois, qui ont brisé l'attaque des successeurs de Charles-Quint grâce à l'alliance des Suédois, des Polonais et des Turcs, et qui n'ont jamais cessé de protéger les insurgés de Bohême et de Hongrie. En créant une Grande-Serbie et une Bohême indépendante, nous reprenons, en la modifiant suivant l'esprit du siècle, la pensée de Henri IV, de Richelieu, de Lionne et de Talleyrand.

Il est évident que cette destruction de l'Autriche et la constitution d'une Grande-Serbie, qui en est la condition inévitable, ne vont pas sans provoquer certaines objections.

Les unes m'ont semblé si étranges que je n'en parlerais même pas si elles ne m'avaient été à diverses reprises présentées en Angleterre par des hommes d'une haute compétence politique, dont j'admire le savoir et dont je respecte profondément le caractère. Est-il possible, me répétaient-ils, de détrôner un souverain tel que François-Joseph, qui règne depuis

si longtemps et qui a déjà été si souvent frappé par le destin? — J'avoue que ce sentimentalisme loyaliste provoque chez moi une véritable indignation. Le monarque qui a déchaîné la guerre actuelle, le souverain qui a toléré les atrocités de Serbie, le fantoche sanguinaire qui a ordonné la dévastation systématique de la Galicie, de la Bosnie et de la Dalmatie, ne mériterait que la potence. La seule circonstance atténuante qu'il soit possible de plaider pour lui, c'est sa sénilité. Qu'elle lui vaille d'échapper au bourreau, c'est la seule grâce à laquelle il ait le droit de prétendre.

D'autres arguments sont plus sérieux. Si l'on crée sur les ruines de l'Autriche démembrée des royaumes indépendants, n'est-il pas à craindre que l'État allemand, qui aura pour capitale Vienne, se rattache, dans un délai plus ou moins rapproché, à l'Empire ou à la Confédération germanique? — Grave péril, d'autant plus que, je l'avoue sans hésitation, si cette fusion peut être ajournée pour un temps assez long par les stipulations précises du traité, je n'oserais pas affirmer qu'on l'évitera éternellement.

Seulement, comment écarter ce danger? On propose de constituer une confédération autrichienne qui comprendrait les trois groupes de Bohême, — Hongrie, — Allemagne, et où les Allemands seraient contenus par la coalition des Magyars et des Tchèques. — Ce serait la plus lamentable des illusions. Les Magyars ne pardonneront pas aisément aux Slaves l'effondrement de leur domination et ils s'uniraient immédiatement aux Allemands contre eux. Ou bien l'Autriche sera morcelée et définitivement détruite, ou bien elle deviendra de nouveau la servante des ambitions germaniques. En résumé, d'un côté, la crainte, lointaine et problématique, que dix millions d'Allemands-Autrichiens

se joignent un jour à la grande Allemagne; de l'autre, la certitude que quarante millions d'Autrichiens, de gré ou de force, apporteront aux Hohenzollern l'appoint énorme de leurs ressources.

Les négociateurs ne seront pas libres du reste de négliger certains faits qui devront exercer une influence décisive sur leurs résolutions.

La guerre actuelle a été imposée aux Slaves et aux Latins de la monarchie austro-hongroise par les minorités magyares et allemandes. Les Slaves en particulier ont appris avec épouvante et horreur une rupture qui les forçait à combattre leurs frères et leurs alliés naturels; dès la première heure, ils ont fait des vœux ardents pour la défaite de la dynastie, parce que sa victoire scellerait leurs chaînes pour des siècles et les livrerait en proie à l'insolence germanique. Les meneurs de Vienne et de Budapest avaient pris leurs précautions pour déjouer les résistances qu'ils prévoyaient; le Reichsrath n'a pas été convoqué, les diètes provinciales n'ont pas été consultées. Enserrés dans le réseau de fer de la bureaucratie et de la police, soumis dès le premier jour à toutes les rigueurs du code militaire, les Tchèques, les Slovènes, les Italiens et les Croates ont été hors d'état d'organiser une opposition ouverte.

Les mesures les plus draconiennes n'ont pas cependant réussi à modifier les sentiments intimes des populations. A diverses reprises, de redoutables symptômes ont rappelé aux chefs de la clique militaire et allemande que la révolte couve partout et qu'il suffirait d'une approche des Russes pour que la révolution se déchaînât, irrésistible.

En présence d'une situation dont il ne se dissimulait pas la gravité, le gouvernement était acculé à des mesures de répression impitoyables. Il a exagéré encore ses terreurs pour justifier d'effroyables rigueurs.

Quelque incomplets que soient les renseignements que nous possédons aujourd'hui, ils sont plus que suffisants pour établir que, dans certaines provinces au moins, le Ministère a conçu un véritable plan d'extermination.

J'ai sous les yeux une brochure, dont MM. Stoïanovitch et de Lanux préparent la publication; elle est consacrée au régime des provinces yougo-slaves depuis le début des hostilités. Les témoignages qu'apportent MM. Stoïanovitch et de Lanux ne sauraient être contestés; ils s'appuient en particulier sur les statistiques que donne le journal officiel de Sarajévo, la *Bosnische Post*. Leur réquisitoire pourra être complété, il ne sera pas réfuté.

Il prouve, sans contestation possible, non seulement que les bourreaux de Vienne et de Budapest ont violé toutes les lois de l'humanité et de la justice, mais qu'ils avaient conçu l'abominable dessein de supprimer la population yougo-slave tout entière. D'après la *Bosnische Post*, du 20 février au 23 mars, 5 260 familles ont été expulsées du seul gouvernement de Bosnie. Au mois de mars déjà, plus de 70 000 malheureux avaient été obligés de chercher un refuge dans la Tcherna Gora. Par milliers, par dizaines de mille, d'autres Orthodoxes ont été dépouillés de leurs biens, chassés de leurs demeures, refoulés dans l'intérieur, internés dans des camps de concentration où ils meurent par centaines de misère et de faim.

La Dalmatie n'a pas été moins cruellement traitée. Tous les hommes qui, pendant ces vingt dernières années, ont été mêlés à la vie publique et qui n'ont pas eu la chance de gagner la frontière, sont en prison, à moins qu'ils n'aient été exécutés. En Sirmie, plus de 20 000 habitants ont été évacués à l'intérieur. Les autres ont été dépouillés de leurs dernières res-

sources, accablés de contributions, livrés aux fureurs des Magyars.

Il va sans dire que toutes les associations slaves ont été dissoutes, leurs collections dispersées, leurs réserves confisquées, leurs chefs arrêtés. Les tribunaux ou les conseils de guerre ont distribué à la volée les amendes, les années de prison, les condamnations capitales. — Une pauvre femme, qui ne sait ni lire ni écrire, paye un achat avec quelque menue monnaie monténégrine : — jusqu'à la veille de la rupture, dans ces districts frontières, on acceptait partout les pièces monténégrines ; — on l'envoie à la potence. — En Istrie, un juge refuse de condamner deux jeunes filles qui lui ont été dénoncées et contre lesquelles on n'a apporté aucune preuve ; il est aussitôt arrêté et il se trouve encore en prison. Nous connaissons 70 exécutions à Sarajévo, plus de 80 à Trébinié et à Mostar — et nous sommes loin de tout savoir. — En Sirmie, plus de 50 pendaisons ; parmi les victimes, une institutrice. — Pour épouvanter la population, les cadavres des suppliciés restent accrochés aux arbres des semaines entières.

La plupart des victimes meurent avec le courage souriant et fier des martyrs, en acclamant le roi Pierre, entonnent leurs vieilles chansons nationales, invitent les assistants à ne pas trahir leur race.

Dans le Trentin, en Bukovine, en Moravie, les condamnations sont peut-être moins nombreuses. Le système est le même, la brutalité s'étale, aussi féroce ; les juges ne sont ni moins iniques ni moins impitoyables.

Et au lendemain de ces infamies pires que celles des hordes de Waldstein, vous allez rendre ses sujets au souverain qui a dépassé les crimes de Ferdinand II ! — Vous pensez maintenir une dynastie toute dégouttante du sang de ses sujets ! Vous allez demander aux

pères, aux mères, aux enfants, aux femmes de ces suppliciés d'oublier leurs haines! Vous espérez que les proscripteurs et les bannis, les bourreaux et leurs victimes se rapprocheront dans une vie commune, travailleront en paix à la restauration de l'État! — Étrange illusion et criminel optimisme.

Rappelons-nous la Macédoine, ses désordres périodiques, ses insurrections continuelles, les ruisseaux de sang versés et l'incendie qui, de ces champs de carnage, a embrasé l'Europe entière.

Certains souvenirs ne s'effacent pas. Il est des barrières que ni l'art des diplomates ni les manœuvres des politiques ne sauraient abattre. Est-ce que l'Italie a pu jamais oublier Haynau et Brescia?

Non, après les événements de ces derniers mois, il faut que l'Autriche disparaisse. Si elle subsiste, vous n'aurez plus au centre de l'Europe qu'une immense Macédoine, où les peuples exaspérés guetteront sans cesse l'instant de se ruer les uns sur les autres dans une horrible mêlée.

Il faut que l'Autriche disparaisse, pour que la conscience humaine respire.

Il le faut dans l'intérêt des Magyars aussi. Il est nécessaire qu'ils soient convaincus que tout rêve de revanche est inutile, qu'ils soient mis hors d'état de reprendre avec l'Allemagne leur coalition impérialiste. Alors seulement, revenus de leur absurde folie de domination, arrachés à leur cauchemar sanguinaire, ils prendront à côté des Roumains, des Tchèques et des Yougo-Slaves la place légitime qui leur revient et que personne ne leur contestera, dès qu'ils ne prétendront plus en sortir.

Soit, dira-t-on. Mais pour que les Serbes soient des alliés utiles contre l'Allemagne, il faudrait au moins

qu'ils fussent en état d'organiser les immenses provinces qui vont inopinément leur échoir. — Ne succomberont-ils pas à une tâche trop lourde pour leurs épaules? Les vieilles rivalités entre les Catholiques et les Orthodoxes n'aboutiront-elles pas à des luttes intestines? Les populations croates ou slovènes accepteront-elles l'autorité de Belgrade?

Qui répondra à ces questions, sinon les représentants autorisés des Croates et des Slovènes? — Députés, journalistes, écrivains, tous ceux qui ont réussi à sortir de l'Autriche l'ont déclaré solennellement : « LES SLAVES DU SUD SONT DÉCIDÉS A SE RÉUNIR ET A FORMER UN SEUL ÉTAT INDÉPENDANT. Perpétuer la division de nos provinces, en en laissant quelques-unes sous la domination austro-hongroise, ou en soumettre quelques fragments à un autre gouvernement étranger, serait une violation flagrante de notre unité ethnographique, géographique et économique. *Il est certain que notre peuple y opposerait une juste et énergique résistance.* »

Le président du Comité qui a rédigé ce manifeste est M. Troumbitch, chef du parti national croate à la Diète de Dalmatie, ancien maire de Split, ancien député de Zadar au Reichsrath; parmi les signataires, on rencontre des représentants de la Carniole, aussi bien que de Riéka (Fiume) et de Trieste. Même les Catholiques extrêmes qui se groupaient autour du Dr Frank à Zagreb ou de M. Chousterchitch à Lioubliana, sont aujourd'hui ralliés à l'unité serbe. Les rivalités confessionnelles chez les Yougo-Slaves ont toujours été superficielles, et elles étaient entretenues uniquement par la politique cauteleuse de la cour de Vienne. Elles sont infiniment moins vives que les dissidences entre Catholiques et Libéraux en Belgique, et il ne semble pas qu'en Belgique ces luttes passionnées aient empêché la naissance d'un

admirable sentiment national ou la prospérité de l'État. Les guides du clergé en Croatie et en Slavonie sont les disciples directs de Monseigneur Strossmayer, et, comme leurs ouailles, ils disent : « Les Slaves du Sud sont décidés à se réunir et à former un seul État indépendant. »

La Nouvelle-Serbie reprendra dans le monde un rôle analogue à celui qu'elle a un moment tenu au moyen âge. Les qualités naturelles de ses peuples ont été jusqu'à présent en partie paralysées, d'un côté par la lutte permanente à laquelle les condamnaient leur morcellement et les conditions de leur existence, et de l'autre par la dispersion de leurs ressources. Il faut à l'écrivain, pour que sa voix porte et prenne son entier développement, un large public; il faut surtout au savant des laboratoires, des instruments, de l'argent, des élèves. Les résultats obtenus par les Universités de Belgrade et de Zagreb, en dépit des circonstances difficiles dans lesquelles elles ont travaillé jusqu'à présent, prouvent que, du jour où elles seront libres de coordonner leurs efforts et d'appeler à elles toutes les bonnes volontés de l'ensemble de la nation, elles deviendront d'admirables foyers de vie intellectuelle et morale. Elles seront le phare qui de l'Adriatique projettera sur la mer Noire les rayons de la civilisation occidentale. Elles seront les grandes propagatrices de la pensée italienne, de même que le développement économique du pays sera pour le royaume voisin une source inépuisable de richesse et de prospérité.

A une condition cependant, c'est qu'il y aura alliance loyale et égale, — non pas asservissement ou subordination.

J'écris ces lignes le jour où je viens d'apprendre la déclaration de guerre de l'Italie à l'Autriche. Suivant l'admirable parole de d'Annunzio, le vert et le

bleu de nos drapeaux se confondent dans les lueurs de la bataille et ne forment qu'un même étendard, l'étendard de la liberté et de la civilisation qui marchent au combat contre les barbares. Cette alliance exalte les sentiments d'instinctive affection que j'ai toujours eus, moi, le fidèle citoyen de la ville la plus latine de France, pour cette Italie qui a donné sa direction à notre esprit et d'où nous est venue *l'humanité* de notre âme. Aucune ambition n'est trop haute pour elle, si seulement elle ne se trompe pas sur le but que doit se proposer son génie.

Chaque religion a ses fanatiques, chaque pays a ses chauvins. Leurs convictions sont ardentes et leurs conseils, néfastes. Jamais mieux qu'à eux ne s'est appliquée la parole que l'amour aveugle.

Certains publicistes italiens réclament ainsi pour leur pays non seulement Trieste, mais Riéka et même la plus grande partie de la Dalmatie. Leur programme, s'il était accepté par leur nation, préparerait à l'Europe les plus graves périls et à l'Italie les plus lamentables déboires.

La politique ne peut s'inspirer que de deux considérations, le droit et l'intérêt. Ici le droit et l'intérêt sont d'accord pour mettre l'Italie en garde contre des convoitises désastreuses.

Au point de vue du droit, la côte orientale de l'Adriatique est slave et non pas italienne. Des revendications historiques antédiluviennes ne sauraient évidemment prévaloir contre le vœu formel des populations et la langue qu'elles parlent. Le seul point où ces demandes italiennes puissent paraître avoir quelque apparence de fondement, c'est Trieste. La ville de Trieste est incontestablement italienne, mais tout l'intérieur du pays est slave. M. Louis de Laigue, qui a passé vingt ans de sa vie en Italie, dont quatre à Trieste, et qui est favorable à la cause italienne,

nous dit : « Pas plus que l'Istrie, pas plus que la Dalmatie, Trieste n'a d'italien. Dans la banlieue immédiate, à Barcola, par exemple, à dix minutes du centre urbain, les Slovènes sont chez eux et le font sentir. A Optchina, faubourg situé sur le premier contrefort du plateau du Karst, les gens du cru affectent d'ignorer l'italien. » (*Revue hebdomadaire*, 22 mai 1915.) Dans la ville même, les Slovènes gagnent sans cesse du terrain. Aux élections de 1907, leurs candidats ont eu plus de voix que les Italiens.

D'ailleurs, il y a un moyen très simple de trancher la question : il suffit de consulter les populations. Plus heureux que Salomon, nous n'avons qu'à demander à l'enfant que se disputent deux mères celle qu'il reconnait et qu'il choisit lui-même. Les Slaves réclament le plébiscite, sans autre condition que la liberté du vote, assurée par exemple par le contrôle de l'Angleterre, dont l'Italie, je suppose, ne contestera pas la sympathique impartialité. Les successeurs de Cavour voudraient-ils oublier ses préceptes pour se mettre à l'école de Bismarck? — Ils auraient tort de changer de maître, et le Chancelier de fer a été un mauvais berger pour sa nation.

Les Italiens se trompent sur la nature de l'irrédentisme triestin. Comme tous les sujets non allemands de François-Joseph, les habitants de Trieste protestaient contre la centralisation germanisatrice; pour résister aux tracasseries d'un gouvernement persécuteur qui fermait leurs écoles et leur refusait le droit de conserver leur civilisation et leur langue, ils cherchaient un appui au dehors avec une exubérance d'autant plus bruyante qu'elle ne tirait pas à conséquence, puisque personne ne prévoyait la dissolution imminente de la monarchie et que, dans aucun cas, les Habsbourgs n'auraient abandonné leurs débou-

chés sur l'Adriatique. Le jour où ils seront appelés à se prononcer, leurs intérêts manifestes les forceront à ne pas se séparer des Slaves qui occupent déjà dans les entreprises maritimes et commerciales une situation prépondérante et dont l'hostilité serait la ruine de leur cité. Dans tous les cas, je le répète et je n'aperçois pas d'objection possible, si on doute de leurs sentiments, qu'on les interroge eux-mêmes.

Il est parfaitement exact qu'au XVIIe et au XVIIIe siècles il n'eût probablement pas été impossible aux Vénitiens de coloniser et de transformer le littoral. Aujourd'hui, l'heure est passée et toute tentative pour modifier la situation serait condamnée à un échec complet, en même temps qu'elle entraînerait l'Italie dans une voie de violence aussi contraire à ses institutions qu'à son génie. « Nous n'avons jamais été pour les Italiens, disait à M. de Laigue un député de l'Istrie qui était un demi-paysan, que des chiens de garde, et ils ont reconnu nos services en nous abreuvant d'injures. S'ils l'avaient voulu et s'ils nous avaient traités avec une sympathie intelligente, aujourd'hui, nous ne ferions qu'un avec eux. Abreuvés d'outrages, nous sommes devenus les irréconciliables ennemis de ceux qui, par un détestable jeu de mots, nous traitent encore d'esclaves. » Sous l'exagération manifeste de ces paroles, un fait du moins apparaît, c'est que les Slovènes et les Croates ne sont nullement disposés à se soumettre à une civilisation, supérieure sans doute, mais étrangère. — L'Allemagne s'est brisé les dents à prétendre assimiler une parcelle de la France. Le régime despotique qu'elle était obligée de maintenir à Strasbourg et à Metz, a arrêté chez elle l'évolution libérale et elle a contracté dans ses rapports avec ses sujets rebelles les lamentables habitudes de superbe présomptueuse qui l'ont conduite à l'écrasement. Seuls, les pires ennemis de l'Italie pour-

raient l'inviter à créer à ses portes une Alsace serbe.

Qu'elle doive exercer une influence prépondérante dans l'Adriatique, la nature l'exige et personne certes ne songe à discuter ses prétentions. Elle montrerait vraiment une modestie excessive à redouter la rivalité d'un nouveau royaume qui, complètement saturé, ne saurait songer avec ses quinze millions d'habitants, à disputer à sa puissante voisine la primauté qui lui appartient. Établie à Valona, elle tiendra les portes de la mer et, solidement appuyée sur la barrière infranchissable du Brenner, elle aura en Europe une situation incomparable. Une expansion territoriale sur la côte orientale, bien loin de fortifier sa position, l'affaiblirait et la compromettrait, en suscitant contre elle d'amères et légitimes rancunes.

Les Serbes sont liés à l'Italie par des liens étroits. Presque tous ceux d'entre eux qui ont quelque culture admirent ses arts, lisent ses écrivains, sont pénétrés de son esprit. Ils sont les pionniers naturels dans la péninsule des Balkans de la civilisation occidentale, qui nécessairement leur arrive par Rome et Venise. Ce serait le plus absurde des calculs que de transformer en sujets rebelles des disciples empressés et de dédaigner une collaboration féconde pour poursuivre une chimère impériale.

La lecture de certaines brochures, telles que celle de M. Mario Alberti sur Trieste ou de M. Baccich sur Fiume, si elles répondaient à un état d'esprit quelque peu général, serait de nature à inspirer d'assez vives inquiétudes. Ils partent du principe que « les ports de l'Adriatique orientale sont le poumon droit de l'Italie », parce qu'ils sont les débouchés naturels du commerce des Balkans. Il est cependant difficile de comprendre pourquoi les débouchés naturels d'un pays doivent se trouver entre les mains d'une puissance étrangère. La théorie de l'Allemagne, lorsqu'elle

réclame Anvers et Rotterdam, s'appuie sur des raisons analogues, avec cette différence que la thèse germanique est infiniment plus rationnelle et plus conforme aux réalités. En somme, Napoléon Ier faisait un raisonnement semblable quand il exigeait qu'on lui cédât non seulement la rive gauche du Rhin, mais encore les têtes de pont de la rive droite, pour qu'il pût toujours se déployer sur le territoire ennemi. Nous ne voyons pas qu'il s'en soit très bien trouvé.

Les Italiens, comme les Français, sont par définition des classiques et ils ont peu de goût pour la confusion des genres. Les généraux qui combinent leurs opérations avec des arrière-pensées politiques, compromettent leurs armées ; les diplomates qui, en signant des traités, songent à faciliter de nouvelles campagnes, ne préparent aucune œuvre durable. La première victoire que l'Italie devra remporter sur l'Allemagne, — non la moins glorieuse, ni la moins difficile, — sera de se purger des éléments impurs qu'elle a puisés dans une fâcheuse fréquentation. Quand M. Mario Alberti réclame non seulement le domaine de l'Adriatique, mais la maîtrise de la Méditerranée et que son imagination l'emporte à la conquête de l'Argentine, du Brésil et de Tunis, il traduit dans une langue savoureuse et sonore des idées qui ne sont pas de son pays ; et de même M. Baccich, qui indique parmi les raisons qui forcent l'Italie à occuper Riéka ou Trieste, les vastes travaux qui ont aménagé leurs ports, et les lignes de chemin de fer, qui les mettent en relation avec l'intérieur du pays. Il est vrai qu'il consent à laisser aux Serbes une petite zone dans les environs de Doubrovnik et qu'il ne leur refuse pas l'autorisation d'y construire de nouvelles rades et d'y amener de nouvelles voies ferrées. L'outillage économique actuel du pays serbe cependant, c'est le travail slave qui l'a payé. Singulière justice,

qui consisterait à frapper les Serbes d'une indemnité de guerre de plusieurs centaines de millions, sans doute parce qu'ils ont eu l'insolence de battre les premiers les Autrichiens!

La question de la côte orientale de l'Adriatique n'intéresse pas seulement l'Italie et la Serbie. C'est une question d'ordre universel, et il n'y a aucune exagération à dire que l'avenir du monde peut dans une large mesure en dépendre.

Car, enfin, si une puissance se règle uniquement sur ses convenances momentanées, il est absurde d'exiger des autres un renoncement qui, au milieu de l'égoïsme universel, ne serait plus qu'une niaiserie. La conquête de la Dalmatie par l'Italie a pour corollaire fatal la conquête de la rive gauche entière du Rhin par la France. C'est une solution : je persiste à croire qu'elle est navrante. Partir en guerre pour supprimer la guerre et préparer de nouveaux conflits; inscrire sur son drapeau le respect des nationalités et la liberté des peuples, et aboutir à un nouveau congrès de Vienne; être les héritiers légitimes des humanistes du XVIe siècle et des rationalistes du XVIIIe, pour chausser les bottes de Metternich et de Guillaume II, quelle déchéance et quelle banqueroute!

Et si encore les heureux possesseurs de ces biens mal acquis étaient sûrs d'en jouir en paix! — Il leur faudra les défendre péniblement contre des coalitions qu'aura préparées leur imprévoyante avidité. La Serbie, libre, intacte, entière, est une garantie de paix; la Serbie mutilée, injustement dépouillée de son domaine légitime, frustrée du prix naturel de ses efforts héroïques, est condamnée à une politique aventureuse de revanche. Et si alors les influences germaniques, qui sont loin d'être négligeables en Russie, trouvent l'appui des cercles réactionnaires,

si les hobereaux prussiens réussissent à persuader à un tsar mal informé qu'il trouvera des alliés plus sûrs et moins indignes à Berlin qu'à Paris, à Londres ou à Rome, — cela s'est vu et une pareille hypothèse ne paraîtra absurde qu'à ceux qui n'ont ni mémoire ni réflexion, — sera-t-il indifférent que les Slaves de l'Ouest soient l'avant-garde de nos ennemis ou la barrière de l'Occident?

Dans l'admirable discours que le grand historien Ferrero a prononcé le 12 février à la Sorbonne, si plein d'idées, d'une si haute et si lucide inspiration, il a opposé à l'idéal allemand, le colossal, « qui est une des mille formes de l'orgueil humain », l'idéal latin, qui vise la grandeur, faite de proportion et d'harmonie, de discipline intellectuelle et de modestie. « Le colossal, dit-il, c'est un effort pour triompher de la matière et des difficultés qu'elle oppose à nos volontés ou à nos caprices », en d'autres termes, c'est une gageure contre la réalité et le bon sens. Le moment arrive vite où la nature se venge de ceux qui ont essayé de la violenter, et les imprudents qui ont cru la modifier au gré de leurs fantaisies, sont les premières victimes de leur erreur.

« Nous n'avons jamais pu, dit encore M. Ferrero, assister sans une horreur secrète et une répugnance invincible aux bruyants triomphes du colossal dans le monde. » — Quand l'Italie nous a envoyé ses volontaires dont la mort magnifique a si douloureusement retenti dans nos cœurs, quand elle a levé ses armées pour combattre nos ennemis, c'était pour assurer la victoire plus rapide et plus complète de l'idéal latin, et pour préparer cette paix romaine qui avait pour base le consentement unanime des peuples.

Contre les ambitions funestes de quelques impérialistes attardés, la Serbie en appelle à la véritable Italie, à « Rome qui, suivant l'expression de M. Des-

chanel, fut, après Athènes, la source de toute lumière, à Rome où s'épanouit magnifiquement de siècle en siècle, la fleur toujours renaissante de la morale et de la beauté, à Rome, mère du droit ».

INDEX ALPHABÉTIQUE

M

N

S

T

TABLE DES MATIÈRES

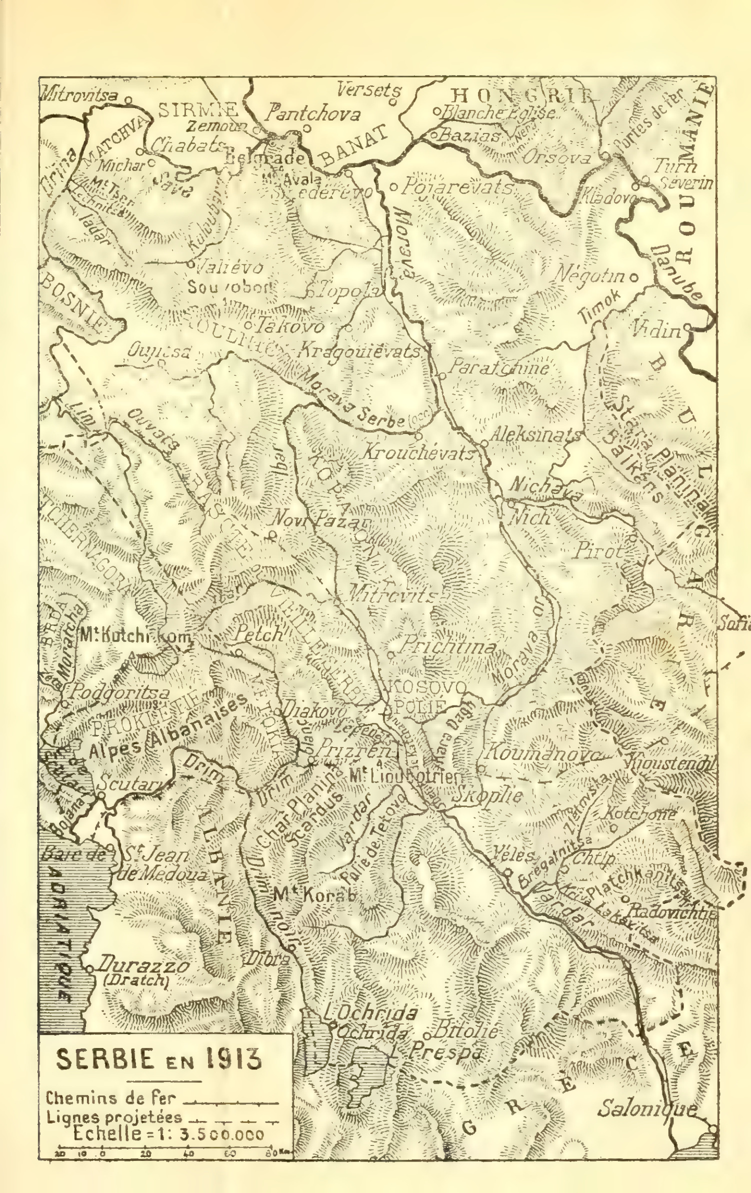
CHAPITRE IV

CHAPITRE V

CHAPITRE VI

CONCLUSION

Paris. — Imp. Levé, 17, rue Cassette. — S. — 8-16.


SERBIE EN 1913
Chemins de fer
Lignes projetées
Echelle = 1: 3.500.000
HONGRIE
ROUMANIE
BOSNIE
TCHERNAGORA
ALBANIE
ADRIATIQUE
BULGARIE
GRÈCE
BANAT
SIRMIE
MATCHVA
Belgrade
Pantchova
Versets
Zemoun
Chabats
Mitrovitsa
Blanche Eglise
Bazias
Orsova
Portes de fer
Turn Séverin
Kladovo
Pojarevats
Smederevo
Mt Avala
Valiévo
Souvobor
Topola
Takovo
Kragouiévats
Négotin
Timok
Vidin
Danube
Paratchine
Morava
Morava Serbe
Aleksinats
Krouchévats
Nichava
Nich
Pirot
Stara Planina
Balkans
Novi Pazar
Mitrovits
Prichtina
KOSOVO POLIE
Petch
Mt Koutchi kom
Podgoritsa
PROKLETIE
Alpes Albanaises
Diakovo
Prizren
Scutari
Mt Lioubotrien
Skoplie
Koumanovo
Kioustendil
Kotchane
Chtip
Vélès
Bregalnitsa
Radovichte
Vardar
Char Planina
Scardus
Mt Korab
Drim
Dibra
St Jean de Médoua
Baie de Drin
Durazzo
(Dratch)
L. Ochrida
Ochrida
Bitolie
L. Prespa
Salonique
Sofia

150-16. — Coulommiers. Imp. Paul BRODARD. 7-16

Denis, Ernest
La grande Serbie
⌐9. éd.⌐